

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Séance du lundi, le 4 février 1889.*

**SOMMAIRE** :—Dépôt de projets de loi. — Proposition concernant le nombre et le poids du poisson pris dans les rivières louées par le commissaire des terres de la couronne et de la destruction du poisson par les oiseaux : MM. Flynn, Duhamel, Faucher de Saint-Maurice, et Martin (de Bonaventure). — Proposition de M. Faucher de Saint-Maurice concernant certaine industrie, consistant en l'extraction de l'huile, de la térébenthine, et du goudron, etc : M. Faucher de Saint-Maurice. — Délibération, en comité général, sur le projet de loi pour modifier la loi concernant les chemins de fer. Proposition de l'honorable M. Pelletier à l'effet de rejeter ce projet de loi : MM. Pelletier, Robidoux, Blanchet, Robertson et Flynn. — Délibération, en comité général, sur le projet de loi pour modifier la loi électorale. Proposition de M. Casgrain, demandant le rejet de ce projet : MM. Pelletier, Casgrain, Mercier et Blanchet.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL LÉGISLATIF.

Le projet de loi suivant, précédemment adopté par le Conseil législatif, est déposé sur le bureau de l'Assemblée législative :

Acte concernant le Président du Conseil législatif.

Les deux projets de loi suivants, précédemment adoptés par le Conseil législatif, sont également déposés sur le bureau de l'Assemblée législative :

Acte pour modifier l'article 34 du code de procédure civile.

Acte pour nommer les membres du Conseil législatif juges de paix *ex-officio*.

Ces divers projets de loi sont adoptés en première délibération.

LA LOI DES MANUFACTURES.

L'honorable M. **Rhodes**—*député de Mégantic, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi ayant pour effet de modifier la loi des manufactures de Québec.

Il s'agit tout simplement d'ajouter les mots " si l'inspecteur l'exige," dans le cas du dîner des ouvrières, c'est à propos du temps qui doit être accordé pour le repas du midi.

LES COMPAGNIES POUR L'EMPIERREMENT DES CHEMINS.

M. **Boyer**—*député de Jacques-Cartier*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier la loi pour pourvoir à la formation des compagnies pour l'empierrement des chemins.

CRÉATION D'UN ORDRE PROVINCIAL DE MÉRITE AGRICOLE.

L'honorable M. **Rhodes**.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi créant des concours agricoles et un ordre provincial de mérite agricole.

M. le Président, cette mesure regarde tout spécialement la grande et nombreuse classe des cultivateurs, et je ne doute pas qu'ils l'accueilleront avec la plus grande faveur.

Par ce projet, nous proposons de diviser pour les fins de l'agriculture et dans l'intérêt de la colonisation, la Province en sept régions agricoles et en quatre régions de colonisation.

Tous les cinq ans, des concours d'agriculture, d'horticulture maraichère et fruitière seront ouverts dans ces régions. Pour les premiers concours les juges seront choisis par le Lieutenant Gouverneur en conseil, parmi les personnes d'une honorabilité reconnue et ayant une grande compétence en agriculture.

Il y aura trois distinctions : celle du très grand mérite agricole, celle de lauréats de grand mérite et en dernier lieu, celle de mérite. Tous ces lauréats seront à l'avenir des juges, suivant la distinction qu'ils auront mérités, aux concours qui seront tenus dans la Province.

L'agriculture, la culture maraichère et la culture fruitière seront les trois catégories de culture pour lesquelles ces distinctions seront accordées.

Ces distinctions consisteront en un diplôme et une médaille d'argent pour celui qui aura obtenu au concours le degré de très grand mérite. En un diplôme et une médaille de bronze pour celui qui aura obtenu le degré de grand mérite, et un diplôme seulement pour celui qui aura obtenu le degré de mérite.

La première distinction ne sera accordée qu'à celui qui aura obtenu au concours 85 points sur les cent alloués à une culture parfaite.

La seconde distinction sera accordée à celui qui aura obtenu 75 points et la troisième à celui qui aura conservé 65 points.

Les autres points de détail sont réservés à la discrétion du Gouvernement.

Voilà, M. le Président, les grandes lignes de la mesure que nous avons l'honneur de soumettre à la Chambre, tel qu'annoncée dans le discours du trône au commencement de la session. Nous serons heureux de recevoir toutes les suggestions que l'on voudra bien nous faire afin de perfec-

tionner cette loi autant qu'il sera en notre pouvoir. C'est la première fois qu'une législation de ce genre vient devant la Législature, et nous croyons qu'il ne faudra rien moins que le concours actif de toutes les bonnes volontés pour suppléer à notre manque d'expérience en cette matière et pour faire une loi aussi bonne que possible.

LA CONVERSION DE LA DETTE.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*. — J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier la loi concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette.

M. le Président, il s'agit, tout simplement, d'abroger la clause cinq de la loi de la dernière session. Il y a quelque temps, l'honorable député d'Argenteuil a posé l'interpellation suivante :

“ Est-ce l'intention du Gouvernement d'adopter une loi “ abrogeant la cinquième clause du chapitre 9, 51-52 Victoria, relativement à la conversion de la dette de la Province.”

Et l'honorable trésorier a répondu comme suit :

“ Non, les déclarations officielles déjà faites, sont jugées “ suffisantes.”

Nous croyions, en effet, dans le temps, que ces déclarations suffisaient, mais depuis, nous avons reçu une dépêche d'Ottawa laissant comprendre que si cette clause n'était pas retranchée, le Gouvernement fédéral désavouerait la loi en question. Nous préférons abroger cette disposition et sauver par là même le principe de cette législation.

Ces divers projets de loi sont adoptés en première délibération.



**M. Legris**—*député de Maskinongé*.— J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier l'article 615 du code municipal.

Ce projet est adopté en première et deuxième délibérations, et renvoyé au comité spécial du code municipal.

LE POISSON PRIS DANS LES RIVIÈRES LOUÉES PAR LE GOUVERNEMENT ET LA DESTRUCTION DU POISSON PAR  
LES OISEAUX

L'honorable **M. Flynn**—*député de Gaspé*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre :

1. Un état donnant l'espèce, le nombre et le poids du poisson pris chaque année, depuis 1883, dans les diverses rivières louées par le commissaire des terres de la couronne.
2. Copie de toute correspondance entre le commissaire des terres de la couronne ou le Gouvernement, ou toute autre personne, au sujet de la destruction du poisson, par les bec-scies, les martin-pêcheurs ou autres oiseaux, ou la diminution dans la quantité du poisson pris dans toutes telles rivières.

M. le Président, à première vue cette question peut paraître peu importante, mais si on s'en rapporte à l'avis des personnes qui s'occupent spécialement de ce sujet, on en vient à la conclusion qu'il importe beaucoup, au contraire, d'attirer l'attention sur cette question.

En vertu des dispositions de la loi, on sait que les personnes qui louent des rivières sont obligées de faire rapport annuellement du nombre et du poids du poisson pris dans ces rivières. En consultant le dernier rapport de l'honorable commissaire des terres de la couronne, je vois que dans plusieurs cas, on n'a pas fait faire de tels rapports.

Pourtant il est intéressant de savoir d'année en année si le nombre des poissons pris a diminué ou augmenté, et s'il a diminué, quel peut bien en être la cause.

Des représentations m'ont été faites de la part de plusieurs personnes qui s'intéressent à la conservation du poisson dans les rivières, et qui se plaignent de sa destruction. Une pétition m'a été transmise pour être déposée sur le bureau de la Chambre. Tout cela a particulièrement excité ma curiosité et attiré mon attention, et m'a engagé à faire une étude plus approfondie de la question. Pour cela, je me suis donné la peine de lire attentivement et de compiler les différents rapports que l'on trouve, sous forme d'annexes, dans le rapport annuel de l'honorable commissaire des terres de la couronne.

Comme je viens de le dire, j'ai constaté que plusieurs rapports n'ont pas été faits. On manque donc de renseignements complets pour juger cette question.

Néanmoins, dans certains rapports, on fait des représentations au ministre sur la cause de la destruction du poisson. Ainsi dans le rapport du commissaire des terres de la couronne pour l'année 1886, je vois que le garde-pêche Mowat s'exprime comme suit sur ce sujet :

“ A une certaine époque de 1870 à 1880, toutes ces rivières abondaient à peu près également en saumons, la Matapédia était alors aussi bien, sinon mieux gardée que les autres rivières. L'augmentation des rets dans l'estuaire ainsi que dans la baie, les systèmes de pêche perfectionnés, la longueur démesurée des trappes, la pêche du dimanche tout cela réuni peut bien augmenter le nombre des prises, mais n'est pas de nature à permettre de prendre le saumon des tributaires de préférence à celui de la branche principale.”

Il parle ensuite des pêcheuries dans cette partie du pays sous son contrôle :

“ Ce fait et ma longue expérience de quarante années, en ce qui à trait à ces rivières et au saumon qui les fréquente, me mettent en position d'affirmer—ce qui est généralement admis d'ailleurs—que chaque rivière à sa population propre, les saumons se distinguant facilement par leur grosseur, leur couleur, leur chair dans chacune d'elles. Et ce qui est propre à confirmer cette opinion, c'est que s'il en était autrement, le saumon qui recherche l'eau douce pour frayer, choisirait quelques cours d'eau de préférence, laissant les autres dans l'isolement, tandis que tous nos pêcheurs et nos commerçants qui connaissent bien les rivières que fréquente chaque espèce de saumon, s'accordent tous à dire que tout le saumon qui a été pris, durant ces deux ou trois dernières années était de l'espèce dite de la Ristigouche ; ceux connus sous le nom de saumon de la Matapédia ou de l'Upsalquitch ayant disparu.

“ Et cet état de choses est le résultat de l'absence de reproduction naturelle due à la pêche excessive aux rets. On a eu recours à la pisciculture pour aider à la reproduction naturelle et régulariser autant que possible les prises annuelles, en les empêchant, en certains cas, de tourner à rien : C'est ce qui a été pratiqué pour la Ristigouche durant ces quatre dernières années. Je sais qu'il y a des années où la reproduction naturelle est absolument mise à néant par les glaces ou les inondations : ce dont on ne s'aperçoit que six ou sept ans plus tard, à l'époque où le saumon de ces années devrait être bon à pêcher, bien que je n'ignore pas, non plus, qu'il est un axiome, en pisciculture, qui veut que le jeune saumon retourne dans les lieux où il a originé : ce qui pourrait se constater après trois ou quatre années. Mais je crois pouvoir affirmer que cet axiome est erroné, car bien peu de jeunes saumons retournent après trois ou quatre années : ce retour n'a lieu que lorsqu'ils sont adul-

tes ; témoin la pêche de cette année ici (à Campbellton) qui a donné un demi million de livres, c'est-à-dire une moyenne de vingt-trois livres par sujet.

“ Depuis huit ans que je suis chargé de diriger ici l'établissement de pisciculture, j'ai fait mettre, dans les tributaires, les  $\frac{2}{3}$  au moins de tous les œufs à ma disposition. La Matapédia a eu la part du lion, et j'avais lieu de m'attendre qu'elle devint la “ *rivière par excellence* ” ; bien loin de là, sa population a toujours été en diminuant, tandis que celle de la branche où est établie la pisciculture a, durant ces quatre dernières années, à tel point augmenté, qu'après en avoir enlevé environ  $\frac{1}{2}$  million de livres à la seine, et 45,000 à la pêche à la ligne, les saumons y existent encore en si grand nombre, que leur énorme quantité est nuisible à la reproduction, à cause de la destruction réciproque qu'ils font de leurs œufs. La seule explication possible à déduire de tout ce qui précède, c'est que tous les œufs soumis à l'incubation y ont été pris dans la branche principale (Ristigouche), les jeunes saumons, bien que placés dans les tributaires, sont retournés dans les eaux d'où ils originaient.

“ Je ne suis pas prêt à affirmer que des jeunes saumons provenant d'œufs déposés dans des rivières qui se déchargent directement dans la mer, reviendraient à l'âge d'adultes, dans les rivières où ses œufs auraient été ainsi déposés ; mais je n'en persiste pas moins à soutenir que toutes les rivières à saumon devraient être repeuplées avec des œufs provenant de poissons appartenant à chacune d'elles respectivement. C'est aussi l'opinion à moi exprimée, en 1881, par M. Buckland, d'Angleterre, opinion basée sur l'expérience acquise par plusieurs années d'observation sous ce rapport. ”

Et plus loin, il ajoute :

“ Je suis forcé d'avouer que la plupart de nos rivières à saumon, autrefois si peuplées, sont aujourd'hui à peu près

sans valeur. Cause : surveillance nulle ou presque nulle, de sorte que les infracteurs de la loi peuvent s'en donner à leur aise, surtout en août et septembre, où la protection et la surveillance sont si nécessaires. Si vous ajoutez à cela la grande destruction des jeunes poissons que s'y permettent les becs-scies, les martin-pêcheurs et les cormorans, il est facile de prévoir le résultat. J'ai donc espoir que le Gouvernement fera tout en son pouvoir pour rendre à nos rivières à saumon, qui sont sans rivales pour la pêche, leur valeur d'autrefois. ”

Si je prends le rapport de 1887, je vois que l'attention du Gouvernement y est encore attirée sur le même sujet. Naturellement, il n'est question ici que de certaines rivières dans le district de Gaspé, mais ce qui s'applique à ces rivières s'applique également à tout le reste de la Province, car c'est partout la même cause qui produit les mêmes effets. Je vois pour la rivière Saint-Jean qu'il est dit ceci :

“ A constaté la présence de cent cinquante saumons cette année ; ce qui fait une augmentation de cent sur l'an dernier. Ceci est dû probablement à ce que le nombre des pêcheurs ayant été très restreint, les saumons n'ont pas été dérangés de leurs fosses, dans le bas de la rivière où se trouvaient leurs frayères naturelles ; car quand ils sont chassés de ces fosses, pour une raison ou pour une autre, ils sont obligés de remonter la rivière et se trouvent exposés aux coups meurtriers des bec-scies qui ne les épargnent pas, sans compter qu'ils y trouvent difficilement des endroits propices pour frayer. ”

Pour la rivière York, le rapport ajoute ceci :

“ A constaté une augmentation d'au moins cent saumons sur les frayères, comparativement à l'an dernier. A cause du peu de profondeur de l'eau durant cette saison, la pêche à la mouche n'a pas été un succès. Le jeune saumon existait en abondance en août, mais les bec-scies l'ont presque en-

tièrement détruit. A son avis, le Gouvernement devrait offrir une prime pour la destruction de ces oiseaux."

Dans le dernier rapport du commissaire des terres de la couronne, on donne un état de la quantité des poissons pris pour chaque lac et rivière. Dans la rivière Darmouth, il a été pris 24 saumons du poids total de 496 livres, donnant une moyenne de vingt livres par saumon.

Tous les renseignements que nous pouvons recueillir, nous montrent que le saumon disparaît rapidement. Je crois que le Gouvernement devrait prendre les moyens d'empêcher cette destruction. Un ancien citoyen de Gaspé, qui s'occupe de cette question depuis trente ou quarante ans, me fait à ce sujet des représentations très sages. Je vais, avec la permission de la Chambre, donner communication de la lettre qu'il m'écrivit. Cette lettre a trait à la destruction du saumon dans la rivière Darmouth.

Voici :

Gaspe Village, 21st December, 1889.

Dear Sir,

I beg to call your attention to some remarks I made to you when you were here last summer, in regard to the catching and keeping of the breeding salmon. I think that keeping them in a pond at the head of the tide for five months, and then taking the spawn from them and putting them out in the tide way to go to sea, I think is destroying the Darmouth River. For certain it is gradually failing every year. The river is not overfished; there is only three stands of nets in the space of four miles, which have not taken more than 2,000 lbs. of salmon this last season, which is nothing in comparison to the catch in other rivers. Years ago, those nets caught more than twice that amount. My son John has been nearly to the head of the river this fall and to the best of his opinion he thinks there may be one hundred

salmons in the river for natural breeding, where other years there were supposed to be three hundred. So you can judge whether the river is failing or not. I think the biggest fault is in keeping the breeding salmon in that pond and not letting them go up their natural river and enjoy themselves, if I may so call it, for those five months. Would it not be far better to let those salmons go up on the rapid and pools till they are ready to spawn and then go and take what they require and let the salmon remain in the river to come out when nature allows them to come out. This method of getting the spawn depends on the Government and lessees. If the Government can do as they like with the salmon that is left in the river after flyfishing is over in each year, it easily belong to the Government to do as they like, but if the lessees claim a right to these fish, they would have to be consulted.

I think I told you I had been talking to Mr. Barnes, one of the principal lessees and he was quite agreeable if they would take up their trap net. If they had the permission to take the spawn from the salmon up the rivers, they would not want the trap net.

I think it would be a good thing if it could be established. There ought to be some change, for the river is failing and to what is the use of the artificial breeding. Please do your best to have this established. If the Dominion Government refuses to have any alteration made, the local Government can prevent them putting the young salmon in their rivers and then their breeding would be of no use.

There is those shelldraker, a very destructive bird to young salmon and trout. They frequent those rivers almost the whole year round as long as there is a place not frozen; then get in and then there is nothing for them to eat, but salmon and trout, they must devour a tremendous quantity. The Government and lessees ought to give five dollars a head

for all the breeding fresh water shelldrakes that could be killed in each river up till the 15th of June and fifty cents for young ones after that, and twenty five cents for kingfishers. I also draw your attention to a few remarks about the St. John's river when it becomes free from lease again, which I think, will be next season. If it would please the Government to keep it for days fishing, for there is a great many Canadians sportmen and a good many old countrymen that would pay handsomely for a few days' fishing. The river could be arranged to have from 8 to 10 fishing daily during the fishing season. I don't think it is right to lease all our rivers to American gentlemen, when they would do so much good to the inhabitants. If we had that one only, it would encourage a great many more visitors to Gaspé.

(Signed) ABRAHAM COFFIN.

Il est bon de savoir comment on s'y prend pour repeupler les rivières à saumon. Le Gouvernement fédéral, en vertu de la loi, a la police et la protection des saumons, et le Gouvernement local a le droit de pêche. Il y a donc là deux autorités pouvant s'exercer sur le même objet, et par conséquent, pouvant venir en conflit. Il est donc important que le Gouvernement provincial se mette d'accord avec les autorités fédérales, surtout quant à ce qui concerne les meilleurs moyens de faire la police des rivières et des lacs poissonneux,

Les officiers du Gouvernement fédéral, chargés du repeuplement du poisson, ont l'habitude de mettre des rets dans certaines rivières, afin de prendre le poisson nécessaire aux opérations de la pisciculture. Après avoir pris cent ou deux cents saumons, on les loge dans des rivières aménagées exprès, où ils sont gardés pendant quatre ou cinq mois. Quand le temps en est arrivé, on procède à ce qu'on appelle l'opération de la manipulation, opération qui a pour objet l'extraction des œufs du corps



de la femelle ; ces œufs sont traités d'une manière spéciale, afin d'en obtenir de petits poissons ; ce poisson est ensuite distribué dans les rivières, et c'est ainsi qu'on parvient à les repeupler.

L'auteur de la lettre que je viens de lire, qui est un pêcheur expérimenté, dit qu'il faudrait mieux laisser le poisson choisir ses places favorites pour frayer. C'est une idée sur laquelle je n'ai pas la compétence nécessaire pour me prononcer, mais je la sou mets à la considération de l'honorable commissaire des terres.

Je veux parler maintenant d'un autre sujet ; c'est-à-dire des oiseaux qui détruisent ce poisson. Tant qu'il n'y a pas de glace, ces oiseaux restent sur place, et mangent tous les saumons et toutes les truites qu'il y a. La question que je veux soumettre au Gouvernement, est celle de savoir s'il ne devrait pas nous inviter à étudier une mesure pour arrêter autant que possible cette destruction ? On me dira peut-être que la police et la protection des pêcheries, sont attribuées, par la constitution, au Gouvernement fédéral ; mais je ferai observer que ce Gouvernement est aujourd'hui moins intéressé qu'autrefois à rendre cette police et cette protection aussi efficace que possible, pour la raison qu'il ne retire rien de ce poisson, puisque c'est le Gouvernement local qui possède les droits de pêche. Si le système actuel se continue, il arrivera un temps où les locataires ne trouvant rien dans les lacs et les rivières qu'ils louent du Gouvernement, ils ne voudront plus les garder. Il y a aussi les pêcheurs canadiens, c'est-à-dire ceux qui demeurent dans les environs, qui sont aussi intéressés pour le moins que les étrangers qui viennent louer ces rivières et ces lacs. Il y a maintenant le système des licences pour pêcher au rets, mais depuis un an ou deux on n'a rien pris.

Pour remédier à cet état de choses, je crois que le Gouvernement pourrait adopter le moyen suggéré par mon

correspondant, ou tout autre moyen, pourvu qu'il soit efficace. Entr'autres, on pourrait accorder une prime à ceux qui détruisent un de ces oiseaux qui mangent le poisson. Ces oiseaux peuvent être détruits assez rapidement, me dit-on. Il y a des gens qui connaissent les habitudes des becs-scies, des martin-pêcheurs ou autres oiseaux, et qui pourraient vous suggérer d'excellents moyens pour les détruire. On me dira peut-être que c'est une idée étrange ; mais la Législature a déjà passé des lois, pourvoyant à la destruction de certains oiseaux considérés comme mal-faisants. La Province du Nouveau Brunswick accorde une prime de deux piastres, pour chacun de ces oiseaux que l'on tue. Il y a une échelle de prix, mais je crois inutile de la mentionner maintenant.

J'affirme ici que d'après les renseignements qui m'ont été transmis, il y a un mal tel, qu'il est absolument nécessaire que le Gouvernement intervienne. Mon correspondant suggère que la prime qui pourrait être accordée devrait être payée, moitié par le Gouvernement et moitié par le locataire. C'est là la même idée que l'honorable commissaire des terres de la couronne a appliquée dans la loi pour la protection des forêts contre le feu. La somme qui serait nécessaire, ne serait pas considérable, et si vous encouragez ainsi la destruction de ces oiseaux, le poisson augmenterait, et vous auriez chaque année un revenu additionnel par là même.

J'espère qu'après avoir ainsi attiré l'attention du Gouvernement sur une question qui n'est peut être pas nouvelle pour l'honorable commissaire, j'espère, dis-je, qu'on en arrivera à la conclusion qu'il faut mettre cette question à l'étude, et préparer une mesure sur ce sujet. J'espère que l'honorable commissaire dira quelques mots sur ma proposition, et me donnera l'espoir que bientôt quelque chose sera fait dans le sens de la protection que je demande. Je

puis lui assurer que les pêcheurs de Gaspé et d'ailleurs applaudiront à son action, lorsque le Gouvernement aura décidé d'adopter un remède propre à faire cesser cet état de choses.

L'honorable M. **Duhamel**—*député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne.* — La question soulevée par l'honorable député de Gaspé est bien importante. Elle mérite la plus sérieuse attention du Gouvernement, et de tous ceux qui s'intéressent aux richesses de nos pêcheries.

La preuve que je me suis occupé de cette question c'est que j'en parle dans mon rapport de 1888. Je dis ceci, sous le titre de : "Pêcheries" "De nouvelles mesures vont mettre un terme à la destruction illégale de nos pêcheries, dont l'importance est plus grande qu'on ne le croit généralement ; et on peut créer avec les rivières à saumon seules du Labrador — dont le nombre et les noms exacts sont encore inconnus — un revenu de \$15,000 à \$20,000 ; si on y ajoute les lacs et les rivières des autres régions, il est permis de compter, dans quelques années sur un revenu permanent de \$40,000 à \$50,000. Pour arriver à ce résultat, il faut adopter un système régulier, faire de nouveaux relevés, constater l'importance de chaque lac et de chaque rivière, et se débarrasser des influences qui ont trop longtemps jeté l'obscurité sur la valeur des richesses de nos pêcheries."

Je parle d'un revenu de quarante à cinquante mille piastres. Cette somme pourra peut être paraître trop forte à quelques uns, mais je suis convaincu qu'aux yeux de l'honorable député de Gaspé, elle n'a rien d'exagéré et qu'au contraire, il est bien de mon opinion, que ce n'est là qu'un minimum. Je suis bien certain qu'avec une protection efficace, nous pourrons retirer de nos pêcheries, un revenu annuel d'au moins \$50,000.

L'une des difficultés naturelles que nous avons à combattre, est celle signalée par l'honorable député de Gaspé.

Il n'y a pas de doute que certains oiseaux détruisent beaucoup de saumon. Nous devons aussi compter avec la destruction faite par les établissements de pisciculture, tels qu'ils sont conduits maintenant. J'ai vu celui de Tadoussac, et après en avoir parlé avec ceux qui s'y entendent, j'en suis venu à la conclusion que le système qui y est pratiqué est mauvais. Naturellement, je ne parle que d'après de simples renseignements, et je ne suis pas prêt à prendre la responsabilité de l'opinion que je rapporte.

Il y a, M. le Président, une difficulté plus grande que toutes celles que je viens de mentionner en passant, c'est celle de définir les pouvoirs des Législatures et ceux du Parlement fédéral. C'est là la question qui doit surtout occuper notre attention. Il y a là des obscurités, sinon des causes de conflit direct, qu'il importe de faire disparaître. Où commencent nos droits, ou bien, où commencent ceux du Parlement fédéral ?

Il importe de faire décider cette question avant longtemps.

Nous avons déjà commencé ce travail de définition sur un autre point, qui a beaucoup de ressemblance avec celui qui nous occupe. Je veux parler de la propriété des lots de grève. Nous demandons que la question soit soumise à la cour suprême, afin d'avoir une décision nette et précise. Néanmoins, la question n'est encore qu'à l'étude, mais je crois que la même chose pourrait être faite pour les pêcheries.

Je ne suis pas prêt à donner une opinion arrêtée, car le temps m'a manqué pour faire les études nécessaires. Cependant d'après le peu que j'en connais, je crois que le Gouvernement fédéral se donne beaucoup plus de droits qu'il n'en a réellement, si je prends la définition qui résulte du jugement dans la fameuse cause de la Reine vs. Robertson.

Dans mon rapport de 1888, je parle des pêcheries des côtes du Labrador. Jusqu'ici ces pêcheries n'ont encore rien rapporté à la Province. Ici encore il s'élève des difficultés considérables ; le Gouvernement fédéral donne des permis pour pêcher aux rets et à la seine. J'en ai donné moi-même dans les parties des rivières où la marée se fait sentir. Mais le système de la pêche aux rets et à la seine est très mauvais, car par là on arrive rapidement à la destruction du saumon, et, en général, de la richesse de nos pêcheries. De plus, on ruine ceux qui se livrent presque exclusivement, si non exclusivement à cette industrie-là. On empêche le saumon d'aller frayer là où il veut aller, ce qui a pour résultat inévitable de détruire le poisson si rapidement que ceux qui s'occupent de cette industrie se voient ruiner et les rivières désertées. Une rivière qui pourrait se louer cinq, dix et même jusqu'à quinze mille piastres par année, ne se loue que \$100 par année, et encore, est-ce avec beaucoup de difficultés...

On pourrait mettre fin à cet état de choses si déplorable au point de vue du revenu de la Province, en définissant les pouvoirs des autorités fédérales, et par la pratique d'un système de pêche moins ruineux et plus raisonnable que celui qui prévaut maintenant.

M. le Président, où s'arrêtent les droits des autorités fédérales? Voilà une question qui s'imposent tout d'abord à notre considération. Après en avoir fait une étude préliminaire, je crois pouvoir dire que le Gouvernement fédéral n'a pas le droit de donner ces permis de pêche. Il peut déterminer ou réglementer la pêche, en disant qu'elle devra se faire de telle ou telle manière. Mais une fois cela fait, son pouvoir s'arrête là. Quant au reste, je crois que la Province seule a le droit d'y voir. Je sais que c'est une question discutable, mais je crois que c'est là la doctrine qui a été consacrée dans diverses causes qui sont venues devant les tribunaux. Si on accepte les principes généraux posés là, c'est l'interprétation qui s'impose. Nous sommes les pro-

piériers riverains, et cela emporte la possession des droits de pêche.

On dit aussi que le Gouvernement fédéral a droit d'émettre des licences pour cette partie des rivières allant jusqu'au point où la marée se fait sentir. Alors, il s'agit de définir où s'arrête la marée, et qu'est-ce que c'est que la marée ? Est-ce là où l'eau se trouve plus élevée, d'après ce phénomène tout naturelle. Prenons, par exemple ce qui se passe ici. La marée se fait sentir jusqu'à Trois-Rivières, mais pourrait-on de là en conclure que la mer s'étend jusque-là. Il y a des auteurs qui disent que la marée se trouve là où la mer met les dépôts de coquillages. D'après cette interprétation, cela nous donnerait des pouvoirs beaucoup plus étendus que ceux que nous avons maintenant.

Il y a aussi la question de la protection de nos pêcheries. Il n'y a pas de doute que nos pêcheries sont pillées d'un bout à l'autre de la Province. J'ai fait prendre déjà quelques renseignements et c'est là l'opinion qu'ils m'ont permis de me former. Ce ne sont pas les colons qui détruisent le plus nos poissons, c'est là une erreur trop généralement répandue. Ceux qui font le plus de ravages, ce sont les commerçants. Ils ne regardent pas, eux, de détruire le poisson pendant les deux mois où il leur est permis d'exercer leur industrie. Depuis le jugement intervenu dans la cause de Robertson le Gouvernement fédéral a démis ses gardes pêche, de là un manque absolu de protection.

Il y a des gens qui nous demandent même de payer des gardes-pêche. Avant de nous engager à défrayer les dépenses qu'entraînerait tout un système de surveillance de ce genre, dépenses qui pourraient s'élever à quelques milliers de piastres, il me semble qu'il est nécessaire de nous renseigner parfaitement sur la richesse de nos pêcheries. Il nous faut des renseignements très complets afin de nous mettre bien au courant de l'étendue de ces richesses, et de

connaître quels sont les revenus que nous pourrions en retirer. A l'heure qu'il est nous faisons des études sur les lieux, ou plutôt nous nous efforçons, par la voie de la correspondance avec les gens les mieux renseignés de chaque localités, de recueillir le plus de renseignements possible, afin de nous mieux guider dans les mesures que nous devons prendre. Du moment que nous aurons la certitude d'avoir un revenu permanent, nous nous empresserons de prendre l'initiative. On comprend que le jour où nous pourrions compter sur un revenu de \$50,000 par année, nous pourrions aisément faire les dépenses nécessaires pour prendre la place du Gouvernement fédéral pour ce qui regarde la surveillance de nos pêcheries. C'est ce que nous devons faire si nous voulons que le pillage prenne fin et que le revenu provincial provenant de l'exploitation régulière de ces richesses soit protégé.

M. le Président, je n'avais pas l'intention de faire un discours et je n'en ferai pas un non plus. Je comprends que le but de l'honorable député de Gaspé en faisant cette proposition, était d'attirer l'attention de la Chambre et du public sur cette question; je me bornerai donc à ces quelques remarques.

Le sujet est extrêmement important, et le Gouvernement y prend un intérêt tout particulier. La Chambre peut être certaine que le Gouvernement prendra, en temps et lieu, toutes les mesures propres à protéger le revenu provincial.

**M. Faucher de Saint-Maurice** — *député de Bellechase*—Je remercie l'honorable député de Gaspé d'avoir soulevé cette question, et je suis reconnaissant à l'honorable commissaire des terres de la couronne, pour les explications qu'il a bien voulu nous donner. A part des oiseaux destructeurs dont on a parlé, et qui nuisent naturellement à la richesse de nos pêcheries, en détruisant le poisson, il y a une autre question qu'il importe de ne pas oublier lorsque

l'on traite ce sujet. Cette destruction du poisson, prive aussi notre agriculture d'une ressource très précieuse.

L'année dernière j'avais l'honneur de poser au Gouvernement l'interpellation suivante :

“ Est-ce l'intention du Gouvernement d'obliger qui de droit à bruler le bran de scie et à en faire un fertilisateur, “ au lieu de le laisser aller à vau l'eau et de propager ainsi “ un poison pour les poissons des rivières.”

Et l'honorable premier ministre me répondait :

“ Sous considération. ”

Je ne sais si le Gouvernement a fini de considérer cette question, dans tous les cas, j'attire l'attention de l'honorable commissaire des terres de la couronne, sur l'importance de ce sujet. On n'a pas d'idée de tous les dégâts que le bran de scie peut causer dans nos rivières ; c'est un poison pour les poissons et un danger permanent par la fermentation qui se produit. Si mon honorable ami le député d'Ottawa était ici, il pourrait vous dire, M. le Président, qu'en différents endroits de son comté où les rivières reçoivent de grandes quantités de bran de scie, des explosions ont lieu, causées par la fermentation qui se développent dans ce bran de scie.

**M. Martin**—*député de Bonaventure.* — Je ne doute pas, M. le Président, que des mesures sages seraient bien vues, par la population intéressée. Plusieurs causes contribuent à la destruction du poisson ; les oiseaux et les hommes y contribuent pour leur part, mais les poissons entr'eux se font aussi une guerre sans merci, et il y a là, un sujet sur lequel on pourrait faire une très belle étude. Par exemple, il est admis aujourd'hui que la truite détruit le saumon, et cela sur une grande échelle. Or si on était bien certain de ce fait, on pourrait prendre les mesures nécessaires pour protéger le saumon contre la truite.



Je ne suis pas prêt à dire que les moyens adoptés pour repeupler nos rivières sont tout à fait mauvais. Je sais, par ce que je l'ai vu de mes propres yeux, que le Gouvernement fédéral, est à l'heure qu'il est, à faire des expériences considérables, sur le meilleur mode à adopter, et que déjà, sur les résultats obtenus, il a modifié le système suivi jusqu'à présent. L'honorable commissaire des terres de la couronne a dit qu'il aimerait mieux qu'on laisserait aller le poisson là où il veut frayer. C'était l'ancien système, et les gardes-pêche, ont fait rapport contre ce système, car la plupart des œufs étaient perdus.

L'honorable M. **Duhamel**.—Je crois qu'il faudrait aller recueillir les œufs.

M. **Martin**.—Aujourd'hui, on prend le saumon sans lui faire le moindre mal, et comme on obtient un certain résultat par ce moyen, je ne voudrais pas pour ma part, le voir mettre entièrement de côté pour le voir remplacé par un autre, dont l'efficacité ne nous serait pas démontrée d'une manière absolue. Je voudrais que l'on complétât ce système, en y ajoutant ce que j'appellerai, un moyen naturel ; je voudrais que le Gouvernement réserverait un certain nombre de branches de rivières où il serait défendu d'aller pêcher, car le poisson va toujours dans ces branches-là. Par ce moyen, nous aurions les deux systèmes de repeuplement en opération.

Il s'élève dit-on des difficultés entre les deux Gouvernements à propos des pêcheries dans les rivières. Les dépenses que cause le système pour la protection du poisson dans nos rivières sont considérables, je l'avoue, aussi je crois qu'il vaudrait mieux ne pas se mettre en guerre ouverte avec les autorités fédérales, afin de bénéficier autant que possible des expériences qu'elles ont acquises.....

L'honorable M. **Duhamel**.—Il ne s'agit pas de se mettre en guerre avec les autorités fédérales....

**M. Martin.**—Maintenant, les dépenses sont en grande partie payées par le Gouvernement fédéral ; nous devrions laisser se continuer l'état de choses actuel, et attendre à plus tard pour prendre à notre charge l'administration de nos rivières.

L'honorable **M. Flynn** — *député de Gaspé*. — Nous sommes, M. le Président, à traiter des questions très vastes de leur nature, et la discussion qu'elles provoquent, pourrait être prolongée pendant plusieurs heures. Je n'ai voulu soulever que quelques points seulement en rapport avec ce sujet, comprenant que la Chambre ne pouvait pas consacrer un temps bien long à ce débat.

J'ai oublié de dire dans les premières remarques que j'ai faites, qu'il existe une demande pressante de la part des populations du district de Gaspé, à l'effet de laisser disponible au moins une rivière que le Gouvernement ne louerait pas aux étrangers. On voudrait que la rivière Saint-Jean, par exemple, serait gardée par le Gouvernement. Ainsi, on suggère aussi de louer les rivières indifféremment aux gens des localités et aux étrangers, en faisant payer tant par jour pour chaque jour de pêche. Mon correspondant me dit que cela rencontrerait mieux le désir général que le système actuel. Je ne dis pas que le mode que l'on propose est préférable à tout autre ; je me contente d'en mentionner l'idée. Comme la rivière Saint-Jean, n'est louée que pour jusqu'à l'année prochaine, l'honorable commissaire des terres, pourrait peut-être y voir dès à présent.

Quant à la question des primes à être accordées, je comprends que la réponse de l'honorable commissaire est réservée et que, quand le Gouvernement aura un revenu suffisant, il y verra. Mais je crois, en attendant, que le Gouvernement pourrait faire quelque chose pour protéger le saumon. Il pourrait engager les locataires intéressés, à payer la moitié des frais que l'on devra encourir. On demande avec

instance qu'il y ait un remède d'apporté au mal dont on se plaint. Certaines rivières sont réellement dévastées par ces oiseaux, et il ne faudrait pas attendre que les difficultés dont on a parlé fussent toutes réglées. Je comprends la position dans laquelle se trouve le Gouvernement, et j'espère qu'il donnera toute l'attention que mérite cette question.

La proposition est adoptée.

EXTRACTION DE LA TÉRÉBENTHINE, ETC., DES DÉCHETS DE  
BOIS, RACINES, ETC.

**M. Faucher de Saint-Maurice**—*député de Bellechasse*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de la correspondance échangée entre M. Faucher de Saint-Maurice et l'honorable premier ministre de la Province de Québec, le priant d'attirer l'attention des cultivateurs sur l'importante industrie qui existe aujourd'hui en Suède, et qui consiste à extraire de l'huile, de la térébenthine, du créosote, des acides ascétiques produits par l'épuration de l'acide pyroliqueux extrait des bois par la carbonisation, à obtenir des charbons de bois, du goudron, des bois de déchet, tels que souches, racines, etc.

Cette question est plus importante qu'elle ne le promet de prime abord.

Voici des fait sur lesquels j'attire l'attention de la Chambre.

L'extraction de l'huile de bois, en Suède, devient d'année en année, une industrie de plus en plus importante et, à l'avenir, on ne laissera plus pourrir dans la forêt les débris des arbres, tels que souches et racines, que l'on considérait autrefois comme inutiles, car on peut en tirer par différents procédés, non seulement de l'huile de bois, mais aussi de

la térébenthine, de la créosote, de l'acide ascétique, du charbon de bois et du goudron.

Il est vrai que cette huile ne peut pas être employée dans les lampes ordinaires, parce qu'elle fume trop, mais on peut s'en servir avec des lampes spéciales qui ressemblent aux photogènes en usage.

On peut parfaitement adopter ces lampes à l'emploi de l'huile de bois, et si on la mélange avec une certaine quantité de photogène, il est alors facile de s'en servir dans les lampes ordinaires. Elle coûte à peu près cinq cents la chopine, n'est pas explosible et dure cinq fois plus longtemps que la photogène. Quand on veut l'employer pour l'éclairage, on l'extrait surtout du pin et du sapin.

Il y a actuellement en Suède trente fabriques qui s'occupent de ce genre d'affaires et la production est considérable.

A ces renseignements, j'ajouterai la lettre que vient de m'écrire un homme compétent et qui fait honneur à notre clergé et à notre agriculture.

La voici :

Québec, 6 février 1889.

M. F. de St-Maurice, M. P. P.,

Québec.

Cher Monsieur,

Vous avez fait une interpellation pour connaître si on ne pourrait pas utiliser notre bois d'une manière plus profitable que nous le faisons aujourd'hui, et, suivre l'exemple de la Suède, la Norvège, etc.

Cette question s'est présentée souvent à mon esprit et je me demande pourquoi on n'essayerait pas de faire de nos déchets en bois tels que sciure de bois, etc., de l'acide pyroligneux. La raison en est que les pays étrangers peuvent fabriquer ces produits à meilleur marché que nous, à cause du bas prix de la main-d'œuvre. C'est pour cela

qu'ayant le fer magnétique en aussi grande abondance que la Suède, nous sommes encore à l'enfance de cette puissante industrie.

Peut-être réussirait-on à rendre l'industrie du fer payante en l'unissant à celle de l'acide pyroligieux qui donne une grande quantité de charbon de bois, combustible qui est le meilleur pour fabriquer le fer de la meilleure qualité.

Voici ce que peut produire une corde de bois dur, telle que l'érable :

120 gallons d'acide pyroligieux équivalents à

2% d'alcool pur.

7% d'acide acétique cristallisable (vinaigre).

7% de goudron.

1000 livres de charbon de bois.

Je pense que ces produits pourraient se vendre \$10.

Voilà mon cher ami les renseignements que l'honorable premier me charge de vous communiquer.

Agrérez, cher ami, l'assurance de ma considération distinguée.

A. LABELLE, Ptre.,  
Ass.-com.

Je demande que la question que je soulève soit mise sérieusement à l'étude.

La proposition de M. Faucher de Saint-Maurice est adoptée.

#### EXPROPRIATION DE TERRAINS POUR VOIES FERRÉES.

L'ordre du jour appelle la délibération, en comité général, sur le projet de loi pour modifier la loi concernant les chemins de fer.

**M. Robidoux**—*député de Chateauguay*. — J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme maintenant en comité général, pour étudier ce projet de loi.

L'honorable **M. Pelletier** — *député de Dorchester*.— M. le Président, ce projet de loi est venu devant le comité de législation, et il n'a été rapporté à la Chambre que sous toutes réserves. Le comité était même fort disposé à le rejeter sur le champ, mais vu l'importance de la question en jeu, il a préféré le transmettre à la Chambre, afin qu'elle en dispose d'une manière définitive.

Pour bien comprendre la portée de ce projet de loi, il faut voir la disposition qu'il modifie. Le vingtième paragraphe de l'article 5164 des statuts refondus décrète :

“ Dans le cas où il a été nommés trois arbitres, si le montant adjugé n'excède pas celui offert, les frais d'arbitrage sont payés par la partie adverse, et déduits du montant de l'indemnité, autrement ils sont payés par la compagnie.

“ Dans l'un et l'autre cas, si les parties ne s'accordent pas, les frais peuvent être taxés par le juge, sur requête à cet effet, dûment signifiée à la partie adverse au moins deux jours d'avance, avec une copie du mémoire des frais détaillés. ”

Le projet de loi propose de modifier le premier alinéa, en ajoutant à la fin les mots suivants :

Au lieu de dire que les frais d'arbitrage sont payés par la compagnie dans le cas où le montant adjugé n'excède pas celui offert, on propose de déclarer ce qui suit :

...et dans le cas où le montant adjugé serait plus élevé que le montant offert, et moins élevé que le montant réclamé, les frais sont à la discrétion des arbitres. ”

Devant le comité de législation, j'ai combattu ce projet de loi. Je considère que les compagnies de chemin de fer ont déjà assez de privilèges.

Dans les transactions qu'elles font avec les particuliers, ceux-ci ne sont pas déjà assez protégés pour que nous allions encore rendre leur position moins avantageuse. Pour ces raisons, je ne suis pas disposé à venir, de cette manière là, au secours des compagnies de chemin de fer.

La preuve que les compagnies de chemin de fer ne traitent pas généreusement les particuliers, c'est que les arbitrages ont presque toujours pour résultat de faire donner aux expropriés plus que le montant offert. Si on allait adopter le changement indiqué par le projet de loi, les propriétaires mangeraient en frais judiciaires la valeur de leurs terrains. Je crois que la loi actuelle est bonne, et si les compagnies ne veulent pas avoir à payer des frais d'arbitrage, elles n'ont qu'à offrir la valeur des terrains dont elles ont besoin. Ceux qui ont fait cette loi étaient des hommes sages, et les dispositions qu'elle contient, sont fondées sur une longue et sage expérience. Pour toutes ces raisons, j'ai l'honneur de proposer que la Chambre ne se forme pas maintenant en comité général pour examiner ce projet de loi, mais dans six mois.

**M. Robidoux**—*député de Chateauguay*.—M. le Président, il s'agit tout simplement de décider sur qui doivent retomber les frais, dans les cas d'arbitrage. La loi, avant l'année dernière, prescrivait la procédure que voici :

La compagnie de chemin de fer donnait avis du montant qu'elle offrait pour le terrain dont elle avait besoin. Si le propriétaire n'acceptait pas l'offre, il y avait arbitrage, le propriétaire du terrain devait signifier son refus à la compagnie et en même temps lui faire connaître le nom de son arbitre.

Par la loi de la dernière session, cela a été changé ; le propriétaire doit dire le montant qu'il demande pour son terrain. Voilà en deux mots quelle est la loi actuelle. Le but du projet de loi que j'ai eu l'honneur de présenter, est pour déclarer que les frais seront payés soit par la compagnie du

chemin de fer, soit par les propriétaires des terrains, selon que les arbitres le décideront.

On dit que la compagnie devrait offrir un montant suffisant. C'est vrai jusqu'à un certain point, mais vous avez des entrepreneurs qui résident à Montréal, ou des citoyens de cette ville qui, comme directeurs d'une compagnie, ont à se prononcer tous les jours sur des questions de ce genre, parce que la compagnie dont ils font partie, est occupée à construire un chemin de fer à cinquante lieues de là. Ils peuvent bien ne pas connaître la valeur des terrains dans des régions qu'ils n'ont peut-être jamais vues, mais la partie expropriée, elle, doit connaître combien vaut son terrain. Je suppose que cette partie demande \$2,000 et que les arbitres ne lui en accordent que \$700 ; c'est donc \$1,300 de plus qu'elle ne devrait avoir. Serait-il juste dans ce cas de faire peser sur la compagnie tous les frais de l'arbitrage ? Je prie mes honorables amis de bien vouloir remarquer que je ne dis pas dans le projet de loi, que les arbitres devront mettre les frais à la charge du propriétaire ou de la compagnie ; non, je leur dis : exercez votre discrétion et décrétez qui devra payer ces frais. Qui sait ce qui serait arrivé si le propriétaire du terrain, dans l'hypothèse que je viens de faire, n'avait demandé que \$200 de plus que le montant qui lui a été accordé par les arbitres, si la compagnie n'aurait pas accepté son offre, ce qui aurait évité les frais de l'arbitrage. . . .

L'honorable M. **Turcotte** — *député de Trois-Rivières, procureur général*.—Pourquoi la compagnie, n'aurait-elle pas pu aussi bien offrir le montant adjugé par les arbitres ? . . .

M. **Robidoux**.—La raison est bien simple, c'est que dans ce cas, les gens sont loin des lieux où se font les travaux de la voie ferrée, tandis que la partie expropriée doit bien mieux connaître la valeur de sa propriété. D'ailleurs, l'idée de mon projet de loi n'est pas nouvelle, tous les



jours les tribunaux décident dans des cas semblables que les frais seront supportés par les deux parties.

L'honorable M. **Turcotte**.—Voici une compagnie qui, je suppose, offre \$500 pour un certain terrain. Le propriétaire lui, en demande mille, on ne s'entend pas et les arbitres sont appelés à décider. Ils n'accordent que \$400 et les frais d'arbitrage s'élèvent à cette somme. Si les arbitres, pour une raison ou pour une autre, venaient à décider que les frais ainsi encourus doivent être à la charge du propriétaire, sa position ne serait guère enviable ; il aurait perdu sa propriété puisque les frais couvriraient le montant que lui auraient accordé les arbitres.

M. **Robidoux**.—Les arbitres ne seront pas obligés, si mon projet est adopté, de mettre ces frais à la charge du propriétaire puisqu'ils auront leur discrétion à exercer.

Si j'ai présenté ce projet de loi, c'est afin de réprimer ce que je considère être des abus. Dans certaines parties de la Province, on a tenu des assemblées pour demander la construction d'un chemin de fer. Les gens poussaient l'enthousiasme jusqu'à dire : nous donnerons les terrains pour rien.

Et cela n'est pas un fait isolé. Sur la foi de ces promesses, les capitalistes des villes engagent leur argent dans ces entreprises et une fois qu'on les voit assez avancés pour qu'ils ne puissent plus reculer, les gens des localités que traverse la voie ferrée, auraient le courage de faire payer toute la valeur de leur terre, pour les 66 pieds nécessaires. C'est ce qui est arrivé dans le comté de Beauharnois. Le fait est que si l'on pouvait ruiner ces compagnies de chemin de fer, on le ferait de grand cœur, du moins si j'en juge par ce qui se passe tous les jours.

Je le demande, est-ce que ma loi va sanctionner une injustice ? Si les arbitres accordent une piastre de plus que

le montant offert par la compagnie, celle-ci doit payer tous les frais, tandis que les propriétaires de terrains, eux, peuvent demander ce qu'ils veulent sans être exposés à ne rien payer. Voilà l'état de choses que je veux réformer.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce*.—L'année dernière, la Chambre a voté contre cette disposition en comité général. Sur le projet de loi alors présenté, nous n'avons gardé que la partie qui se trouve dans les statuts refondus.

On dit pour justifier ce changement, que les capitalistes qui sont à la tête de ces entreprises de voies ferrées, sont loin des lieux où les terrains sont situés. C'est vrai, mais il ne faut pas oublier non plus que la compagnie a des employés qui peuvent la renseigner en se transportant, eux, sur les lieux.

Dans l'évaluation d'un terrain, il faut non seulement apprécier la valeur du terrain en question, mais aussi tenir compte des inconvénients qui résultent du passage de la voie ferrée.

L'honorable député de Chatouguay a parlé de la voracité des gens qui auraient le courage de ruiner les compagnies de chemin de fer. Il peut se faire que des abus se produisent dans ce sens-là, comme d'ailleurs, il s'en produit dans le sens opposé, ainsi que le prouve l'exemple suivant : Dans un comté non loin de Québec, un chemin de fer traversait une magnifique prairie qui se trouvait être divisée en deux par la voie. C'était l'un des cas les plus favorables pour le propriétaire. Eh ! bien, malgré les actes authentiques qui établissait que cette terre valait deux cents piastres l'arpent, la compagnie l'a eue pour soixante piastres l'arpent.

La compagnie, si elle veut s'exempter les frais d'arbitrage, doit tout d'abord offrir un prix raisonnable. Il y a du

bon dans la disposition qui oblige la partie expropriée, à faire une offre. Mais aller jusqu'au point de déclarer que les frais de l'arbitrage pourront être mis à la charge des propriétaires, c'est aller trop loin, car il n'arrive que trop de cas où les experts ne rendent pas justice. J'ai vu des choses bien extraordinaires à propos d'arbitrage, et ce serait rendre un bien mauvais service à la classe agricole que d'adopter ce projet de loi. Comme le disait l'honorable procureur général, si une telle disposition était introduite dans la loi, le propriétaire d'un terrain exproprié se verrait dépouillé de sa terre sans un sou de compensation, puisque le montant qui lui serait accordé, serait absorbé par les frais d'arbitrage mis à sa charge.

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke*.— Pourquoi tous ces beaux raisonnements ne s'appliqueraient-ils pas avec autant de force, en faveur des compagnies de chemin de fer, qu'en faveur des particuliers ?

D'après mon expérience, je ne crains pas d'affirmer que les gens demandent généralement dix fois plus que ne vaut le terrain exproprié. Le fait est qu'on demande autant pour une petite lisière de terre que pour la propriété toute entière. Suivant moi, cette loi est très juste, et il est temps de mettre fin à ces abus. Il faut protéger les capitalistes, si nous ne voulons pas tuer l'esprit d'entreprise. A l'heure qu'il est, du moment que les travaux d'un chemin de fer sont commencés, les gens se font presque un devoir de demander autant que possible pour les terrains nécessaires à la voie.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*. — Un mot, M. le Président, pour dire que si je vote contre ce projet de loi, c'est que je suis opposé à l'idée de donner trop de discrétion aux arbitres et aux juges, en général. Je crois que la loi est d'autant meilleure qu'elle est plus positive dans ses dispositions.

La proposition de l'honorable M. Pelletier est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Baldwin, Beauchamp, Blanchet, Casgrain, Champagne, David, Desjardins, Duplessis, Duhamel, Flynn, Forest, Girouard, Lafontaine, Laliberté, Lemieux, Legris, Martin (de Bonaventure,) McIntosh, Morin, Pelletier, Picard, Rocheleau, Spencer, Sylvestre, Tourigny, et Turcotte.—26.

Ont voté contre :—MM. Cameron, Cardin, Déchêne, (de l'Islet,) deGrosbois, Faucher de Saint-Maurice, Gladu, Goyette, McShane, Martin (de Rimouski,) Mercier, Murphy, Pilon, Rinfret, Robertson, Robidoux, Rochon et Shehyn—17.

L'Assemblée législative a adopté.

Le projet de loi est virtuellement rejeté.

#### LE DROIT DE VOTE DES EMPLOYÉS PUBLICS.

L'ordre du jour appelle la délibération, en comité général, sur le projet de loi pour modifier la loi électorale, en ce qui concerne le droit de vote des employés publics.

L'honorable M. **Pelletier** — *député de Dorchester.*— J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme maintenant en comité général pour adopter ce projet de loi.

M. **Casgrain**—*député de Québec.*—J'ai l'honneur de proposer que la Chambre ne se forme pas maintenant en comité général pour examiner ce projet de loi, mais dans six mois.

L'honorable M. **Pelletier.**—Je suis certain que l'honorable député serait en faveur de ce projet de loi, s'il s'était simplement donné la peine de le lire.

C'est le projet de loi que j'ai présenté il y a quelque temps à la Chambre, et qui revient maintenant du comité de législation, où il a été un peu massacré. J'ai été assez

heureux pour sauver une de ses clauses ; je ne me plains pas trop, car le projet de loi de l'honorable député de Mont-réal est a subi le même sort que le mien. Ce projet de loi ne contient plus que l'article 3.

L'un des articles de la loi électorale, donne la liste de ceux qui ne peuvent voter aux élections provinciales. Il me semble que la législation aurait pu ajouter aussi à cette liste : les employés publics. Je supplée à cette lacune en proposant la modification suivante :

“ Sauf les maîtres de poste, autres que ceux mentionnés dans le paragraphe 3, toutes les personnes qui reçoivent pendant l'élection, ou dans les trois mois qui l'ont précédée, un salaire ou traitement, à titre de commission ou autrement, permanents ou temporaires, du Gouvernement de la Puissance du Canada.

“ Les membres des professions libérales et les députés au Parlement fédéral, ne tombent pas sous le coup du présent paragraphe.”

Le but est donc évident ; il s'agit de compléter la liste donnée à l'article 176 de la loi fédérale. Dans cette loi, il y a une classe de personnes qui n'est pas mentionnée, et qui devrait l'être. Cette modification a deux bons buts ; premièrement, celui d'avoir des élections qui échappent entièrement à l'influence d'un Gouvernement qui peut être l'ennemi des intérêts de la Province ; le second, c'est de protéger les employés publics contre les persécutions de leurs chefs politiques, à raison de leur vote.

L'objection que l'on pourrait faire valoir, c'est que cette mesure favorise un parti plus que l'autre. Cette objection ne vaut pas, car cette loi aura le même effet pour tous les partis

Dans un bon nombre de comtés de la Province de Québec, l'élection est sous le contrôle du pouvoir fédéral, qui fait voter comme il le veut, les nombreux employés qui dépendent de lui. C'est là une position anormale que l'on

devrait faire disparaître. La mesure que je propose offre une solution pratique, et j'espère qu'elle sera adoptée.

**M. Casgrain.**—Ce projet de loi n'est pas du tout en rapport avec les idées reçues sur le suffrage populaire. La tendance aujourd'hui est d'étendre le droit de suffrage au lieu de le restreindre ; c'est ce qui a été fait à Ottawa, par la dernière loi électorale. Ici même, l'honorable premier ministre a parlé de ce sujet dans le même sens. Or, contrairement à cette tendance, voilà qu'on propose, par ce projet de loi, d'enlever à une certaine classe de nos concitoyens le droit de vote, et cela sans motif plausible. Tout d'abord on exclut tous ceux qui ont quelque chose à faire avec l'administration de la justice, puisqu'on assimile leurs fonctions avec celles remplies par les officiers de douane et d'accise. L'effet de cette mesure sera aussi de priver de leur droit de vote les employés des chemins de fer du Gouvernement, et d'un grand nombre d'autres personnes qui ont de petits emplois. Il va sans dire que je suis contre l'idée d'établir ici le suffrage universel, comme il existe dans les autres Provinces, mais je ne voudrais pas non plus restreindre de cette manière le droit de vote.

On dit que le vote de ces employés a pour effet d'affecter les résultats électoraux, de manière à entacher leur sincérité. Si on veut atteindre une certaine classe d'employés publics, parce qu'on ne les a pas trouvés assez dociles dans une certaine circonstance, ce n'est pas une raison pour que la Chambre s'associe à cet acte de vengeance. On dit que le Gouvernement fédéral fait voter ses employés comme il l'entend, mais comment se fait-il donc que dans les dernières élections fédérales, les comtés traversés par la voie ferrée de l'Intercolonial, et où par conséquent le vote de ces employés auraient dû se faire tout particulièrement sentir, que ces comtés, dis-je, aient élu des députés de l'opposition ? Si le Gouvernement fédéral allait par représailles enlever le

droit de vote aux employés du Gouvernement de la Province, que pourriez-vous dire à l'encontre d'une telle mesure ?

Ce n'est pas une question que l'on devrait traiter au point de vue des intérêts de parti, car les Gouvernements changent, mais les principes, eux, ne changent pas. Des hommes qui veulent législater pour l'avenir, ne peuvent pas adopter un tel projet de loi. Si je le repousse, c'est que je suis convaincu qu'une telle mesure pourra avoir des effets désastreux.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—Je ne me rends pas bien compte des motifs de l'honorable député. Il s'agit du rapport du comité de législation qui nous recommande l'adoption d'un projet de loi, ayant pour effet de modifier la loi électorale. J'ai pour principe de respecter les recommandations de ce comité, voilà pourquoi j'ai voté comme je l'ai fait, sur le projet de loi de l'honorable député de Chateauguay. J'avoue que j'ai toujours un peu sur le cœur ce qui s'est passé il y a quelques années à propos d'un projet de loi de l'honorable M. Joly. Ce projet avait été étudié par des avocats et d'autres hommes distingués, et après mûre considération, le comité avait décidé d'en recommander l'adoption à la Chambre. Rendu ici, le projet de loi, sur proposition de M. Martel, fut rejeté, sans avoir eu les honneurs d'une discussion approfondie. J'ai vivement ressenti l'affront de ce procédé, et je ne me suis pas gêné de dire que si les recommandations du comité de législation pouvaient être ainsi mises de côté, il valait bien mieux le supprimer. Cela n'a pas empêché la Chambre de renverser la décision du comité, et le vote donné dans cette occasion n'a été rien autre chose qu'un vote de parti. J'ai dit dans le temps que je n'irais plus au comité de législation, puisque l'on appréciait si peu notre travail, et je n'y suis jamais allé depuis.

Quant au mérite, il ne peut pas y avoir de doute que l'opposition de l'honorable député de Québec est mal fondée. Il s'agit d'appliquer d'une manière plus complète, la règle générale consacrée par l'article 176 de notre loi électorale. Je lis l'article 176, et je trouve ceci :

" 1. Les juges de la cour du banc de la reine et de la cour supérieure, le juge de la cour de vice-amirauté, les juges des sessions, les magistrats de district, et les recorders ;

" 2. Les officiers de douane, greffiers de la couronne, greffiers de la paix, registrateurs, shérifs, députés-shérifs, députés greffiers de la couronne, et les officiers et hommes du corps de police provinciale ou municipale ;

" 3. Les agents pour la vente des terres de la couronne et les maîtres de poste dans les cités et les villes, et tous les officiers employés à percevoir des droits payables à Sa Majesté de la nature des droits d'accise, y compris les percepteurs du revenu fédéral ou local."

" Si, sauf le cas de l'article 356, une des personnes désignées dans le présent article, vote, elle encourt une amende au maximum de cinq cents piastres, et au minimum de cent piastres, ou un emprisonnement de pas plus de douze mois à défaut de paiement de l'amende ; et son vote est nul et de nul effet."

On commence par enlever le droit de vote à tous les employés fédéraux qui sont le plus en état d'exercer leur suffrage d'une manière intelligente. Ensuite on frappe les officiers de douane et d'accise parce qu'ils sont des employés fédéraux, pouvant subir l'influence de leurs chefs politiques, exposés par là même, à ne pas donner un vote indépendant. On atteint même les hommes qui appartiennent à la police municipale.



Voilà le principe consacré par la loi que nos adversaires ont fait adopter par cette Chambre. Que demande maintenant l'honorable député de Dorchester ? Il propose d'ajouter le paragraphe suivant à l'article que je viens de lire :

“ Sauf les maîtres de poste, autres que ceux mentionnés “ dans le paragraphe 3, toutes les personnes qui reçoivent “ pendant l'élection ou dans les trois mois qui l'ont précédé, un salaire ou traitement, à titre de commission ou “ autrement, permanent ou temporaire, du Gouvernement “ de la Puissance du Canada.”

Il s'agit donc tout simplement de rendre la règle posée dans la loi, aussi générale que possible, et de décréter que les employés fédéraux ne pourront pas contrôler une élection locale.

Vous dites que la tendance des esprits est plutôt d'étendre que de restreindre le suffrage. Je ne le nie pas ; mais pour tout dire, il y a une autre tendance, celle d'échapper à l'influence du vote de la bureaucratie.

Ce projet de loi ne contient que deux clauses qui ne renferment que dix lignes ; il me semble que ces dix lignes sont bonnes et devraient être acceptées. Si nous votons pour ce projet de loi, c'est que nous voulons faire triompher la liberté du scrutin, c'est que nous voulons que le vote libre ne soit pas annulé et écrasé par le vote d'hommes qui ne sont pas libres. Et certes, c'est là une idée éminemment libérale.

L'honorable **M. Blanchet**—*député de Beauce*. — Le statut d'Ontario ne doit contenir que des idées très libérales, je suppose, or, ce statut fait les mêmes exceptions que l'on trouve dans notre loi. Est-il désirable d'aller plus loin dans la voie des exceptions ? Si le Gouvernement fédéral . . .

L'honorable **M. Mercier**. — L'honorable député dit que le statut d'Ontario est très libéral. Je ne suis pas prêt à

admettre cela, et d'ailleurs, quand bien même il le serait, je n'en dirais pas moins qu'il faut faire la modification proposée. Je prends ce qui est bon dans les législations des autres Provinces, et je laisse ce qui est mauvais. Dans la Province d'Ontario, il n'y a pas de chemin de fer sous le contrôle du Gouvernement fédéral, comme il y en a dans la Province de Québec. J'en connais quelque chose des employés de ce chemin de fer, car j'ai failli être assommé par quelques-uns d'entre eux.

L'honorable M. **Blanchet**.—Je n'en dirai pas davantage car la Chambre me paraît désireuse de prendre le vote immédiatement.

La proposition de M. Casgrain est rejetée sur division.

Le projet de loi est examiné en comité général.

La troisième délibération est renvoyée à demain.

La séance est levée.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE

---

*Séance du mardi, le 5 février 1889.*

SOMMAIRE :—Suite de la délibération sur le projet de loi concernant les terres publiques : MM. Lynch, Gagnon, Mercier, Taillon, Hall, Owens, Blanchet, Nantel et Baldwin.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et quarante minutes.

### LES TERRES PUBLIQUES ET LES COLONS.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur le projet de loi concernant les terres publiques.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*. — M. le Président, je ne me propose pas de parler bien longuement, mais avant de faire les remarques que je vais soumettre à la Chambre, je désire remercier l'honorable premier ministre pour la courtoisie avec laquelle il a bien voulu, l'autre jour, ajourner le débat, à raison du mauvais état de ma santé.

Mes remarques porteront surtout sur le dernier article du projet de loi. Cette discussion a eu pour résultat de nous faire passer en revue les différents actes législatifs accomplis pendant les quelques dernières années. Ceux qui se posent comme les champions des colons, et comme des adversaires irréconciliables de la loi de 1883, n'ont pas bonne grâce à venir plaider une cause qu'ils ont fort négligée dans le passé. Ceux qui en 1883 combattaient la politique du Gouvernement alors au pouvoir, n'ont pas jugé à propos d'enregistrer leur protêt et leur condamnation des principes contre lesquels ils s'élèvent aujourd'hui avec tant de vigueur. Ceux qui alors, ont défendu les intérêts des colons, s'il faut admettre que ces intérêts étaient lésés, siègent aujourd'hui de ce côté-ci de la Chambre.

On m'a accusé d'avoir favorisé, lorsque j'avais l'honneur d'être à la tête de l'administration des terres de la couronne, les intérêts des marchands de bois. Il est vrai que j'ai beaucoup d'amis qui s'occupent de cette industrie, mais on commettrait une grave erreur, si l'on croyait que les marchands de bois étaient tous de chauds partisans politiques de l'ancien Gouvernement. Je crois plutôt que les marchands de bois, comme classe, sont des citoyens qui se laissent beaucoup plus influencer par leur appréciation de ce qui est vrai ou faux, que par de simples considérations politiques. Comme exemple je citerai les noms des messieurs suivants, comme des citoyens que l'on ne peut accuser d'être des amis du parti conservateur.

M. James MacLaren, à qui l'honorable député d'Ottawa doit son siège dans cette Chambre, ne peut être assurément considéré comme un conservateur. Je puis en dire autant de M. Edwards, de Rockland, de M. Bronson et d'autres encore. Ces messieurs sont au nombre de ceux que nos honorables adversaires dénoncent comme des pillards du domaine public.

C'est une infâme calomnie que de m'accuser d'avoir agi, tant dans mes actes administratifs que dans la législation dont j'ai pu prendre l'initiative dans cette Chambre, plus dans l'intérêt des marchands que dans celui de la Province. La politique que j'ai promulguée, comme commissaire des terres de la couronne, est celle que favorisait M. Joly, l'un des plus dévoués amis de son pays.

On ne se fait guère d'idée de l'importance de nos forêts et du prix que nous devons attacher à leur conservation. Voyez donc, M. le Président, ce qui se passe ailleurs ; dans plusieurs pays d'Europe, et principalement en France, on enseigne dans les écoles les moyens de conserver cette inappréciable richesse. La législation de 1883 n'a pas été faite dans le but de promouvoir les intérêts des marchands

de bois, mais simplement pour le plus grand avantage de la Province. Il est dans les plus chers intérêts du pays et de ceux qui nous suivront, que les richesses forestières que nous avons, soient protégées spécialement dans les localités où la terre n'est pas propre à la colonisation. Vous n'avez qu'à vous rendre dans la vallée du Richelieu et de l'Ottawa, et vous y trouverez des terres dénudées de leur bois, et cependant non occupées par des colons. Ces faits sont la meilleure réponse possible aux protestations de ceux qui s'élèvent contre le prétendu cercle de fer qu'on nous accuse d'avoir mis sur les terres publiques, même quand ces terres étaient complètement impropres à la culture. Si la question n'était pas aussi importante, et si elle n'exigeait pas toute notre attention, je céderais au désir de m'amuser un peu, des bizarres inconséquences de la conduite de mes honorables amis, sur cette question. Le fait est qu'ils ont prêché en faveur des marchands de bois ou des colons, selon que l'exigeait la situation politique. Aujourd'hui, ils nous proposent d'effacer entièrement la loi de 1883, et d'y substituer une disposition hétérogène, qui n'a ni forme, ni couleur. Le changement ne sera certainement pas avantageux aux colons. Pendant que, en vertu de l'ancienne législation, les colons avaient certains droits, même en ce qui concernait le bois qui croissait sur leur terre, on nous propose aujourd'hui de déclarer que le marchand de bois aura le droit de prendre pendant l'espace de trente mois, tout le bois marchand qu'il y a sur les lots des colons.

Le petit projet de loi de la dernière session, après avoir laissé cette Chambre, a traversé l'étroit couloir, pour parvenir dans une autre Chambre : mais là, il n'a plus rencontré les colons, mais ce sont les marchands de bois qui l'ont pris sous leurs soins, ces mécréants qui, tous les ans, tous les mois, et tous les jours de chaque mois, pillent le domaine public. Ce sont ces pillards qui ont pris soin de la loi pro-

posée par le Gouvernement, et qui, naturellement, n'ont pas manqué de la modifier dans le sens de leurs intérêts.

Je reconnais que l'honorable député de Dorchester a fait preuve de beaucoup de perspicacité dans la rédaction de l'amendement qu'il a proposé l'autre soir. Mais si le Gouvernement était sincère lorsque l'année dernière, il a accepté la modification faite par le Conseil législatif, il ne peut réclamer la même sincérité d'intention s'il accepte aujourd'hui la proposition de l'honorable député de Dorchester.

La situation n'est guère rassurante pour aucun des intérêts en jeu. D'un côté on invite les marchands de bois de prendre, pendant un délai de trente mois, tous les bois qu'ils veulent sur les lots des colons, d'un autre côté, on les menace de leur enlever ce droit, si cela ne fonctionne pas comme on le veut.

Au cours de ce débat, on a fait allusion à l'affaire Leclerc et des colons d'Egan, mais je ne discuterai pas ces deux questions maintenant, parce que l'une d'elle est présentement soumise aux tribunaux, et que l'autre va être discutée sans doute, dans quelques jours, quand j'aurai l'honneur de demander copie du dossier.

Mais comme on a pris occasion des allusions que l'on a faites sur ces deux questions pour m'accuser de favoritisme, j'en profite à mon tour pour repousser ces accusations et pour dire que jamais je n'ai indûment favorisé les marchands de bois pendant que j'avais l'honneur d'administrer le département des terres de la couronne. Si j'ai cru devoir prendre un soin tout particulier de nos richesses forestières, c'est dû au fait que j'aime les arbres. Et si mes honorables amis se montrent si sévères pour les lois que la Législature a bien voulu adopter à ma demande, c'est qu'ils désirent peut-être au fond, voir ces richesses disparaître le plus tôt possible.

A six heures, la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*.—M. le Président, je n'ai que quelques courtes observations à ajouter à celles que j'ai eu l'honneur d'offrir à la Chambre cette après-midi.

Personne ne désire plus sincèrement que moi de voir la Province se coloniser rapidement, mais il ne faut pas croire que les progrès de la colonisation sont nécessairement entravés, du moment que nous prenons des mesures sages et prudentes pour protéger nos richesses forestières. Au contraire, je suis bien convaincu que les deux intérêts peuvent être parfaitement conciliés.

Il me reste maintenant à aborder un sujet délicat. Je n'étais pas en Chambre à la séance du 22 janvier dernier, lorsque l'honorable secrétaire de la Province a fait une remarque qui, jusqu'à un certain point, s'adresse personnellement à moi. Je fais ici allusion aux paroles de l'honorable ministre quand il a parlé de moi comme protestant et comme un ancien ministre parlant la langue anglaise. Je ne puis m'empêcher de protester contre ce genre de discussion. Je crois qu'on m'a accusé d'avoir agi injustement parce que je suis un anglais protestant. . . . .

L'honorable M. **Gagnon**—*député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province*.—Je nie cela.

L'honorable M. **Lynch**.—C'est pourtant ce que je dois croire, si je prends le compte-rendu d'un journal indépendant, le *Chronicle* de Québec. C'est à dessein que je me sers du mot "indépendant" car si ce journal n'appuie pas directement le Gouvernement, il ne combat pas non plus en faveur de l'opposition.

L'honorable M. **Gagnon**.—Le *Chronicle* n'a pas rapporté correctement mes remarques.

L'honorable M. **Lynch**.—Il est assez singulier que le compte-rendu de l'*Electeur* comporte lui aussi le même sens.

L'honorable M. **Gagnon**.— Je n'ai fait que condamner le système suivi par mon honorable ami, sans jamais le mettre en cause personnellement, ce n'est qu'incidentellement que j'ai rappelé que la grande majorité des colons était Canadiens-Français, et qu'ils devaient s'adresser à un Anglais protestant pour ouvrir les terres publiques. Mais j'affirme que je n'ai jamais eu l'intention de blesser en quoi que ce soit, les sentiments de l'honorable député.

L'honorable M. **Lynch**.— Ces dires sont imprudents et injustifiables et déjà ils nous ont fait à tous deux, le plus grand tort dans le pays. Ce n'est pas parce que je suis protestant que l'on doit m'objecter comme chef d'un département. Ce n'est pas non plus parce que je suis protestant, que l'honorable secrétaire de la Province devrait être effrayé de me confier les affaires d'un département. Il n'a pas refusé de donner son appui à l'honorable M. Joly, bien qu'il fut protestant. Il ne s'est pas non plus objecté à l'entrée de l'honorable commissaire de l'agriculture et de la colonisation dans le Gouvernement, bien qu'il soit Anglais et protestant. Serait-ce donc, parce que je suis un Irlandais protestant parlant l'anglais ? L'objection doit donc être attribuée à moi personnellement, parce que les intérêts d'un département aussi important, pourraient être mis en danger, parce que je pourrais me laisser influencer par mes compatriotes Anglais protestants. M'est-il jamais arrivé de refuser de redresser un tort lorsque la chose m'a été demandée ? Jamais. Peu importe que ce fut pour un ami ou un adversaire politique, qu'il fut Français ou Anglais. Je me suis efforcé de remplir mon devoir envers la Province, du mieux que j'ai pu, suivant les capacités que Dieu a bien voulu me donner, et ceux qui se sont adressés à moi pour avoir justice, n'ont jamais été repoussés. Pour moi personnellement, ces remarques ne m'affectent guère, mais il n'en est pas ainsi lorsque je les considère au point de vue de l'intérêt public de la Province.



Au milieu d'une population hétérogène comme la nôtre, l'homme, qui ose, par un moyen quelconque, jeter des germes de discorde est un ennemi de son pays. Cette Province est la pierre angulaire de l'édifice politique élevé en 1867, et d'elle, dépend le succès ou l'insuccès de l'œuvre de la Confédération.

Georges Brown et Cartier ont tous deux traversé la Chambre pour se donner la main, et enterrer les vieilles inimitiés du passé, et pour accomplir l'union fédérale des Provinces anglaises de l'Amérique du Nord ; par là ils ont accompli un grand acte de patriotisme. Faisons-en autant aujourd'hui, soyons un même peuple. Soyons Canadiens. Cartier n'a pas cessé de proclamer la doctrine que je prêche maintenant. Jamais je ne me suis arrêté à m'enquérir à quelle race ou à quelle religion appartenait tel ou tel homme, seulement je me demandais s'il avait raison. J'espère que le jour ne reviendra jamais où l'on reprochera à un citoyen de ce pays d'appartenir à telle race, ou de professer telle croyance religieuse. Ces choses sont de nature à faire le plus grand mal au pays.

Je me suis toujours efforcé, au meilleur de ma connaissance, de promouvoir les intérêts de mon pays. Si je critique le Gouvernement ce n'est pas pour des motifs de haine, mais dans le but seul d'améliorer la législation qu'il nous propose. Enterrons à jamais toutes nos animosités et que personne ne puisse dire de nous les paroles suivantes d'un poète :

" A man with a soul so dead  
" Who never to himself hath said  
" This is my own, my native land.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, président du conseil exécutif*.—M. le Président, je crois de mon devoir de prendre la parole en anglais

pour répondre au discours prononcé en cette langue, par l'honorable député de Brome.

Il nous a dit que nous devons faire cesser toutes les difficultés provenant de la diversité des croyances religieuses et des nationalités dont se compose notre population. Je m'accorde avec l'honorable député sur le fonds même des remarques qu'il a faites à ce sujet, mais je suis loin de partager son avis, quant à ce qui regarde leur opportunité. Dans ce pays, nous devons être tous unis et vivre en harmonie les uns avec les autres. Comme mon honorable ami, je dis que toutes les religions et toutes les nationalités doivent être respectées. Comme lui, je dis que toute attaque de ce genre doit être repoussée avec énergie, et s'il y a un homme disposé à prendre une attitude énergique sur ce sujet, c'est moi. Nous vivons dans un pays libre, sous des institutions anglaises et libérales, et à l'ombre du drapeau britannique. Si nous, Canadiens-Français, sommes la majorité dans cette Province et dans cette Chambre, si nous jouissons de toutes les libertés politiques que nous pouvons ambitionner, nous ne pouvons oublier non plus, que nous vivons à l'ombre du drapeau anglais, symbole de ces libertés que nous apprécions si hautement, et que nous obéissons tous à la même Souveraine. Nous sommes en effet toujours disposés à reconnaître à la minorité tous les droits et tous les privilèges qu'elle peut légitimement réclamer, et elle aura toujours, de notre part, le respect qu'elle a droit d'avoir.

L'honorable député croit que ces remarques ont été faites contre lui personnellement, parce qu'il est Anglais et protestant. D'un autre côté, l'honorable ministre auquel on attribue ces paroles, nie positivement avoir jamais eu l'intention de blesser en quoi que ce soit, les sentiments religieux ou nationaux de l'honorable député. Il ne faut donc pas que l'honorable député de Brome se fasse illusion, il n'a pas

été attaqué parce qu'il est Anglais ou protestant. C'est le système qui a été condamné et avec raison. C'est par pure accident que l'on a mentionné, en passant, le fait, indifférent en soi, que le chef du département qui avait inauguré ce système et qui en avait poursuivi l'exécution, était un Anglais. Il est donc clair pour tous ceux qui veulent comprendre, que personne n'a reproché à l'honorable député d'être Anglais, et s'il a été attaqué, ce n'est que parce qu'il personnifiait un mauvais système.

Je sais que le journal le *Chronicle* de Québec, a prétendu que l'honorable secrétaire de la Province avait fait une charge violente contre nos concitoyens d'origine anglaise. Ce journal a enfourché ce qu'on appelle le "*protestant horse*." Ce n'est pas la première fois que la chose lui arrive ; c'est le thème sur lequel il n'a pas cessé de broder depuis que j'ai l'honneur d'être au pouvoir. Il n'a pas cessé de m'attaquer en m'accusant faussement d'être contre les Anglais. Je ne m'étonne pas qu'à son tour l'honorable secrétaire de la Province soit la victime de son système de calomnie. Mais ce qui m'étonne, c'est que l'honorable député de Brome soit allé chercher ses preuves dans les colonnes de ce journal. L'honorable député sait-il que dès le lendemain où ce compte rendu était publié dans le *Chronicle*, l'honorable secrétaire de la Province se levait, au commencement même de la séance, et contredisait de la manière la plus formelle les dires de ce journal. Avez-vous vu une seule ligne dans cette feuille, qui se donne comme l'organe des Anglais, faisant part à ses lecteurs des déclarations formelles d'un homme occupant la haute position de mon honorable ami le secrétaire de la Province ? Non, pas un mot n'a été dit ; il n'a pas été assez juste pour donner les explications de l'honorable secrétaire de la Province. Je ne suis pas surpris que l'honorable député de Brome, qui n'a lu que le *Chronicle*, n'ait pas vu ces explications, puisque cette feuille n'a pas eu le courage de les publier. Chez

ceux qui inspirent ce journal, c'est un système de nous faire passer pour des ennemis des Anglais.

Mon honorable ami nous a parlé de la nécessité de mettre de côté ces préjugés de race et de religion et il nous a abjuré de respecter les droits de la minorité. Relisons l'histoire d'hier, et voyons ce qu'elle nous enseigne.

En 1878, l'honorable M. Joly était premier ministre de cette Province. Jamais nous n'avons eu un meilleur homme à la tête de l'administration de nos affaires. Il était protestant; a-t-il perdu un seul vote parmi ses amis parce qu'il était protestant? Non, tous les libéraux ont voté pour lui. Il a été premier ministre pendant dix-huit mois; pendant ce temps il travailla avec énergie à faire le bien de la Province. Qui contribua le plus à le renverser du pouvoir? Il dut succomber devant l'hostilité de la *Gazette* de Montréal, le principal organe des Anglais protestants. Tout ce que l'on pouvait inventer de méchant pour nuire à cet homme politique, type de l'honnêteté et de la franchise, a été dit par ce journal. En novembre 1879, M. Joly fut défait sur une proposition soumise par l'honorable député de Brome, et tous les autres députés protestants de son parti, votèrent contre M. Joly. La seule chance que la minorité ait jamais eue d'avoir un premier ministre protestant était ainsi perdue. Seuls MM. Cameron, Meikle et Nelson, je crois, parmi les députés anglais, restèrent fidèles à M. Joly, avec tous les membres français du parti libéral. Maintenant ces messieurs veulent que la minorité soit respectée. Très bien, mais qu'ils souffrent qu'on leur dise qu'ils ont eu un jour un des leurs pour premier ministre de cette Province, aux trois-quarts française et catholique, et qu'ils ont été au nombre des plus ardents à le faire renvoyer du pouvoir, pendant que nous luttions de toutes nos forces pour le maintenir au poste éminent qu'il occupait.

L'honorable secrétaire de la Province a donné des explications franches, et elles doivent être acceptées comme telles. Si l'honorable député de Brome avait été présent à la séance pendant laquelle elles ont été données, je suis bien certain qu'ils les auraient acceptées. Je le connais assez pour dire qu'il n'aime pas à perpétuer ces difficultés toujours si délicates, mais le malheur est qu'il a accueilli avec trop de confiance et d'empressement les récits faits par ses amis, et que ces récits ne se trouvent pas conformes à la vérité.

J'ai à mes côtés un homme qui m'honore de toute sa confiance, or si jamais une attaque était dirigée contre ses compatriotes les Anglais, il serait là pour les défendre, et si, par impossible, il lui arrivait de manquer à un devoir aussi important, aussi sacré dans la position qu'il occupe, il y a encore mon honorable ami le député de Huntingdon qui remplirait ce devoir.

Je vois l'honorable député de Québec donner des signes d'incrédulité. Je sais que l'honorable député aimerait sans doute beaucoup avoir une guerre de race. Il a été dans le Nord-Ouest et son voyage, comme le séjour qu'il y a fait, n'ont pas été sans lui rapporter quelque chose.

Il paraît même affectionner quelque peu les échafauds. Il ne trouvera pas son compte avec nous, car nous, nous voulons la paix et l'harmonie des races. Que ces Messieurs de l'opposition enfourchent, s'ils le veulent, le *protestant horse*, nous ne le ferons pas, nous.

La Confédération se compose de sept provinces, et, M. le Président, montrez-m'en, si vous le pouvez, une seule où la minorité est traitée aussi bien, aussi généreusement qu'elle l'est ici ?.... Nous vous respectons comme Anglais et comme protestants, mais nommez-moi une seule province où nous, catholiques, nous sommes traités comme les protestants le sont ici. Nous leur donnons un ministre anglais

sur sept dont se compose notre cabinet ; où est la province protestante dans laquelle nous en recevons autant, nous catholiques français ? Je dis que nous traitons la minorité avec justice et que nous lui donnons ce qu'elle a droit d'avoir de nous. Dieu fasse que mes compatriotes dans le reste du Canada ne soient jamais plus maltraités ailleurs !

Quand j'ai formé mon Gouvernement, on m'a demandé pourquoi je n'avais pas donné un département à un Anglais protestant . . . La raison en est bien simple, et je vais la dire : c'est parce qu'il y avait une véritable conspiration contre moi. Ce sont les Anglais qui m'ont empêché de donner suite à mon désir sous ce rapport. J'étais désireux, néanmoins, de montrer que je n'étais pas contre les protestants, et aujourd'hui tous savent que je ne suis pas leur ennemi, et que je suis toujours prêt à leur rendre justice. Je n'en dirai pas plus sur cette question.

Je regrette que ce sujet ait été amené dans ce débat. Ce n'est pas moi qui l'ai fait, c'est l'honorable député de Brome seul qui en est responsable. Je sais que d'autres députés vont suivre son exemple. Je regrette vivement que ces luttes soient perpétuées, car elles répugnent à mon caractère et aux sympathiques relations politiques et sociales que j'ai toujours eues avec mes compatriotes parlant la langue anglaise. Mais je me console en pensant que le jour viendra où la minorité dira que jamais les protestants n'ont eu un meilleur ami que moi. Déjà la minorité, mieux éclairée, débarrassée des préjugés que l'on avait réussi à soulever, nous revient. Voyez ce qui vient de se passer dans le collège électoral de Mégantic . . .

L'honorable député d'Argenteuil sourit ; il peut rire, comme il a ri lorsque j'ai soumis à cette Chambre le projet de loi pour régler la question des biens des Jésuites, mais cela n'empêchera pas la vérité d'être la vérité et nous, de la proclamer librement chaque fois que nous en aurons l'occa-

sion. Vous étiez à Mégantic, M. le Président (1) pour m'aider, pour aider le Gouvernement auprès des électeurs anglais. C'est à l'esprit libéral de ceux de ma race, que le colonel Rhodes doit d'avoir été élu en dépit de la majorité des Anglais. Oui, c'est, dis-je, grâce à la majorité des Canadiens-Français, si la minorité anglaise et protestante a un digne représentant dans le Gouvernement de la Province de Québec. Maintenant, l'honorable député d'Argenteuil rit encore, mais s'il a un représentant dans le cabinet, c'est dû à l'esprit de justice de ceux de ma race qui m'ont fait l'honneur de ratifier le choix que j'avais fait, de concert avec mes collègues, en renvoyant ici triomphant mon honorable ami le commissaire de l'agriculture et de la colonisation.

Si nous devons avoir une nouvelle guerre de race, cette fois-ci au moins nous serons avertis, et nous pourrions nous préparer à faire face à ceux qui veulent perpétuer ces dangereuses hostilités. Mais avant d'engager le combat, je dirai à mes adversaires anglais : Qu'est-ce que vous voulez ? Est-ce justice ? Vous allez l'avoir, car nous tenons trop à nos droits pour refuser de reconnaître ceux des autres races qui nous entourent.

Résumons en quelques mots l'objet du débat principal.

Nous avons à examiner trois propositions : La première, de l'honorable commissaire des terres de la couronne, nous demandant de procéder à l'examen d'un certain projet de loi à l'effet de modifier la législation concernant les terres publiques. La seconde de l'honorable député de Richmond et Wolfe, suggérant de retrancher une certaine clause de la loi relative au délai accordé au marchand de bois ; enfin la troisième, de l'honorable député de Dorchester, ayant

(1). M. Owen Murphy remplace temporairement M. le Président au fauteuil.

pour objet de faire suspendre notre jugement sur l'opportunité d'abroger cette clause.

Je veux examiner ces trois propositions aussi brièvement que possible. Constatons d'abord que la proposition de l'honorable député de Richmond et Wolfe ne vient que sous forme d'amendement, et que ce n'est pas un projet de loi régulièrement présenté à la Chambre....

**M. Picard**—*député de Richmond et Wolfe*.— J'avais l'intention de présenter un amendement à la loi de l'année dernière. Mais quand j'ai vu le projet de l'honorable commissaire des terres de la couronne inscrit à l'ordre du jour, j'ai attendu.

L'honorable **M. Mercier**.— Je ne mettrai pas en doute la sincérité des paroles de l'honorable député, mais je lui ferai remarquer qu'il ne nous parle que de bonnes intentions. Il n'ignore pas, je suppose, que l'enfer est pavé de bonnes intentions. J'affirme, comme question de fait, que sans le projet soumis par le Gouvernement, nous n'aurions jamais eu l'amendement du député de Richmond et Wolfe.

Je ne sais comment greffer cet amendement sur le projet de loi ; et je suis bien convaincu que l'honorable député de Richmond et Wolfe ne le sait pas non plus.

Le projet de loi est bien simple, il ne s'agit que de questions de détail. Quelle est la loi passée à la dernière session ?

L'article 1343, se lit comme suit :

“ La personne munie d'une licence, a le droit, en vertu  
“ d'icelle, de couper le bois marchand, sur tout lot ainsi  
“ vendu, qui est compris dans telle licence, durant trente  
“ mois, à dater de l'émission du billet de location, excepté  
“ sur cette partie de lot que le colon est occupé à défricher,  
“ tel que pourvu ci-haut, et, en outre, sur une étendue de  
“ dix acres.”



Ainsi, qu'on remarque bien la différence : la loi accorde dix acres, mais ces dix acres ne sont pas au choix du colon. Tout ce qu'il y a de nouveau, dans le projet actuel, ce sont les mots : "au choix du colon." Voilà le seul changement apporté à la disposition adoptée à la dernière session.

Je suppose pour un instant que l'amendement de l'honorable député de Richmond et Wolfe serait adopté, quelle serait la conséquence, quelle serait la position faite au colon et au marchand de bois ? La clause 1343, naturellement, serait retranchée ; or, cette clause retranchée, le colon n'aurait plus droit à ces dix acres. Il est vrai que le marchand n'aurait plus le droit de couper le bois sur le lot, mais aussi le colon perdrait le privilège de la réserve de ces dix acres . . . . .

**M. Picard.**—Le colon aura alors tout son lot.

L'honorable **M. Mercier.**—Je vais démontrer clairement à l'honorable député que j'ai raison. Il veut faire disparaître l'article 1343, et que nous propose-t-il de mettre à la place ? Il y a là une question de droit. L'article 1343 disparaissant, et comme il n'y a rien pour le remplacer, il ne reste plus que l'article 1342. Or cet article décrète ce qui suit :

" Tout le bois coupé pour les fins de défrichement, sur  
" un lot vendu par billet de location et jusqu'à l'octroi de  
" la patente, peut être vendu par l'acquéreur du dit lot,  
" mais à la condition qu'il paie, à la couronne les droits de  
" coupe de bois, tels que fixés par les réglemens du départe-  
" ment des terres de la couronne.

" Le produit de ces droits est imputé sur la balance due  
" en capital et intérêt sur le prix du lot pour lequel ils ont  
" été payés jusqu'à concurrence de cette balance, et le sur-  
" plus appartient à la couronne.

“ Il est toujours loisible au commissaire de distraire, des  
“ licences de coupe de bois, tout lot impropre à la culture,  
“ reconnu comme tel après inspection et sur lequel il n'y a  
“ pas de bois marchand, et d'en disposer comme lot à bois  
“ de chauffage, en quantité exploitable dans l'opinion du dit  
“ commissaire.”

Le marchand n'a plus le droit de couper le bois pendant trente mois, sur le lot concédé ; mais, de son côté, le colon perd sa réserve de dix acres et il n'a plus que le droit de couper des bois pour les fins de défrichement, et s'il veut le vendre, il devra payer les droits de la couronne sur toute l'étendue du lot. Ces droits sont appliqués au paiement du prix d'achat du lot, et la balance retourne au trésor. Tandis que par l'article 1343, le colon a droit de couper le bois sur dix acres, et par l'amendement de l'honorable commissaire, il pourra choisir ses dix acres là où il le voudra. En ne mettant rien à la place de l'article 1343, le colon, jusqu'au moment de l'émission de la lettre patente, n'aura plus d'autre droit que celui de faire du défrichement, et s'il veut vendre au marchand le bois abattu dans le cours de ses opérations de défrichement, il devra payer les droits imposés par la couronne, et encore ne pourra-t-il prendre que le bois qu'il aura abattu pendant ces défrichements. A quoi bon posséder un lot magnifique, bien boisé, et ne pas avoir le droit de couper un seul arbre pour les fins de commerce !... La position qui résulterait de l'adoption de l'amendement serait donc celle-ci : le colon ne pourrait couper de bois que pour des fins de défrichement avant l'émission des lettres patentes. Il est vrai que le marchand de bois n'aura plus aucun droit, mais le colon non plus.

Combien de temps le colon va-t-il prendre pour se mettre en position de réclamer ces lettres patentes ? L'expérience nous montre que cela prend plusieurs années, et pendant tout ce temps, vous lui auriez enlevé le droit de disposer

comme il l'entend, du bois qui se trouve sur les dix arpents de réserve et vous lui auriez défendu de vendre un seul arbre sans payer les droits de la couronne. Avec l'article 1343, au contraire, il peut vendre tout le bois qu'il y a sur les dix acres de réserve, sans payer les droits de la couronne. Sans cet article, il ne peut vendre un seul arbre ; ces messieurs veulent donc faire du colon un esclave.

Il aura bien le droit d'arroser la terre de ses sueurs, mais on ne veut pas lui permettre de vendre un seul arbre ; voilà la loi qu'ils voudraient faire. Ces messieurs ont pris le soin de ne s'attaquer qu'à cet article 1343, que nous voulons amender, sans rien suggérer à la place. Quant à moi, je voudrais voir disparaître cet article, je ne dis pas ce que je ferai l'année prochaine, mais la tendance de notre politique est de rendre le colon libre ; c'est là la loi que nous avons faite l'année dernière. Je ne dirai rien contre l'action de l'autre Chambre ; elle a été si longtemps mal inspirée qu'il est difficile qu'elle se réforme tout à coup. Elle était si mal disposée à l'égard du Gouvernement que, sans le secours de quelques amis personnels, toutes nos mesures auraient été rejetées. Cette Chambre représentait bien les traditions de nos adversaires, hostiles aux colons. Le Conseil était favorable au maintien de cette nouvelle féodalité, appelée réserve forestière. L'abolition de la féodalité qui a subsisté jusqu'en 1854, nous a coûté plusieurs millions, mais on avait oublié cette dure leçon du passé, et on marchait à l'aveugle sans peser toutes les conséquences pour l'avenir.

La mesure du Gouvernement était radicale, et mes amis dans l'autre Chambre en ont tiré le meilleur parti possible dans les circonstances. L'honorable député de Brome a dit que ces lois devaient être permanentes de leur nature, et cependant il a voté en faveur d'une proposition qui demandait de changer la législation de la dernière session. Après avoir prétendu qu'il y avait danger de dire que ces lois

pouvaient être changées d'une session à l'autre, il s'est contredit par son vote.

Je suis accoutumé à plus de logique de sa part ; c'est son bon cœur qui l'a entraîné, car s'il n'eût pas craint de déplaire à ses amis, il eut tenu une autre conduite.

Il nous a représentés comme l'ennemi des colons, c'est du nouveau. Le fait est que j'éprouve un certain embarras dans cette nouvelle position. J'avais toujours cru que nous étions les amis des colons, je suis obligé de me recueillir afin de voir si nous ne nous sommes pas trompés.

J'ai demandé aux employés publics si nos actes pouvaient nous mériter d'être traités comme des ennemis des colons. On m'a fait le rapport que voici ; je suis prêt à le mettre devant la Chambre. En attendant je vais en faire un résumé.

D'après l'ancienne loi, le lendemain du renouvellement d'une licence de coupe de bois,—et on sait que les licences des marchands de bois sont renouvelables tous les ans—le propriétaire de la concession forestière avait le droit de couper tout le bois sur ce lot jusqu'au dernier jour de l'année suivante, et le colon n'avait rien à y voir. Tandis que par la loi que nous avons faite, le colon a dix arpents qui lui sont spécialement réservés, de plus, dix autres arpents à part la partie qu'il défriche, soit en tout vingt arpents de réserve perpétuelle....

**M. Faucher de Saint-Maurice.**—Quel est le nom de l'officier qui a fait ce rapport ?

L'honorable **M. Mercier.**—C'est M. Taché, député-ministre.

Il est donc bien évident que la condition du colon a été améliorée par la loi de l'année dernière. L'honorable député de Richmond et Wolfe, lui, ne veut pas l'admettre. Il a toujours admiré la réserve forestière, et cependant il se scan-

dalise aujourd'hui. En politique c'est un fanatique ; pour lui le colon n'est rien, quand il s'agit de sacrifier le parti. S'imaginer-t-on qu'on va le prendre au sérieux ? Je vais démontrer que, pour lui, le parti est tout.

Nous avons passé une loi qui profite largement au colon, mais, lui, le vieux conservateur encrouté, ne peut admettre que cette loi est bonne, parce qu'elle vient de nous. Il est né tory et il mourra tory, que Dieu ait pitié de son âme !

Il est donc admis, de l'aveu même des officiers qui ne sont pas de notre parti, que la loi que nous avons faite est plus favorable au colon, que celle qui existait auparavant ; mais, allons plus loin, et examinons la question à la lumière des renseignements que me donne l'officier public dont je viens de mentionner le nom.

D'après l'ancienne loi, le colon avait le droit de couper le bois à condition de payer les droits imposés par la couronne, tout comme le marchand de bois, et cet argent allait en déduction du prix de son lot ; et s'il y avait un surplus, il tombait dans le trésor. Il n'y avait pas de réserve perpétuelle de dix arpents, ni la réserve temporaire de dix autres. Mais ce qu'il y avait encore de plus déplorable, c'est que le colon n'avait pas le droit de choisir son lot là où il le voulait. Je suppose que nous aurions voulu, nouveaux Cincinnatus, prendre un lot, nous n'aurions pu le faire dans la réserve forestière, et, après 1883, il existait un arrêté du conseil qui mettait presque tout le domaine public sous réserve. Il est impossible de nier ce que j'avance là. Il ne s'agit que de la constatation d'un fait, à savoir que les trois-quarts des terres publiques étaient compris dans la réserve forestière, créée par la loi de 1883.

Le colon était arrêté tout d'abord par cette difficulté de la réserve, mais quand il avait son lot, au moins était-il maître d'en disposer comme il l'entendait ? Oh non ! il ne

pouvait couper et vendre son bois sans payer les droits au Gouvernement.

Maintenant, on rit de la réserve, on dit que ce n'était presque rien, que nous exagérons les choses, que notre loi a créé une réserve beaucoup plus odieuse. J'admets que la loi de l'année dernière n'est pas la meilleure qui aurait pu être faite, mais comparons donc cette loi avec l'ancienne. Je vais prendre mes autorités chez mes adversaires.

J'ai entendu avec beaucoup de surprise, les remarques faites l'autre jour par l'honorable député de Terrebonne. En l'entendant parler, je me suis demandé si c'était bien le même homme qui avait parlé l'année dernière sur cette question ; n'est-ce pas lui qui laissait écrire dans le journal le *Nord*, ces articles portant les dates du 7 juin et du 5 juillet 1888 ? D'après ce journal, il y avait un million cent milles acres de terre sous réserve ; c'est-à-dire, un million cent milles acres de terre que les Canadiens-Français ne pouvaient acheter, d'où ils étaient exclus. Pourquoi l'honorable député de Terrebonne a-t-il écrit cela, si ce n'était pas vrai ? pourquoi a-t-il dénoncé cette réserve, qu'il disait être une infamie légale ?

Si vous niez la responsabilité de ces écrits, vous ne pouvez pas au moins nier vos paroles, je vais les prendre dans les documents officiels. Ecoutez ce que vous disiez en 1888 :

“ Ce projet de loi contient un principe que j'ai toujours approuvé. Il consacre la liberté, pour le colon, d'aller s'établir partout où il lui plaît sur le domaine de la couronne. C'est le principe qui sépare les amis de la colonisation de ceux qui préfèrent l'orme, l'épinette, le pin, au colon.”

Et plus loin, l'honorable député de Terrebonne ajoutait :

“ Quel est donc la position ? La voici en deux mots : “ Quand un pauvre homme veut s'établir sur les terres de

“ la couronne, avant d'obtenir son lot, il doit suivre toute  
“ une filière ennuyeuse et tracassière qui ne finit plus, et  
“ souvent l'individu en question s'en va en se disant : puis-  
“ que mon pays ne veut pas de moi, je vais m'établir  
“ ailleurs.” Est-ce bien le même homme qui attaque main-  
tenant la loi qu'il défendait si énergiquement l'année der-  
nière ? Oui, c'est bien le même député, seulement il y a un  
petit vote populacier à donner, et pour cela, il ne peut  
s'empêcher de brûler ce qu'il a adoré.

La question s'est présentée en 1882, et voici ce que disait  
l'honorable député de Richmond et Wolfe :

“ Cette loi demande que le bois de pin soit réservé au  
“ Gouvernement. Cette réserve fera dommage au colon.”

Et d'après cette loi, le bois de pin était réservé, même  
après l'émission des lettres patentes, ce qui n'est pas le cas  
d'après notre loi. Et l'honorable député a oublié que le  
colon est maître absolu du bois de pin. Dans les trente  
mois qui suivent l'émission du billet de location, le mar-  
chand doit couper le bois sur le lot, mais, du moment que  
les lettres patentes sont émises, le colon est maître de son  
lot. Chose singulière, le député de Richmond et Wolfe qui  
était prêt à accepter la loi de 1882 avec certaines modifica-  
tions de détail, n'est pas content d'une loi qui donne au  
colon, la propriété du sol et du bois.

Mais continuons à citer les paroles de l'honorable député :

“ Je désire que le Gouvernement ait le revenu qui provient  
“ de la coupe du bois, mais je ne vois rien qui empêche que  
“ le colon ne puisse pas jouir des mêmes avantages que le  
“ marchand de bois, du moment que le colon paie le droit  
“ exigé du premier. La loi telle qu'elle est, obligera le colon  
“ d'aller chercher son bois aux villes, car c'est là la consé-  
“ quence du privilège donné au grand commerçant de bois.  
“ Tout ce qui reste de terrains forestiers dans la Province

“ est vendu. Les terres sont déjà assez réduites en valeur, pour qu'on ne devrait pas priver le colon du droit de couper le bois de pin. Si on donne le privilège au marchand, tout le bois de pin ira aux villes. Je ne demande pas que le colon ait la coupe pour rien. Non, M. le Président, je veux bien qu'il paie, mais au moins qu'on le mette sur le même pied que le commerçant. ”

“ En coupant le bois lui-même, le colon fera ainsi de l'argent, ce qui lui permettra de pousser plus activement les travaux de sa ferme. Dans le cas contraire, vous dépouillez le colon sans que le trésor en bénéficie. Le Gouvernement ne perdra rien par l'opération de mon système, car il retirera du colon, le même revenu que le marchand de bois. Ce système devra être appliqué à tout le moins à cette région qui s'étend des cantons de l'est en descendant. ”

Voilà ce que pensait autrefois le député de Richmond et Wolfe.

En 1883, l'honorable député de Gaspé était contre la réserve forestière, et c'est lui qui a le plus contribué à me la faire condamner. Que disait-il ?

“ Si cette résolution est adoptée telle qu'elle est rédigée, cela aura pour résultat de retarder la colonisation d'une douzaine d'années au moins. On propose, c'est là le point faible, de mettre de côté les cantons forestiers sous licence ; eh bien ! ces cantons renferment les meilleures terres de la Province. Telle que je comprends ce projet de législation, les colons ne pourront prendre ces lots d'ici à dix ans, or c'est une mesure rétrograde plutôt que de progrès. ”

Quand l'honorable député prononçait ces paroles si sévères pour ses amis, quand il disait que cette mesure ferait le plus grand tort à la colonisation, et qu'elle en retar-



derait les progrès pendant dix ans, il avait raison. Le colon n'était pas maître de choisir son lot là où il le voulait, mais aussitôt après notre arrivée au pouvoir, nous avons décrété l'abolition de ces entraves.

Voici ce que disait encore le député de Terrebonne.

“ A l'heure qu'il est, on peut dire d'une manière certaine que l'œuvre de la colonisation est entravée de plusieurs manières, et surtout par la protection exagérée que l'on accorde aux marchands de bois.

“ Par les résolutions actuelles, on veut ni plus ni moins, empêcher le colon de choisir son lot où il voudra. Il me semble que le colon a déjà assez d'obstacles de toutes sortes sans qu'on vienne encore ajouter celui-ci, le plus grave de tous.”

Ainsi, de l'aveu même de l'honorable député de Terrebonne, la réserve forestière créée en 1883, était un obstacle insurmontable dans la voie du progrès de la colonisation. Maintenant que cette réserve a été abolie, il n'est pas encore content, et il voudrait la voir revivre puisqu'il cherche à faire condamner comme mauvaise la loi qui l'abolit. Comprenez-vous une telle ligne de conduite? Ceux qui étaient divisés en 1883, s'unissent aujourd'hui pour dénoncer une loi qui décrète l'abolition de la réserve forestière.

J'ai entendu l'un de nos adversaires dire que la réserve de vingt pour cent, faite au bénéfice du colon, est une mesure odieuse, quelque chose d'effrayant. Cependant ne sont-ce pas ces messieurs qui publiaient des écrits dans lesquels on demandait la création d'une telle réserve, parce que le colon est ordinairement trop négligent pour s'en garder une? Ce sont ces messieurs qui ont prôné cette idée dans une brochure répandue par toute la Province, et signée par M. Taché.

La situation se résume donc en bien peu de mots : d'un côté, nous voulons réformer l'article 1343, adopté l'année dernière, dans un sens plus favorable au colon ; de l'autre, l'honorable député de Richmond et Wolfe demande par son amendement, d'enlever l'article 1343, sans rien mettre à la place. Comme troisième alternative, l'honorable député de Dorchester propose d'attendre jusqu'à l'année prochaine afin de voir quel sera l'effet de cette législation. Je viens de donner les raisons pour lesquelles la Chambre doit adopter le sous-amendement. J'espère que dans le public, on comprendra que nous avons pour nous le côté vrai de la question. Nous n'avons peut-être pas l'avantage de dire comme nos adversaires, que nous protégeons le colon contre le marchand de bois, mais nous pourrions dire que nous le protégeons contre la conduite inique des Gouvernements précédents.

Ces Gouvernements avaient créé une réserve forestière qui, d'après l'honorable député de Terrebonne, mettait un million cent mille acres de terre dans les cantons du Nord, hors de l'atteinte des colons ; nous avons supprimé cette réserve. Nous avons mis une disposition en faveur des marchands pour les indemniser, en quelque sorte, de la perte que nous leur faisons subir en abolissant les privilèges que leur avaient conférés la politique de nos adversaires. Nous croyons à l'honnêteté politique comme à l'honnêteté personnelle des individus, et nous pensons que quand un Gouvernement a établi un système qui, pratiquement, rendait les marchands de bois propriétaires du sol d'une grande partie de la Province, il ne fallait pas les dépouiller sans rien leur donner en retour. La compensation que nous leur avons accordée, est-elle trop considérable ? C'est possible, mais pouvons-nous faire plus dans les circonstances ? Je ne le crois pas. Il y a une certaine classe d'hommes qui ne sont pas contents de ce que nous avons fait, c'est bien malheureux pour nous, mais nous n'y pouvons rien. Nous les avons

vus à l'œuvre ces hommes qui nous critiquent aujourd'hui ; leurs journaux nous ont dénoncés, nous ont entraînés dans la boue, mais dans toutes les élections, le peuple s'est prononcé pour nous et contre eux, et demain le peuple en ferait encore autant si l'occasion lui en était offerte ; le peuple dirait : mieux vaut cette loi, que la réserve établie par nos prédécesseurs.

Voilà ce que j'avais à dire, et je crois que c'est suffisant pour engager la Chambre à se rallier à notre politique.

M. **Hall**—*député de Montréal-ouest*.—M. le Président, je crois que les remarques du député de Brome ont été faites dans un temps très opportun. On prétend qu'on n'a pas voulu attaquer la minorité, et cependant les paroles de l'honorable secrétaire de la Province telles que rapportées par le *Chronicle*, se trouvent corroborées par le compte-rendu de l'*Electeur*.

En dépit de la prétention de l'honorable premier ministre, le *Chronicle* a publié un compte-rendu des explications que l'honorable secrétaire de la Province a données à la séance du 25 janvier dernier. Les paroles incriminées ont été entendues dans cette Chambre par tous les députés, et elles ont donné lieu à des commentaires plus qu'ordinaires. Les députés anglais ont d'autant plus ressenti l'injure que comportaient ces paroles, par le fait qu'elles venaient de l'honorable secrétaire de la Province. Que l'on examine bien ces paroles, et l'on me dira ensuite s'il est possible de leur donner une signification autre que celle que nous leur donnons. Pourquoi se servir, en parlant des marchands de bois, de l'épithète suivante : commerçants étrangers ?...

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province*.—Je me lève pour une question d'ordre. Je n'aurais pas voulu soulever cette question maintenant, ni pendant le discours de l'honorable député de Brome, car je voulais lui donner la chance de

répondre. Mais comme je vois que l'honorable député de Montréal-ouest, recommence sur le même sujet, des remarques qui n'ont pas leur à propos j'attire votre attention, M. le Président, sur la règle suivante, indiquée par Bourinot :

“ Mettre en question les paroles d'un membre. — Tout ce que dit un membre à titre d'explication—qu'il s'agisse des termes ou du sens de son discours, doit être pris pour la vérité et ne plus être ensuite remis en question. Les termes qu'il déclare lui-même avoir employés, doivent être considérés comme étant ceux qui ont été réellement employés ; et le sens dans lequel il dit s'en être servi, doit être considéré comme le sens qu'il faut leur donner dans le cours du débat. ”

Sur la proposition de l'honorable député de Dorchester, j'ai critiqué l'administration de l'honorable député de Brome, et dans une séance subséquente j'ai expliqué mes paroles ; on n'a donc plus le droit d'y revenir. De plus, ce sous-amendement a été voté à la séance du 29 janvier. En parlant de ce qui a pu se produire au cours de la discussion sur cette proposition, l'honorable député de Montréal-ouest fait allusion à un débat antérieur, et se trouve hors d'ordre.

Je le rappelle à l'ordre parce qu'il persiste à donner à mes paroles un sens qu'elles n'ont pas et que je me suis donné la peine d'expliquer. Je regrette d'être obligé d'interrompre les remarques de l'honorable député, mais il me faut me protéger.

M. le **Président**.—Mon devoir m'oblige de décider que le député de Montréal ouest doit se conformer à la règle de conduite indiquée comme suit par Bourinot.”

“ *Mettre en question les paroles d'un membre.*—Tout ce que dit un membre à titre d'explication—qu'il s'agisse des termes ou du sens de son discours,—doit être pris pour la vérité et ne plus être ensuite remis en question. Les termes

qu'il déclare lui-même avoir employés, doivent être considérés comme étant ceux qui ont été réellement employés; et le sens dans lequel il dit s'en être servi, doit être considéré comme le sens qu'il faut leur donner dans le cours du débat."

Il est aussi contraire aux règles de cette Chambre de faire allusion à un débat antérieur.

**M. Hall.**—Je ne crois pas qu'il soit irrégulier de faire allusion au compte-rendu de l'*Electeur*, car l'expression de "commerçants étrangers" en parlant des marchands de bois dont un grand nombre sont anglais, est encore plus injurieuse que les remarques relevées par l'honorable député de Brome....

L'honorable **M. Gagnon.**—Je rappelle de nouveau l'honorable député à l'ordre. Vous avez décidé, M. le Président, qu'il n'avait pas droit de mettre en question la vérité de mes explications ni leur sincérité. De plus, qu'il ne pouvait faire allusion à un débat antérieur. Or mes remarques ont été faites sur le sous-amendement qui a été voté, et dont il ne peut plus être question. On ne prend pas les articles de journaux pour donner le démenti à un député, quand une fois ce député a donné sa parole qu'il n'a jamais voulu dire telle ou telle chose.

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition.*— Il ne faut pas confondre les faits pour restreindre le débat. Nous sommes à discuter la même question, et en parlant sur le sous-amendement, on parlait aussi sur l'amendement et sur le projet de loi. Ce serait gêner la discussion si on ne permettait pas de référer à ce qui a été dit auparavant. Je comprends autrement cette règle; ainsi il va de soi que l'on ne pourrait pas citer, au cours de ce débat, ce qui a été dit dans la discussion sur la loi des magistrats. Je suis aussi délicat que qui que ce soit sur les

questions d'honneur, mais il ne faut pas pousser la sévérité aussi loin.

Il y a explications et explications. Quand un député dit que l'on s'est trompé sur ses paroles, qu'on l'a mal compris, ou qu'on l'a mal entendu, le cas est différent de celui qui dit : ce sont bien mes paroles, mais je n'entendais pas dire telle et telle chose. De la sorte un député pourrait lancer une injure à la face de n'importe qui, et quand celui-là voudrait relever ces paroles, l'insulteur pourrait dire : oh ! il est vrai que j'ai prononcé telles et telles paroles, mais je n'ai pas voulu vous injurier par là même. Que le droit de l'insulté soit au moins égal à celui de l'insulteur.

M. le **Président**.—Je crois avoir interprété Bourinot tel qu'il doit l'être, et s'il y a une autre interprétation, je serais heureux qu'on me l'indiquât.

M. **Hall**.—Je citais l'*Electeur* pour appuyer mon assertion. Je disais aussi que l'honorable secrétaire de la Province n'aurait pas dû se servir d'un tel langage....

L'honorable M. **Gagnon**.—Je demande votre protection, M. le Président. Voici un député qui persiste à violer le jugement que vous venez de rendre.

M. le **Président**.—Je crois que toute allusion sur ce point devrait être laissée de côté.

M. **Hall**.—Il est vrai que les marchands de bois se trouvent être des Anglais, mais cela ne les empêche pas de placer ici leurs capitaux. Ils ont droit au respect de la Chambre comme tout bon citoyen.

L'honorable premier ministre a dit qu'une conspiration l'avait empêché de mettre un Anglais à la tête d'un département. Il est impossible pour les Anglais, sans s'exposer aux plus grands reproches, de lui donner l'appui qu'il s'attend d'avoir ; dans tous les cas, il doit cesser, lui et ses amis, de se servir de cette expression, d' "étrangers". Un grand

nombre de Canadiens-Français sont employés par des capitalistes anglais, et si ces expressions se répandent généralement au dehors, il est facile de se rendre compte des sentiments de malaise et même de défiance qu'elles créeront.

Devant une assemblée tenue à Montréal-est, l'honorable premier ministre a été jusqu'au point de dire que la loi des magistrats avait été désavouée, parce qu'elle venait de la Province de Québec, qui est une Province française et catholique....

L'honorable M. **Taillon**.— Et que le chemin de fer du Pacifique avait été bâti pour des orangistes et par des orangistes....

M. **Hall**.—La Province de Québec cependant a moins souffert de l'exercice du droit de désaveu, que n'importe quelle autre Province. Les protestants pourraient se plaindre du fait que le ministre de la justice est un catholique, mais ils n'en parlent pas, croyant que c'est un homme incapable de commettre sciemment une injustice.

L'honorable premier ministre nous a demandé de lui dire dans laquelle des autres Provinces, la minorité jouit des droits qu'elle a ici. Pourquoi amener cette question sur le tapis? Est-ce que les minorités souffrent? Dans les législatures de Manitoba et du Nord-Ouest, la langue française est sur le même pied que la langue anglaise, et lorsque M. Dewdney a démissionné, on lui a donné pour successeur M. Royal, un Canadien-Français. Est-ce que cela a donné lieu à la moindre difficulté parmi les Anglais? Il n'y a pas longtemps, une vacance s'est produite au Sénat, dans la représentation de la Province d'Ontario, et ce siège vacant a été donné à un Canadien-Français. Est-ce que les Anglais ont fait entendre la moindre récrimination? Quant à ce qui regarde les explications de l'honorable secrétaire de la Province, je les accepte pour ce qu'elles valent, mais il y a une autre partie de son discours à laquelle aucune allusion n'a

été faite. J'espère que c'est la dernière fois qu'il nous sera donné d'entendre de telles remarques.

**M. Owens**—*député d'Argenteuil*. — Il est regrettable que sur un projet de loi concernant les terres publiques et les forêts, la discussion soit d'une nature telle, qu'elle trouble l'harmonie existant entre les diverses nationalités qui habitent cette Province. Malheureusement, pendant les deux dernières années, nous n'avons que trop fréquemment entendu dans cette Chambre, des remarques aussi insultantes pour la minorité qu'elles étaient injustes. Mais j'avoue que j'ai été surpris et étonné de voir l'explosion de fanatisme qui s'est produite chez l'honorable secrétaire de la Province, lorsqu'il a ouvert le débat sur cette question. Nous avions raison d'espérer que l'infusion de protestantisme faite dans ce cabinet national, et dont nous avons tant entendu parler depuis quelque temps, aurait pour effet au moins de calmer les sentiments anti-protestants des autres membres du cabinet. Mais si nous devons en juger par le spectacle donné dans cette Chambre, par l'honorable secrétaire de la Province, cette infusion de protestantisme a eu un effet tout opposé à celui que l'on espérait. J'ai remarqué que le siège de l'honorable ministre de l'agriculture et de la colonisation a été presque continuellement vacant depuis l'ouverture de cette session. Il est possible qu'il ait craint que, dans un moment d'indiscrétion, ses collègues nationaux, s'imaginant encore être sur le champ de Mars, se laissassent entraîner comme l'a fait l'honorable secrétaire de la Province.

M. le Président, imaginez la position de l'honorable ministre de l'agriculture, s'il avait été présent en cette Chambre, l'autre soir, imaginez combien il aurait été pénible pour lui, d'entendre l'honorable secrétaire de la Province, sachant qu'il doit prendre sa part entière de la responsabilité des paroles de ses collègues. Nous savons qu'un ministre pro-

•



testant dans un cabinet national, n'est pas toujours sur un lit de roses. L'honorable ministre de l'agriculture doit maintenant se rendre compte de la pénible position dans laquelle il est placé, et jusqu'à quel point il lui est impossible de garder cette position, tout en conservant sa propre dignité, et combien petite est la minorité de la minorité anglaise qu'il représente ! Quand un ministre de la couronne oublie jusqu'à ce point, et sa dignité et la position qu'il occupe comme l'a fait l'honorable secrétaire de la Province, en discutant la question maintenant devant la Chambre, quand un ministre de la couronne s'oublie jusqu'au point de laisser entièrement de côté le sujet discuté, pour attaquer la minorité protestante d'une manière aussi violente et aussi injuste qu'il l'a fait, on peut bien se demander où nous allons. . . .

L'honorable **M. Gagnon**.—L'honorable député viole la décision que vous avez rendue tout à l'heure, M. le Président, et je vous demande de bien vouloir le rappeler à l'ordre.

M. le **Président**.—J'espère que l'honorable député voudra bien s'en tenir à la question.

M. **Owens**.—Je déplore le fait qu'un ministre de la couronne doive implorer les règles de la Chambre, pour se protéger contre une leçon qu'il a si richement méritée. Tout en prétendant que je n'ai pas fait aucune allusion déplacée ou de citations injustes du discours de l'honorable secrétaire de la Province, je réclamerai pour moi le bénéfice des règles de cette Chambre, en proposant l'ajournement de la séance.

L'honorable secrétaire de la Province a dénoncé le Gouvernement conservateur parce qu'il avait confié l'administration de l'important département des terres de la couronne à un Anglais protestant, et tout en professant le plus grand respect pour l'honorable député de Bromé personnellement, il a prétendu qu'étant Anglais et protestant, sa croyance religieuse le mettait dans l'impossibilité

de traiter les colons Canadiens-Français avec justice. Que grace à cette administration injuste et partiiale, sanctionnée par un Gouvernement conservateur, les richesses forestières étaient passées entre les mains de commerçants de bois Anglais protestants, que l'honorable secrétaire de la Province s'est plu à appeler des "étrangers," une race hostile à la majorité de cette Province. Sur ce ton et avec les paroles, dont la signification ne peut échapper à personne, l'honorable ministre a continué pendant quelque temps à nous gratifier de son éloquence.

M. le Président, est-ce que le temps est arrivé où un sujet britannique, parlant la langue anglaise, doit être traité comme un étranger dans cette Province, et est-ce que le fait d'être protestant et Anglais rend quelqu'un incapable d'occuper une position publique ? N'aurons-nous donc plus le droit d'occuper une charge publique, et devons-nous croire à l'avenir que si quelqu'un des nôtres arrive à ces hautes positions, il ne le devra qu'à un acte de tolérance et de courtoisie de la part de la majorité ? Si c'est là l'attitude prise par ce Gouvernement national, nous désirons le savoir.

Bien que la minorité anglaise soit prête à continuer à l'avenir comme elle l'a fait dans le passé, à travailler harmonieusement avec les Canadiens Français, à promouvoir les intérêts de la Province, cette minorité ne sera pas lente à ressentir les insultes comme celles qui lui ont été lancées à la figure par l'honorable secrétaire de la Province. Bien que le sujet en discussion, ne concerne que nos terres publiques et nos forêts, cela n'a pas empêché l'honorable secrétaire de la Province d'émailler fréquemment son discours d'expressions comme celles-ci : Anglais protestant, le commerçant de bois Anglais protestant.

On aurait pu presque s'imaginer que les marchands de bois en particulier, et les protestants en général, étaient

sous la garde spéciale et sous la protection des conservateurs. Ce Gouvernement national se fait le champion de la cause du pauvre colon, et l'honorable secrétaire voudrait faire croire à cette Chambre et au peuple de cette Province, que les intérêts du colon et du marchand de bois, sont opposés les uns aux autres, ce qui n'est pas le cas. Le marchand de bois ne lutte que contre le "jobber," le spéculateur, qui, sous de faux prétextes, s'empare de terres boisées, en se donnant comme colon : tandis que les intérêts du défricheur de bonne foi, et du marchand de bois sont identiques. Le colon de bonne foi ou l'agriculteur, produit ce dont le marchand de bois a besoin pour ses chantiers, tels que le foin, le grain, la farine, le lard, le bœuf etc. Il vend ces produits en toute saison de l'année, lorsqu'il serait presque impossible pour le marchand de bois, de faire transporter ces approvisionnements sur le lieu de la consommation. Le marchand de bois étant le consommateur des produits de la ferme, il donne par là même au colon, un marché chez lui, pour tous ces produits, à des prix plus que le double de ce qu'il pourrait obtenir dans n'importe quelle ville ou centre commercial de la Province.

Par là même, les honorables membres de cette Chambre, peuvent comprendre facilement jusqu'à quel point l'un est nécessaire à l'autre, et qu'ils sont réciproquement indispensables l'un à l'autre, tant qu'ils restent dans les limites de leurs opérations légitimes. De fait, pendant plusieurs années, les seules personnes qui ont fait de l'argent avec les opérations de la coupe du bois, ont été les cultivateurs et les marchands qui fournissaient les approvisionnements nécessaires, tandis que les marchands de bois, pendant ces années de dépression commerciale, perdaient de l'argent tous les ans, en voulant lutter contre les difficultés du marché, en espérant un retour vers la prospérité ; mais tous les ans l'état de leurs affaires démontrait une réduction croissante dans le capital engagé dans l'entreprise, jusqu'à ce

qu'enfin le point culminant eut été atteint, et que presque chaque marchand de bois de la vallée de l'Ottawa, eut été obligé de faire cession de ses biens, et que les opérations de la coupe du bois eussent été pratiquement closes. Les cultivateurs qui leur fournissaient les approvisionnements, se sont aperçus alors, s'ils ne l'avaient pas fait auparavant, qu'ils ne pouvaient pas vivre dans ces régions du nord de notre Province sans avoir pour voisins les marchands de bois qui achetaient leurs produits et leur donnaient un marché chez eux.

Il est vrai, M. le Président, que sous le Gouvernement conservateur, le département des terres de la couronne, département très important, a été administré par un Irlandais protestant, l'honorable député de Brome. Mais ni l'honorable secrétaire de la Province, ni aucun autre honorable membre de cette Chambre ne peut me montrer un seul cas où une injustice a été faite à un colon canadien français, un seul exemple où un privilège a été accordé à un protestant et refusé aux Canadiens Français, pendant que mon honorable ami administrait ce département. Il a représenté le comté de Brome dans cette Législature pendant plus de dix-huit ans, et pendant tout ce temps, son nom n'a jamais été mêlé à aucune fraude ou scandale soit en rapport avec l'administration de son département, soit autrement, et s'il y a un membre de cette Chambre qui plus que tout autre échappe aux préjugés et au fanatisme, ou qui jouit de la confiance des députés des deux côtés de la Chambre, c'est bien l'honorable représentant de Brome.

Il est vrai que l'industrie du commerce de bois au Canada,\* est en grande partie, contrôlée par des gens parlant l'anglais (mais pas toujours par des Anglais protestants), mais ces concessions forestières n'ont pas été acquises par eux par faveur ou par partialité de la part de l'honorable député de Brome, ni d'aucun des Gouvernements précédents. Il y a longtemps que le système de vendre à l'encan nos conces-

sions forestières, a été adopté et pratiqué par les différents Gouvernements qui se sont succédés. Si ces concessions forestières sont aujourd'hui entre les mains de gens parlant l'anglais, c'est parce qu'ils avaient le capital, et qu'ils n'étaient pas effrayés de l'engager dans ce que, chacun des membres de cette Chambre devra l'admettre, est une entreprise risquée et hasardeuse.

A l'appui de cette assertion, je puis citer une transaction qui s'est produite il y a moins de trois ans, où deux de nos plus riches marchands de la vallée d'Ottawa, ont acheté une concession forestière pour laquelle ils ont payé un bonus de \$900,000. L'année suivante, le feu fit des ravages dans une partie de cette concession et bien que le bois ne fut pas entièrement détruit, les propriétaires furent obligés de faire couper tout le bois marchand sur cette partie de leur réserve pendant la saison, afin de le sauver de la destruction des insectes qui pénètrent le bois de pin mort lorsqu'on le laisse debout. Conséquemment, ces messieurs, après avoir engagé une somme aussi forte d'argent dans l'achat de cette réserve furent obligés de dépenser encore une autre somme considérable, pour ce surcroît de production de billots, quantité probablement plus forte, que leurs moulins ne pouvaient manufacturer pendant deux saisons.

Si l'honorable secrétaire de la Province veut encore avoir d'autres preuves pour le convaincre qu'il était dans l'erreur lorsqu'il accusait les Gouvernements précédents, d'être responsables du fait que l'industrie du commerce de bois est entre les mains des Anglais, je lui demanderai de jeter un coup d'œil sur les autres branches de ces grandes industries manufacturières de la Province, ces entreprises privées entièrement en dehors du contrôle du Gouvernement,—il pourrait en même temps jeter un coup d'œil sur nos grandes institutions financières et commerciales, et il s'apercevra qu'elles sont aussi contrôlées et administrées par des Anglais.

Aux yeux de l'honorable secrétaire de la Province, il est sans doute très déplorable que les Canadiens-Anglais se soient lancés dans ces grandes entreprises, mais je le laisserai volontiers ainsi que ses collègues, jouir autant qu'ils le voudront et continuer à professer au si longtemps qu'il leur plaira, leurs opinions étroites et pleines de préjugés sur ce sujet. C'est sans doute cette opinion qui a engagé ce Gouvernement national à augmenter comme il l'a fait, la taxe sur nos grandes institutions financières et commerciales, et qui les a inspirés lorsqu'ils ont préparé leur fameuse loi des mines, maintenant soumise à cette Chambre, qui, si elle est jamais adoptée, aura pour effet de détruire complètement l'industrie minière et être aussi désastreuse à la Province, que l'a été leur politique à l'égard de nos richesses forestières.

M. le Président, je suis convaincu que l'honorable secrétaire de la Province n'est pas juste envers la majorité des Canadiens Français, en disant ce qu'il dit sur les relations qui existent et qui ont existé entre la majorité et la minorité en cette Province.

Lorsque nous considérons que, dans une Province, où comme celle-ci, l'élément canadien-français possède une majorité très considérable, qui a été gouvernée par des Gouvernements canadiens-français, c'est à mon avis, le plus beau compliment qui puisse être fait à la majorité canadienne-française et au Gouvernement conservateur, qui a, sans interruption, administré les affaires de la Province depuis la confédération, que les Canadiens-Anglais, et les capitalistes anglais aient eu cette confiance dans votre esprit de justice, que vous avez toujours manifestée à l'égard de la minorité anglaise dans le passé, qu'au lieu d'aller aux Etats-Unis ou dans des Provinces plus anglaises du Canada, ils ont préféré placer leur argent dans cette Province, et se lancer dans ces grandes industries manufacturières et du commerce de bois, dont la grandeur a tant alarmé l'hono-

nable secrétaire de la Province. Je suis certain que les membres de cette Chambre qui ne sont pas aveuglés par l'esprit de parti, et qui ont écouté la discussion faite sur ce sujet par l'honorable secrétaire de la Province et ses amis, de la part du Gouvernement, et par l'honorable député de Gaspé et ses amis, de la part de ce côté-ci de la Chambre, doivent admettre que le Gouvernement conservateur avait réussi à gagner la confiance des Anglais, et à les engager à placer leurs capitaux dans cette Province, et que son attitude vis-à-vis le colon canadien-français, était beaucoup plus favorable que ne l'est la politique vacillante du Gouvernement actuel.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—M. le Président, pour la dixième fois, je répète que quand j'ai dit que l'honorable député de Brome était Anglais, je n'ai jamais voulu laisser entendre que pendant son administration, sa conduite à l'égard de mes compatriotes avait été influencée par des antipathies religieuses et nationales. Je n'ai pas dit non plus que les marchands de bois étaient des voleurs, parce qu'ils ont les trois quarts des richesses forestières de la Province, car ces marchands ont des titres de propriétés indiscutables et c'aurait été folie de ma part, de parler d'eux en termes semblables.

Je n'ai jamais dit non plus que tous les marchands de bois étaient Anglais, Dieu merci, il y en a qui sont Canadiens Français et qui prouvent par leur activité, qu'ils ne sont pas inférieurs à leurs concitoyens d'une autre origine.

On m'accuse de fanatisme contre les Anglais, jamais accusation plus absurde n'a été formulée. En 1878 et en 1879, j'ai appuyé loyalement et fidèlement un Gouvernement à la tête duquel était un protestant. J'ai défendu mon chef d'alors, avec plaisir et avec toute l'énergie dont j'étais capable. Aujourd'hui encore mes sentiments ne sont pas

changés, car au conseil des ministres, je siége à côté de deux ministres anglais avec lesquels je travaille dans la plus parfaite harmonie. On me dira que l'un d'eux n'a pas de portefeuille, mais les explications ministérielles données par l'honorable premier ministre, font voir qu'il en a refusé un. Quant à l'honorable commissaire de l'agriculture et de la colonisation, je suis heureux qu'il ait accepté, et de pouvoir siéger avec lui, comme collègue dans cette Chambre et collègue dans le Gouvernement. Je suis ministre dans une Province où la grande majorité est française, et cependant, je ne place personne sans m'assurer d'avance qu'il sait les deux langues. Malheureusement les Anglais n'en font pas autant de leur côté

On cite le *Chronicle* comme une autorité contre moi, mais il n'y a pas d'injures que ce journal ne m'ait pas dites. J'ai protégé quelqu'un qui dépend de ce journal, mais je ne veux pas entrer sur ce terrain maintenant... Si j'avais donné du patronage au *Chronicle*, peut-être ne m'aurait-on jamais dit de ces injures. Si je lui donnais des *jobs*, je verrais le *Chronicle* devenir l'un de mes plus fervents admirateur.

J'ai beaucoup de respect pour le peuple anglais ; j'admire la forme parlementaire de son Gouvernement, mais je ne puis en faire autant pour ceux qui nous reprochent de ne pas avoir un Anglais dans le cabinet, et qui ont fait tout en leur pouvoir pour empêcher l'un des leurs d'être élu, lorsqu'il a été appelé à faire partie du conseil des ministres.

Je déteste le fanatisme des torys qui ont voulu proscrire la langue française dans ce pays, et je ne voudrais pour rien au monde imiter leur exemple. Il n'y a que l'esprit de parti le plus injuste qui puisse inspirer les accusations dont j'ai été l'objet. Si je n'étais pas arrêté par le respect que j'ai pour la personne de l'honorable député de Brome, je reviendrais sur son administration comme commissaire des terres



de la couronne, et je la condamnerais de nouveau de la manière la plus énergique possible, non pas parce qu'il est anglais et protestant mais parce qu'elle est la plus mauvaise que nous ayons eue. Pour prouver mon assertion, je pourrais parler de l'affaire du canton d'Egan et autres encore. J'ai parlé en termes sévères de la ceinture de fer qu'il avait établie autour des terres du domaine public ; j'ai dit que les colons ne pouvaient pas pénétrer dans la réserve qu'il avait établie en vertu de sa loi de 1883, et tout est vrai.

On admet maintenant que j'ai combattu la réserve créée en 1882, mais non pas celle de 1883. Est-ce que l'honorable député de Brome nous a dit, en 1883, que sa loi aurait pour effet de faire mettre sous réserve, toutes les terres disponibles de la Province ? Jamais. Pour engager la Chambre à voter cette loi, il nous citait l'exemple de la France et de la Russie, où l'on fait beaucoup pour la protection des richesses forestières. Je me suis laissé prendre à ces raisons. Parce que nous avons eu confiance dans un honnête homme,—car l'honorable député de Brome est un honnête homme,—est-ce que je dois être accusé de m'être jugé aujourd'hui, si, étant mieux renseigné, j'en suis venu à une autre conclusion, et si je condamne la politique suivie dans le temps. Bien loin de craindre ces accusations, je n'ai pas peur de reconnaître une erreur quand on me la démontre. Ma conduite dans le temps était parfaitement justifiable, parce que je croyais que la réserve que l'on demandait d'établir était favorable au pays. Aujourd'hui, je vote pour la même raison en faveur de la réserve de vingt par cent, que le colon devra exploiter comme le reste de sa terre, au moyen de la coupe réglée du bois.

En 1883, on avait tellement embrouillé l'affaire que je ne pouvais y voir clair ; j'ai cru que cette mesure pouvait avoir du bon, c'est pour cette raison que je ne m'y suis pas opposé. J'ai été trompé, mais je ne dis pas que l'honorable député de Brome l'a fait intentionnellement.

Je crois qu'il est très important d'établir une réserve de vingt par cent sur chaque lot vendu au colon. Chez nous, nous sommes maintenant à huit milles de la forêt, et comme, en vertu de l'ancienne législation, nous ne pouvons pas acheter de lots à bois, le bois de chauffage a atteint des prix fort élevés ; heureusement, la loi de 1888 permet au Gouvernement de vendre des lots à bois de chauffage, et cette disposition aura un excellent effet.

Qui est-ce qui défend les marchands de bois maintenant ! N'est ce pas nous, qu'on accuse pourtant d'être leurs plus mortels ennemis ? Si l'amendement était adopté, c'est la couronne qui serait propriétaire du bois. Ce n'est pas le colon, qui retirerait aucun bénéfice de ces dispositions.

La position que je prends aujourd'hui n'est pas en contradiction avec celle que j'ai suivie autrefois. Depuis l'affaire d'Egan, je m'aperçois que l'on a exploité la loi de 1883 contre mes compatriotes, car pourquoi a-t-on refusé à un prêtre catholique, la permission d'aller s'établir avec ses paroissiens sur des lots arpentés par ordre du Gouvernement ? Tout cela constitue des injustices qui me révoltent.

En résumé, quand je voudrai attaquer un collègue je le ferai avec toute la franchise que j'ai l'habitude de mettre dans mes actes et dans toute ma conduite, et tout ce que je demande c'est que l'on ne m'attribue pas des intentions que je n'ai jamais eues.

L'honorable M. **Blanchet**.— *député de Beauce*. — M. le Président, après les accusations qui ont été portées contre le Gouvernement dont j'ai eu l'honneur de faire partie, il serait lâche de ma part de garder le silence et de ne pas répondre à ces attaques. Je suis prêt à défendre l'administration de mon honorable ami le député de Brome, et de prouver que cette administration a été cent fois supérieure, comme résultat pratique et avantageux, à celle que l'on aura en vertu de la loi proposée. Il s'est passé, au cours de

cette discussion, un incident qui a attristé tous ceux qui aiment la Province et qui veulent sa prospérité et son bonheur. Est-ce que nous allons nous préoccuper exclusivement des nationalités lorsqu'il s'agit des grands intérêts de la colonisation ? Est-ce que l'on va se jeter l'injure à la figure les uns des autres, parce que nous n'appartenons pas tous à la même nationalité et que nous ne professons pas tous les mêmes croyances religieuses ? Est-ce que l'on va injurier les anciens Gouvernements en disant qu'ils se sont laissés dominer par un esprit de partialité en faveur d'un certain élément de notre population, et que ceux qui administraient le département des terres de la couronne étaient hostiles aux colons canadiens-français, parce qu'ils étaient anglais et protestants ? Je proteste contre ce genre de discussion.

L'honorable secrétaire de la Province n'a pas rétracté ce qu'il a dit ; je suis convaincu qu'il a reçu déjà la punition qu'il mérite, et que ce sont ses propres amis qui lui ont reproché le plus amèrement ses paroles injustes et provocatrices. Ils n'ont pas manqué de lui dire qu'il avait commis une faute grave de nature à faire le plus grand tort à leur parti.

Il n'y a pas un homme qui soit plus sympathique aux Canadiens-Français, que l'honorable député de Brome. Tout le monde lui reconnaît des sentiments larges et généreux pour toutes les nationalités et pour toutes les croyances religieuses, et il serait impossible de trouver un homme mieux disposé que lui envers nos compatriotes. Je puis en parler en connaissance de cause, car j'ai été ministre avec lui pendant quatre ans. J'ai été honoré de son amitié, et jamais je ne lui ai entendu exprimer la moindre opinion hostile aux Canadiens-Français. Je l'ai toujours vu prêt à appuyer énergiquement toutes les démarches faites par ceux de notre race qui s'occupent des grands intérêts publics. Je suis

certain que les sentiments que j'exprime là sont partagés par l'honorable premier ministre et ses collègues. Aussi, suis-je convaincu que tous les amis de l'honorable secrétaire de la Province se sont empressés de lui dire qu'il avait eu tort de tenir un pareil langage. S'il avait reconnu franchement ses torts, il aurait mérité par là même, l'estime publique en général, et l'estime de tous ses collègues en particulier.

Oe dit que nous ne sommes pas les amis des colons, et pour le prouver on cite les lois de 1882 et de 1883.

Lorsque la loi de 1882 a été discutée devant cette Chambre, j'ai eu l'honneur de prendre part au débat qui a été fait, et voici ce que je disais :

“ Je suis d'avis moi aussi que nous devons protéger nos forêts : Nos terres publiques constituent notre avoir le plus important et avec une bonne administration, nous pourrions empêcher notre revenu de diminuer d'une manière considérable, et nous éviterons ainsi pendant de longues années la nécessité de recourir à la taxe directe, pour pourvoir à l'administration efficace des affaires du pays. D'un autre côté, je crois que les colons doivent aussi être protégés. Je voudrais que dans la loi qui sera basée sur ces résolutions, il soit dit bien clairement que le colon aura droit à tous les bois qu'il sera obligé d'abattre pour se conformer aux conditions de son billet de location.

“ Il serait difficile de l'obliger de conserver quelques arbres de pins qui pourront se trouver dans les abattis qu'il est obligé de faire brûler pour bâtir sa maison et faire ses premiers travaux. Je voudrais aussi qu'on introduirait dans cette loi, une disposition spéciale, permettant aux colons d'acheter à un prix qui sera fixé, le bois de pin qui se trouvera sur sa terre. Un grand nombre de colons ont intérêt à conserver sur leurs terres, un bois d'autant plus précieux qu'il devient de plus en plus rare. Je ne vois pas pourquoi les

colons de bonne foi n'auraient pas, eux aussi, l'avantage de se servir du bois de pin qui existe sur leurs terres, soit pour leurs propres besoins, soit même pour le commerce. Je crois qu'ils ont droit à autant de faveurs que les marchands de bois, et qu'en payant un certain montant au Gouvernement, ils devraient être maîtres chez eux.

“ La loi des mines adoptée en 1880 réserve les bois de pin et d'épinette de 12 pouces de diamètre. Ceci est un obstacle au développement des opérations minières, et je suggérerais à l'honorable commissaire de modifier cette disposition, car on sait que l'exploitation des mines exige du gros bois, pour solider les excavations et pour faire les autres constructions nécessaires à cette exploitation.

“ J'espère que l'honorable commissaire des terres acceptera ces suggestions et les incorporera dans sa loi.”

Plus loin voici ce que je disais sur la même question :

“ Quand cette loi a été déposée je me suis permis de faire quelques suggestions, et je suis heureux de voir qu'elle va être modifiée dans le sens indiqué, et que la Chambre paraît accepter ces changements.

“ Il y a deux intérêts considérables à concilier, celui du marchand de bois et celui du colon, je crois qu'il faut protéger surtout le colon. C'est lui qui a le plus besoin qu'on le protège. Je suis même en faveur de lui accorder un droit préférentiel sur le marchand de bois.

“ L'honorable chef de l'opposition semble craindre qu'en accordant au colon le droit de coupe du bois de pin, les perceptions languiront parce que le colon n'utilisera pas ou guère de son droit. C'est une erreur. Le colon qui est au fond de la forêt, est en contact constant avec le marchand de bois, qui lui demande de quoi à alimenter son commerce, et d'un autre côté, son propre intérêt sollicitant l'emploi actif de toutes les ressources dont il peut

disposer, tout cela fait, dis-je, qu'il n'y a pas à craindre que le bois ne soit coupé que dans 20 ou 25 ans, et que le trésor ait à souffrir de ce côté. A l'appui de ce que je viens de dire, je puis citer ce qui se fait dans ma division électorale. Là les marchands de bois préfèrent, règle générale, faire couper le bois par le colon lui-même.

“ J'approuve la modification proposée parce qu'elle me paraît plus juste, plus conforme aux exigences des grands intérêts que nous devons protéger, et qu'elle établit un système plus équitable que celui du projet tel que déposé.”

En vertu de l'ancienne loi lorsqu'un lot était octroyé au colon, au 30 juin suivant, il sortait des “limites” du marchand de bois, et le colon restait maître chez lui. Il pouvait devenir lui-même commerçant de bois et il lui était loisible sans permis jusqu'à l'émanation des lettres patentes, et avec un permis depuis, de couper à sa guise, comme et quand il le voulait, le bois de commerce qui existait sur son lot. Il n'avait à payer que le droit de coupe au Gouvernement, et, avant les patentes, ce droit de coupe servait à payer son lot. Il vendait son bois soit au marchand de bois, soit à d'autres et pouvait choisir le prix le plus rémunérateur. De cette manière, il pouvait vivre ainsi que sa famille pendant ses premières années de défrichement, tout en ménageant le bois dont il pouvait avoir besoin plus tard pour ses bâtisses.

La réserve de 1883, qu'on a, du côté du Gouvernement, comparé à un cercle de fer qui empêchait la colonisation de pénétrer dans la forêt, a été votée unanimement par la Chambre en 1883. L'opposition du temps, composée des principaux ministres du Gouvernement actuel et de ceux qui l'appuient, la trouvait bonne alors. Pourquoi la condamner aujourd'hui ? Il n'y a pas eu de plaintes sérieuses contre cette loi, car elle donnait au commissaire, le pouvoir de vendre tous les lots propres à la culture sur lesquels il ne

se trouvait pas de bois marchand, c'est-à-dire du pin et de l'épinette.

Cette réserve n'était pas faite en faveur du marchand de bois, mais pour protéger les revenus de la Province, car on sait que les terres où pousse le pin, ne sont généralement pas favorables à la culture, et que nos forêts étant la principale source de notre revenu, il faudra lui substituer la taxe directe quand elles seront épuisées. La colonisation, dans un pays comme le nôtre, doit être guidée, dirigée, aidée, assistée, car le colon de bonne foi, mérite toute notre sympathie. Mais, à côté de celui-ci, il y a le colon spéculateur, et les colons d'Egan appartiennent à cette catégorie. D'après le rapport soumis à la Chambre en 1888, il appert que la plupart des lots pris par ces colons ne contenaient que de dix à vingt arpents de terre cultivable. Et on veut nous faire croire que ces gens-là étaient des colons de bonne foi. Non, l'administration des terres de la couronne sous les Gouvernements conservateurs n'a pas été nuisible ni hostile aux colons. Au contraire, elle le favorisait d'une manière spéciale, en conciliant avec prudence et équité les trois grands intérêts publics qui se rencontrent sur ce terrain, celui du colon, celui du marchand de bois et celui du revenu public.

Quelle est maintenant la position faite aux colons par la loi du Gouvernement actuel, dont nous demandons l'abrogation ? C'est l'esclavage et la ruine. La loi fait une réserve de dix acres en faveur du colon, à son choix, mais tout le bois qu'il coupe sur cette réserve il en paie la coupe au Gouvernement. Puis, il y a une autre réserve de vingt pour cent sur le reste de son lot, en faveur de la couronne, le colon n'étant qu'usufruitier de cette partie, n'ayant par conséquent aucun droit d'y couper du bois, même en payant le Gouvernement. Le voilà donc réduit à dix acres sous le régime national, mais ce n'est pas tout. Le lot ne sort plus

de la "limite" au 30 avril suivant. Le marchand de bois, par la clause 1343, a trente mois pour couper le bois qui s'y trouve. Nous demandons le rappel de cette clause, le Gouvernement s'y oppose en nous disant qu'il faut indemniser les marchands de bois de l'abolition de la réserve forestière. Mais alors cette abolition ne profitera pas aux colons, car du moment qu'un lot sera pris, le marchand de bois ira couper tout le bois qui y croît, et le colon se trouvera avec une terre dépouillée et ruinée—sans compter les embarras nouveaux pour ses défrichements causés par la coupe de ce bois—Le colon n'est donc plus maître chez lui, il ne peut conserver, aménager son bois, le vendre, en choisissant son heure et son prix, s'en servir pour ses bâtisses au besoin. Parqué dans une réserve de dix acres sur un lot de 200 acres, il subit encore une réserve de 40 acres dont il n'est que l'usufruitier, et il se voit, le lendemain de son entrée sur le lot qu'il a choisi, suivi par les employés du marchand de bois qui viennent lui enlever tous les arbres qui peuvent avoir une valeur marchande tels que définis par la loi.

Prenez un jury de douze ou de vingt-quatre colons, expliquez leur la loi que vous proposez, ils la compareront en peu de temps avec l'ancienne et je ne crains pas d'affirmer que leur verdict sera unanime, contre votre loi et en faveur des lois qui existaient sous le régime conservateur.

Je ne suis pas d'avis qu'il soit nécessaire de persécuter les marchands de bois pour favoriser réellement le colon. Ces deux grands intérêts qui affectent si vivement l'avenir de notre Province et son revenu, peuvent facilement se concilier. De fait, ils l'étaient suffisamment sous le régime des prédécesseurs du Gouvernement actuel.

En ouvrant la forêt indistinctement à tout le monde, on ouvre une large porte à tous ceux qui veulent uniquement exploiter le domaine public. C'est ce que fait la loi de l'honorable commissaire des terres de la couronne. Le



Gouvernement offre par le fait même une prime à la dévastation de nos forêts, car le marchand de bois, pour se protéger, va être forcé de suivre le colon partout où il s'établira et de couper tout le bois qui se trouve sur les lots ainsi octroyés. Le revenu pourra peut-être augmenter temporairement, mais c'est la ruine pour l'avenir, suivie de la taxe directe.

**M. Nantel**—*député de Terrebonne*.—M. le Président, le Gouvernement se sentant battu sur le mérite même de la mesure qu'il propose, a voulu nous prouver que nous nous étions mis en contradiction avec notre conduite et nos déclarations passées sur cette même question. Mais je me lève pour ne pas lui laisser même cette maigre consolation, et pour lui prouver que notre conduite présente est en tout conforme à nos actes passés.

J'ai été surpris d'entendre l'honorable premier ministre dire que je m'étais contredit, quand ma conduite a toujours été la même depuis que j'ai l'honneur d'occuper un siège dans cette Chambre. Pour donner un semblant de preuve à l'appui de son assertion, il s'est complu à citer le journal *Le Nord*. Il a fait du sarcasme qui n'a guère réussi, même auprès de ses amis. Je n'ai pas honte d'avoir écrit les articles auxquels l'honorable premier ministre a fait allusion en termes dignes de sa réputation, et quand on citera ces écrits dans quinze ans, je ne ferai pas la figure que l'honorable premier ministre ne peut s'empêcher de faire, lorsque quelqu'un lui cite certains articles flamboyants publiés dans le *Courrier de Saint-Hyacinthe*. Le fait est, que quand l'honorable *leader* de la Chambre aura fini sa carrière toute " providentielle," on se demandera quel homme il faudra peindre pour l'avoir bien réellement. Sera-ce l'homme politique de 1854, ou bien celui qui s'est montré successivement sous des couleurs différentes en 1871, 1872, 1878, 1881, 1886 et en 1887 ? Ce sera un rude problème, car jamais on

ne se sera trouvé en face d'une carrière où les contradictions du jour au lendemain, toisonnent avec autant de profusion.

La devise du journal *Le Nord* est : " Emparons-nous du sol." J'ai emprunté cette devise d'un homme que j'ai appris à respecter, car j'ai été élevé à son école, et c'était une grande école. Jamais je n'ai dit de cet homme de bien, les paroles injurieuses que l'honorable premier ministre a prononcées en pleine Chambre, et dont tout le monde se rappelle encore. Depuis 1881, j'ai partagé les luttes qu'a soutenu le révérend Père Labelle, et s'il y a dans cette Chambre quelqu'un qui soit toujours prêt à le seconder de toutes ses forces, c'est moi. Le fait est que je puis me vanter d'être son seul véritable ami, si je me compare aux honorables députés de la droite. Ceux qui l'entourent aujourd'hui de leurs hypocrites caresses peuvent poser comme ses amis, mais jamais ils ne me verront essayer de souiller sa soutane comme ils se sont efforcés de le faire, et comme quelques uns le font encore à l'heure qu'il est en petit comité. Ils sont à remplir une tâche qui les dishonorerait aux yeux de l'histoire comme elle les déshonore à mes yeux, moi qui connais leurs menées et leurs agissements.

L'honorable premier ministre a cité un article du *Nord* où l'on disait que les anciennes lois avaient eu pour résultat de chasser à l'étranger beaucoup de nos colons, et que le Père Labelle seul pouvait, par ses connaissances pratiques, améliorer la déplorable situation que l'on constatait. Le premier ministre ou ses collègues, dans tous les cas, laissent entendre que la loi de l'année dernière a été faite d'après l'avis du Père Labelle. Je vais démentir ces bruits que l'on répand à plaisir pour se couvrir derrière un homme dont le caractère est trop haut pour dénoncer les coupables tant qu'il occupera la position qu'il a maintenant. Bien loin d'avoir inspiré cette loi inique et injuste pour le colon, elle

a été imposée au Père Labelle, et s'il l'a acceptée, ce n'a été comme il l'a écrit lui-même, qu'à son corps défendant. Les bruits que l'on fait courir sont donc complètement faux....

L'honorable M. **Duhamel** — *député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne*. — Oh non.... il l'a acceptée....

- M. **Nantel**. — L'honorable commissaire des terres de la couronne prétend-il que ce que je viens de dire n'est pas vrai... ? Si telle est sa prétention, j'aimerais beaucoup à le savoir, car j'ai maintenant en mains la preuve la plus directe possible qu'il se trompe, ou qu'il cherche à tromper la Chambre et le public sur l'opinion d'un homme qui a, je l'avoue, le plus grand poids dans une question de ce genre. Je puis citer une lettre qui n'a aucunement le caractère privé qui pourrait m'empêcher de m'en servir ici, et dans laquelle il me fait l'honneur de me dire qu'il désapprouve votre loi de l'année dernière telle qu'elle est sortie du Conseil législatif, et telle que vous l'avez mise dans les statuts, et qu'il ne l'a acceptée qu'à son corps défendant. Ce sont là les expressions dont il se sert dans la lettre que j'ai maintenant en mains. Voici un extrait de cette lettre.

“ Je viens de recevoir votre lettre du premier septembre  
“ et j'y réponds de suite d'une manière brève. Vous croyez  
“ que la loi des terres est plus désastreuse que les précédentes ; moi je soutiens le contraire, malgré l'amendement du Conseil qui ne devrait s'appliquer qu'au bois de pin et que j'accepte, et que j'ai acceptée à mon corps  
“ défendant, quitte à la corriger plus tard dans ce qu'elle a  
“ de trop général.”

Voilà ce que dit M. Labelle, et détruisez, si vous le pouvez, cette condamnation de la clause que vous défendez avec tant d'énergie contre nous, qui voulons la faire disparaître malgré vous.

Le journal *La Patrie*, digne organe de ces messieurs de la droite, prétend que si cet article relatif au délais de trente mois accordé aux marchands de bois a été inséré dans la loi de la dernière session, c'est dû au fait que les membres conservateurs du Conseil législatif menaçaient de rejeter la loi en bloc, si cette disposition n'était pas adoptée. C'est absolument faux. Il y avait sept conseillers conservateurs contre l'amendement et huit ou neuf libéraux s'étaient prononcés pour. C'est un mensonge des plus audacieux que de dire que c'est la majorité bleue du Conseil législatif qui a imposé cette loi inique et odieuse à tous égards.

J'en arrive maintenant au chapitre des contradictions que m'a reprochées l'honorable premier ministre. En 1883, je me suis opposé à l'établissement de la réserve forestière. L'honorable premier ministre a cité mes paroles ; on ne peut donc pas prétendre que j'ai accepté cette loi. J'ai peut-être eu tort de ne pas demander l'inscription du vote, mais comme je m'adressais à l'honorable député de Brome, qui était alors commissaire des terres de la couronne, et comme il m'assurait qu'il allait mettre une clause pour excepter de cette réserve, les terres propres à l'agriculture, je n'ai pas cru devoir aller plus loin. Je suis encore, tout comme l'année dernière, contre les deux réserves créées, l'une en 1882, l'autre en 1883. Je me suis même séparé de mes amis politiques sur cette question là. Je voulais, comme je le veux encore aujourd'hui, que l'on mit dans la loi le magnifique système qui règne aux Etats-Unis, et en vertu duquel un citoyen est libre d'aller s'établir librement là où il lui plaît. C'est loin d'être en faveur des réserves créées antérieurement et dont j'ai été heureux de voter l'abolition l'année dernière.

Comment se fait-il, se demande l'honorable premier ministre, que je combatte maintenant cette même loi pour laquelle j'ai parlé et voté à la dernière session. L'honorable

premier ministre joue sur les mots, et feint une ignorance qui n'existe pas réellement. Il ne peut ignorer ce qui s'est passé dans les derniers jours de la session de 1888. Dans tous les cas, je vais rapporter sommairement ce qui s'est passé, afin de détruire toute fausse impression. C'est le 7 juillet 1888 que le projet de loi abolissant les réserves forestières et de bois de pin, a été définitivement voté par cette Chambre. Le projet est ensuite allé au Conseil législatif, d'où il nous est revenu le 12 juillet, cinq jours après, et le jour même de la prorogation. Mais quand ce projet de loi est revenu, il n'était plus du tout le même que quand il était parti de cette Chambre, car on l'avait profondément modifié dans une partie essentielle. Aussitôt que ce changement m'eut été connu, je me suis empressé de le condamner ; c'est ce que j'aurais fait si j'avais été présent lorsque la Chambre a été appelée à ratifier l'œuvre néfaste du Conseil législatif. J'étais parti la veille même de la prorogation, croyant qu'il n'y aurait plus rien d'important de mis devant la Chambre.

J'ai dit que le privilège accordé aux marchands de bois, est plus odieux que toutes les réserves qui existaient auparavant, et dont cette loi avait décrété l'abolition. Je suis, comme j'ai toujours été, opposé à toutes ces réserves, sous quelque forme qu'elles se présentent. Je tiens trop à mon opinion pour me laisser représenter comme un homme prêt à changer tous les jours, et si j'ai fait le sacrifice de me séparer même de quelques-uns de mes amis, il me semble que j'ai droit au moins au bénéfice de mon sacrifice.

L'honorable premier ministre prétend que nous voulons enlever la réserve de dix arpents, décrétée en faveur du colon, ce n'est pas notre but du tout. Nous ne voulons pas de l'article 1343, car il consacre un état de choses préjudiciables aux colons. Par cette clause vous créez une réserve mille fois plus odieuse que celles qui existaient auparavant ; vous donnez le droit exorbitant au marchand

d'enlever tout le bois qu'il peut y avoir sur un lot, et cela au grand préjudice du colon, tandis que la compensation que vous accordez à ce dernier, est bien peu de chose en comparaison du tort que vous lui faites, en permettant au commerçant de dépouiller ainsi sa terre.

J'ai été bien surpris d'entendre l'honorable premier ministre dire que nous voulions enlever des avantages que la loi accorde au colon. Comment peut-il soutenir une pareille prétention ? . . . Quand il nous signale cet article 1343, comme conférant des avantages particuliers aux colons, il se trompe ou il cherche à tromper le pays.

Pour m'attaquer, l'honorable premier ministre a cité des articles du journal *Le Nord* et de la *Presse*, mais il s'est bien donné le garde de dire que ces articles étaient signés du nom de plume de Jean Rivard. Il est bon aussi que l'on sache que je n'ai jamais voulu prendre la responsabilité de ces articles, car j'ai toujours cru, comme je le crois encore, qu'ils allaient trop loin. J'ai laissé écrire *Jean Rivard* à sa guise, mais j'ai écrit moi-même des articles non signés, et dont je ne crains pas d'avouer la paternité. Je défie qui que ce soit de prendre ces articles et de me montrer une seule contradiction entre ce qu'ils contiennent et ma conduite ici. Qu'on lise les écrits que j'ai publiés dans la *Presse* des 14 et 15 août 1888, et on verra qu'ils sont tous dans le sens de mes remarques de ce soir.

Quand l'opinion publique était préparée à voir d'un bon œil l'abolition de ces réserves, le Gouvernement est allé dans l'autre Chambre pour s'entendre avec ses partisans, pour faire rejeter une loi qu'il considère comme salulaire, et que je considère, moi aussi, comme avantageuse pour le bien du pays, car l'amendement que l'on a fait l'année dernière au Conseil, détruit complètement ce que cette loi avait de bon.

J'espère que l'on va en finir avec ce système qui consiste à tronquer des articles de journaux sans tenir compte des idées générales de l'écrivain.

Sous l'administration des honorables députés de Brome et de Gaspé, dans la région du Nord, où il se fait beaucoup de colonisation, il n'y a pas eu de plainte, et s'il y en avaient eues, j'en aurais eu connaissance, car j'étais alors mêlé très intimement au mouvement colonisateur.

Ce n'est qu'en 1887, pendant l'administration de l'honorable M. Garneau, que les plaintes ont commencé ; ce n'est qu'à cette époque, que les colons ont demandé la réforme de l'ancienne législation. Ils disaient, avec raison, qu'elle donnait trop de latitude au département, et qu'il fallait lui faire subir les changements que nous lui avons faits l'année dernière ; mais je le répète, avant cette époque, il n'y avait pas de plainte sérieuse. On dit que la loi de 1888 est acceptée par les colons ; ce n'est pas le cas. Si nous voulions faire signer des requêtes pour demander son abrogation, il n'y a pas dix colons qui refuseraient de les signer.

Qu'arrivera-t-il sous l'empire de cette loi ? Aussitôt qu'un marchand saura qu'un lot a été vendu à un colon, il s'empressera d'envoyer ses employés, pour enlever tout le bois marchand qu'il y a....

L'honorable M. **Mercier**. — A l'exception de dix arpents, et de la partie que le colon est occupé à défricher...

M. **Nantel**. — Oui, mais tout le reste sera dévasté, pillé, sans merci. Voilà ce que j'avais à dire et j'espère que les journaux, ne m'attribueront pas des paroles que je n'ai pas prononcées.

M. **Baldwin**—*député de Stanstead*.—M. le Président, comme il a été beaucoup question d'Anglais et de protestants au cours de ce débat, je crois avoir le droit de dire quelque chose en réponse aux attaques qui ont été faites, car ces attaques s'adressent aussi bien à moi qu'aux autres,

puisque je suis Anglais et protestant. Je crois que l'honorable secrétaire de la Province aurait bien mieux fait de ne pas dire ce qu'il a dit, mais comme il a expliqué que son intention n'était pas de blesser personne, et que l'honorable premier ministre a corroboré ses paroles, je crois qu'il vaut bien mieux ne plus s'occuper de cet incident. Quant à l'amendement de l'honorable député de Richmond et Wolfe, s'il est aussi bon qu'on le dis, je crois que nous devrions tous nous unir pour le voter.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition.*—J'ai peu de remarques à faire sur ce sujet. La question a été très longuement traitée au mérite ; le fait est que l'honorable député de Gaspé a épuisé le débat.

Je dois vous dire, M. le Président, que je déplore la conduite des membres du parti ministériel, en voyant que la plupart d'entre eux sont absents de leur siège. Il paraît que quand on voudra mettre fin à un débat, il suffira, pour les membres de la droite, de s'éloigner de la Chambre. J'espère que nos amis vont prendre note de ce qui se passe maintenant, et qu'ils n'imiteront pas le mauvais exemple qui leur est donné par la majorité. Je désire aussi attirer l'attention de nos amis sur la nécessité qu'il y a pour eux, de se tenir à leur siège, quand il y a une lutte à soutenir.

Nous sommes en face d'un Gouvernement composé d'hommes qui disent qu'il faut mettre de côté les luttes de parti, qui invitent les gens à les suivre dans leur politique ; ils sont prêts à recevoir disent-ils, tous ceux qui voudront bien se joindre à eux, mais à la condition, que ceux-là renoncent à tous leurs principes. C'est là une condition inacceptable pour des convictions sincères.

Il s'agit dans ce débat, des intérêts du domaine public, c'est-à-dire de la principale source du revenu provincial ; il s'agit de savoir comment seront réglementés les intérêts des marchands de bois et ceux de la colonisation. Jamais,



avant l'arrivée au pouvoir de ce Gouvernement, cette question n'a été traitée comme une question de parti. Toujours on en avait fait une question véritablement nationale, et pour le prouver il n'y a qu'à rappeler les discussions qui ont eu lieu en 1882 et 1883. Il y avait alors dans cette Chambre, un citoyen qui était un homme de parti, et qui, s'il ne s'appelait pas national, n'en était pas moins un honnête homme ; quand l'honorable M. Joly était ici, on savait ce qu'était le parti libéral. Il aurait été le dernier homme à faire de la politique avec les choses les plus sacrées, avec les sentiments les plus élevés. Ses traditions ont vite disparu. Aujourd'hui un sentiment de défiance, et je pourrais dire de dégoût, se répand par toute la Province. Les hommes qui, aujourd'hui, sont parvenus au pouvoir en exploitant les pires préjugés, osent nous reprocher d'avoir renversé M. Joly. Au moins, la lutte que nous faisons alors, était une lutte conduite suivant les usages parlementaires. L'honorable M. Joly ne s'en est pas plaint dans le temps, car il comprenait que nous le combattions comme nous le dictait notre devoir, et sans recourir aux moyens injustifiables avec lesquels le Gouvernement est parvenu à se former une majorité d'occasion. Est-ce bien à ceux qui n'avaient rien à lui reprocher, de nous critiquer aujourd'hui d'avoir combattu M. Joly, eux qui lui ont fait une position telle qu'il a dû se retirer de la vie publique. Est-ce notre faute à nous, s'il s'est trouvé dans son parti, un homme qui refusait de marcher avec lui ? Est-ce notre faute à nous, si M. Joly, pris de dégoût au sujet de la conduite de ses amis politiques, n'a pas hésité à se retirer de cette Chambre ? Et si nous avons été privés de ses lumières sur une foule de questions importantes, l'histoire dira que ce n'est pas dû aux luttes que nous lui avons livrées, mais à l'injustice de ceux qui se disaient ses amis.

Comparer notre conduite avec celle du Gouvernement actuel, c'est prouver qu'on n'est pas capable d'assembler deux idées.

Des paroles injurieuses ont été prononcées à l'adresse d'un de nos collègues, mais on veut nous fermer la bouche en prétendant que l'insulteur a déclaré qu'il n'avait pas été compris. Si, au moins, il avait retiré ses paroles, peut-être pourrions-nous laisser cet incident de côté ; mais loin de là il les répète et s'en fait presque une gloire. Moi qui ai pu apprécier les précieuses qualités du cœur et de l'esprit qui distinguent mon honorable ami, le député de Brome, je n'aurais pas le droit maintenant de protester et de repousser l'injure de toutes mes forces, parce qu'il a plu au coupable d'expliquer ses intentions ! ! . . On ne réussira pas à me baigner par ce moyen, et je profiterai de cette occasion pour dire que, comme collègue de l'honorable député de Brome, comme chef du parti conservateur et comme représentant d'une grande partie de la population de la Province, je proteste de toutes mes forces contre ces paroles, qui sont une insulte lancée contre toute la population anglaise de ce pays. On a laissé croire que mon honorable ami était entré en conspiration avec les marchands de bois pour nuire aux colons canadiens-français parce qu'il était Anglais et protestant. C'est là une fausseté dont les moins clairvoyants peuvent se rendre compte, car il est impossible de trouver un homme plus sympathique et plus loyal que l'honorable député de Brome.

Evidemment on veut remplacer le système des luttes de parti par un autre système qui présente les plus grands dangers. N'a-t-on pas vu un journal ministériel, le plus servile de la bande, faire appel aux préjugés les plus abjects pour promouvoir la cause de son parti. Je lisais ce matin encore dans ce journal que, du temps des conservateurs, le bois de pin était pour les Anglais, et que les colons ne pouvaient y toucher. Le sens de tout l'article était à l'effet de faire croire que tous les marchands de bois sont anglais, et que tous les colons sont catholiques et canadiens-français. On mentait sciemment, car on donnait comme vrai ce qui

ne l'est pas. On ne recule devant rien, et à tout propos et hors de propos, on fait appel aux sentiments religieux et nationaux. On semble avoir pour parti pris d'inspirer de la défiance aux autres races qui nous entourent. Tout est une occasion de soulever des luttes de race ; l'armée du salut et l'affaire Morrison n'y échappent pas. Qu'on lise la *Justice*, qu'on lise l'*Etendard*, et l'on verra avec quel soin on attise tous les jours les haines de race et de religion.

L'honorable M. **Mercier**.—Et l'armée du salut ?... (rires).

L'honorable M. **Taillon**.—Ah !... si l'honorable premier ministre demandait à entrer dans l'armée du salut, il verrait sa demande accordée immédiatement ; je vois là une foule de farceurs qui ne le sont pas plus que lui...

Quand le projet de loi est parti d'ici il était acceptable ; malheureusement il a passé par le Conseil législatif, où il a été gâté. Inutile de revenir sur ce point, on sait ce qui s'est passé.

Il y a un autre incident qui s'est produit au cours de ce débat, et sur lequel je désire dire un mot. Le Gouvernement, chaque fois qu'on l'attaque, cherche à se réfugier derrière le père Labelle. C'est le même prêtre que le premier ministre traitait si cavalièrement, autrefois, parce qu'il le soupçonnait d'avoir aidé M. Chapleau ; après lui avoir reproché à tort de faire de la politique, voilà maintenant qu'on se sert de son nom dans cette Chambre, pour faire de la politique. C'est l'histoire de l'année dernière qui se répète.

L'honorable M. **Gagnon**.—Est-ce que je n'ai pas dit : c'est M. Labelle qui a suggéré telle et telle clause, mais frappez sur le Gouvernement qui en a pris la responsabilité...

L'honorable M. **Taillon**.—Nous sommes d'opinion que ce sont les ministres qui sont responsables de la politique du pays ; nous n'aurions jamais songé à attaquer M.

Lesage, ni aucun autre sous-ministre ; pour la même raison, il nous est jamais venu à l'idée de critiquer la conduite de M. Labelle. On l'expose aux coups et on dit ensuite qu'on veut le protéger !... Drôle de protection !...

Le premier ministre a dit qu'il ne fallait pas oublier les marchands de bois. J'ai toujours pensé qu'il n'existe pas de bien mauvaises relations entre le Gouvernement et ces marchands. J'ai entendu dire, au cours de l'élection d'Ottawa, que ces marchands étaient pour nous. J'ai bien remarqué que ceux qui avaient toujours été libéraux continuaient à marcher avec leur parti ; mais ce que j'ai trouvé étrange, c'était de voir des marchands de bois, qui avaient toujours été conservateurs, nous abandonner, quand les amis du Gouvernement les dénonçaient comme des pillards du domaine public. Cela nous paraissait inexplicable. Nous pensions qu'il devait y avoir entente secrète, car ces messieurs sont ordinairement très soucieux de leurs intérêts. Il y en avait même qui disaient qu'ils n'avaient pas été aussi bien traités par l'honorable député de Brome que par ces messieurs, et cependant on répète encore que la lutte est entre le marchand de bois et le colon. Quelle ironie !...

Rendu au Conseil, le colon a vu ses protecteurs disparaître ; il y avait là trois marchands de bois dont les intérêts pouvaient être affectés par le projet de loi du Gouvernement. Aussi lui ont-ils fait les changements qu'ils croyaient nécessaires pour eux, et le Gouvernement les a acceptés, au lieu de résister. Voilà ce qui est arrivé. Et ces messieurs osent dire encore que notre parti est le protecteur des marchands de bois et l'ennemi des colons ! Il y a là un manque de sincérité inqualifiable.

On a vu qu'en 1882 et 1883, les chefs libéraux n'ont pas protesté contre les lois créant des réserves forestières, ils ont même voulu aller plus loin. Maintenant, on prétend que notre parti est seul responsable ; c'est mentir à l'histoire.

Cette réserve de 1883, n'a pas été établie dans l'intérêt des marchands de bois. On a songé à protéger le bois comme on protège le poisson et les animaux à fourrures précieuses. Est-ce qu'on a jamais songé à condamner cette protection ?... Dans tous les cas, il n'appartient pas à ceux qui ont refusé au colon la permission de prendre du poisson pour leur famille de tant se scandaliser....

L'honorable M. **Duhamel**.—Ah ! non, et tous les contrats donnent ce droit aux colons.

L'honorable M. **Taillon**.— Je rapporte fidèlement ce qui s'est passé l'année dernière. Suivant ces messieurs, il fallait prendre les armes pour mettre les marchands de bois à la raison. Ils ne se demandent donc pas que, si on faisait une loi qui ruinerait le commerce de bois, où le colon trouverait-il de l'ouvrage pour vivre, et où le Gouvernement prendrait-il de l'argent pour faire des chemins de colonisation. C'est à ce point de vue surtout que la question s'impose à notre étude ; mais une étude large et raisonnable, et non pas faite au point de vue de mesquins intérêts.

Le premier ministre nous a dit que tout ce qui avait été fait par le parti conservateur était mal... voilà un soufflet pour ses nouveaux alliés. Si je faisais une coalition, je stipulerais comme première condition que le Gouvernement n'insulterait pas mes amis d'autrefois.

L'honorable M. **Duhamel**.—Du temps où vous étiez libéral ?...

L'honorable M. **Taillon**. — Vous rappelez-là un souvenir qui est loin de m'être désagréable, puis-que l'acte que vous me reprochez là, n'a été qu'un acte de reconnaissance à l'égard de M. Masson, qui m'avait protégé... car j'étais né d'une famille pauvre. La première fois que je me suis mêlé de politique, c'était en 1875, en faveur du parti conservateur, auquel je suis toujours resté loyal et fidèle depuis. En

1877, je n'ai pas partagé l'opinion de mes amis, sur le tracé du chemin de fer du Nord, et si M. de Boucherville n'avait pas cédé aux demandes de mes électeurs, j'aurais abandonné mon siège, mais jamais je n'aurais trahi mon parti.

Je me résume en disant qu'il est très regrettable, qu'au moment même où l'on parle tant de mettre de côté tout esprit de parti, on ne traite cette question qu'au point de vue du parti. Il s'agit de la principale richesse nationale, qui produit le revenu le plus considérable, et la colonisation ne peut être indifférente à la question du revenu.

On a cru l'occasion bonne de soulever race contre race, d'exciter les défiances et les haines entre deux classes d'hommes qui doivent vivre en paix et que nous devons plutôt chercher à harmoniser, qu'à séparer en deux camps ennemis. On devrait se guider sur l'expérience acquise et se laisser inspirer par des idées larges et généreuses.

L'honorable premier ministre prétend que sa loi est meilleure que la législation précédente, et si je prends l'opinion des amis des colons, je suis forcé de le contredire. Il dit aussi qu'il fallait accorder une compensation aux marchands de bois ; mais cette compensation vous l'avez accordée aux dépens du colons, et c'est précisément là où vous avez eu tort. Vous avez donné d'une main, et en même temps vous avez retenu de l'autre. Le Gouvernement a fait là une reculade ; c'est la répétition de ce que nous avons vu sur la question des magistrats, la conversion de la dette, et sur la question des asiles d'aliénés. Beaucoup de bravades, à tel point qu'on le croirait prêt à pulvériser ses ennemis, et peu après le Gouvernement recule. Le fait est que je suis encore à me demander quel exemple de courage il nous a donné.

La proposition est mise aux voix :

Ont voté pour : — MM. Bazinet, Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Boyer, Cameron, Cardin, Champagne, David,

Déchène, (de l'Islet), Forest, Gagnon, Gladu, Goyette, Lafontaine, Laliberté, Lareau, Lemieux, Legris, Lussier, Martin (de Rimouski), Mercier, Morin, Murphy, Pelletier, Pilon, Robidoux, Rocheleau, Rochon, Sylvestre et Trudel—31.

Ont voté contre :—MM. Baldwin, Beauchamp, Blanchet, Casgrain, Duplessis, Faucher de Saint Maurice, Flynn, Lapointe, Lynch, Martin (de Bonaventure), McIntosh, Nantel, Owens, Picard, Taillon et Tourigny—16.

L'Assemblée législative a adopté.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

La séance est levée.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE

---

*Séance du mercredi, le 6 février 1889.*

**SOMMAIRE**.—Dépôt de projets de loi. — Proposition concernant la correspondance au sujet de la conversion de la dette : l'honorable M. Mercier. — Délibération sur le projet de loi pour modifier la loi électorale en ce qui concerne le droit de vote des employés publics : MM. Taillon, Boyer, Pelletier, Mercier, Hall, Flynn, Gagnon, Blanchet, Casgrain, Duplessis, Desjardins, Lussier, Lemieux, Faucher de Saint-Maurice et David. — Amendement de M. Robidoux. La suite du débat est renvoyée à la prochaine séance.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

LES DOCUMENTS ET PIÈCES DANS LES CAUSES CIVILES.

M. Hall—*député de Montréal-ouest*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour pourvoir au mode de découvrir et de faire produire les documents et pièces dans les causes civiles.

Nous n'avons pas ici une loi semblable à celle d'Ontario, c'est à-dire une loi pour obliger les parties, après que la contestation est liée, de produire les documents qui peuvent être utiles à la cause. C'est à cela que pourvoit le projet de loi.

Le fait est, que toute l'économie de cette mesure se trouve dans l'article suivant :

“ La cour supérieure ou l'un de ses juges peut, en tout temps, durant un procès, ordonner à toute partie en cause, de déclarer sous serment quels sont les documents qu'elle a en sa possession ou son contrôle se rapportant au litige.”



LES EFFETS EXEMPTS DE SAISIE.

**M. Hall.**—J'ai aussi l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier le code de procédure civile, en ce qui concerne les effets exempts de saisie.

On se rappelle que nous avons passé une loi, l'année dernière, à ce sujet ; le Conseil a fait des amendements, et comme on se trouvait aux derniers jours de la session, on n'a pas eu le temps de contrôler et d'étudier l'effet de ces amendements, qui donnent lieu à beaucoup de difficultés.

Je propose de retrancher dans l'article 5917 des statuts refondus, tous les mots après " moulin à coudre."

LES VENTES D'IMMEUBLES.

**M. Robidoux**—*député de Chateauguay*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi relativement à l'abandon ou cession de biens.

C'est pour déclarer que les ventes d'immeubles faites par le curateur, dans le cas de cession de biens, auront le même effet que les ventes faites par le shérif.

Ces divers projets de loi sont adoptés en première délibération.

LA CONVERSION DE LA DETTE.

**M. Desjardins**—*député de Montmorency*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de la correspondance avec le Gouvernement fédéral ou aucun de ses membres, au sujet du chapitre 9, 51-52 Vict., concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette.

L'honorable **M. Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—Les pièces

que contienne ce dossier sont bien significatives. Il y a trois documents : premièrement, la protestation de certains banquiers de Londres ; deuxièmement, un mémoire transmis par l'honorable juge Würtele, alléguant qu'il représente des porteurs de bons, pour près d'un demi million de l'emprunt de 1882, et demandant le désaveu de la loi ; en troisième lieu, il y a le rapport du ministre de la justice approuvé par le Gouverneur Général en conseil, disant que si la clause 5 n'est pas révoquée, la loi sera désavouée.

Nous mettrons ces documents avec plaisir devant la Chambre.

La proposition est adoptée.

#### LE VOTE DES EMPLOYÉS PUBLICS.

L'honorable M. **Pelletier**—*député de Dorchester.* — J'ai l'honneur de proposer que la Chambre concoure dans l'amendement fait en comité général, au projet de loi pour modifier la loi électorale.

L'honorable M. **Taillon** — *député de Montcalm, chef de l'opposition.*—Je désire donner en peu de mots ma manière de voir sur ce projet de loi.

On veut donner le droit de vote aux hommes de la police municipale ; ce n'est pas désirable. Prenez, par exemple, les villes de Montréal et de Québec, où la population est dense, et où il peut se produire des émeutes, des rixes en temps électoral. Naturellement ce sont les hommes de police qui seront les premiers appelés pour rétablir l'ordre. Il est donc préférable de tenir ces hommes éloignés de nos luttes de partis.

Un autre amendement que je n'approuve pas, c'est celui qui se rapporte aux employés publics fédéraux. On les prive de leur droit de vote, tandis qu'on le laisse aux employés de la Province, c'est-à-dire, qu'on prive de ce

droit, ceux qui ne dépendent nullement de nous. On veut que ceux qui sont électeurs ne soient pas des esclaves que l'on conduit à sa guise, dans le bureau de votation. Commençons par chez nous avant d'aller chez le voisin. Est-ce que le Gouvernement fédéral enlève le droit de vote aux employés qui dépendent des Gouvernements provinciaux ?

On fait une exception en faveur de ceux qui appartiennent aux professions libérales, pourquoi cette exception ? Les hommes de profession libérale ont-ils plus de dignité que les autres citoyens ? Pourquoi un avocat, par exemple, exercerait-il son droit de suffrage d'une manière plus indépendante que n'importe quel autre citoyen à qui vous refusez ce privilège, quand l'un et l'autre sont dans le même cas, c'est-à-dire reçoivent tous deux de l'argent du trésor public ? Les avocats, au moins certains d'entre eux, ont peut-être besoin plus que tout autre d'être restreints, car ils sont âpres à la curée.

Il n'est pas juste de refuser le droit de vote aux employés publics. Nous trouvons à redire contre le Gouvernement, parce qu'il a intimé à ses employés de ne pas se mêler des élections fédérales, leur faisant comprendre qu'ils ne devaient pas même voter. J'ai blâmé la chose et je la blâme encore. Je crois qu'il devrait retirer ces instructions, seulement, si les employés vont trop loin, que ce soit bien entendu que ce sera à leurs risques et périls, mais je suis bien d'opinion de leur laisser le droit de vote. Jusqu'ici on ne m'a pas démontré la nécessité de cette mesure.

Je vais écouter avec attention ceux qui vont exprimer leurs vœux sur ce sujet, ne demandant pas mieux que d'être convaincu, mais je doute fort que l'on y réussisse.

**M. Boyer**—*député de Jacques - Cartier*. — J'ai déjà demandé que les officiers reviseurs du Gouvernement fédéral soient mis au nombre de ceux qui n'ont pas droit de vote. L'officier réviseur dans mon comté, représentait mon adversaire aux dernières élections, dans un des bureaux de

votation, et je crois que c'est là une chose inconvenante, pour ne pas dire plus. On m'a même rapporté qu'il disait aux gens : si vous votez bien, je vous mettrai sur la liste électorale, autrement vous serez mis de côté ; mais on dit tant de choses en temps d'élection que je ne voudrais pas affirmer que cela est vrai.

Quant à permettre aux hommes de police de voter, c'est un mouvement retrograde.

On excepte les avocats, or les réviseurs sont avocats ; serait-ce par hasard pour cette raison, que ces officiers ne sont pas dans l'exception ?

L'honorable M. **Pelletier**.—Ceci n'est pas mon projet de loi, tel que rédigé d'abord, on a ajouté cette clause. Quant à ce qui concerne les hommes de police, c'est l'honorable premier ministre qui a fait mettre cette disposition.

Je suis prêt à accepter l'amendement de l'honorable chef de l'opposition, en ce qui concerne ceux qui appartiennent aux professions libérales.

L'honorable M. **Taillon**.—J'ai dit que je ne voyais pas de différence entre les hommes exerçant les professions libérales, et les autres citoyens.

D'après cette loi, un homme qui aurait servi comme arbitre pour le Gouvernement, pendant trois ou quatre jours, se verrait privé de son droit de vote. Le fait est que cette loi est rédigée en termes trop généraux.

M. **Boyer**.—Est-ce que l'honorable chef de l'opposition accepterait ma suggestion, en ce qui concerne les officiers réviseurs ?

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—L'honorable chef de l'opposition a parlé des employés provinciaux ; je suis prêt à les mettre sur le même pied que les employés fédéraux.

L'honorable M. **Taillon**.—J'ai dit qu'il valait mieux leur laisser le droit de vote, mais que s'ils commettaient des imprudences, ce serait à leurs risques et périls.

L'honorable M. **Mercier**.—Je suis prêt à les mettre tous sur le même pied, car du moment qu'un homme devient employé public, il devient par là même, serviteur du public.

L'honorable M. **Taillon**.—On leur ôterait leur droit de vote, et on les laisserait ensuite aller sur les "hustings;" ce serait une singulière anomalie !...

L'honorable M. **Mercier**.—C'était le système que vous suiviez, lorsque vous étiez au pouvoir, mais ce système a été discontinué avec nous, et si l'on connaît quelques exceptions qu'on me les dise.

On m'a demandé si j'avais objection à laisser certains employés publics, se mêler de telle ou telle élection; j'ai répondu oui, et que ces employés en paieraient la façon s'ils enfreignaient la règle établie.

Quant à ce qui concerne la police municipale, j'ai donné mes raisons lorsque la question a été discutée. L'homme de police n'est pas un employé du Gouvernement. Il est parfaitement indépendant des deux partis, et des deux Gouvernements. On dit que dans les villes, il est chargé de maintenir l'ordre, c'est vrai, mais l'officier rapporteur, n'est-il pas, lui aussi, chargé de maintenir l'ordre dans tout l'arrondissement de votation, le jour du scrutin? N'est-il pas juge des cas de conflit qui peuvent se présenter entre les partis? N'a-t-il pas le droit de faire arrêter une personne qui trouble la paix publique, et cependant il a droit de vote. Ce n'est donc pas parce que l'homme de police est le gardien de la paix publique, que vous pourriez le priver de son droit de vote, puisque vous donnez ce droit à l'officier rapporteur. L'homme de police qui ne ferait

pas son devoir, subirait la peine attachée à sa faute. S'il est en devoir il n'aura pas le droit d'entrer dans un bureau de votation pour voter, il faudra qu'il soit remplacé par un autre, car abandonner son poste, s'est s'exposer à être renvoyé du service.

L'honorable député de Dorchester, accepté l'idée de ne pas faire d'exception pour les avocats, je suis de son avis, mais il faudra en faire autant pour les officiers réviseurs.

**M. Hall**—*député de Montréal-ouest.* — Le principe sur lequel on a basé les exceptions en ce qui concerne le droit de vote en ce pays, a toujours été considéré comme raisonnable. Ceux qui ont été privés de ce droit ne l'ont été que parce qu'ils se trouvaient mêlés à l'administration de la justice; voilà le principe.

La clause concernant les professions libérales, pourrait me priver du droit de vote, car il m'arrive quelques fois de faire du travail professionnel pour le ministre de la justice à Ottawa.

L'honorable **M. Mercier.** — Au cours des dernières élections générales, j'assistais à une assemblée tenue dans le comté de Témiscouata. Il y avait là une bande d'employés de l'Intercolonial qui étaient venus exprès pour organiser l'émeute et empêcher la discussion. Ce n'a été que par accident que nous avons pu échapper à leurs coups. Quelques cultivateurs mêmes furent presque massacrés. A quelques pas du lieu de l'assemblée, un employé du même chemin de fer distribuait de la boisson à ces fiers-à-bras, et leurs visites à cette auberge d'occasion, étaient assez fréquentes.

**M. Hall.**—On pourrait poursuivre ces gens....

L'honorable **M. Mercier.** — Quand un homme est mort, comment voulez-vous qu'il poursuive celui qui l'a tué....

**M. Hall.**—On pouvait trouver des gens qui auraient pris la poursuite.

L'honorable **M. Mercier.**— C'était l'affaire du procureur général.

**M. Hall.**—Peut-être ne l'a-t-on jamais informé de la chose. . . .

Qui empêcherait le Gouvernement fédéral de suivre votre exemple, et même d'aller encore plus loin, par mesure de représailles ?

L'honorable **M. Flynn** — *député de Gaspé.* — Je crois qu'il faut envisager cette question à un point de vue plus élevé.

Je suppose qu'au lieu du Gouvernement conservateur qui est à Ottawa, ce soit M. Laurier qui soit au pouvoir, je suis bien porté à croire qu'on serait loin de vouloir défranchiser les employés fédéraux. . . .

L'honorable **M. Mercier.**—J'ai toujours été d'opinion que les employés publics ne devaient pas voter.

L'honorable **M. Flynn.**—Si c'est là le principe de l'honorable premier ministre, je suis loin de partager ses vues.

Je suis bien certain que si ces employés avaient voté en faveur de certain candidat, nous n'aurions jamais entendu parler de cette mesure. Quant à moi personnellement, je pourrais même y gagner par l'adoption de ce projet de loi, mais je me place à un tout autre point de vue.

On a parlé de la loi fédérale, et des cas d'incapacité qui résultent de cette loi. Ces incapacités sont très peu nombreuses, de fait, elles ne se réduisent qu'à quelques-unes, car la loi fédérale est extrêmement libérale et s'il y a quelque chose qui pourrait nous empêcher de l'appliquer à cette Province, c'est qu'elle va trop loin.

Je suis surpris de voir des hommes qui se disent libéraux vouloir restreindre le droit de vote.

Il s'agit de savoir s'il ne faut pas augmenter le nombre des incapacités électorales. D'un côté nous avons la loi fédérale faite par les conservateurs, qui est extrêmement libérale ; et de l'autre côté, on nous propose de frapper tous les officiers fédéraux d'incapacité, d'où il résulterait que notre loi serait diamétralement opposée à celle du Gouvernement fédéral. Autant l'une serait libérale, autant l'autre serait réactionnaire.

On dit qu'il s'est produit des abus. Ce n'est pas une raison car il s'en produira sous n'importe quel Gouvernement. Le remède aux abus découlant de l'intervention des employés fédéraux réside dans le fait que ceux qui ont à se plaindre peuvent aller devant la Chambre des communes, ou devant le Gouvernement fédéral et faire valoir leurs griefs.

S'il fallait frapper ces employés, ce que je n'admets pas, encore faudrait-il faire une distinction, et le projet de loi va trop loin. Je suppose que l'on dise qu'il faut enlever le droit de vote aux employés fédéraux en haine du Gouvernement qui les employent, pour protéger l'autonomie de la Province, ce serait une déclaration de guerre en règle contre le Gouvernement fédéral, et ne croyez-vous pas que cette situation présenterait les plus graves inconvénients ? . . Supposons que le Gouvernement fédéral fasse la même chose et frappe les employés publics de la Province, à quel résultat en arriverions-nous ? Je ne dis pas qu'il le fera, car il lui faudrait changé toute l'économie de sa loi.

N'est-ce pas qu'il paraîtrait étrange de voir le Gouvernement du Canada faire une loi aussi libérale que celle qui existe maintenant, et nous, de notre côté, en faire une qui serait tout le contraire.

Je suis d'opinion qu'il ne faut pas faire une loi en vue de cas particuliers, lorsque le sujet sur lequel on légifère doit



être surtout considéré dans son ensemble. Autrement, chaque député pourrait ajouter à son gré dans la liste des exceptions tels ou tels employés suivant les exigences de sa situation particulière dans son comté. En supposant que la chose est nécessaire, ce que je suis loin d'admettre, il faudrait, pour plus de garantie, que le Gouvernement se chargeât lui-même de cette mesure.

Quant aux hommes de la police municipale, l'honorable premier ministre a dit, avec raison, que ces hommes ne reçoivent pas de salaire des Gouvernements, mais le fait d'être salarié par l'Etat, n'est pas la seule raison qui puisse justifier l'incapacité électorale. Il y a aussi la protection qui doit être accordée à la société qui compte pour quelque chose. Pour ma part, je n'aime pas voir l'homme chargé de sauvegarder ma liberté de citoyen converti en cabaleur d'élection. Il peut se faire que cet état de choses présentent des inconvénients, mais je prétends qu'il vaut mieux laisser la loi telle qu'elle est.

Est-ce le salaire qui rend certains employés incapables de donner un vote libre et indépendant? Mais il y en a qui reçoivent si peu qu'on ne peut songer à les défranchiser pour cette raison. Il faut, pour justifier une telle mesure à l'égard des employés publics, qu'ils remplissent des devoirs tellement importants et tellement spéciaux que, du moment qu'ils s'occupent d'élection, une partie du public ne peut s'empêcher de perdre confiance dans l'impartialité de ces employés. J'admets que les officiers de justice ne doivent pas se mêler de politique. Il en est de même de certains autres emplois.

Dans ces circonstances, je crois que l'honorable député de Dorchester a bien tort d'insister pour faire adopter son projet de loi.

L'honorable M. **Mercier**.—Vous ne voulez pas que les hommes de police aient le droit de vote, pourquoi les constables spéciaux aux élections et les sous-officiers rap-

porteurs, chargés eux aussi du maintien de la paix publique et de la protection des citoyens, pendant le scrutin, peuvent-ils voter ?

L'honorable M. **Flynn**.—On n'a pas jugé à propos de les priver de leur droit de vote, je ne sais pourquoi. Il est vrai que j'ai vu des auteurs qui disent que les hommes de police, ne devraient pas être frappés d'incapacité, mais il n'y a aucune urgence à revenir sur cela maintenant.

Le Gouvernement se propose de soumettre un projet de loi sur le sens électoral. Pourquoi n'attendrait-il pas cette occasion, pour faire une loi d'ensemble ? Si je n'avais pas les raisons que j'ai alléguées pour voter contre ce projet de loi, je dirais encore : mettons le de côté en attendant la mesure que le Gouvernement doit nous soumettre.

L'honorable M. **Gagnon**—*député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province*.—Je dis que c'est un projet de loi libéral, qui repose sur un principe libéral. C'est par l'application de ce principe, qu'on a réussi à assurer l'indépendance du parlement. L'employé public ne peut être député. Ceux qui comprennent bien le principe du Gouvernement parlementaire, ont fait sortir des Chambres législatives, les juges et les autres employés payés par la couronne. Pourquoi le même principe ne s'appliquerait-il pas aux électeurs ? C'est l'indépendance du Parlement qui est en jeu.

J'ai déjà présenté un projet de loi pour défranchiser les employés publics, et c'était pendant l'administration d'un Gouvernement dont vous faisiez partie M. le Président. Je resterai donc logique avec moi-même en votant pour ce projet. Notre loi électorale est défectueuse sous bien des rapports, et il faudra y voir avant longtemps.

J'ai toujours été d'opinion que les employés publics ne devraient pas exercer le droit de suffrage, car tout le monde

comprend qu'un chef de département, à un moment donné peut exercer sur ses employés, une pression telle qu'ils ne soient plus libres. Qui m'empêcherait de garder mes employés dans mon bureau ou de les faire voter pour mon candidat ? Le salaire qu'ils ont leur étant payé par le trésor public,— ils ne sont pas les serviteurs d'un parti. Dans leur propre intérêt, nous devons leur enlever ce droit de vote. Ceux qui voudront garder leur droit de franchise électorale, n'auront qu'à sortir du service civil. J'ai rencontré des employés publics, qui ne se sont pas gênés de m'insulter même sur les *hustings*, et je coudoyais ensuite ces employés dans les corridors de cette Chambre. Il est temps qu'on fasse cesser cette indécence d'un employé public allant démentir un député devant les assemblées populaires. Qu'on laisse faire le système actuel, et l'on verra bientôt ce que ces messieurs y auront gagné.

En 1879, mon projet de loi allait beaucoup plus loin que celui-ci, cela n'a pas empêché le député de Gaspé de voter pour, et cependant il vient de qualifier cette mesure de réactionnaire. Il y a des gens qui tournent tellement sur eux-mêmes qu'ils finissent par croire que le monde tourne autour d'eux.

J'admets que sous certains rapports, ce projet de loi va trop loin, mais il y a moyen d'y remédier. Les députés doivent être indépendants du Gouvernement, et les électeurs doivent l'être aussi.

Assurer l'indépendance de l'électorat, c'est compléter l'œuvre de l'indépendance du Parlement. Pourquoi faut-il qu'un ministre soit réélu après avoir accepté un portefeuille ? sinon pour sauvegarder le principe même de cette indépendance. Cette mesure, n'est rien moins que l'application de ce principe dans ses dernières conséquences.

Le même principe prévaut en Angleterre ; l'employé public n'a pas droit d'être député. Un député même n'a

pas droit de remettre son siège, il faut pour qu'il y ait vacance, qu'il accepte une charge lucrative.

A l'heure qu'il est, qu'est-ce qui empêcherait le Gouvernement fédéral, à un moment donné, de faire voter l'union législative, en s'emparant de la majorité du corps électoral, au moyen d'emplois publics, qu'il distribuerait à gauche et à droite. Je sais qu'il y a trop de patriotisme dans notre population, pour que cela arrive, mais si on laisse faire, il pourra en être ainsi avant cinq ans. Comme partisan de la confédération telle qu'elle est, je veux que les employés fédéraux ne puissent voter, ni pour l'un ni pour l'autre des partis.

On dit que ce projet de loi n'a été présenté que parce que l'honorable député de Dorchester n'a pas pu se faire élire dans le comté de Témiscouata ; mais c'est là un argument en notre faveur, car il suffit d'un seul député pour renverser un Gouvernement.

Si nous voulons conserver notre autonomie, nous devons la soustraire à l'influence du Gouvernement fédéral.

L'honorable M. **Blanchet**.—*député de Beauce*.—Il ne s'agit pas de l'autonomie de la Province, et dans tous les cas, nos adversaires ne sont pas plus dévoués à son maintien, que nous le sommes nous-mêmes. Il s'agit de savoir s'il y a un principe libéral qui demande de défranchiser toute une classe de citoyens. Après avoir dépouillé la question du prestige de l'éloquence de l'honorable secrétaire de la Province et des arguments captieux du premier ministre, demandons-nous si c'est bien là une mesure libérale ? Les journaux libéraux et nationaux nous parlent d'extension du suffrage, et l'on nous propose de frapper d'incapacité politique, un grand nombre de citoyens ! La tendance du parti libéral a toujours été d'accorder le droit de suffrage à tous les citoyens. On ne doit faire d'exception que pour ceux qui se trouvent mêlés à l'administration de la justice....

L'honorable M. **Gagnon**. — Les juges de la cour suprême ont droit de vote, et les magistrats de districts ne l'ont pas. . . .

L'honorable M. **Taillon**. — On a pris la liste des incapacités telle qu'elle existait avant l'établissement de la cour suprême, voilà pourquoi ces juges ne sont pas compris dans cette liste. . . .

L'honorable M. **Gagnon**. — Le Lieutenant Gouverneur peut voter aussi. . . .

L'honorable M. **Blanchet**. — On dit qu'il faut défranchiser les employés du chemin de fer Intercolonial ; si on veut mettre tout le monde sur le même pied, la liste de proscription va être très longue. . . .

On dit que le Gouvernement fédéral pourrait s'emparer du pouvoir dans les Provinces au moyen de grands travaux publics. Le Gouvernement provincial peut en faire autant. Est-ce que le Gouvernement fédéral ne pourrait pas dire : il faut que je me protège, car le Gouvernement de Québec est en train de s'emparer de l'électorat de cette Province, au moyen de la construction des ponts en fer. . . Au fond, ces influences se compensent d'un côté ou de l'autre, et je ne crois pas qu'il y ait là un danger réel pour la Province.

On a parlé du temps où les juges siégeaient dans les Chambres législatives. C'était le peuple qui luttait contre ce système, mais il n'a jamais demandé qu'on restreignit le droit de suffrage.

L'honorable M. **Pelletier**. — L'honorable député de Gaspé a dit que ce n'était pas un principe libéral, mais il n'a pas ajouté que c'était un principe conservateur. . .

L'honorable M. **Flynn**. — L'honorable secrétaire de la Province a parlé de son projet de loi de 1879. Il s'agissait alors du service civil seulement, et je ne suis pas prêt à dire

présentait de nouveau.

L'honorable M. **Pelletier**.—Par ce projet de loi, on ôtait le droit de vote à tous les employés du Gouvernement provincial. Je suis prêt à accepter un amendement pour mettre tous les employés publics, quels qu'ils soient, sur le même pied. . . .

L'honorable M. **Taillon**.—Je suis contre ce principe.

L'honorable M. **Pelletier**.—Je ne me demande pas si c'est un principe libéral ou conservateur, dans tous les cas c'est un principe autonomiste. Il faut protéger le vote indépendant contre celui qui ne l'est pas. Si on demandait à la Province, dans une circonstance critique, si le Gouvernement fédéral a eu raison de désavouer une loi que nous aurions faite pour protéger notre autonomie, dans quelle position serions-nous, si, au moyen de ses employés, le Gouvernement fédéral pouvait dans un ou deux comtés, faire élire de ses partisans par huit ou dix voix de majorité, car ces deux députés pourraient décider du sort du Gouvernement provincial, et par là même donner raison aux autorités fédérales. Il ne faut négliger aucun moyen pour nous protéger contre le pouvoir fédéral ; c'est dans ce but que je propose ce projet de loi.

Prenez ce qui s'est passé en 1886 : les partis sont revenus à peu près également divisés des élections générales. Or si le Gouvernement fédéral avait pu contrôler les élections de deux ou trois députés, qui n'ont été élus que par de petites majorités, il aurait pu empêcher un changement de Gouvernement. Dans cette circonstance, le Gouvernement d'Ottawa avait intérêt à ce que ses employés votassent contre le mouvement national.

L'honorable député de Gaspé a dit que les officiers publics doivent être indépendants ; ils ne le sont que trop

à mon avis, et il y a des employés fédéraux qui traitent le public comme on traiterait des parias. Ces gens qui n'ont jamais pu vivre par eux-mêmes, posent comme des grands *sirs*, et il y en a un qui est intimement lié avec certain ministre fédéral qui s'est promené dans les comtés avec d'autres employés publics, pour assommer les électeurs. Nous les avons vus remplir les chars de partisans pour aider à leurs amis. Je crois que ce projet de loi calmera un peu ces individus.

M. **Casgrain**—*député de Québec*.—Les quelques lignes dont se compose ce projet de loi, est tout ce qui reste d'un autre projet qui prouvait chez son auteur l'ignorance des principes sur lesquels repose notre loi électorale.

Ce projet de loi a été présenté pour se venger des employés fédéraux qui s'étaient rendus à une certaine réunion pour empêcher que la discussion ne fut pas gênée. L'honorable premier ministre a parlé de l'assemblée de Saint-Arsène. Nous avons su ce qui s'était passé dans le district de Montréal, et nous ne voulions pas que la même chose se répât ici, car si l'opinion de certains comtés a été changée, aux dernières élections, c'est qu'on a empêché la discussion d'être libre.

L'honorable M. **Mercier**. — Pourquoi votre premier ministre, n'est-il pas venu nous répondre quand je l'ai invité.

M. **Casgrain**.—L'honorable M. Ross ne voulait pas se faire insulter par les fiers-à-bras à gage, qui vous suivaient partout ?

A Saint-Arsène, nous savions que le résultat de l'assemblée nous serait défavorable, si nous ne pouvions pas nous protéger. On a essayé de m'empêcher de parler même dans mon comté ; on a essayé de soulever les races les unes contre les autres, mais Dieu merci, j'avais affaire à des hommes qui ne se laissent pas dominer par les préjugés. Ils

voulaient la liberté pour leurs adversaires tout aussi bien que pour leurs amis, liberté que les libéraux étaient les premiers à mépriser.

J'ai déjà exprimé mon opinion sur ce projet de loi ; je le trouve rétrograde. Le principe général est que tous les citoyens ont droit de vote. On ne doit empêcher de voter que ceux qui remplissent des fonctions judiciaires ou quasi judiciaires. Voilà les seules exceptions faites dans la loi fédérale, en Angleterre et aux Etats-Unis. La Province sera donc la seule qui fera cette exception.

On a dit dans un journal, que j'étais opposé à cette mesure, parce que j'avais un grand nombre de mes électeurs d'employés dans la cartoucherie de Québec. Or il n'y a pas cinq de ces employés qui ont droit de vote dans mon comté. Au lieu de restreindre le droit de vote, nous devrions aller aussi loin que possible, sans tomber toutefois dans l'erreur du suffrage universel. Si l'honorable premier ministre voulait suivre l'avis de ses amis, il ne contenance-rait pas un projet de loi qui jure avec son passé et celui de ses partisans.

Je proteste contre l'amendement fait par l'honorable premier ministre, à propos des hommes de la police municipale, c'est ouvrir la porte aux abus, car voici ce qui arrivera : quand le maire sera conservateur les libéraux appartenant à la police, seront tous mis en devoir pour les empêcher de voter, et *vice-versa*. Les jours d'élection, s'il y a du trouble à la porte des polls, les citoyens paisibles ne pourront pas compter sur la protection des hommes de police, qui après avoir voté, se feront cabaleurs.

L'honorable M. **Gagnon**.—Le même inconvénient se présente pour le constable à la porte du bureau de votation.

M. **Casgrain**.—Il n'y a de ces constables que dans les endroits où il n'y a pas de police municipale.



L'honorable M. **Duhamel** — *député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne*.—Vous voulez permettre aux employés fédéraux de voter, pourquoi ne pas accorder la même liberté aux hommes de la police municipale ?

**M. Casgrain**.—Parce qu'on peut mettre ces hommes dans l'impossibilité physique de voter.

L'honorable M. **Duhamel**.—Mais la même chose peut arriver pour les employés fédéraux.

**M. Casgrain**.—Le parti libéral se vante d'avoir établi le scrutin secret afin de protéger la liberté du citoyen. Ce mode de votation protège les employés publics comme les autres.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

**M. Duplessis**—*député de Saint-Maurice*.—Je ne voudrais pas donner mon vote sans le motiver.

Par ce projet de loi, on veut nullifier l'influence du Gouvernement fédéral, dans les élections provinciales. Si je devais donner un vote partisan, j'appuierais certainement cette mesure, car elle aura l'effet tout contraire qu'on en attend.

Avec cette loi, le Gouvernement fédéral pourra engager deux ou trois cents hommes à la veille d'une élection, et par ce moyen faire élire son candidat, ces deux ou trois cents hommes se trouvant défranchisés. Pensez-vous que ces pauvres ouvriers refuseront le travail qui leur sera offert ?

L'honorable M. **Pelletier**. — C'est ce qui s'est fait à Témiscouata ; on a engagé deux cents hommes le jour de l'élection, et la loi actuelle n'existait pas.

**M. Duplessis**. — A Trois Rivières, la majorité de la population est ouvrière. Il y a des travaux considérables à faire dans le havre, et pensez-vous que les ouvriers refuse-

ront de travailler pour le Gouvernement fédéral, pour ne pas perdre leur droit de vote ?

A Témiscouata, il paraît qu'il y a un certain nombre d'employés fédéraux, qui ont manqué de respect envers l'honorable député de Dorchester ; c'est bien malheureux, mais je lui dirai que par sa loi, il y aura un grand nombre d'individus de défranchisés à Trois-Rivières, individus qui se comportaient si mal que nous ne pouvions sortir sans danger dans les rues.

La loi actuelle peut réprimer ces abus, mais n'allez pas défranchiser toute une classe de citoyens, car c'est une question grave que de priver un homme de son droit de vote.

**M. Desjardins** — *député de Montmorency.* — M. le Président, je désapprouve complètement, le principe du projet de loi du député de Dorchester. On ne saurait trop prudemment éviter les dangers de soulever des conflits avec le pouvoir fédéral. Les partisans du Gouvernement qui se plaignent tant des prétendus empiètements sur les droits provinciaux, veulent aujourd'hui faire de la provocation. Restons dans les limites de nos attributions. Si, pour un moment de vaine popularité, on cherche à provoquer des conflits dangereux, les regrets seront amers. On a parlé des employés de l'Intercolonial. J'ai vécu de nombreuses et heureuses années à Lévis, le terminus de cette voie ferrée, et mes relations me permettent de dire que ces employés, qui gagnent honnêtement leur vie, sont des citoyens paisibles, intelligents, libres et indépendants qui méritent le respect des hommes publics. C'est une injustice que de leur enlever leur droit de vote. Mais il pourrait bien arriver que vous frappiez vos propres amis. Car il est un fait notoire qu'aux dernières élections générales, les sympathies d'un grand nombre de ces ouvriers ont été accordées aux libéraux.

Qu'on prenne garde. Le Gouvernement fédéral serait justifiable d'user de représailles, et d'amender la loi électorale du Canada pour enlever le droit de suffrage aux employés du Gouvernement de Québec.

En résumé, je m'oppose fortement au projet de loi du député de Dorchester au point de vue politique et des rapports entre les deux Gouvernements, et parce qu'il enlève le droit de suffrage à un grand nombre d'électeurs très bien qualifiés à voter.

M. **Lussier**—*député de Verchères*.—M. le Président, c'est avec beaucoup d'hésitation que je prends la parole sur cette question. S'il y a jamais eu pour moi un moment solennel dans ma carrière de député, c'est bien celui-ci. J'ai à me prononcer sur une question très grave. Un homme célèbre, un grand homme qui a étonné non-seulement sa nation, mais le monde entier, par ses talents prodigieux, a dit que les institutions fixent les destinées des peuples. Je suis à me demander dans cette circonstance exceptionnellement solennelle, si l'occasion n'est pas bonne pour moi d'appliquer cette parole du grand homme. Nos institutions reposent sur l'immortelle liberté. Il s'agit donc d'une question vitale que je crains d'aborder.

La liberté, M. le Président, a fait commettre de bien grandes fautes, comme elle a inspiré de bien sublimes dévouements. Je ne parlerai pas de cette grande révolution française dont on célèbre cette année le centenaire. Mais si je jette un rapide coup d'œil sur l'histoire des nations, je vois que celles qui sont arrivées à l'apogée de la grandeur et de la gloire, ont toujours respecté les grands principes de liberté populaire. Elles ont respecté la liberté du bon et honnête citoyen. Interrogez les nations qui sont privées du suffrage populaire, et tous vous répondront qu'elles soupiraient après ce bienfait inappréciable ; qui voudrait dire ici : je me ri de la Pologne, je me ri de l'Irlande. S'il y

en avait quelques-uns capables de commettre une telle indignité, je lui dirais : vous n'avez pas le souvenir du cœur vous n'avez pas la mémoire de vos ancêtres, qui revendiquaient la liberté pour tous les peuples, vous n'avez pas le souvenir si cher à tous les cœurs patriotes, de ce grand citoyen : Louis Joseph Papineau.

Les droits du peuple ont été consacrés dans les 92 résolutions rédigées par le chef du peuple canadien. C'est son exemple que je voudrais imiter aujourd'hui.

Je suis peiné de ce qui se passe en cette Chambre. Ceux qui proposent de restreindre les libertés populaires se trompent-ils ? Permettez-moi de le penser, M. le Président. En face du blason de la couronne britannique qui décore cette enceinte, et qui symbolise pour nous, les libertés populaires et constitutionnelles, en face des grands principes exposés et défendus si éloquemment, ces députés oublieraient-ils, oublieriez-vous mes amis, que nous sommes les mandataires du peuple, et qu'il ne nous appartient pas de restreindre ses libertés ? Je ne le crois pas. Comment ! défranchiser du même coup trois ou quatre mille citoyens !... vous allez forcer tous ces braves citoyens à se croiser les bras et à se désintéresser de la chose publique !... Non, vraiment, vous n'êtes pas en faveur des libertés de notre nation.

Je ne suis pas ici pour agir par vengeance ni par esprit de parti. Quand j'ai été élu, j'ai exposé mon programme et j'ai dit à mes électeurs que si j'étais national, c'était pour la plus grande gloire de mon pays. Je ne suis pas ici pour dire que vous, mes amis de l'opposition, vous faites toujours mal, ou que le Gouvernement fait toujours bien, bien que je sois convaincu que la somme de bien l'emporte du côté de l'administration.

L'honorable chef de l'opposition nous a dit dans une autre occasion : les nationaux se sont proclamés des indépendants, mais nous n'avons jamais vu leur indépendance.

Je vous dirai : détrompez-vous, voici une circonstance où, moi national, je saurai m'élever au-dessus de l'esprit de parti, et ne considérer que le grand principe en face duquel je me trouve. Je voterai pour la liberté de ma nation, pour la liberté de mes concitoyens. J'ai toujours donné mon appui au Gouvernement, mais je ne puis le suivre dans cette circonstance. L'honorable secrétaire de la Province a dit : que les employés qui veulent voter, cessent d'être employés ; mais tous les Gouvernements ont besoin d'employés. Si donc le Gouvernement a besoin d'employés, il ne faut pas qu'il leur fasse un crime d'être des employés, pourquoi donc les en punir en les privant du droit le plus sacré pour un homme libre ? S'il garde ses employés, c'est sans doute parce qu'ils font leur devoir. Pourquoi les frapper ? ça n'a pas le sens commun. Qui nous donne la garantie que demain, il ne frappera pas d'autres classes de citoyens ?...

La loi du scrutin secret protège tous nos employés, pourquoi dire qu'ils ne peuvent pas donner un vote indépendant ? L'un des principaux principes à mon point de vue, qu'un Gouvernement doit sauvegarder, c'est la liberté du sol ; l'administration a reconnu ce principe en abolissant les réserves forestières et en affranchissant le sol de toutes les entraves qui en empêchaient le développement. C'est très bien, mais ce n'est pas tout ; il faut aussi reconnaître la liberté du citoyen. On nous regarde à Ottawa où il y a un Gouvernement que les libéraux appellent rétrograde ; on nous regarde dans les autres Provinces. Réfléchissons bien avant d'adopter ce projet de loi, car nous posons là un principe très dangereux.

On veut frapper les employés fédéraux : quand on donne des coups, on s'expose à en recevoir. Pour ces raisons je suis forcé de repousser ce projet de loi.

L'honorable M. **Flynn**.—L'honorable secrétaire de la Province a rappelé ce soir, un certain vote que j'ai donné en

1879, sur la question du suffrage des employés publics. J'ai eu depuis, l'avantage de consulter les journaux de la Chambre, et le texte même du projet de loi sur lequel j'ai voté. J'ai soumis un amendement par lequel j'ai proposé de retrancher dans cette proposition ce qui est dans le projet de loi actuel, c'est-à-dire ce que je considère être la disposition la plus condamnable. Je me suis objecté au quatrième paragraphe de ce projet de loi parce qu'il allait trop loin. J'ai voté pour le principe, parce que je voulais certains changements, voilà tout.

L'honorable M. **Gagnon**.—J'ai voulu soustraire, par mon projet de loi, le service civil aux influences politiques et le rendre plus efficace en privant les employés publics de leur droit de vote, et si j'ai cité ce cas, c'est parce que l'honorable député de Gaspé a voté avec moi, contre une proposition demandant le renvoi à six mois.

L'honorable M. **Taillon**.—Par la citation que vous avez faite, vous avez cherché à prouver que l'honorable député de Gaspé était en contradiction avec lui-même, en combattant le projet de loi qui est devant la Chambre. Or, les explications que l'on vient de nous donner, prouvent le contraire.

L'honorable M. **Gagnon**.—J'ai prouvé que l'honorable député de Gaspé s'était prononcé dans le même sens que moi en 1879, et s'il y a quelqu'un qui se contredit, ce n'est pas moi ; c'est lui qui est devenu réactionnaire.

L'honorable M. **Flynn**.—J'ai dit que la loi d'Ottawa était libérale, et que j'étais surpris de voir les libéraux ici, s'opposer au principe de cette loi, en voulant augmenter le nombre des incapacités électorales.

M. **Lemieux**—*député de Lévis*.—M. le Président, la mesure qui est devant la Chambre est remarquable à plus d'un titre. Je considère que le sujet est épuisé, et je n'aurais pas pris la parole, sans les remarques faites par l'honorable député de Québec.

Ce que l'on propose, n'est qu'une simple addition à l'article 176 des statuts refondus de Québec. Cet article donne la liste des incapacités politiques, et le projet de loi nous demande de les augmenter.

Trop de personnes dans mon comté, et dans les comtés que traverse l'Intercolonial jusque dans le bas du fleuve, ont eu à souffrir du système auquel on veut mettre fin, pour que je ne sois pas en faveur de ce projet de loi. Ce n'est pas dans mon intérêt personnel ni dans mon intérêt politique que je parle. Je n'ai pas besoin de ce projet de loi pour être élu ; la politique que je soutiens est une garantie de mes succès futurs dans le comté de Lévis. Les idées pour lesquelles je combats sont trop populaires pour que j'aie besoin de faire des lois pour défranchiser une partie de mes électeurs. J'invite mes adversaires à venir me combattre à Lévis, et ils verront si ce que je dis là est vrai, oui ou non. Si je parle, ce n'est que dans l'intérêt des deux cents familles, dont les chefs sont employés par le Gouvernement fédéral et qui demeurent dans mon comté.

J'irai plus loin, et je dirai que l'on devrait aussi priver les employés locaux de leur droit de suffrage, car si je dénonçais ceux qui ont lutté contre nous, et qui encore se font les espions de nos adversaires, on serait fort surpris. L'honorable chef de l'opposition fait des signes de dénégation, ce n'est pas son esprit qui parle, c'est son cœur. Ces employés sont la ruine de l'administration, bien que les ministres ne veuillent rien faire pour les arrêter ; le premier ministre a le cœur trop bien placé pour sévir ; quand on lui demande des actes de sévérité, il nous répond : frapper un employé, c'est punir la femme et les enfants de cet employé, qui ne sont pas coupables de la conduite de leur père. Ces gens surveillent même la conduite privée des députés, dans le but de nous être désagréable. Ce projet de loi n'est pas dans l'intérêt du Gouvernement mais dans l'intérêt des familles.

L'honorable député de Montmorency, n'a pas dit toute la vérité ; il y a un grand nombre d'employés libéraux, c'est vrai, mais ce qu'il y a d'humiliant, c'est que, bien qu'ils aient des convictions sincères, ils sont obligés de les cacher de peur de perdre leur emploi. De plus on prend les moyens de les empêcher de voter parce qu'on les soupçonne. L'honorable député de Montmorency est trop franc pour dire le contraire. Ces gens-là sont des esclaves, et combien de fois ne m'ont-ils pas dit qu'ils aimeraient mieux ne pas avoir le droit de vote plutôt que d'être en butte à toutes sortes de persécutions.

On a parlé des bagarres qui ont eu lieu à Trois Rivières. C'est vous qui aviez l'autorité en main, c'est vous qui faisiez venir des magistrats à Trois-Rivières, pour juger les gens qui avaient, disiez-vous, assommé les citoyens paisibles, à la demande des amis de l'honorable procureur général. Cependant qu'est-il arrivé ? ces amis sont venus à Québec, et devant les tribunaux ont été acquittés, tandis que vos amis ont été condamnés. On parle de l'assemblée de Saint Arsène ; le premier ministre alors n'était rien ; il n'était que le chef d'une petite phalange de 14 ou 15 députés, croyez-vous que ceux qui ont étouffé sa voix étaient libres ? oh ! non, ils étaient payés, et malheureusement ils n'ont que trop gagné leur argent. J'en ai vu qui, les larmes aux yeux, me disaient : on ne nous traitait pas en Canadiens.

L'honorable député de Québec, s'est emporté, cela me fait de la peine, car quand il se fâche il parle moins bien, ce n'est plus le même homme. Il nous a dit : nous avons besoin de cette force pour nous protéger. Vous protéger ! . . mais contre qui, contre la voix du premier ministre ? J'accepte cette explication, car elle est toute à la gloire de notre chef. Ces messieurs ont besoin de fiers à bras, pour écraser sa puissante éloquence ! N'est-ce pas là la preuve qu'ils sentent que la cause qu'il défend, que les reproches



qu'il avait contre l'ancien Gouvernement devaient l'emporter dans l'opinion publique. Il n'a jamais eu besoin de *bullies* pour se défendre.

Comme l'honorable député de Gaspé, je dis que je n'aime pas les employés publics qui se font cabaleurs, et c'est ce que veut empêcher ce projet de loi.

Qu'est-ce qui est arrivé dans le comté que je représente, de même que dans les comtés de Bellechasse, l'Islet, Kamouraska et Rimouski ? Lorsque M. Guay s'est présenté pour la première fois dans le comté de Lévis, c'était en hiver. Pour favoriser la cause de son adversaire, on avait engagé 300 hommes pour pelleter la neige sur l'Intercolonial. Jamais on n'avait vu chose pareille. Tout ce qu'il y avait d'hommes disponibles dans Lévis, s'étaient constitués *pelle-teurs* ; le lendemain de l'élection, il y avait encore beaucoup de neige, mais plus de pelles ni de pelleteurs, malgré cela nous avions gagné l'élection.

Ceux qui sont allés dans le comté de Témiscouata pour écraser un homme avec lequel je n'ai pas toujours été en sympathies de cœur... mais ça viendra... ces hommes-là n'étaient pas libres. Je comprends que l'honorable député de Québec, ayant une mauvaise cause, a besoin de cabaleurs officiels, voilà sans doute pourquoi il s'oppose à ce projet de loi.

**M. Casgrain**—*député de Québec.* — J'ai dit que dans d'autres comtés, on nous avait empêchés de nous faire entendre. Je croyais que la même chose arriverait à Saint Arsène. Nous avons eu des hommes qui étaient capables de nous protéger, et la discussion a duré depuis dix heures du matin jusqu'au soir, lorsqu'un insulteur a commencé le *train*.

**M. Lemieux.**—Il dit qu'il avait besoin de *bullies* pour que la discussion fut libre. Drôle de manière d'avoir

une discussion libre, je ne vous croyais pas si peureux sur les *hustings*. Craigniez-vous de ne pas pouvoir parler, comme si cela aurait fait de la peine aux gens de ne pas vous entendre ! Pour donner aux électeurs de Saint Arsène l'avantage d'entendre l'honorable député, il faut qu'il fasse assommer les gens, et quand on veut priver ces assommeurs du droit de vote, mon honorable ami s'y oppose de toutes ses forces. Pour moi je suis pour ce projet de loi par ce que je n'ai pas peur des électeurs libres et indépendants.

On dit : pourquoi empêcher ces gens de voter. Je réponds : pourquoi empêcher les officiers de douane et d'accise de voter ? est-ce que ces gens ont plus d'indépendance, qu'un conducteur sur l'Intercolonial ? et cette loi n'a pas été faite par le Gouvernement actuel, elle l'a été par nos adversaires. Pourquoi a-t-on fait cette loi ? c'est parce qu'ils ont cru que c'était dangereux, et pour ces officiers, et pour la société, et pour la sincérité du résultat électoral dans les comtés où ils résident, de leur laisser le droit de vote. Je dis que c'est dans l'intérêt des officiers publics, de leur ôter le droit de vote.

L'honorable député de Montmorency a dit que la majorité des employés fédéraux dans le comté de Lévis était des libéraux. Où a-t'il pris cela ?

M. **Desjardins**.—Je crois être en position d'être bien renseigné sur ce qui se passe dans le comté de Lévis, y ayant toujours demeuré jusqu'à l'année dernière. De plus, je puis dire que c'est l'opinion de nos amis, que les trois quarts de ces employés ont voté contre nous aux élections générales. Je ne dis que ce que je crois être la vérité, et l'honorable député me permettra bien de lui dire que je suis aussi bien renseigné qu'il peut l'être.

M. **Lemieux**.—L'honorable député ne me fera pas le reproche d'avoir été dur à son égard ; au contraire je l'ai traité avec la plus grande courtoisie. Une chose qui est

très vraie, c'est qu'il y a au moins 50 employés libéraux, mais quand arrive le jour de l'élection, ils vont à Rimouski, et à Lévis, et nous voyons ceux de Rimouski, tout cela pour empêcher les uns et les autres de voter pour leur parti....

**M. Desjardins.** — Jamais le service des trains sur l'Intercolonial n'a été organisé de cette manière-là....

**M. Lemieux.** — Non-seulement je voudrais priver les employés fédéraux de leur droit de suffrage, mais aussi les employés locaux. Le fait est qu'à chaque élection, ces gens se trouvent dans une position très pénible. Si on consultait ces employés, il n'y en aurait pas un seul qui ne nous dirait pas : adoptez donc cette loi, et assurez par là même la tranquillité de nos femmes et de nos enfants. En politique, je ne suis pas un fanatique, tant s'en faut, et je suis d'opinion de laisser à lui-même l'homme qui ne fait pas assez bien son devoir pour garder la confiance de son comté. Nous avons su mériter la confiance de nos électeurs, bien que l'honorable député de Dorchester fut dans cette Chambre, et nous avons su gagner des comtés sans le secours de cette loi. Ce n'est donc pas une raison politique qui nous fait agir.

**M. Boyer.** — Il y a d'autres gens que les employés de l'Intercolonial dans la Province, et ce projet de loi atteint tous les employés fédéraux dans la Province à quelque titre que ce soit. Vous avez aussi des employés sur les canaux de Lachine et de Beauharnois. En 1882, un accident est arrivé sur l'un de ces canaux et on a dû pendant un certain temps, employer 300 hommes pour le réparer. D'après votre loi, ces pauvres gens se seraient trouvés privés de leur droit de vote, parce qu'ils auraient travaillé pour le compte du Gouvernement fédéral. Peut-on concevoir une plus grande injustice !... Cette mesure loin d'être libérale, me paraît rétrograde, car vous frappez le pauvre journalier qui gagne une piastre par jour, parce qu'il est employé par le

Gouvernement. Je ne veux pas déclarer par mon vote que l'ouvrier ne pourra plus travailler pour le Gouvernement fédéral.

On se propose d'élargir le canal de Beauharnois. Les ouvriers qui seront employés à ces travaux viendront de toutes les parties de la Province. Comment ferez vous pour les atteindre ? La même chose se répètera pour les édifices publics, ceux qui y travailleront ne pourront plus avoir droit de vote. L'homme de police ne doit pas voter lui non plus. L'honorable député de Lévis a dit que les employés, préfèrent tous ne pas avoir le droit de vote, je puis en dire autant pour les hommes de police. Vous figurez vous un homme de police distribuant de porte en porte, des circulaires d'élection !

Je voterai contre ce projet de loi, parce que je le crois contraire à la liberté des citoyens. On fait une exception pour les hommes des professions libérales, c'est-à-dire que messieurs les avocats pourront tripoter tant qu'ils le voudront avec l'argent du Gouvernement, sans perdre leur droit de vote ; mais l'ouvrier lui, ne pourra pas gagner son pain, sans être frappé d'incapacité politique ! . . .

**M. Faucher de Saint-Maurice**—*député de Bellechasse*.—J'ai été employé public pendant quinze ans, j'ai voté pendant tout ce temps, et je crois avoir bien voté. Je suis en faveur d'étendre le suffrage autant que possible. Je suis même contre le scrutin secret, car il encourage l'hypocrisie. Nous, nous n'avons pas de scrutin secret, et nous votons ouvertement ; sous ce rapport la loi a besoin d'être réformée.

Partout le service civil est considéré comme un corps d'élite ; n'y touchez pas. Ce que vient de dire l'honorable député de Jacques-Cartier, est marqué au coin du bon sens et de la raison, et je l'approuve.

J'ai *pairé*, avec l'honorable député de Napierville, sans cela je voterais contre ce projet de loi, car vous n'avez pas le droit d'ostraciser toute une classe de citoyens. Ce sont eux qui fournissent aux ministres nouveaux tous les renseignements dont ils ont besoin dans l'intérêt public ; il ne faut pas les fouler aux pieds.

J'ai bien trimé dans ma vie, mais je vous dirai que le souvenir de cette partie de ma carrière que j'ai passée dans le service civil, est le plus beau que j'aie gardé. Le jeune homme qui arrive à une position d'employé public, est obligé de renseigner le ministre, le député et le conseiller législatif, et enfin de compte, il n'aurait pas même le droit de voter aux élections ! Je dis que c'est une insulte pour le service civil.

**M. David**—*député de Montréal-est.*—Comme membre du comité de législation, je tiens à dire quelques mots.

Quand ce projet est venu devant nous, j'ai dit qu'il serait d'une exécution difficile, sans cependant condamner le principe même. Si nous avons fait rapport, c'était simplement pour permettre à l'honorable député de Dorchester de mettre ce projet devant la Chambre ; il sait que je me suis réservé le droit de voter suivant ma conscience.

L'honorable député de Montmorency qui sait élever les questions à une certaine hauteur, a traité celle-ci à un point de vue nouveau, mais il a apporté un motif qui ne me convient pas beaucoup. On a parlé de la fameuse question qui a fait tant d'agitation dans la Province, je veux dire la question Riel. Si jamais une élection a roulé sur un sentiment noble et élevé, ce sont bien les élections générales de 1886, et si quelque temps après le verdict populaire a été différent, c'est que le patronage fédéral a été exercé de manière à étouffer le sentiment public. Lors même que les élections de 1886 n'auraient eu pour résultat que de faire voir que notre population s'inspire encore de nobles sentiments, ce

serait magnifique. Si je ne consultais que ce fait, je serais plutôt en faveur du projet de loi que contre.

L'autonomie de la Province mérite qu'on fasse pour elle tous nos efforts, et l'un des bons moyens de l'assurer, c'est d'empêcher le Gouvernement fédéral, au moyen du patronage, d'avoir aucune influence dans nos élections provinciales. Jamais je n'oublierai les paroles de Lord Durham, qui le premier a émis le projet de confédération, parce que, disait-il, c'était le moyen le plus sûr d'arriver à l'union législative des Provinces, l'influence du Gouvernement fédéral, devenant assez puissante pour amener ce résultat.

L'honorable député de Jacques-Cartier a dit avec beaucoup de raison : pourquoi empêcher des centaines d'ouvriers qui croiront devoir prendre part à des travaux publics, de voter ? De plus, comment allez-vous les empêcher de voter ? . .

L'honorable M. **Pelletier**.—C'est un point de détail qui a été prévu ; nous avons pensé à mettre une clause additionnelle dans la formule du serment, et l'honorable député de Lévis s'était chargé de rédiger cet amendement.

M. **David**.—Le remède ne sera pas suffisant. Au moment où la liste électorale est confectionnée, il peut se trouver qu'il y ait des centaines d'ouvriers, employés sous le contrôle du Gouvernement fédéral ; allez-vous les mettre sur la liste ? D'après votre loi, vous ne le pourrez pas ; et cependant trois jours après ils pourront tous cesser de travailler, et, s'il se présente une élection dans le cours de l'année, ces ouvriers ne pourront voter, car ils se trouveront défranchisés. Je désirerais beaucoup que l'on me montrât le moyen de remédier à ces objections ; si vous pouvez changer cette clause, peut être voterai-je pour. Dans tous les cas, c'est une loi si sérieuse en elle-même, qu'il faut agir avec la plus grande prudence. Je ne conçois pas que l'on puisse attein-

dre des centaines d'ouvriers qui ne sont employés que pendant trois ou quatre jours dans une année.

Ceci est injuste, et je voterai certainement contre le projet de loi, tel qu'il est rédigé.

**M. Robidoux**—*député de Chateauguay*. — J'ai l'honneur de proposer que la Chambre ne concoure pas dans le dit amendement, mais que le dit projet de loi soit renvoyé de nouveau au comité général avec instruction de l'amender en remplaçant le paragraphe 4 de la clause 2 par le suivant :

“Sauf les maîtres de poste, autres que ceux mentionnés dans le paragraphe 3, toutes les personnes qui occupent une position permanente et salariée sous les Gouvernements de la Puissance du Canada ou de cette Province.”

La suite de la délibération est renvoyée à demain.

La séance est levée.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE,

*Séance du jeudi, le 7 février, 1889.*

**SOMMAIRE**:—Proposition concernant la cause de Hubert Dessureault, contre le percepteur du revenu de la Province, à Trois-Rivières: MM. Duplessis, Turcotte et Shehyn.— Proposition relative aux sommes payées à Achille Carrier, de Québec: MM. LeBlanc et Mercier.— Proposition relative au tarif devant les cours de magistrats de district: MM. Flynn et Turcotte.— Suite de la délibération sur le projet de loi concernant le vote des employés publics: MM. Robidoux, Taillon, Mercier, Desjardins et Gagnon.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et vingt minutes.

LA CAUSE DE HUBERT DESSUREAULT.

**M. Duplessis**—*député de Saint-Maurice*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre :

1. Copie de toutes correspondances, lettres et dépêches télégraphiques échangées entre le Gouvernement ou aucun de ses membres, et Godfroy Lassalle, écuyer, percepteur du revenu de la Province, de la dite cité de Trois-Rivières, et L. P. Guillet, écuyer, avocat, de la même cité, relativement à l'affaire de Hubert Dessureault, cultivateur, de la paroisse de Ste. Anne de la Pérade, requérant en *mandamus*, Godfroy Lassalle, écuyer, percepteur du revenu de la Province, pour le district de Trois-Rivières, intimé, tant en première instance qu'en appel.

2. Copie de toutes demandes, requêtes, protêts adressés au Gouvernement ou à aucun de ses membres de la part des susdits Godfroy Lassalle et L. P. Guillet, au sujet de



l'émanation du dit bref de *mandamus* et du jugement rendu sur icelui.

M. le Président, le conseil municipal avait passé un règlement, prohibant la vente des boissons enivrantes, tant en gros qu'en détail. Ce monsieur croyant qu'il pouvait avoir son permis en s'adressant au percepteur du revenu à Trois-Rivières, a fait les démarches nécessaires. Cet officier lui a répondu qu'il devait s'adresser au Gouvernement. Il paraîtrait que le Gouvernement aurait lui aussi refusé, étant prêt à soutenir un procès. Le Gouvernement aurait lié la contestation, et le juge Bourgeois l'a condamné. Le Gouvernement aurait porté la cause en appel ; la cause aurait été inscrite, mais après on aurait donné ordre de la retirer. Voilà les renseignements qui m'ont été transmis. J'ai toujours pensé que le Gouvernement aurait dû payer les frais, vu que le juge Bourgeois avait recommandé aux représentants du Gouvernement de les payer.

Je demande cette correspondance afin de connaître les raisons sur lesquelles le Gouvernement s'est appuyé, pour justifier sa conduite. Il paraît même que M. Guillet aurait envoyé une requête au trésorier, laquelle requête aurait été renvoyée au procureur général, entre les mains duquel elle serait encore en délibéré. Ce monsieur est un adversaire politique, mais ce n'est pas une raison pour lui refuser justice. D'ailleurs l'honorable premier ministre nous a déclaré en plusieurs occasions qu'il se faisait un devoir de payer les dettes des anciens Gouvernements. Il y a là pour lui une bonne occasion d'appliquer cette doctrine.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—Les documents demandés, seront mis devant la Chambre.

L'exposé des faits de l'honorable député est assez exact, si je m'en rapporte à ma mémoire. Il y a beaucoup de doute sur la question de savoir qui a le droit d'émaner des

licences, et j'en appelle sur ce point à l'honorable député de Gaspé. L'an dernier nous avons mis la loi des licences d'accord avec le code municipal, pour faire disparaître ces difficultés.

J'admets que le règlement de cette question a trainé en longueur, mais la politique n'a eu rien à y voir. La même chose est arrivée du temps où l'honorable chef de l'opposition était procureur général. A l'heure qu'il est, je suis encore occupé à régler des affaires qui remontent au temps où mon honorable ami occupait le poste que j'occupe.

L'honorable M. **Shehyn** —*député de Québec-est trésorier de la Province.*—On sait que, dans beaucoup de cas, la chose est laissée à la discrétion du Gouvernement, et celui-ci a coutume de refuser la demande si le plaignant a violé la loi.

M. **Duplessis.** — Ce pouvoir discrétionnaire ne s'exerce que dans les cas de pénalité. Un homme peut échapper à l'obligation de payer par suite d'un simple défaut de forme, tandis qu'au fond il est bien coupable. On voit par là combien le cas est différent.

La proposition est adoptée.

LES SOMMES PAYÉES A M. ACHILLE CARRIER.

M. **LeBlanc.**—*député de Laval.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état des sommes payées par le Gouvernement de la Province de Québec et l'Assemblée législative de la Province de Québec à Achille Carrier, avocat de Québec, depuis le premier février 1887, constatant la date de chaque paiement et la nature et la date de l'ouvrage pour lequel chacun de ces paiements a été fait.

Je fais cette proposition parce que le nom de ce monsieur apparaît souvent dans les journaux comme recevant de l'ar-

gent du trésor public, et comme discoureur politique. Je me rappelle les promesses de l'honorable premier ministre à propos de l'intervention des employés publics dans les élections. Ce même monsieur a remplacé M. Languedoc, destitué parce qu'il était accusé de s'être mêlé de politique. Et cependant, l'interprète de la cour criminelle à Québec, employé qui ne devrait pas, d'après le Gouvernement, se mêler de politique, est allé dans Mégantic et dans Laprairie prendre une part active à ces élections.

Il s'agit de savoir si ce monsieur Carrier, que l'on voit toujours papillonner autour du Gouvernement, va continuer ce jeu-là longtemps. Je veux bien croire que l'honorable premier ministre ne sait pas que M. Carrier s'occupe d'élection, mais il *devra* le savoir à l'avenir, car je lui dirai que je l'ai rencontré dans Laprairie où il a parlé moins que respectueusement des membres de l'opposition.

Voilà les raisons pour lesquelles je fais cette proposition.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—Les documents demandés seront mis devant la Chambre ; ils feront voir qu'il n'a rien reçu depuis le dernier état, je parle de mémoire.

Quant à l'intervention de M. Carrier dans les élections, je l'ignorais. Ce que je puis dire, c'est que je l'ai fait demander pour l'avertir que c'était à ses risques et périls qu'il se mêlait de politique, que si je recevais des plaintes contre lui, j'appliquerais la règle que j'avais posée. Quant à la rencontre dont parle l'honorable député de Laval, il faut que M. Carrier ait énormément décontenancé nos adversaires pour qu'ils en aient gardé un si cuisant souvenir. C'est une raison de plus d'appliquer la règle dans ce cas-ci comme dans les autres.

La proposition est adoptée.

#### LE TARIF DE LA COUR DES MAGISTRATS.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de tous les arrêtés du conseil rendus au sujet du tarif ou des tarifs à être suivis devant les magistrats de district ou la cour des magistrats de district.

M. le Président, je désire attirer l'attention du Gouvernement, sur la question de savoir si un tarif a été fait pour ces cours de magistrats. Voilà deux lettres que je reçois me parlant de ce sujet. Il y a quelques jours, l'honorable premier ministre a dit que les frais pour la cour des magistrats étaient moindres que ceux de la cour de circuit et mes correspondants me disent : " Comment cela peut-il se faire, quand on nous charge les mêmes honoraires que pour la cour de circuit. Là dessus j'ai examiné le statut, car ces gens se demandent si le greffier de la cour ne se trompe pas. La loi déclare que le Gouvernement peut faire un tarif. Or il s'agit maintenant de savoir si un tel tarif existe. Tout ce que j'en sais, c'est que je ne me rappelle pas avoir jamais vu un tel tarif, et j'avoue que j'étais sous l'impression qu'il n'y en avait pas. S'il y a un tel tarif j'aimerais que la Chambre en aurait une copie. S'il n'en existe pas, j'aimerais que le Gouvernement en fit un, pour mieux guider les huissiers et les greffiers de ces cours. Il n'y a pas de doute que les paroles de l'honorable premier ministre ont créé un certain émoi partout où il y a des cours de magistrats. On se demande naturellement pourquoi on paierait des frais plus élevés qu'à Montréal. On demande que des instructions en conséquence soient données aux greffiers des cours de magistrats.

L'honorable M. **Turcotte**.—Je suis sous l'impression qu'en 1870, un tarif a été fait.

L'honorable M. **Flynn**.—J'attire l'attention de l'honorable procureur général sur le fait que la loi déclare qu'à défaut d'un tarif spécial, c'est celui de la cour de circuit qui doit être suivi.

L'honorable M. **Turcotte**.—Je suis, je le répète, sous l'impression qu'un tarif a été fait. Il y a eue une correspondance entre les magistrats de Montréal et le Gouvernement à ce sujet. Je comprends que l'honorable député de Gaspé s'est plaint de ce que dans certaines cours de magistrats, on exige le tarif de la cour de circuit. . . .

L'honorable M. **Flynn**.—Je ne me plains pas du tout, je dis ce que mes correspondants m'ont écrit.

L'honorable M. **Turcotte**.—J'ai pris des renseignements depuis que l'honorable député a soulevé cette question, et j'ai été informé par M. Defoy, qu'il y avait un tarif spécial pour la cour des magistrats. S'il s'est trompé, tant pis pour lui, ce ne serait pas du reste la première fois. Si les gens qui ont écrit à l'honorable député de Gaspé s'étaient adressés de suite au Gouvernement, le procureur général aurait fait faire de suite des recherches. J'avoue que je suis quelque peu pris pas surprise, car je m'appuyais sur les dires de M. Defoy.

Je sais qu'il y a un tarif spécial pour la cour des magistrats à Montréal.

L'honorable M. **Lynch** — *député de Brome*. — Je crois qu'en effet il doit y avoir un tarif, car les frais devant cette cour sont bien moindres que ceux devant la cour de circuit.

L'honorable M. **Turcotte**. — Ma mémoire est meilleure maintenant, et je crois que c'est en 1873 qu'un tarif a été fait.

L'honorable M. **Flynn**.—Je crois que le tarif en question est mis de côté par les lois auxquelles j'ai fait allusion

tout à l'heure. L'un de ceux qui m'écrivait est avocat, et il partage cette opinion.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—S'il y a un tarif spécial c'est ce tarif qui doit être suivi, et non celui de la cour de circuit.

L'honorable M. **Gagnon**—*député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province*. — D'ailleurs la loi est bien claire.

La proposition est adoptée

#### LE VOTE DES EMPLOYÉS PUBLICS.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur le projet de loi concernant le vote des employés publics.

M. **Robidoux**—*député de Chateauguay*.—Hier soir, au moment où la Chambre allait s'ajourner, j'ai eu l'honneur de proposer un amendement à ce projet de loi. Après avoir entendu la discussion qui a eu lieu de la part des deux côtés de la Chambre, il m'a semblé que le projet de loi ne rencontrait pas les vues de la majorité. J'ai cru que mon amendement refléterait mieux ces vues.

Le projet de loi excluait du droit de vote, toutes les personnes occupant une position, soit permanente, soit temporaire, sous le contrôle du Gouvernement fédéral.

D'après les remarques qui ont été faites, il m'a semblé que l'opinion dominante était que cette clause était trop générale, et présentait de graves objections. Aussi mon amendement ne vise-t-il que les personnes employées permanentement, non-seulement par le Gouvernement fédéral, mais aussi par le Gouvernement provincial. Cet amendement n'a été préparé qu'au moment même où on allait prendre le vote, la rédaction en a donc été faite hâtivement. Il s'agit de priver du droit du suffrage tous ceux sur lesquels le Gouvernement

peut exercer de l'influence ; en d'autres termes, tous ceux qui se trouvent dans une position telle que l'on puisse croire que leur vote ne serait pas aussi libre qu'il devrait l'être.

Ce principe en lui-même n'est pas nouveau ; il se trouve déjà dans la loi. Notre loi électorale exclut un certain nombre d'employés fédéraux, et la liste en est donnée à l'article 176. D'après cet article, les juges nommés par les autorités fédérales, les employés de la douane et de l'accise ainsi que les maîtres de poste n'ont pas droit de vote.

Le projet étendait les dispositions de manière à créer un plus grand nombre d'incapacités politiques. Mon amendement ne vise pas à faire de l'exclusivisme. Je ne veux pas priver du droit de suffrage des employés parce qu'ils se trouvent être sous la dépendance d'un Gouvernement composé d'hommes en qui je n'ai pas confiance, au point de vue politique, mais la règle que je pose, je la pose pour tous les fonctionnaires publics indistinctement, pour les employés fédéraux aussi bien que pour les employés provinciaux. Par là, on ne pourra pas dire que nous voulons favoriser nos amis qui sont au pouvoir ici. Nous voulons que ceux qui subissent l'influence de n'importe lequel des deux Gouvernements, ne puissent voter.

L'on s'est fort apitoyé sur le fait que c'était une mesure conservatrice....

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Qui a dit cela?....

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—L'honorable député de Gaspé a dit que c'était une mesure rétrograde....

L'honorable M. **Taillon**.—Ce n'est pas la même chose.

**M. Robidoux.**—On a dit, dans tous les cas, que c'était une mesure anti-libérale. J'ai parfaitement entendu dire que l'idée libérale était dans le sens d'étendre le suffrage et je me suis étonné de cette tendre sollicitude pour les libertés populaires de la part des honorables députés conservateurs. Je prétends que cette mesure n'est pas contre la liberté des citoyens. Je suis l'amant de la liberté autant que qui que ce soit, et je ne voudrais pas appuyer une mesure anti-libérale. Ce n'est pas une mesure anti-libérale que d'empêcher des personnes d'être forcées de voter contre leur conscience. Ce n'est pas une mesure anti-libérale que de priver du droit de vote, certains individus au profit de la liberté générale. C'est, il est vrai, enlever à ces personnes ce qu'on peut appeler la liberté de faire la volonté d'un autre, mais c'est assurer à l'ensemble des citoyens vraiment libres le droit d'exercer leur liberté comme ils l'entendent, et faire en sorte que le résultat réponde à leur attente. Le principe qui se trouve dans le projet de loi et dans mon amendement, a déjà été discuté, lorsqu'en 1879, l'honorable secrétaire de la Province a proposé une loi exactement semblable à celle-ci. Les deux reposent absolument sur le même principe. Dans l'un comme dans l'autre cas, on exclut les employés locaux et fédéraux. Par mon amendement, les employés de cette Chambre, ne sont pas atteints et je crois qu'ils devraient l'être, comme ceux qui appartiennent au service civil proprement dit. Je crois que mon amendement, qui concorde avec les opinions exprimées par les honorables députés de Mont-réal-est, Jacques-Cartier et de Lévis, devra rencontrer l'assentiment de la majorité de cette Chambre.

Je ne veux pas porter atteinte à un privilège si cher à tout citoyen, mais je crois qu'en adoptant cette loi, nous rendrons service à ces employés, et cela, dans plus d'un cas, en leur enlevant ce droit de vote, qui est une arme entre les mains de ceux qui les contrôlent. De la sorte on ne



verra plus de ces empiètements sur la liberté des fonctionnaires pour les forcer à aider un parti contre les dictées de leur conscience. A l'avenir leur intervention, qui ne peut être libre, ne viendra plus entraver et nuire à la sincérité de l'expression générale de la majorité de la population.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—M. le Président, nous sommes en face d'une troisième transformation du projet de loi présenté par l'honorable député de Dorchester, tel que renvoyé au comité de législation. Il faut avouer que dans sa forme primitive, il n'était pas acceptable ; aussi a-t-il été accueilli par des remarques assez peu flatteuses. Rendu devant le comité, il a été complètement mutilé. De retour ici, il n'était plus acceptable non-seulement pour nous mais aussi pour la droite, qui n'en veut pas. Nous n'avons pas fait de grandes études sur ce projet de loi, parce que son absurdité était manifeste et qu'il suffisait de la signaler pour la faire admettre par nos adversaires eux-mêmes. C'est ce qui est arrivé.

Maintenant, nous sommes en face d'un amendement qui n'est pas moins injuste pour un certain nombre d'électeurs, mais au moins, je le trouve moins illogique que le projet de loi d'hier. Dans ce projet, que l'on disait dicté par le désir seul d'assurer l'indépendance de l'électorat, on donnait la preuve de son manque de sincérité en ne frappant que les employés fédéraux et non pas ceux de la Province. On n'atteignait pas ceux sur lesquels le Gouvernement de la Province peut exercer une pression injuste. En présence du changement apporté par ce nouvel amendement, je ne puis perdre le souvenir de ce qui s'est passé. L'honorable député de Dorchester a admis que pour lui c'était une affaire de parti, non pas le triomphe d'une de ces grandes idées qui font vivre et qui justifient l'existence des partis, mais d'une mesquine question de petite vengeance contre certains employés qui ne se sont pas conduits de manière

à lui être agréables. Comme il avait été victime de ces quelques employés publics il voulait frapper toute une classe de citoyens. Nous nous trouvons en face d'un amendement où l'on voit un système : ici on veut que tous les employés publics, soit locaux, soit fédéraux, soient privés de leur droit de vote. Il y a donc là un principe moins inacceptable que ne l'était le projet de loi, et puisque nous sommes en face d'une proposition sérieuse, il convient que nous la discutions ce sujet d'une manière plus sérieuse que nous ne l'avons fait hier.

Depuis que ce débat est engagé, je me suis fait un devoir d'étudier la question au point de vue de la constitution anglaise, et je vais faire part à la Chambre du fruit de mes travaux.

Il y a une distinction à faire entre voter et travailler à une élection, car j'établis une grande différence dans l'appréciation que je fais de la conduite d'un employé qui se contente de voter, et de la conduite de celui qui se mêle activement à l'élection, c'est-à-dire qui cabale et qui se charge d'une partie de l'organisation. Mon opinion est qu'un employé public ne doit pas travailler ouvertement contre le Gouvernement qui l'emploie. Il y a des raisons de convenance qui doivent l'engager à s'abstenir. Le fonctionnaire ne doit pas travailler aux élections....

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—S'il ne peut pas travailler contre le Gouvernement, il ne peut pas voter contre lui, non plus....

L'honorable M. **Taillon**.—L'honorable premier ministre ne voit pas de différence entre l'employé qui le rencontre dans les assemblées populaires, qui discute avec lui la politique de son Gouvernement, et l'employé qui va voter tranquillement, quand on ne sait même pas pour qui il a voté? Pour moi j'en fais une..

L'honorable M. **Mercier**.—Vous dites qu'il ne doit pas travailler contre le Gouvernement, s'il vote, il travaille contre.

L'honorable M. **Taillon**.—Il y a pourtant une grande différence entre les deux cas, et si l'honorable premier ministre ne peut la saisir, c'est qu'il ne le veut pas. Je viens de faire voir la différence qui existe. Je vais maintenant indiquer les autorités qui ont écrit sur la constitution anglaise, afin de faire voir que mon opinion est bien fondée.

Prenez Todd,—je sais que de l'autre côté de la Chambre on cherche à le ridiculiser comme on l'a fait pour May, mais quand cet auteur reflète l'opinion de ceux qui ont une grande autorité, je ne puis m'empêcher de le considérer comme un guide sûr,—vous allez voir ce qu'il dit à ce sujet.

Je pose comme principe que le fonctionnaire public ne doit pas travailler aux élections, et surtout, qu'il ne doit pas travailler contre le Gouvernement qui l'emploie, pour des raisons de convenance. Il serait injuste que les employés seraient exposés aux reproches, s'ils avaient travaillé contre le Gouvernement, tandis qu'ils pourraient être récompensés, au contraire, s'ils travaillaient pour le parti au pouvoir. Généralement, dans ce pays, le Gouvernement a compris que les employés ne devaient pas travailler ni pour, ni contre le Gouvernement, mais de là, à les priver de leurs suffrages, il y a une énorme différence. Je crois que les fonctionnaires publics doivent avoir le droit de vote.

Nous avons une loi qui dit quels sont ceux qui ont ce droit, je n'ai pas besoin de la lire, elle est connue. Tous les citoyens étant égaux devant la loi, tous ceux qui tombent sous l'effet de cette définition, doivent avoir droit de vote, et on ne doit pas les en priver sans de graves raisons. Il y a des personnes qui sont privées de ce droit par la loi même, mais la raison qui les ont fait exclure est bien apparente.

Maintenant l'honorable premier ministre me demandait, il y a un instant, quelle différence il y avait entre les deux cas. Il disait : " est-ce que celui qui va voter contre le Gouvernement, ne travaille pas contre le Gouvernement ? " Celui qui vote seulement, ne travaille pas aux élections. Travailler, c'est faire preuve d'un zèle plus qu'ordinaire ; celui qui va jusque là ne doit pas être surpris si les ministres n'ont pas la même confiance en lui, cette confiance qui doit exister entre le chef d'un département et l'employé. Mais le ministre qui soupçonnerait l'employé d'avoir voté contre son parti, et qui lui en tiendrait compte, ferait preuve d'une grande étroitesse d'esprit.

Notre loi a été empruntée dans ses dispositions essentielles à la législation de l'Angleterre. Il n'y a rien de surprenant, puisque nous tenons nos institutions politiques de ce pays. Nous savons que cette loi a été faite pour régler l'exercice des libertés politiques, et pour aider au bon fonctionnement de la constitution ; cette loi est le fruit de l'expérience de longues années, il n'est donc pas étonnant que nous ayons pris ces bonnes dispositions pour les appliquer ici. Aussi on remarquera que dans notre loi électorale, comme dans celle concernant les élections contestées, on a beaucoup emprunté aux lois anglaises. Je crois que ces lois ont été préparées par les honorables MM. Church et Angers ; si je n'en suis pas bien certain, c'est qu'alors je ne m'occupais pas activement de politique.

Une fois le principe admis par les deux partis, que les tribunaux étaient seuls compétents, au point de vue de l'impartialité, à juger les procès en invalidation d'élection, et que le scrutin secret devait être établi, l'une et l'autre de ces lois ont été votées à l'unanimité. Dans tous les cas on peut affirmer qu'elles sont l'œuvre des deux partis. Ces principes admis, les deux côtés de la Chambre se sont mis à l'œuvre et se sont efforcés de doter le pays d'une loi aussi sage que possible.

J'ai promis d'appuyer mes dires de citations qui commandent le respect ; je vais tenir parole. Je sais que les citations jettent toujours un peu de froid dans un débat, mais je crois que la circonstance ne me permet pas de négliger ces précautions.

Todd, "On Parliamentary Government in England," premier volume, dit ;

"All public employés, whatever may be their private convictions on political questions, are bound to discharge their duties towards their official superiors for the time being, honestly and faithfully, affording to them all the assistance in their power."

Et qu'on remarque bien ce que l'auteur ajoute immédiatement après :

"But this assistance is necessarily limited to the sphere of official obligation, and does not require the surrender of private opinions, or justify an intermeddling, on behalf of their employers, in political strife."

Voilà quel a été le fruit de l'expérience acquise en Angleterre, et Todd, pour écrire ce que je viens de lire, s'est inspiré de ces hautes autorités, qui, quoiqu'on en dise, comprennent quelque chose au fonctionnement des institutions anglaises et qui saisissent la différence qu'il y a entre le fait de travailler à une élection et celui de voter tout simplement.

A la page suivante de celle que je viens de citer, on verra que l'on a réussi à donner le droit de vote à une partie de la force de police sous le contrôle du Gouvernement. Ainsi, on n'a pas songé à enlever à ces hommes le droit de voter, mais au contraire, on a songé de leur assurer une position telle qu'ils fussent en état de l'exercer d'une manière indépendante. C'est bien différent de ce qui se passe ici maintenant.

En Angleterre, les employés votent comme ils l'entendent; la même chose a lieu ici, et c'est l'opinion générale de ceux de nos amis qui ont travaillé aux élections fédérales de 1887, que les employés de l'Intercolonial ont voté en grande majorité contre le Gouvernement, croyant que le parti conservateur tomberait du pouvoir, vu que nous n'avions pas eu la majorité aux élections de 1886.

On parle des employés de l'Intercolonial, mais les citations que j'ai faites prouvent qu'on ne devrait pas les priver du droit de vote pour les raisons que l'on a données. On dit que ces employés ne sont pas indépendants, mais ne suffit-il pas de mentionner le fait que nous avons le scrutin secret, pour faire rejeter cette considération. Au moyen de ce scrutin, ils échappent donc à l'influence que vous redoutez.

Plus loin, Todd, parlant de l'idée que les employés publics ne doivent pas se mêler d'élection, dit que c'est assez difficile à mettre en application.

On a demandé pour quelle raison les officiers de douane et certains autres employés se trouvent privés du droit de vote, tandis que d'autres ne le sont pas. Je trouve cette raison exposée ici dans les termes suivants :

“ But an attempt made in 1869 to remove the remaining  
“ restrictions which prevent customs officer from taking any  
“ active part, and officers in the Post Office from voting at  
“ élections, was opposed by ministers, on the ground that  
“ those concerned in collecting the revenue occupy a very  
“ different position from other public officers, and that if  
“ such persons were permitted to mix themselves up acti-  
“ vely in political life, the mutual position which they now  
“ occupy between the two parties in the state would be  
“ destroyed. The bill was accordingly rejected.”

Comme on le voit par ces citations, je me trouve en bonne compagnie.

L'un des partisans de ce projet de loi disait l'autre jour, pour entraîner la Chambre, que son opinion était celle exprimée par M. Gladstone, et il ajoutait : après tout je ne me trouve pas mal d'être en compagnie d'une telle autorité. A mon tour, je puis offrir le même raisonnement et dire : Si je suis d'accord avec la majorité, je ne me trouve pas trop mal non plus, et la compagnie de la majorité vaut bien celle de M. Gladstone.

Tout ceci prouve aussi que j'avais raison de dire qu'il existe une différence dont on a toujours tenu compte, entre travailler à une élection et se contenter seulement de voter.

Je ne veux pas dire que l'honorable député de Dorchester n'a pas les lumières nécessaires pour jouer un rôle dans cette Législature, mais n'oublions jamais que nous n'avons pas plus d'expérience que les hommes politiques en Angleterre. Nous avons la même forme de Gouvernement, pourquoi n'aurions-nous pas à peu près les mêmes idées sur ces sujets ? Auriez-vous par hasard la prétention de faire une loi plus sage qu'en Angleterre même ? Je ne voudrais pas aller jusqu'au point de dire qu'il faut suivre quand même et aveuglément ce qui se fait en Angleterre ; non, nous avons le droit d'agir suivant les exigences de notre situation, mais je dis que nous avons dans ce qui s'est fait là bas une précieuse ressource pour nous guider et qu'il serait imprudent de ne pas consulter des autorités comme celles-là, avant d'innover.

L'honorable député de Chateauguay ayant dit que, de notre côté, nous avions prétendu que c'était une mesure conservatrice, je me suis permis de l'interrompre pour le prier de me donner le nom de celui qui avait dit cela. L'honorable premier ministre est alors intervenu pour dire que l'on s'était servi du mot *retrograde* et que c'était la même chose. J'espère, pour le plus grand bien de l'honorable premier ministre, qu'on n'ira pas dire cela à l'*Etendard*,

car il pourrait y avoir colère... à moins que cette synonymie soit une invention moderne ou nationale.

Je reviens au sujet, et je dis qu'en Angleterre, on cherche plutôt à empêcher les employés publics de travailler que de voter aux élections. On voudrait faire de l'exception en Angleterre, la règle générale ici. Je repousse cette mesure parce que j'y vois un acte d'injustice pour toute une classe de citoyens qui ne méritent pas d'être traités de cette façon là.

Pourquoi ne pense-t-on qu'à l'employé électeur, et ne parle-t-on pas de celui qui va sur les *hustings*. On devrait au moins l'empêcher d'y aller.

Si j'avais eu le temps d'étudier les débats qui ont eu lieu en Angleterre lorsque ces lois ont été adoptées, je pourrais donner d'autres raisons à l'appui de mon opinion ; tout de même, je crois donner déjà beaucoup en faisant connaître le résultat de ces débats. Je crois qu'il est suffisant de faire connaître la solution donnée aux questions posées et discutées devant le Parlement anglais.

Nous n'avions pas dans le temps l'excellente publication,—fondée depuis, grâce à l'esprit d'initiative et à la très louable énergie d'un particulier,—des *Débats de la Législature de Québec*, lorsque notre loi électorale a été discutée et adoptée par cette Chambre, de sorte que nous ne pouvons pas étudier cette question à la lumière du compte-rendu des débats qui ont eu lieu à cette occasion. Aujourd'hui, par suite de cette lacune, qui n'existera pas à l'avenir en ce qui concerne les dix dernières années, il est très difficile de savoir ce qui a été dit. Il y avait alors dans la Législature des hommes qui avaient acquis une grande expérience, que je voudrais pouvoir consulter en dehors de cette Chambre, sinon ici.

M. le Président, on dit qu'il n'y a pas plus de raison de priver les employés des douanes et de l'accise, de leur droit



de vote, que tous les autres fonctionnaires du service civil. Je suppose qu'on ne voit pas la raison pour laquelle on prive du droit de vote une certaine catégorie d'employés, parce qu'on a emprunté en bloc la disposition qui les concerne à la législation anglaise sur le même sujet, est-ce que ce serait une raison pour priver de l'exercice de ce droit, un plus grand nombre d'employés pour des motifs futiles ? . . . S'il y a des exclusions dont vous ne voyez pas la raison, venez plutôt nous proposer de rendre le droit de vote à ces personnes, mais n'allez pas ajouter à ces incapacités.

J'arrive maintenant au second point ; je vais m'efforcer de démontrer quelle différence il y a entre travailler aux élections et voter.

J'ai demandé pourquoi nous irions priver des citoyens qui sont employés du Gouvernement fédéral, de leur droit de vote, et l'on m'a répondu que c'était pour assurer la sincérité du résultat électoral, en n'ayant sur les listes que des électeurs absolument indépendants de toute influence gouvernementale. Ces employés ne subissent pas l'influence du Gouvernement fédéral, et cette loi comme bien d'autres du reste, porte à sa face même, la marque de la manie que l'on a de faire des lois pour des cas particuliers. Si on présente cette loi, ce n'est que parce que les conservateurs sont au pouvoir à Ottawa, sans cela on n'en aurait jamais entendu parler. Alors pourquoi donc tenir compte de ce fait, absolument transitoire de sa nature après tout. Est-ce qu'il faudra avoir telle loi, quand les conservateurs seront au pouvoir à Ottawa, et telle autre, quand ce seront les libéraux ? Vraiment, cette proposition serait à peine digne de figurer dans les délibérations d'un de nos plus modestes conseils municipaux. Quand nous avons dit que c'était là le but que l'on avait en vue, c'est-à-dire atteindre nos amis de là-bas, on s'est récrié ; mais en face de ce projet de loi, n'ai-je pas raison de réitérer cette accusation ? Tout en disant que

c'était pour assurer l'indépendance de l'électeur, on laissait le droit de vote aux employés publics, sous le contrôle du Gouvernement local.

Le Gouvernement fédéral ne peut avoir une influence plus qu'ordinaire, mais pourquoi refuserait-on de reconnaître la légitimité de cette influence ? Pourquoi n'assimilait-on pas ce cas à celui des grandes corporations ? Quelle différence y a-t-il entre cette influence et celle qu'exerce par exemple, sur leurs employés, les gros commerçants et les **grands industriels** ? Ces gens-là ne manquent pas d'exercer un certain contrôle sur leurs serviteurs, pourquoi donc faire un crime au Gouvernement conservateur d'Ottawa, d'un fait que l'on considère comme négligeable de la part des personnes que je viens de nommer ?

On dira peut être que je n'ai pas droit d'imputer des motifs, mais j'étudie un projet de loi si extraordinaire en lui-même, que je ne puis trouver d'autres prétextes que ceux-là, pour en demander l'adoption.

Vous vouliez mettre de côté les employés fédéraux, et ne pas toucher à ceux de la Province, afin de vous renforcer. Dans les lois qui concernent l'exercice du droit de suffrage, on doit se bien garder d'y laisser glisser l'esprit de parti ; c'est pourtant ce qui arrive ici, et on doit en être d'autant plus surpris que cela nous vient d'hommes qui prêchent sans cesse contre l'esprit de parti. Les efforts que l'on a faits pour sauver les apparences au sujet de ce projet de loi, sont pitoyables à tous égards, et l'amendement est l'aveu le plus formel de la part de mes honorables amis, que le projet de loi ne pouvait soutenir le moindre examen sérieux. Il y a des députés de la droite qui ont exprimé leur opinion courageusement ; s'ils n'avaient pas parlé comme ils l'ont fait, on nous aurait imposé ce projet de loi, tout ridicule, tout absurde qu'il soit.

L'honorable **M. Gagnon**.—Est-ce que l'amendement ne va pas plus loin que le projet de loi ?

L'honorable M. **Taillon.**—J'ai dit que l'amendement était moins illogique que le projet de loi. Il va moins loin dans un sens, et plus loin dans l'autre. Je dis que l'amendement est blâmable au point de vue des principes, et ce n'est qu'un moyen d'échapper à l'accusation de manquer de sincérité. Par cette mesure vous faites aux employés publics une insulte gratuite. J'ai dit que je déplorais la tendance de faire des lois, au point de vue de cas particuliers ; autrefois cela se pratiquait sur des sujets qui n'avaient pas une importance très générale, mais plus tard, on ne s'est pas gêné, agissant toujours d'après le même esprit, de présenter des projets de loi pour changer le code de procédure civile.

Je ne parle pas du code municipal, il y a longtemps que nous avons abandonné toute idée de le protéger contre cette manie. Cette année, nous voici rendus à la loi électorale ; quelle digue pourra donc arrêter ce torrent de législation inconsidérée ? C'est d'autant plus dangereux que c'est devenu une manie, mais je n'ai pas droit jusqu'à un certain point de m'étonner beaucoup, puisque l'année dernière, on a voulu porter la main jusque sur la loi concernant les élections contestées, pour couvrir un cas particulier.

L'honorable M. **Gagnon.**—C'était, je suppose, un sacrilège cela ?

L'honorable M. **Taillon.**—Je ne dis pas que c'était un sacrilège, quand bien même je le dirais, ce ne serait pas tout à fait déplacé, car il y a sacrilège et sacrilège. Quelles sont les raisons que l'on nous a données pour justifier une pareille législation ? J'ai pris note de ce qu'on a dit ; on n'a cité que des cas particuliers, on a dit que des employés fédéraux avaient parlé contre les libéraux et en faveur des conservateurs. On a informé le premier ministre que la même chose était arrivée pour les employés sous son contrôle ; que ces employés avaient pris part aux élections, contre nous et au bénéfice de son parti, et il s'est contenté de nous

assurer que la règle qui paraît être généralement acceptée, allait être appliquée, mais nous n'avons pas demandé que ces employés fussent privés de leur droit de vote ; et cependant dans les cas que je signale, je n'avais jamais entendu de langage plus insultant pour notre parti. Il était difficile de rencontrer des gens qui avaient été à plus mauvaise école. Au lieu d'interruptions dictées sur un ton de bon humour, ces employés publics proféraient des vociférations dignes des habitués de la halle. Était-ce notre faute à nous si de pareilles scènes se passaient !

On parle du bruit qui s'est fait à l'assemblée de Saint Arsène !... mais M. le Président, quels étaient ceux qui tenaient un langage provocateur en 1886 ? Quels étaient ceux qui se promenaient partout avec des *boxeurs* ? Quels étaient ceux qui donnaient le scandale à Lanoraie, à tel point que Sa Grandeur Monseigneur l'évêque de Montréal, défendit les assemblées du dimanche ? Ce n'était certes pas nous, ni notre parti.

L'honorable premier ministre disait tout à l'heure : pour, quoi donc votre chef n'est-il pas venu quand je l'ai invité ? Si l'honorable M. Ross, ne pouvait y aller pour cause de maladie, j'y suis allé moi. J'ai assisté à une assemblée de plus de 4000 électeurs, tenue dans le comté de Berthier ; il y avait des libéraux. L'honorable premier ministre a commencé à parler ; il a employé un langage violent, et quand j'ai voulu lui répondre, je n'ai pu le faire, car il y avait là des gens payés pour faire du bruit et empêcher les conservateurs d'exposer les mensonges de leurs adversaires. Si j'avais insisté, il y aurait eu rixe, et comme l'assemblée était composée d'électeurs des deux partis, on comprend quel aurait été le résultat. Quand bien même l'honorable M. Ross, aurait été en parfaite santé, il aurait dédaigné de faire la discussion dans de telles conditions. Je prévoyais ce qui allait arriver, mais M. Robillard avait

cru qu'il valait mieux ne pas s'organiser en vue d'une lutte violente, aussi, n'avons-nous pas eu de discussion du tout. Ce n'était pourtant pas les employés publics qui faisaient le tapage, c'étaient des gens à gage, et payés par nos adversaires.

On a dit que les employés fédéraux étaient envoyés ailleurs, afin de les empêcher de voter ; je pourrais bien citer le cas d'un inspecteur d'école qu'on a fait venir à Québec pour le jour même de l'élection qui se tenait dans son comté, et qui a dû s'en retourner de la capitale, sans savoir pourquoi on l'avait fait demander.

L'honorable secrétaire de la Province a déjà dit que nous étions menacés de l'union législative, parce que les conservateurs avaient créé une dette énorme : pour quoi dire de ces choses ? Que ne doit-on pas penser de ceux qui disaient que la dette était trop forte, et qui ne songent qu'à l'augmenter encore davantage depuis qu'ils sont au pouvoir ? Nous allons donc être bien plus exposés à l'avenir que par le passé, à l'union législative, car si c'est un danger que d'avoir une dette considérable, jamais nous n'avons été plus exposés que maintenant à perdre notre autonomie.

Je crois avoir réussi à démontrer ce qu'il y a de défectueux dans le projet de loi et dans l'amendement. Nous avons en face de nous, un Gouvernement qui a une majorité de 18 voix, qui proclame que cette majorité lui a été donnée par le vote indépendant des électeurs, qui dit que la Province ne demande pas mieux que d'être gouvernée par lui, comment se fait-il donc que les précautions ordinaires ne lui suffisent plus pour le rassurer, pourquoi cette crainte qui ressemble tant à de la peur ? Comment se fait-il donc que s'il a fait tant de bien comme il le dit, il ne se sente pas en sûreté dans les régions ministérielles ? Est-ce que notre population n'est pas assez juste pour reconnaître le bien que lui font ceux qui la gouvernent ? Est-ce qu'ils ne

redoutent pas plutôt que la population vienne à ouvrir les yeux sur leurs méfaits, et que le peuple les rejette dans la position d'où ils n'auraient jamais dû sortir. Je crois que c'est plutôt là le motif qui fait agir ces messieurs. Qu'ils administrent bien les affaires de la Province, c'est le meilleur moyen pour eux de se protéger contre le verdict du corps électoral ; mais qu'ils ne viennent pas priver du droit de vote toute une classe de citoyens. Ces employés qui nous renseignent tous les jours sur les affaires publiques, ne seraient pas dignes de voter, de rester sur un pied d'égalité avec nous au point de vue du suffrage ! . . .

Ce n'est pas dans l'intérêt de mon parti que je prends cette attitude, je proteste contre cette tentative de législation, au nom de la liberté, au nom d'une classe de citoyens qui méritent tous nos égards, et je dis que ce n'est pas à leurs dépens, que le Gouvernement doit songer à se maintenir au pouvoir. Si je ne parlais qu'au point de vue de mon parti, je dirais volontiers : adoptez ce projet de loi, car ce sera une bonne note en notre faveur parmi la classe intelligente et dirigeante de la Province.

Encore si ces gens ne pouvaient voter sans l'aide de l'officier rapporteur, ce serait peut être là une considération, car on aurait là l'occasion d'exercer une pression directe sur eux, mais tel n'est pas le cas.

Ces jours derniers, un certain journal ministériel se demandait si la session allait encore durer bien longtemps ; je n'ai pas d'objection à ce qu'elle finisse aussitôt que les affaires publiques auront reçu la considération qu'elles méritent ; nous ne faisons pas d'obstruction, mais quand on présente un projet de loi aussi important que celui-ci, on doit s'attendre à ce que nous le combattons de toutes nos forces.

L'honorable M. **Mercier** — *député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.* — Je regrette

beaucoup d'être obligé de parler une seconde fois sur cette question. J'avais décidé de m'en tenir aux remarques que j'avais faites l'autre soir, mais le discours de l'honorable chef de l'opposition m'oblige d'ajouter quelque chose à ce que j'ai déjà dit.

Je ne relèverai pas ses paroles sur ce qui s'est passé à Lanoraie, excepté pour déclarer que ses assertions sont inexactes. Jamais je n'ai fait quoique ce soit pour empêcher la liberté de discussion ; si dans cette occasion, l'honorable chef de l'opposition n'a pas été reçu comme il aurait dû l'être, il me rendra la justice de reconnaître qu'il n'en a pas dépendu de moi. A deux reprises différentes, j'ai demandé à l'assemblée de bien vouloir écouter en silence mon honorable ami ; mais quand j'ai vu qu'au lieu d'accueillir mon intervention avec reconnaissance, il me repoussait en disant : Je n'ai pas besoin de vous ; et quand j'ai vu que la foule était incontrôlable, je n'ai pas voulu intervenir de nouveau, parce que j'avais été trop mal reçu par l'honorable chef de l'opposition.

Quand il m'accuse d'avoir organisé une bande de criards pour l'empêcher de parler, il sait que ce n'est pas le cas. Quand j'avais un adversaire aussi respectable que lui, je tenais à ce qu'on le traitât convenablement, et, à Lanoraie, j'ai tout fait pour entendre sa réponse aux accusations que j'avais portées. Quant à la maladie, qui, dit-on, aurait empêché l'honorable M. Ross de se rendre à mon invitation, c'est en effet l'information que l'on m'a donnée dans le temps. Mais deux ou trois jours après, ce monsieur s'est rendu à Berthier pour tenir une assemblée. J'ai écrit une petite note demandant d'être admis à faire la discussion avec lui. L'honorable chef de l'opposition ainsi que les honorables députés de Brome et de Gaspé assistaient à cette assemblée, et ils m'ont refusé l'admission que je sollicitais. Certes je n'avais pas eu le temps de faire une organisation puisq<sup>ue</sup>

c'étaient mes adversaires qui avaient convoqué l'assemblée à l'heure et au jour qui leur plaisait. Je ne m'en suis pas tenu à ce premier refus : je me suis rendu seul de Sorel à Berthier, j'ai demandé à discuter avec ces messieurs, et ils m'ont encore refusé. Quand j'ai vu cela, j'ai commencé à adresser la parole à la porte du comité de mon honorable ami le député de Berthier. Les conservateurs, pour se rendre à l'Assemblée tenue par leur chef, devaient passer devant la maison où je parlais ; mes amis, furieux du refus que je venais d'essuyer, ont commencé à leur faire un mauvais parti. Je les ai priés de laisser passer tranquillement les voitures de mes adversaires, et d'être polis à leur égard ; je demanderai à mes honorables amis de l'autre côté de la Chambre, qui étaient à Berthier ce jour-là, s'il n'est pas vrai que les conservateurs ont pu circuler à travers la foule qui m'écoutait, sans qu'un mot désagréable leur fût adressé. Je crois que l'honorable chef de l'opposition devrait éviter de parler de ces choses, car la vérité n'est pas à l'avantage de son parti. Chaque fois que j'ai rencontré des adversaires respectables, je les ai protégés de mon mieux.

L'honorable chef de l'opposition a fait allusion aux paroles que j'ai prononcées lorsque j'ai dit que les mots *rétrograde* et *conservateur* voulaient dire la même chose. Je badinais ; d'ailleurs si on n'a pas dit que c'était une mesure conservatrice, on s'est certainement servi du mot *rétrograde* ; là dessus, quelqu'un a répondu " c'est la même chose," ce n'est donc pas moi qui ai prononcé ces paroles. Je ne suis pas prêt à dire que *rétrograde* et *conservateur* est la même chose ; je ne suis pas d'opinion que tous les principes conservateurs doivent être mis de côté comme *rétrogrades*, et que tous les principes libéraux sont acceptables.

A six heures, la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

L'honorable M. **Mercler**. — Nous sommes appelés à discuter l'amendement de l'honorable député de Chateau-



guay, à l'effet de renvoyer de nouveau le projet de loi au comité général, pour le modifier de manière à priver tous les fonctionnaires publics, soit fédéraux, soit provinciaux, du droit de vote. Je dois avouer que cette question peut présenter à première vue certaines difficultés, et c'est pour aider à les résoudre que je vais faire quelques remarques. Les objections faites, peuvent se réduire à trois : premièrement, ce projet de loi est une insulte aux employés publics ; deuxièmement, c'est l'affirmation d'un principe rétrograde, et troisièmement, on allègue les inconvénients qui pourraient en résulter.

Quant à l'insulte faite aux employés publics, on me permettra de dire que cette assertion est toute gratuite.

Il n'y a pas plus d'insulte à priver les employés publics de leur droit de vote, que de priver les membres de la Chambre de certains droits qu'ils possèderaient, si le contraire n'était pas exprimé dans la loi. Ce n'est pas plus une insulte pour eux que pour les juges, qui eux non plus ne peuvent exercer le droit de suffrage : pas plus que la défense qui est faite aux contractants publics de siéger dans cette Chambre. Cette question d'injure a été si bien traitée par M. Gladstone, que je me permettrai de citer ses paroles.

Voici ce qu'il disait le 17 mars 1869 :

“ Now, I impute no dishonesty to our civil servants. In  
“ a long series of years, during which I have been in commu-  
“ nication with our civil servants, no one has heard a syllable  
“ of that kind fall from my lips. *But I deny that an imputa-*  
“ *tion of dishonesty is involved in particular cases by those*  
“ *restraints upon political liberty which are otherwise accorded*  
“ *to all.* What is our law about contractors ? We do not  
“ permit a contractor to sit in this House. *Do we, therefore,*  
“ *mean that contractors are dishonest, or that they are less*  
“ *honest and upright than other men are ? Certainly not ; but*  
“ *we will not allow them to take a position where their honesty*

" may be exposed to particular solicitation and trial. That,  
" and no more than that, is what we exact with regard to our  
" civil servants. *But then, what is the position of members*  
" *of this House? Is no restraint imposed upon them? Why*  
" those rigid rules in the Revenue Department prohibiting  
" and resenting the interference of any member of Parliament  
" with regard to the promotion of any person employed in  
" that Department? Are not members of Parliament in  
" many respects persons well qualified to recommend for  
" such promotions? . . . . .

" The reason is that the position of members being  
" one which exposes them to peculiar solicitation they are  
" liable unconsciously to come under abas adverse to the  
" interest of the public service, and therefore, we deny our-  
" selves the advantage which might often be derived from  
" their local knowledge and experience, and compel them to  
" remain silent upon every question of promotion in the  
" Revenue Departments. "

Il s'agissait alors, comme on le voit, de rendre à certains  
officiers publics des droits politiques dont ils étaient privés  
par l'ancienne loi. M. Gladstone s'est opposé à cette mesure,  
et ayant entendu la même remarque qui a été faite ici, à  
savoir que c'était une insulte à faire aux fonctionnaires civils,  
il a fait la réponse que je viens de lire. On doit aussi  
observer que M. Gladstone répond à deux points dans la  
citation que j'ai faite ; il répond d'abord à l'accusation que  
c'est une injure que de refuser le droit de vote à ces  
employés ; il traite aussi la question au point de vue du repro-  
che qu'on a fait ici même, à savoir que c'était une mesure  
rétrograde. Ça ne doit donc pas être un si grand crime que  
de priver certains employés de leur droit de vote. Voilà le  
chef du parti libéral,—qui serait, d'après ce discours, considéré  
comme un conservateur ici,—qui dit que ce n'est pas une  
mesure anti-libérale que de priver ces fonctionnaires publics  
de leur droit de vote. Voulez-vous savoir comment un autre

chef du parti libéral anglais, Lord Grey, qui a joué un rôle important, s'est exprimé sur cette question ? Il s'agissait de ce que l'on a appelé l'acte de la réforme électorale. Qu'on remarque bien qu'il ne s'agissait pas d'une mesure incidente, comme celle qui est maintenant devant la Chambre ; mais d'une grande réforme dont le principe n'a pas été modifié depuis, en quoi que ce soit, dans la législation subséquente.

“ Lord Grey proceeds to point out that active opposition  
“ to their political chiefs for the time being, or attempts to  
“ embarrass them either by passive resistance or by putting  
“ difficulties in the way of their administration of office, are  
“ just those kinds of misconduct which would be most dan-  
“ gerous, and yet most difficult to suppress or prevent by  
“ legal enactment.”

Si un homme de l'importance de lord Grey a pu prononcer dans le premier Parlement du monde, devant au-delà de 600 membres, de semblables paroles, s'il a pu déclarer que le Gouvernement anglais pouvait être influencé par la mauvaise volonté des membres du service civil dans un pays où l'aristocratie est encore toute puissante, ne pouvons-nous pas en dire autant ici, où l'employé public même le plus modeste, peut marcher de pair avec l'homme qui occupe le poste le plus distingué et où la population du Canada tout entier est moindre que celle de la ville de Londres. Ce langage ne nous autorise-t-il pas à envisager la situation comme nous le faisons en ce moment ?

**M. Casgrain** — *député de Québec.* — Les vues de Lord Grey ont-elles prévalu ?

L'honorable **M. Mercier.** — Non, mais les incapacités politiques existent.

L'honorable **M. Taillon.** — Une partie de ces incapacités ont été supprimées en 1868.

L'honorable M. **Mercier**.—M. Gladstone soutient la prétention contraire à la votation, comme le prouvent les citations que j'ai faites tout à l'heure.

Maintenant, pour prouver que le projet de loi ainsi que l'amendement ne consacrent pas un principe rétrograde au point de vue des législations électorales, mais qu'au contraire il ne fait que consacrer le principe soutenu par ces deux hommes distingués, je veux parler de Lord Grey et de M. Gladstone, il suffit de rapprocher les textes que j'ai lus avec ceux du projet de loi et de l'amendement.

On a cité Todd, " On Parliamentary Government in England." Quelle est l'opinion de cet écrivain ? Et à ce propos je dirai qu'il ne faut pas prendre quelques passages par ci par là d'un auteur, et en tirer des conclusions souvent fausses si l'on prend l'ensemble du texte. Il faut lire tout le traité pour avoir une idée correcte, il faut parcourir tout le chapitre, pour bien saisir la pensée de Todd. Que dit-il dans ce chapitre dont l'honorable chef de l'opposition n'a cité que quelques lignes ? D'abord il commence par poser le principe que, d'après la vraie doctrine du droit parlementaire anglais, pour avoir la responsabilité ministérielle dans toute sa plénitude, il faut que les fonctionnaires publics soient à la merci du Gouvernement, et que ceux mêmes qui sont sensés posséder des charges appelées permanentes, à quelques rares exceptions qu'il indique en passant, soient toujours gardés durant bon plaisir, car il observe que si les fonctionnaires occupent une position absolument indépendante des ministres, il n'est pas possible d'avoir une bonne administration de nos affaires publiques. Suivant lui, il faut que les employés aident les ministres, et il assimile les départements de l'Etat à de grands établissements industriels. Comment, en effet, un chef de banque pourrait-il nommer un employé qui serait absolument indépendant du bureau de direction ? Cela n'est pas possible n'est-ce

pas ? Quelle confiance pourraient avoir ces chefs dans de tels employés ? Je ne suis pas prêt à aller aussi loin que Todd, mais vous allez voir quelles sont les déductions qu'il tire de ces prémisses.

“ Doubtless, an active interference in politics, on the part of a non-political office-holder, would be a case of misconduct sufficient to justify his dismissal. It is a well understood rule of constitutional Government that all such fonctionnaires should abstain from taking an active part in political contests, observing a strict neutrality therein. If a contrary practice prevailed, it would inevitably follow that the opposite party, on succeeding to power, would retaliate on those who had assisted to uphold a rival ministry, and thus a repetition of vindictive and extensive changes amongst Government employés would occur, that would prevent the growth of experience in office, and destroy the efficiency of the public service.”

Comment l'employé public observera-t-il une neutralité absolue, comme le dit Todd, s'il peut aller voter contre le Gouvernement qui l'emploie ? Ces messieurs de l'opposition ne sont pas obligés d'avoir mes opinions, mais je ne suis pas non plus obligé de partager les leurs. Ce principe me paraît indiscutable, et vous allez voir comment l'auteur expose la question :

“ All public employés, whatever may be their private convictions on political questions, are bound to discharge their duties towards their official superiors for the time being honestly and faithfully, affording to them all the assistance in their power.....

“ While, on the one hand, the practice of depriving persons of subordinate offices simply on account of their political views is destructive of all efficient administration — as the example of the American Republic has strikingly shown — on the other hand it is manifestly

“unreasonable that any public servant should be permitted  
“to continue in active opposition to the existing Govern-  
“ment.

“Even the mere exercise of the political franchise by a  
“subordinate servant of the crown, though not prohibited,  
“may be considered, as a general rule, to be inexpedient.”

Est-ce assez clair ? Je suppose que la force respective des partis soit presque également divisée, comme en 1879, et qu'il n'y ait qu'une voix de majorité dans cette Chambre, et qu'un député de cette majorité ait été élu dans un comté où le vote des employés est prépondérant ; et que, grâce à ce vote des fonctionnaires publics, et grâce au vote de ce député, le Gouvernement soit maintenu ou renversé, que fera le Gouvernement qui arrivera ensuite ? N'est-ce pas le cas de dire avec Todd :

“If a contrary practice prevailed, it would inevitably  
“follow that the opposite party, on succeeding to power  
“would retaliate on those who had assisted to uphold a  
“rival ministry ; and thus a repetition of vindictive and  
“extensive changes amongst Government employés would  
“occur that would prevent the growth of experience in  
“office, and destroy efficiency of the public service.”

C'est le système américain. Si les employés ont droit de gouverner par leur vote, s'ils veulent se faire partisans, qu'ils ne soient pas surpris de partir avec ceux qui partent. Les américains sont logiques eux, ils disent pratiquement à leurs employés : “vous avez de bonnes positions, mais du moment que vous contribuez à maintenir le Gouvernement, subissez la loi commune, et la déchéance du Gouvernement sera votre propre déchéance.”

Plus loin Todd résume l'opinion de Lord Grey, que j'ai citée tout à l'heure.

Voilà donc les autorités qui peuvent être invoquées avec avantage à l'appui de ce projet de loi. Elles établissent

trois choses : premièrement qu'il est absurde de prétendre qu'en privant les fonctionnaires publics de leur droit de vote, on leur fait injure. Secondement, que d'après le principe ordinaire de commune justice, l'employé doit subir le sort de celui qu'il a défendu, s'il s'est fait partisan, par conséquent, qu'un employé public ne doit pas voter. Enfin, en troisième lieu, qu'il y a beaucoup plus d'inconvénients à leur laisser ce droit de vote qu'à le leur ôter.

Je n'ai pas à me plaindre des employés généralement ; il y a dans notre service civil d'honnêtes gens qui font tout leur possible pour bien remplir leur devoir. Il y en a d'autres, il est vrai, qu'on ne garderait pas dans une maison d'affaires de dixième ordre. Ils ont pris des habitudes de paresse incroyables, ils ne viennent à leur bureau qu'à l'heure qui leur plaît, et le quittent quand bon leur semble.

Je n'ai pas à me plaindre non plus, généralement, de l'intervention politique des employés, bien qu'il y en ait qui ont voté contre le Gouvernement, et qui s'en sont vantés. Il y en a d'autres qui ont travaillé contre nous, mais je ferme les yeux, car je ne voudrais pas me montrer trop sévère. La plupart sont d'honnêtes gens et pères de famille. Si le père ne se conduit pas bien, la femme et les enfants n'en sont pas responsables ; si on leur laisse le droit de voter, vous ne pouvez pas les empêcher d'être partisans. Si ce projet de loi n'est pas adopté, on continuera, dans les bureaux, à discuter politique ; pourquoi ne pas protéger ces gens-là contre eux-mêmes ? Ils ont accepté une carrière dans laquelle ils sont bien payés. Ils jouissent d'une certaine stabilité, pourquoi les exposer à devenir des partisans politiques ?

On dit : " vous restreignez leur liberté " Comment ! restreindre leur liberté . . . mais prenez donc nos maisons d'éducation. Il y a là des hommes qui ont passé leur vie à faire de profondes études des sciences, ces maisons sont pro-

préteurs d'immeubles valant des millions, et cependant ceux qui sont à leur tête n'ont pas droit de voter. S'il y a des hommes qui mériteraient d'exercer ce droit si précieux et qui pourraient le faire tout à l'avantage du pays, ce sont bien ces hommes-là. Comment se fait-il donc que la Législature n'ait point hésité à les priver de ce droit ? Si on veut le suffrage universel—pour moi je n'en voudrais pas—qu'on le dise et le pays jugera.

S'il y a des hommes auxquels on doit enlever le droit de vote, ce sont bien les fonctionnaires publics. Tout le monde sait parfaitement bien que la question telle qu'elle se présente maintenant, se trouve élevée à la hauteur d'un principe. L'amendement frappe tous les employés, il ne peut donc pas être question de politique, mais ce qui est en jeu, c'est un principe d'ordre public, un principe qui doit dominer toutes les aspirations de parti.

Une suggestion avant de terminer : il faut y ajouter les employés des Chambres. Il faudra aussi définir ce que l'on entend par les mots " position permanente. " Il sera facile de régler ces deux points de détail en temps et lieu, quand la majorité de la Chambre se sera prononcée. J'espère que je n'ai pas pris trop du temps précieux de cette Chambre, et que mes remarques seront de quelque utilité.

**M. Desjardins** — *député de Montmorency*. — M. le Président, depuis la dernière séance, cette question est entrée dans une nouvelle phase qui ajoute encore beaucoup à son importance. Elle est maintenant élevée à la hauteur d'un principe. C'est de ce point de vue que nous devons la discuter. Bien que j'aie déjà exprimé, à ce propos, ce que je pensais du projet de loi de l'honorable député de Dorchester, je demande à la Chambre la bienveillante permission d'ajouter quelques remarques au sujet de l'amendement de l'honorable député de Chateauguay.



Par le projet de loi, tel que rapporté du comité de législation, où il a été impitoyablement mutilé, il ne s'agissait que d'une attaque regrettable et dangereuse contre l'influence du Gouvernement fédéral, en privant de leur droit de suffrage tous les employés permanents et temporaires de ce Gouvernement. Le travailleur qui aurait gagné une seule piastre pour une journée d'ouvrage manuel pour les autorités fédérales, aurait perdu son droit de citoyen, son droit de voter aux élections de cette Province. Cette odieuse tentative de législation a soulevé la ferme opposition de la grande majorité dans cette Chambre. Nous avons entendu les honorables députés de Jacques-Cartier, de Montréal-est, de Verchères, tous au nombre des partisans les plus dévoués du ministère, déclarer tour à tour qu'ils ne pouvaient pas approuver une semblable mesure. Devant une aussi énergique manifestation d'opinion, l'honorable premier ministre et l'honorable député de Dorchester ont bien été forcés de battre en retraite. C'est alors que l'honorable député de Chateauguay, qui, lui aussi, était hostile au projet de loi, a proposé l'amendement qui fait maintenant le sujet de cette discussion. Cette nouvelle proposition place la question sur le terrain plus large des principes qui doivent guider cette Chambre dans les restrictions que, dans l'intérêt public, et pour le meilleur fonctionnement de nos institutions parlementaires, elle croit devoir imposer à l'exercice du droit de suffrage.

La loi décrète quelles sont les personnes qui sont inhabiles à voter aux élections provinciales. L'amendement a pour but d'ajouter à ces restrictions, en privant de leur droit de suffrage tous les employés permanents du Gouvernement fédéral et du Gouvernement provincial. Je ne suis pas d'opinion que l'on doive augmenter les cas d'inhabilité à voter. Au contraire, je serais plutôt disposé à mettre fin à quelques-unes des restrictions existantes.

Pour s'autoriser à nous proposer d'ôter le droit de vote aux employés publics, on nous cite des écrivains constitutionnels. De son côté, l'honorable chef de l'opposition, qui a critiqué l'amendement dans un discours très logique et très éloquent, nous a démontré, par les citations qu'il a lues de Todd et autres auteurs, que le courant récent et actuel de l'opinion en Angleterre est en faveur de la diminution des empêchements à l'exercice de leurs droits de citoyens par les serviteurs de la Couronne, les serviteurs du peuple. Il est certain que l'honorable chef de l'opposition a tiré des conclusions très justes des pages dont il nous a donné lecture. Telle est bien, sous le rapport qui nous occupe en ce moment, la situation en Angleterre.

Je crois que dans une discussion comme celle-ci, il importe beaucoup de remonter à l'origine de la question, à la source du droit public, en Angleterre et au Canada, sur ce point. Une rapide excursion dans l'intéressant domaine de l'histoire constitutionnelle de la Grande-Bretagne, d'où nous viennent nos libres institutions, nous fera bientôt voir combien les causes qui nous ont fait exclure les employés publics du suffrage sont changées. Ne tenir aucun compte des différences essentielles de deux ordres de choses, dans l'appréciation des inconvénients, pour la société politique, de l'exercice d'un droit par certaines personnes, c'est s'exposer à errer beaucoup. On ne peut pas invoquer aujourd'hui, contre le droit de suffrage des employés publics, les mêmes raisons qui, autrefois, ont justifié, pour la protection des libertés populaires, la restriction dont l'on veut encore accroître la sévérité. Il est facile de s'en convaincre, en comparant l'ordre politique actuel avec celui qui existait lorsque les partisans de la liberté constitutionnelle ont lutté pour exclure les serviteurs de la Couronne de la Chambre et de l'électorat. Il faut, en premier lieu, bien connaître les conditions dans lesquelles cette lutte a été soutenue de part et d'autre.

Il y a un et deux siècles, le Gouvernement parlementaire et représentatif, tel qu'on le pratiquait, était bien différent de ce qu'il est aujourd'hui. La Couronne n'avait pas encore reconnu le principe fondamental de nos institutions actuelles, celui de la responsabilité ministérielle. Elle affirmait ses prérogatives, et n'était pas disposée à ne les exercer, comme à présent, que d'après l'avis de ses ministres responsables au parlement et au peuple. Il y avait encore beaucoup de partisans de ses prétentions, et l'idée du gouvernement arbitraire par la prérogative n'était pas définitivement abandonnée. La Couronne trouvait, de plus, pour faire prévaloir ses vues, et triompher les droits qu'elle réclamait, des points d'appui très importants dans le système représentatif de cette époque. Les collèges électoraux n'étaient pas ce qu'ils sont maintenant. C'était le temps des petits bourgs, des *nomination boroughs*. Lisons ce que May, le continuateur de Hallam, et son digne émule, en dit dans sa grande histoire constitutionnelle de l'Angleterre :

“ Le système représentatif n'avait jamais visé à une perfection théorique ; mais son but général était de réunir les représentants des localités les plus capables de fournir des aides et des subsides pour le service de la couronne. Ce plan aurait naturellement donné des représentants aux comtés, aux cités et aux bourgs, en proportion de leur population, de leur richesse et de leur prospérité ; et bien que grossièrement exécuté, il forma, dans les premiers temps, la base de la représentation. Mais il n'y avait que peu de grandes villes ; la population était très disséminée ; l'industrie luttait avec un succès inégal en certains lieux ; et les bourgeois surchargés, bien loin de faire valoir leurs droits à la représentation, redoutaient d'augmenter leur fardeau en envoyant des députés au parlement. Les localités étaient capricieusement choisies pour cet honneur par la couronne, ou même tout simplement par le “ shérif,” et se trouvaient parfois omises dans les ordonnances de convocation (*writs*).

Certaines petites villes ne se maintenaient pas à la hauteur de la prospérité croissante du pays, d'autres tombaient en décadence, et en même temps des villages qui n'étaient pas représentés, acquéraient une grande importance. Les inégalités dans la représentation allaient ainsi toujours en augmentant. Il aurait été possible d'y porter remède en usant sagement de l'ancienne prérogative qui permettait à la couronne de donner ou d'enlever aux bourgs le droit de nommer un député ; mais la plus grande partie des bourgs qui avaient obtenu ce droit du règne de Henri VIII à celui de Charles II étaient des localités peu considérables, qui plus tard devinrent célèbres sous le nom de *nomination boroughs*. A partir du règne de Charles II, où cette prérogative fut abandonnée, on ne chercha nullement à corriger les inégalités toujours croissantes dans la représentation nationale.

“ Les causes que nous venons de signaler avaient produit un système électoral en complet désaccord avec toute théorie rationnelle de représentation. Ses défauts, grands à l'origine et aggravés encore par le temps et les changements successifs, avaient atteint, au milieu du siècle dernier, des proportions monstrueuses. ”

A cette époque, le Gouvernement représentatif avait un autre bien grave défaut. Le cens électoral était très restreint, et le nombre des électeurs en conséquence très peu considérable. La Couronne pouvait beaucoup influencer la chambre des communes et l'électorat par ses employés qui, proportionnellement, comptaient d'autant plus que les autres électeurs étaient moins nombreux. Dans ces circonstances, il n'est pas surprenant que les partisans des libertés populaires, et les adversaires du Gouvernement par les prérogatives royales sans la responsabilité des ministres du souverain, aient pensé à diminuer l'influence indue de la Couronne en excluant ses serviteurs de la Chambre et du corps élec-

toral. Dans le chapitre qu'il consacre à la chambre des communes, dans l'histoire dont je viens de lire quelques lignes, May raconte les péripéties de la lutte qui se termina par l'exclusion des officiers du revenu public du suffrage. Il fait les considérations suivantes qui sont frappantes de justice et de sens politique :

“ Cette mesure nécessaire fut adoptée par les deux Chambres à de grandes majorités, non cependant sans de vives remontrances contre son principe, surtout de la part de Lord Mansfield. Il est indubitable qu'au point de vue abstrait, la privation du droit de suffrage infligée à une classe quelconque d'individus est un acte contraire à la liberté et un principe peu libéral de législation ; mais il y avait là un monstrueux abus constitutionnel à corriger. Sans doute, beaucoup d'électeurs furent ainsi privés de leurs droits de citoyens ; mais ces droits ne pouvaient pas s'exercer librement, et n'étaient sacrifiés qu'afin de protéger les libertés générales du peuple. Si le droit de suffrage avait été assez répandu pour que le corps électoral pût voter sans être écrasé par les serviteurs de la couronne, il aurait été difficile de justifier l'opportunité de la privation qui leur était infligée. Mais, avec une législation si avare du droit de suffrage que la couronne pouvait l'emporter sur les électeurs dans le choix de leurs représentants, la mesure était nécessaire dans l'intérêt de la liberté.”

J'attire l'attention de la Chambre sur l'opinion de May, qui n'hésite pas à dire que cette mesure était en principe contraire à la liberté. Cette loi a été en très grande partie abrogée en 1868.

Il n'y a pas de doute qu'à cette époque l'intérêt bien compris de la société politique exigeait l'adoption d'une semblable législation. C'est aussi ce qui la justifiera aux yeux des générations futures.

Pourquoi les employés du fisc ont-ils été privés du droit de suffrage, plutôt que d'autres serviteurs publics? Il est facile d'en trouver la raison. C'est qu'alors la Couronne n'avait pas encore définitivement, et pour toujours, reconnu au parlement le droit exclusif de voter les impôts et d'en déterminer l'emploi. On conçoit aisément combien il importait à la Couronne que les employés du fisc fussent éligibles et habiles à voter, lorsqu'elle luttait pour affirmer ses prérogatives au sujet des dépenses publiques. De leur côté, les partisans du contrôle de la Chambre des communes sur les taxes et l'emploi des deniers publics, comprenaient que le droit de suffrage des officiers préposés à la perception des revenus était, avec un cens électoral aussi restreint, une menace constante pour l'une des plus précieuses libertés constitutionnelles du peuple anglais, celle de régler, par ses représentants responsables, les contributions qu'il doit payer pour le soutien de l'Etat, et l'usage qu'il convient d'en faire dans l'intérêt du pays.

Aujourd'hui la situation est bien changée en Angleterre. L'ordre de choses actuel diffère beaucoup de l'ancien. Les deux raisons qui, dans l'opinion de May, sans contredire l'un des plus grands écrivains et historiens constitutionnels, pouvaient seules justifier la loi privant une classe de citoyens de leur droit de suffrage, n'existent plus. Les petits bourgs, les *nomination boroughs*, ont été abolis. La Couronne n'a plus, et ne réclame plus comme une prérogative, le droit de fixer les limites des collèges électoraux. Au Canada, comme en Angleterre, c'est le parlement qui détermine quelles sont les divisions électorales, en rapport avec l'étendue du territoire et la population plus ou moins dense des différents districts.

Le cens électoral n'est plus le droit exclusif du petit nombre d'électeurs des classes privilégiées. Il est maintenant, au moins dans notre pays, le partage de tout citoyen

qui, ayant atteint l'âge de majorité, peut si facilement, avec un peu de travail et d'intelligence, se qualifier à voter. A présent, il y a des millions d'électeurs en Angleterre. Au Canada, dans notre province, le cens électoral est aussi très étendu.

Dans de semblables conditions, il est évident que l'intérêt de la société politique n'exige pas, pour la protection des libertés constitutionnelles, que les serviteurs publics soient privés de leur droit de suffrage.

Je suis d'autant plus surpris que le ministère appuie l'amendement de l'honorable député de Chateauguay, que l'honorable premier ministre a déclaré, en réponse à l'interpellation que j'ai faite, il y a quelques jours, qu'il proposerait, à cette session même, un projet de loi pour étendre considérablement le cens électoral dans cette Province, ce qui augmentera beaucoup le nombre des électeurs. Si cette mesure est adoptée, la base de la représentation populaire étant de nouveau élargie, l'exercice du droit de suffrage par les employés publics offrira encore moins d'inconvénient, au point de vue auquel se placent l'honorable député de Chateauguay et les honorables députés qui ont parlé en faveur de son amendement.

Nous sommes témoins étonnés d'un spectacle vraiment curieux. Ce sont les conservateurs, dans cette Chambre, qui défendent le droit de suffrage contre les restrictions nouvelles que veulent établir ceux qui se prétendent les véritables représentants des idées libérales. Il y a sur le principe abstrait du cens électoral, une grande différence entre l'idée libérale et l'idée conservatrice. L'école libérale a toujours considéré le suffrage comme le droit inaliénable et imprescriptible du citoyen. D'après l'idée conservatrice, le suffrage est plutôt un droit que le citoyen tient de la société, et qu'il doit exercer dans le meilleur intérêt de la société. Avec ces deux principes comme point de départ, il était

tout naturel que les libéraux fussent plus portés à étendre le suffrage, et conduits, par une conséquence logique, à vouloir même le suffrage universel. Avec le principe conservateur, l'extension du suffrage a aussi été possible, parce qu'à mesure que les populations, qui jouissent du régime parlementaire, se sont formées à la pratique des institutions représentatives, il est graduellement devenu dans l'intérêt public d'admettre un plus grand nombre de citoyens à l'exercice du droit de suffrage.

En appuyant le projet de loi de l'honorable député de Dorchester, tel que l'honorable député de Chateauguay propose de l'amender, les libéraux dans cette Chambre renient leur principe et leurs traditions.

Vous approuvez ce projet de loi, parce que vous voulez, dites-vous, l'indépendance du suffrage. Il y a là une injure à la classe des citoyens que vous voulez exclure de l'électorat.

Sous le prétexte de chercher l'indépendance absolue du suffrage de l'électorat, allez-vous également enlever le droit de voter à tous ceux qui, par leur situation dans la vie, sont exposés à ce que leur opinion subisse la pression d'influences extérieures, comme par exemple les employés des grandes corporations, des grandes maisons commerciales et industrielles, des corporations municipales ? Prétendre que le vote des employés publics n'est pas libre, parce que leur intérêt est de voter comme le désirent ceux qui, pour le moment, les emploient, c'est dire en même temps, que tous ceux qui reçoivent un salaire dans n'importe quelle position ne sauraient donner un vote libre. Etes-vous prêts à appliquer cette conséquence logique du principe que vous posez d'une manière si injuste ?

Le vote doit être l'expression libre d'une opinion conforme à l'intérêt public véritable. Dans l'exercice du suffrage, l'intérêt public est l'objet de l'intelligence. L'électeur



n'arrive à la suprême liberté que lorsque son opinion, son idée est absolument adéquate à son objet, qui est l'intérêt de la société politique au gouvernement de laquelle son devoir est participer. Alors seulement il est dans la vérité, son opinion est entièrement juste et vraie.

A part les obstacles à la complète liberté de l'électeur, dont on parle dans cette discussion, n'y en a-t-il pas d'autres ? La conception de l'intérêt public, l'acte intellectuel qui en est l'expression, peuvent être obscurcis par les préjugés de toutes sortes, par une connaissance insuffisante des questions à juger. Priveriez-vous du droit de vote tous ceux qui peuvent se trouver dans cette catégorie ?

Je comprendrais ces arguments de la part des adversaires des gouvernements populaires, mais je ne les conçois pas chez ceux qui se prétendent les partisans les plus sincères des institutions libres et représentatives.

Dans tous les pays de gouvernement libre et constitutionnel, de gouvernement populaire, il y a encore beaucoup de progrès à faire. S'il existait un peuple qui pût réclamer le mérite d'en être arrivé à avoir une opinion publique absolument conforme et adéquate à son objet, qui n'est pas autre chose que l'intérêt vrai du pays considéré au point de vue de ses besoins moraux, intellectuels, religieux et matériels, il pourrait avec raison se vanter d'avoir obtenu la perfection dans l'art du gouvernement. Aucun pays n'en est encore rendu là. Mais le nôtre peut avantageusement soutenir la comparaison avec n'importe quel autre.

Ce n'est pas par des restrictions injustes, en excluant un grand nombre de citoyens de la société politique, que vous travaillerez à élever le niveau moral et intellectuel de l'électorat à la moyenne pratiquement possible de l'indépendance et de la liberté en acte du suffrage. Vous y travaillerez efficacement par la diffusion de l'instruction, par l'élévation des discussions publiques dans les Chambres, dans les

assemblées populaires, dans la presse. Vous y travaillerez surtout en lui donnant le grand exemple de l'amour du bien public, de la sincérité des convictions, de la modération des procédés, de la fermeté des opinions, du désintéressement, et d'un patriotisme d'autant plus vrai qu'il sera plus éclairé et plus intelligent.

Il est opportun et convenable que les serviteurs publics ne prennent pas une part active aux luttes de la politique, aux luttes des partis. Mais n'est-ce pas déjà assez qu'ils doivent s'abstenir d'exercer leurs droits politiques de manifester leurs opinions dans les assemblées populaires, dans les discussions publiques, dans la presse, sans qu'on leur enlève le droit de voter. Le service civil du Canada et de la Province est trop honorable, trop éclairé, trop intelligent, pour que nous retranchions ses membres du nombre des citoyens libres de notre pays. J'ai assez de respect pour les employés publics pour ne pas supposer que leurs votes sont moins indépendants parce que ces électeurs sont au service de l'Etat. Ces citoyens sont très compétents à exercer leur droit de suffrage. Je désapprouve fortement la proposition de porter atteinte à leur liberté politique, et mon devoir est de voter contre l'amendement soumis à cette Chambre.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—M. le Président, j'étais prêt à voter pour le projet de loi tel qu'il était auparavant, et l'amendement de l'honorable député de Chateauguay, bien loin de créer dans mon esprit, la moindre hésitation, me confirme plutôt dans l'opinion que j'ai déjà exprimée. J'ai donné mes raisons hier soir, et je ne vois pas la nécessité de les répéter maintenant.

L'honorable député de Montmorency nous a dit que c'est comme conservateur qu'il votait contre ce projet de loi ; or c'est là un argument en ma faveur. Avec l'amendement, ce

projet de loi devient une mesure essentiellement libérale. Pour moi, cette loi aura pour effet de mettre fin au régime de la bureaucratie. On sait que ceux qui nous ont précédé dans la carrière publique ont travaillé bien longtemps pour détruire l'influence des bureaucrates.

Depuis 1820 jusqu'en 1844, les luttes parlementaires de cette époque, roulent sans cesse sur ce sujet, et je ne crains pas d'affirmer que l'intervention de la bureaucratie a contribué pour une large part, à provoquer la rébellion de 1837. Le peuple alors voyait siéger dans les Chambres législatives, les juges et les fonctionnaires publics, qui n'étaient rien autre chose que les créatures du Gouvernement. Tout ce que demandait le peuple alors, c'était que les Chambres ne fussent pas bourrées d'employés publics.

Bourinot, à la page 128, dit ce qui suit à propos de l'indépendance du Gouvernement : " In the old legislatures of Canada, judges and other public officers were allowed to sit for many years in both houses, until at last the imperial Government yielded to the strong remonstrances of the great majority of the representatives in the assemblies, and expressed their readiness to assent to such legislation as might be necessary to render the legislatures independent of official influence. Several statutes were passed in the course of time by the legislatures of Upper and Lower Canada, prohibiting judges from sitting in the legislative assemblies ; but all attempts to prevent them from sitting in the legislative council were rendered nugatory by the opposition given in that house, to all measures in that direction. Legislation in the two provinces also provided for a member vacating his seat, in case of his acceptance of certain offices, but such appointment was not to bear his re-election to the House. Here we see the first step taken to require members of the executive council to vacate their seats, and seek re-election at the hands of the people.

"After the union between Upper and Lower Canada, the legislature of the united provinces took up the question of the independance of Parliament and endeavoured as far as possible, to follow the example which had long before been given them by the parent state in this matter.

"In 1843, Attorney-General Lafontaine presented a bill entitled: "An act for better securing the independance of "the legislative assembly of this province. This bill became "law in 1844, and has formed the basis of all subsequent "legislation in this country. Judges and other public "officers, as well as contractors with the Government, "were specifically disqualified from sitting and voting in "the assembly, and were liable to a heavy penalty should "they violate the law."

C'est donc à Sir Louis Hyppolite Lafontaine, l'un des grands libéraux, dont s'honore le pays, que nous devons cette loi qui assure l'indépendance du Parlement, et ce soir, cette Législature va mettre le sceau à cette grande mesure en votant une loi pour la soustraire complètement à l'influence néfaste de la bureaucratie.

En deux mots, quel est le but de ce projet de loi : c'est de déclarer que les employés publics n'auront pas droit de voter aux élections parlementaires, c'est-à-dire, rendre général ce qui n'a été jusqu'ici que l'exception. Pourquoi a-t-on frapper d'incapacité politique certains employés publics ? Pourquoi ? si non que l'on croyait que ces gens étaient intéressés au maintien au pouvoir du Gouvernement qui les employait. Le principe qui domine tout notre édifice politique, c'est qu'à la base même, les électeurs, c'est-à-dire le principal élément, soit complètement libre de toute influence de la part du Gouvernement. L'employé qui est payé par les ministres, qui sollicitent la confiance des électeurs, peut-il être libre ?....

**M. Desjardins.**—Le salaire qu'on lui paye n'est pas une faveur, il le gagne par son travail.

L'honorable **M. Gagnon.**—Et pour ce travail il est bien mieux payé que tout autre. Il faut aussi compter avec la reconnaissance humaine, or je dis que celui qui est nommé à une position dans le service civil est intéressé à travailler de toutes ses forces, quand ce ne serait que par reconnaissance, en faveur de ceux qui l'ont nommé. Si cette considération là ne vaut rien, si la reconnaissance ne doit pas compter, notre système est injuste, car il encourage l'hypocrisie, il donne une prime à l'ingratitude.

Ce projet de loi a pour but de rendre le service civil indépendant des partis. Dans notre pays, il ne faut pas être un observateur bien perspicace pour comprendre l'influence énorme qu'un Gouvernement peut avoir sur le résultat final d'un appel au peuple, quand on songe qu'il y a des comtés—et ils sont assez nombreux,—où il n'y a pas 1200 électeurs. Le Gouvernement fédéral a déjà essayé le système que nous voulons établir, et je vais prouver qu'il a été fait une loi pour empêcher ces employés de voter. Je disais hier que trois ou quatre comtés remportés, grâce au vote de ces employés, peuvent changer le Gouvernement, et personne ne peut nier cela. Pour prouver que c'est un projet de loi libéral, il me suffira de dire que nous cherchons à faire prévaloir la volonté populaire, et que nous voulons que le verdict électoral ne soit pas vicié par le vote de personnes sous la dépendance de ministres. On sait que je suis libéral et j'avoue que je serais le plus surpris du monde si on doutait de la sincérité de mes convictions sous ce rapport, or en deux circonstances déjà, j'ai fait diviser la Chambre sur une semblable mesure. C'était en 1879, et je suis heureux de pouvoir dire que les vieux libéraux ont voté avec moi.

**M. Desjardins.**—Je suis bien convaincu que l'honorable ministre est libéral, mais l'*Etendard* ne cesse de répéter qu'il n'y a plus de principes libéraux du côté ministériel.

L'honorable M. **Gagnon**.—En acceptant un portefeuille dans ce cabinet, je n'ai pas fait le sacrifice d'aucun de mes principes politiques. Je suis libéral et c'est comme tel que je défends un projet de loi dont le principe est, à mon sens, éminemment libéral. En 1879, cette Chambre était libérale et la majorité libérale a voté avec moi sur cette question. Vous, M. le Président, qui êtes un vieux libéral comme moi, vous avez aussi voté pour une mesure semblable.

La raison pour laquelle nous combattons en faveur de ce projet de loi, est la même qui vous engage, vous membres de l'opposition, à la repousser. Comment se fait-il que vous vous disiez libéraux? Oh ! non, vous êtes bien restés des *toriers*. Je pourrais citer les dates où des voix libérales ont demandé d'enlever ce droit de vote aux employés publics, afin de donner au verdict populaire, toute la sincérité que les électeurs désirent y voir ; pour cette raison, je suis bien certain que les vrais amis de la liberté voteront encore pour cette mesure.

Ces messieurs de l'opposition craignent une guerre avec le pouvoir fédéral, parce que nous touchons à ses employés. Ils ne veulent pas se rendre compte de ce qui se passe dans le pays. La même loi que nous discutons a été adoptée ailleurs par une Législature composée d'hommes appartenant à une autre race que celle qui domine dans cette Province et dans cette Chambre. Il y a dix-huit ans que l'une des Provinces anglaises du Canada a dans ses statuts, une loi identique à celle que nous proposons, et le Gouvernement fédéral a consenti à laisser subsister une loi qui décrète que ses propres employés ne peuvent voter dans les élections. Je vais citer la loi à laquelle je fais allusion. La Nouvelle-Ecosse est une Province habitée par des gens aussi loyaux que nous, mais ces gens se sont aperçus que le pouvoir fédéral empiétait sur les pouvoirs locaux, et ils n'ont pas hésité à se protéger. Je trouve cette loi dans les

statuts révisés de cette Province, c'est l'article 67 du chapitre 4 : " It shall not be lawful for any person to vote at any election for a member or members to represent the people in the general assembly of this Province, who at any time within fifteen days before the day of election, was an employé, or in the receipts of wages or emolument of any kind as such employé, in the post office, the custom house, the inland revenue department, the light house service, on the Government railroads, in the crown land office, or the local public works and mines. "

Ainsi, en 1871, on a passé une loi par laquelle tous les employés du Gouvernement fédéral sont privés de leur droit de vote ; de plus, cette loi obligeait les gens de faire serment qu'ils n'avaient rien reçu dans les quinze jours précédant l'élection, et c'est là la loi du pays pour la Nouvelle-Ecosse. La loi fédérale à ce sujet, était identique, et elle n'a été changée qu'en 1884. Quand on vient dire que cette loi pourra nous créer des difficultés avec le pouvoir fédéral, je me rie de ces prédictions. La Nouvelle-Ecosse est gouvernée par des gens qui comprennent leur intérêt aussi bien que nous ; elle a une loi semblable à celle-ci depuis un grand nombre d'années, et elle ne s'en trouve pas plus mal pour tout cela ; il n'y a donc pas de danger pour nous à imiter son exemple.

De même que la Nouvelle-Ecosse a cru devoir se protéger contre le Gouvernement fédéral, de même aussi il est temps pour nous d'en faire autant. Il lui restera assez de l'influence indirecte qu'il peut exercer sur le corps électoral. Mais au moins, nous ne serons pas dans la position très désavantageuse de voir un employé à la solde du trésor annuler par son vote, celui d'un électeur qui n'attend pas autre chose qu'une bonne administration publique, du parti auquel il donne sa confiance.

L'honorable M. **Taillon**.—Il est intéressé aussi, cet employé, à renverser le Gouvernement qui lui refuse une augmentation de salaire. Ah ! cela, c'est de la marchandise mêlée, allez ! . . .

L'honorable M. **Gagnon**.—Si c'est là votre opinion, pourquoi faites-vous cette lutte ? Si ça ne doit pas faire de différence, quel est donc le motif qui vous fait combattre ce projet de loi ? Il ne reste plus que l'intérêt personnel des employés qui est en jeu, or je me rappelle qu'en 1879, lorsque j'ai présenté mon projet de loi concernant les membres du service civil, de vieux employés sont venus me trouver pour me remercier et m'ont dit : Que voulez-vous, on nous oblige d'aller sur les *hustings*, sans cela nous n'irions pas. . . .

L'honorable M. **Taillon**.—Cette loi n'empêchera pas les ministres d'en faire encore autant. . . .

L'honorable M. **Gagnon**.—Il y a de ces employés qui ont parlé contre nous . . . imaginez quelle est leur anxiété maintenant, cependant je vous défie de dire qu'il y a eu des destitutions pour cause politique. . . .

L'honorable M. **Taillon**.—M. Richard l'a été ; quand je l'ai nommé, il était entendu qu'il prendrait la place de M. LeBlanc, qui voulait aller à Montréal. On devait mettre M. Normandin à la place de M. LeBlanc et M. Richard, devait succéder à M. Normandin. Au lieu de M. Richard, c'est M. Dumont qu'on a nommé.

L'honorable M. **Gagnon**.—Tout cela n'étaient que des intentions, nous ne pouvions pas les connaître sans qu'on vint à nous les dire. M. Richard a remis son mandat pour faire place à l'honorable chef de l'opposition. Je ne veux pas dire par là que la place donnée à M. Richard a été la récompense de sa retraite. Nous avons trouvé trois employés, et nous avons demandé que le dernier nommé



fut révoqué parce que l'écriture de M. Richard n'était pas de nature à faire honneur aux travaux spéciaux qu'il avait à exécuter pour le conseil exécutif.

L'honorable M. **Taillon**.—Le Gouvernement savait si bien ce qui s'était passé et ce qui devait se faire qu'il a admis lui-même que ces engagements devaient être respectés. Quand M. Richard a été mis à la porte, on lui a dit : vous aurez de l'ouvrage avant peu. M. Richard a vu ensuite le premier ministre et lui a demandé si les mots avant peu, devaient signifier dans trois ou quatre mois, et l'honorable premier ministre lui a répondu : plus tôt que cela.

Quelqu'un qui voit assez souvent le premier ministre lui a demandé : allez-vous faire quelque chose pour M. Richard? et celui-ci lui aurait dit : nous sommes à régler cette question. Voilà où en étaient les choses il y a quelque temps.

L'honorable M. **Gagnon**.—Il n'y avait anciennement que deux employés dans ce bureau, et le nombre n'a pas été augmenté depuis. Ceci se passait en février 1887; M. LeBlanc a été transféré à Montréal, parce que son écriture était devenue défectueuse. Je ne suis pas pour remplir les promesses de nos adversaires, c'est déjà bien assez d'endurer les employés qui, par partisanerie politique, dévoilent les secrets des départements, sans qu'on exige que nous nommions de nos adversaires.

J'ai raison de dire que pas un employé public n'a été démis pour cause politique.

Je crois que chez les employés publics on ne doit pas s'attendre à rencontrer beaucoup de reconnaissance : ce sont des gens qui conspirent contre nous, bien que nous fassions preuve de la plus grande indulgence à leur égard. Ce sont des gens à qui il faut donner des ordres par écrit

pour être obéi. Si le Gouvernement a perdu l'estime de quelques uns de ses amis, c'est par ce qu'il n'a pas démi quelques-uns de ces employés, et voilà maintenant que nous recevons des reproches des deux partis. J'ai encore dans mon comté comme employé public, un homme qui défranchisait toutes les paroisses libérales, qui nous insultait dans les élections, et cet homme n'a pas été destitué bien que nous ayions eu des plaintes contre lui.

Quant à ce qui regarde M. Richard, je ne lui ai rien promis, et c'est pour cela que j'ai concouru dans l'ordre en conseil qui le concerne.

L'honorable chef de l'opposition prétend que le premier ministre a fait des promesses à M. Richard ; c'est la première fois que j'entends parler de ces promesses.

L'honorable M. **Mercier**.—Il n'y a pas eu une seule destitution pour cause politique. M. Richard a été renvoyé parce qu'il n'y avait pas de place pour lui. Un député qui remet son mandat pour faire place à son chef, a droit à une certaine considération de la part du Gouvernement qui succède à celui qui a été défait. Sans prendre cela comme une dette, je saisisrai la première occasion pour placer M. Richard, mais cette occasion ne s'est pas encore présentée.

L'honorable M. **Taillon**.—J'ai parlé de la chose avec l'honorable député de Montréal-centre et d'autres, et quand j'ai vu que M. Dumont avait été nommé, j'ai cru que M. Richard avait été destitué pour cause politique.

L'honorable M. **Gagnon**.—Je n'en dirai pas davantage ; j'ai toujours été en faveur de cette mesure, car je la considère dans l'intérêt du service civil. Ce projet de loi est identique quant au fond, à la loi en vigueur dans la Nouvelle-Ecosse, et la même loi a existé dans les statuts fédéraux, pendant dix ans, quant à ce qui concerne cette Province.

Pourquoi voulez-vous conserver à ces employés le droit de vote ? On dit que l'intérêt est la mesure des actions, or vous voulez leur conserver ce droit de vote, donc vous comptez sur leur concours. Je ne vois pas de différence entre voter et parler dans les élections. Du moment que vous reconnaissez à un employé public le droit de voter, vous ne pouvez lui refuser celui de travailler au succès de son candidat. Vous n'êtes pas logiques. Les employés ne sont pas des agents politiques, ils sont nommés pour exécuter les ordres de ceux qui sont responsables au peuple, et ce sont les ministres qui sont responsables, non-seulement de leurs actes, mais même de la conduite de ces employés, car ceux-ci sont les serviteurs de l'Etat.

On s'apitoye sur le fait que l'on va priver une classe instruite du droit de suffrage, mais est-ce que les juges du banc de la reine ne sont pas aussi intelligents, ne sont pas aussi capables que les fonctionnaires publics de donner un vote éclairé ? Pourquoi alors les avez-vous défranchisés ? On dit que c'était pour assurer leur indépendance, mais le scrutin secret est là pour les protéger. Les juges des cours de juridiction supérieure, les juges des sessions de la paix, les magistrats, les recorders, les officiers de douane et d'accise, les maîtres de poste, etc., voilà autant de citoyens privés de leur droit de vote !...

J'en suis rendu maintenant à la dernière considération. En Angleterre, jusqu'à ces dernières années, on avait empêché les employés publics de voter ; ceci a été changé, mais il ne faut pas prendre tout ce qui se fait là bas, comme étant le comble de la perfection humaine. Il y a eu pendant longtemps des bourgs pourris en Angleterre, et ce n'est pas une raison pour nous de songer à en avoir autant ici. Avec les grandes réformes électorales dues aux libéraux, il n'y a plus à craindre que ces employés puissent contrôler ou affecter le résultat des élections. Ici notre situation est

entièrement différente. D'ailleurs, il n'est que juste de protéger les employés publics, afin de les maintenir en place. Si vous leur gardez leur droit de vote, ils seront toujours exposés aux vengeances des partis ; pour moi, je veux les rendre indépendants de la politique c'est à dire qu'ils soient les serviteurs de l'Etat, et qu'ils laissent aux électeurs le soin de choisir le Gouvernement qu'ils veulent.

L'amendement ne va peut être pas assez loin, car je voudrais que les instructions données au comité, fussent rédigées en termes plus généraux. Ce n'est pas une question ministérielle, bien que les ministres aient fait connaître leur opinion.

Je demande à tous ceux qui ont lutté pour le triomphe des vieux principes libéraux, je demande à tous les vieux libéraux, de s'unir pour voter ce projet de loi.

Sur proposition de M. David, la discussion est renvoyée à demain.

La séance est levée.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE

*Séance du vendredi, le 8 février 1889.*

SOMMAIRE :—Question de privilège soulevée par M. Rocheleau, à propos de sommes payées à MM. Lacoste, Globensky et Bisailon, avocats : l'honorable M. Gagnon — Retrait du projet de loi concernant les mines : l'honorable M. Duhamel.—Résolution concernant le salaire du commissaire des incendies de Montréal : MM. Taillon, Turcotte et Murphy.—Délibération sur le projet de loi concernant les élections contestées : MM. Taillon et Mercier, — Résolution concernant les registres de l'état civil : MM. Gagnon, Taillon, Mercier, Lynch et Blanchet.—Délibération sur le projet de loi concernant les pêcheries provinciales : MM. Duhamel, Taillon, Blanchet, Flynn, Gagnon et Casgrain.—Délibération sur le projet de loi, pour modifier la loi de l'instruction publique : l'honorable M. Gagnon.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

### QUESTION DE PRIVILÈGE.

**M. Rocheleau**—*député de Chambly*.—M. le Président, je me lève pour saisir la Chambre d'une question de privilège.

Le 12 mai 1887, j'ai demandé qu'une adresse fut présentée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de faire mettre devant cette Chambre :

1. Un état année par année, de toutes les sommes payées par la Province, à quelque titre que ce soit, à MM. Lacoste, Globensky et Bisailon, avocats de Montréal, ou à l'un quelconque de ces messieurs, du 30 juin 1880 au 31 janvier 1887 :

2. Copie de chacun des comptes et mémoires de frais sur lesquels ces sommes ont été payées.

La Chambre, à l'unanimité, a ordonné la production de cet état et de ces copies de comptes.

A la séance du 16 mai 1888, l'honorable secrétaire de la Province a déposé sur le bureau de la Chambre un document — qui porte le No. 13 des documents sessionnels de cette année—comme étant la réponse à l'adresse votée par la Chambre à la séance du 12 mai 1887. En examinant ce document, j'ai constaté à ma grande surprise, qu'il ne renferme que les sommes payées à MM. Lacoste, Globensky pour services se rattachant au chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. J'en ai été passablement étonné, car je tenais de bonne source, que ces messieurs avaient reçu du Gouvernement des sommes considérables pour d'autres services. Ma surprise a été bien plus grande, quand, à la séance du 31 janvier dernier, en réponse aux interpellations de l'honorable député de Dorchester, j'ai entendu l'honorable trésorier de la Province déclarer que MM. Lacoste et Globensky ont reçu du Gouvernement \$11,638,82 pour services dans la cause de Reid vs. Roy, re les timbres sur exhibits, \$820 pour services dans l'arbitrage relatif au pont Jones, et \$21,635.70 pour services dans l'affaire des taxes sur les corporations commerciales, ou environ \$34,094.52 de plus que ce qui est mentionné dans le document donné comme réponse à l'adresse votée par cette Chambre à ma demande.

Je n'ai pas besoin d'ajouter, M. le Président, que ce document est faux, ou du moins ne contient pas toute la vérité, que par conséquent il est de nature à tromper la Chambre. C'est à-dire que les officiers chargés de procurer les documents en réponse à l'adresse en question, ont supprimé la plus grande partie des pièces dont la production a été unanimement ordonnée par cette Chambre. Il y a là un acte d'omission ou de commission des plus reprehensibles, un manque de respect qu'on ne saurait passer inaperçu et sur lequel j'attire l'attention de la Chambre, afin qu'elle

prenne les mesures voulues en pareil cas pour protéger sa dignité. Il importe de savoir si nous consentirons, sans au moins protester, à être ainsi le jouet de certains employés. Ces messieurs paraissent avoir agi dans toute cette affaire avec la plus grande incurie. Outre les inexactitudes que je viens de signaler, en comparant la version anglaise avec la version française du document en question, je constate que la première qui est inexacte, ne fait remonter la période comprise dans ma demande et l'ordre de la Chambre qu'au 30 juin 1886, au lieu du 30 juin 1880, comme la version française qui est correcte. Cette erreur de date se trouve aussi dans la version anglaise des journaux de la Chambre, ainsi qu'on peut le voir à la page 247 du journal anglais pour 1887 et à la page 38 de celui de 1888.

Je ne veux pas blâmer le Gouvernement ; je sais fort bien que ces réponses aux adresses ne sont pas préparées par les ministres et que cette besogne est faite par les employés ; mais j'espère que les ministres admettront que j'ai raison de me plaindre, qu'ils se feront un devoir de réprimander comme ils méritent de l'être les employés responsables de ces faux renseignements et de faire corriger le document dont je signale l'inexactitude, pour ne pas dire plus.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.* — Voici comment s'élaborent les réponses, aux ordres et aux adresses votés par la Chambre. Quand, une fois, la proposition a été adoptée par la Chambre, elle est adressée à mon département. Je la transmets au bureau auquel se réfère le sujet qui est la base de la proposition, de sorte que ma responsabilité se réduit à peu de chose. Je constate dans ce cas-ci, que la réponse n'est pas exacte, et qu'elle n'est pas telle que je l'ai mise devant la Chambre. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de sévir contre aucun des employés de mon département dans le cas actuel.

L'incident est clos.

#### LA LOI DES MINES.

L'ordre du jour appelle la seconde délibération sur le projet de loi pour refondre et modifier la loi des mines.

L'honorable M. **Duhamel** — *député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de retirer ce projet de loi.

Nous n'avions pas l'intention de le faire adopter pendant la présente session, si nous l'avons présenté, ce n'a été que dans le but d'en faciliter l'étude pendant la vacance. Nous aurons, d'ici à la prochaine session, des renseignements que nous mettrons devant la députation, et qui nous guideront dans la préparation de la loi définitive que nous nous proposons de faire sur ce sujet. Je demande aussi que la résolution concernant ce projet de loi, soit retirée.

La proposition est adoptée.

#### LE COMMISSAIRE DES INCENDIES DE MONTRÉAL.

L'ordre du jour appelle la délibération sur les résolutions suivantes :

1. Que le Lieutenant Gouverneur en conseil nommera, de temps à autre, une personne compétente pour remplir la charge de secrétaire du commissaire des incendies de la cité de Montréal.

2. Que, à partir du premier jour de mars 1889, le commissaire des incendies de la cité de Montréal aura droit à un traitement de trois mille piastres, qui sera divisé également entre les titulaires de cette charge, aussi longtemps qu'elle sera occupée par plus d'une personne, et qui sera payé par la corporation de la cité de Montréal par paiements égaux et mensuels.

En outre de ce traitement, ce commissaire aura droit de recevoir de la dite corporation la somme de deux cents



piastres, par an, pour les dépenses contingentes de son bureau, pour achat de papeterie, louage de voitures et dépenses incidentes, y compris le coût de mandats ainsi que de *subpoenas*.

3. Que le traitement du secrétaire du dit commissaire des incendies sera fixé par le Lieutenant Gouverneur en conseil à une somme n'excédant pas sept cent piastres par an, et payable par la corporation de la cité de Montréal en paiements égaux et mensuels.

4. Que la corporation de la cité de Montréal aura droit de recouvrer des compagnies d'assurance contre le feu, faisant affaires dans la dite cité, les deux tiers des montants par elle ainsi payés, en vertu des résolutions précédentes, d'après le mode et aux époques qui pourront être déterminés par un règlement adopté dans ce but, et d'établir la proportion à être payée par chacune de ces compagnies d'assurance contre le feu.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier ces résolutions.

J'ai aussi l'honneur d'informer la Chambre que Son Honneur le Lieutenant Gouverneur ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, il les recommande à la considération de cette Chambre.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Est-ce que le conseil de ville de Montréal a pris connaissance de ces résolutions?

L'honorable M. **Turcotte**. — Oui, il a même passé des résolutions dont j'ai maintenant copie en main. Le seul point auquel on fait objection, c'est au sujet du logement des commissaires. Sur la question du salaire, on a été unanime à l'approuver. Comme c'est une question de finance,

e crois qu'elle a été soumise au comité de finance du conseil de ville de Montréal.

**M. Murphy**—*député de Québec-ouest*.—Le conseil de ville pourra, je suppose, imposer une partie de ces frais, sur les compagnies d'assurance. Est-ce que ces compagnies ont été consultées ?

L'honorable **M. Turcotte**.—Je ne sais pas si elles ont été consultées.

L'honorable **M. Taillon**.—L'honorable procureur général sait sans doute, que M. Stephens, ancien député de Montréal-ouest, a essayé de faire abolir cette charge. Il disait que, bien que les compagnies fussent obligées de payer les deux tiers des frais de ce bureau, elles ne payaient rien, et qu'en définitive, c'était le conseil de ville de Montréal seul, qui payait tout. Si le conseil de ville de Montréal est satisfait, je n'ai rien à y voir.

**M. Murphy**.—Je sais que les compagnies d'assurance versent au trésor de Montréal une contribution annuelle pour défrayer les dépenses de ce bureau et la même chose se fait à Québec.

A Montréal, les commissaires paraissent faire leur devoir mais depuis deux ans on n'a pas entendu parler de celui de Québec. J'aimerais beaucoup à savoir si on va finir bientôt de nous faire payer ainsi toutes sortes de taxes.

Je puis dire que les compagnies d'assurance n'ont pas été consultées.

L'honorable **M. Turcotte**.—Dans le dossier que j'ai devant moi, il n'appert pas que les compagnies d'assurance ont été consultées, cependant on avouera qu'elles sont intéressées à avoir de bons commissaires. Je ne sais si le commissaire des incendies de Québec, fait bien ou mal son devoir, mais ce que je puis dire, c'est que MM. Barry et Poirier remplissent très bien le leur.

Je ne crois pas que le montant de \$3,500, divisé comme il doit l'être entre un grand nombre de compagnies d'assurance, soit de nature à les faire crier. Si le commissaire de Québec ne fait pas son devoir, pourquoi ne se plaint-on pas aux autorités compétentes? . . . .

**M. Murphy.**—C'est M. Vohl n'est-ce pas qui est commissaire pour Québec? . . . .

L'honorable **M. Turcotte.**—Oui, et je crois qu'il est très compétent et très intelligent pour remplir cette charge. Dans tous les cas si on a à se plaindre, qu'on le fasse, et le Gouvernement y verra.

**M. Murphy.**—Je ne m'élève pas contre le maintien de la charge de commissaire, mais je ne veux pas que la ville de Montréal mette ces dépenses à la charge des compagnies, sans leur en parler, car ceux qui représentent ces compagnies, sont très bien disposés à protéger les intérêts dont ils ont la garde. Je ne crois pas qu'il soit juste de leur imposer des charges, sans même leur en dire un mot.

Les résolutions sont adoptées en comité général, et lues la première fois.

L'APPEL DANS LE CAS DE JUGEMENTS RENDUS POUR PERTE  
DE DROITS POLITIQUES.

L'ordre du jour appelle la délibération, en comité général, sur le projet de loi pour modifier la loi des élections contestées de Québec.

L'honorable **M. Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*—Je propose que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier ce projet de loi.

La proposition est adoptée.

La Chambre siège en comité général.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition.*—Je sais que dans ces matières, on n'attache pas la même importance que dans les matières civiles, pour ce qui concerne la rétroactivité. Je n'ai pas d'objection à ce qu'il y ait appel, sur une cause en instance maintenant, mais je ne veux pas qu'on réveille les anciens procès. Quelles sont donc les graves raisons qui pourraient nous justifier de mettre de côté le principe en jeu ?

L'honorable M. **Mercier.**—Où était donc la grave raison d'état qui vous a fait passer la loi de 1882 ?

L'honorable M. **Taillon.**—Dans ce cas là, il n'y avait pas violation de principe, car la Chambre peut toujours faire remise d'une pénalité qu'elle impose. C'est presque l'exercice de la prérogative de pardon. Mais il est bien différent de venir proposer des lois pour renverser des jugements.

Nous avons un débat sur ce projet devant la Chambre.

Je ne vois pas pourquoi cette loi viendrait en force immédiatement comme le déclare le dernier article. Pourquoi ne pas la laisser tomber sous le coup de la loi ordinaire, c'est-à-dire, soixante jours après sa sanction ?

L'honorable M. **Mercier.**—Il y a une raison publique, c'est qu'il faut décider ces cas aussitôt que possible.

Le projet de loi est examiné en comité général.

#### LES RÉGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL

L'ordre du jour appelle la délibération, en comité général, sur une résolution concernant les registres de l'état civil.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme maintenant en comité général, pour examiner la résolution suivante :

“ Que des registres paraphés pour y inscrire les actes de

l'état civil seront fournis à l'avenir par le secrétaire de la Province, sur demande qui lui en sera faite par le curé, le vicaire, le prêtre ou le ministre, desservant une église, chapelle ou mission, congrégation ou société religieuse légalement autorisée à tenir tels registres, ou par tout autre fonctionnaire possédant ce pouvoir, et que le coût en sera payé à même le fonds consolidé du revenu provincial."

J'ai aussi l'honneur d'informer la Chambre que Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, ayant pris connaissance de cette résolution, il la recommande à la Chambre.

Il y a deux projets de loi au sujet des registres de l'état civil, et cette résolution devra être incorporée à l'un de ces projets. A la demande du conseil d'hygiène, nous imposons, il est vrai, certaines charges aux membres du clergé, mais quand la Chambre délibérera sur ces projets, je serai en position de démontrer que ce que nous proposons, a reçu l'approbation de Son Eminence le Cardinal Taschereau et de plusieurs évêques de la Province.

En retour de la responsabilité que nous leur demandons de bien vouloir accepter, nous avons pris des mesures pour leur épargner beaucoup d'ouvrage. A l'avenir, si cette loi est adoptée, il y aura trois registres différents. Je me propose de prier Son Eminence le Cardinal Taschereau, de bien vouloir me donner une formule pour les actes de naissance, mariage et de sépulture pour les catholiques. Ils pourront s'en servir pour dresser les statistiques qui leur seront demandées par le bureau de santé, et ce bureau leur donnera aussi certains registres. On conçoit qu'il faudra aussi des formules spéciales pour ceux qui ne sont pas catholiques.

Le but de ces résolutions est d'autoriser la dépense qu'il faudra encourir pour préparer et transmettre ces registres.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Je vous mets en garde contre le mot " fonctionnaire ; " il ne sera pas bien accueilli.

L'honorable M. **Gagnon**.—C'est pourtant le mot usité dans le code civil.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—D'ailleurs les évêques ont approuvé cette mesure.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*.—J'aimerais beaucoup à savoir quel est le montant prévu de la dépense ? J'avoue que m'étant donné la peine de faire certains calculs, j'ai été étonné du résultat, car il faut tenir compte de la multiplicité des registres, à raison de la diversité des croyances religieuses. Savez-vous combien il y a de fonctionnaires qui tiennent des registres ? S'il faut fournir de nouveaux registres partout, la dépense sera assez forte, et il faudra la renouveler chaque fois que les registres seront pleins, ce qui, il est vrai, prendra quelque temps.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce*.—Est-ce que les formules seront aussi fournies pour les copies ?

L'honorable M. **Gagnon**.—Les trois sortes de formules sont réunies ensemble.

L'honorable M. **Blanchet**.—Je suppose que ces actes de l'état civil seront authentiqués comme à présent ?

L'honorable M. **Gagnon**.—Oui.

L'honorable M. **Blanchet**.—La mise en opération de ce système va coûter \$25,000.

L'honorable M. **Gagnon**.—Et cela ne ferait encore que \$1,000 par année, car un registre de naissance va durer un quart de siècle.

Si l'autre projet n'est pas adopté, je retirerai celui-ci, car il n'est que la conséquence de l'autre. L'an dernier on a

tué l'autre projet au Conseil ; c'est au cas où la même chose arriverait cette année que je fais cette déclaration.

(La résolution est adoptée dans les formes réglementaires).

J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier certains articles du code civil, relatifs aux registres de l'état civil.

Ce projet de loi est adopté en première et seconde délibérations.

#### LES PÊCHERIES PROVINCIALES.

L'ordre du jour appelle la seconde délibération sur le projet de loi concernant les pêcheries provinciales.

L'honorable M. **Duhamel**—*député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne*.—J'ai l'honneur de proposer que ce projet de loi soit maintenant adopté en seconde délibération.

Ce projet ne contient qu'une clause.

Il s'agit d'ajouter l'article suivant après l'article 1393 des statuts refondus.

“ Tout garde-pêche ou autre magistrat doit saisir ou faire saisir tout poisson pris ou détenu en contravention avec les lois et règlements en vigueur dans cette Province.

“ Sans préjudicier aux dispositions du paragraphe trois, de l'article 1376, tous les matériaux, engins de pêche et autres effets, enlevés ainsi que le poisson saisi, deviennent, par le fait, la propriété du garde-pêche ou du magistrat qui a fait ou donné l'ordre d'en faire la saisie, à moins que le tribunal n'en décide autrement, sur contestation, dans les trois jours qui suivent telle saisie.

“ Un rapport de ces procédés doit être fait dans les quinze jours, au commissaire des terres de la couronne par le garde-pêche ou le magistrat.”

" 2. Les dispositions de la section 1395 des dits statuts refondus, s'appliquent au présent article pour tout ce qui a trait aux limites des diverses divisions de pêche.

" 3. Le Gouvernement ne peut être tenu responsable d'aucuns frais encourus en vertu des procédures ci-dessus. "

A l'heure qu'il est nos gardes-pêche, peuvent agir, quand il s'agit de contraventions aux lois provinciales ; mais s'agit-il de violations des lois fédérales, ils ne peuvent rien faire.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.— Est-ce qu'il vous appartient bien de surveiller l'exécution des lois fédérales ?

L'honorable M. **Duhamel**.—Le Gouvernement fédéral a le droit de faire des lois pour prohiber la pêche de certain poissons pendant certains mois de l'année ; or le garde-pêche ou le juge de paix ne peut intervenir que dans le cas d'infraction à nos lois. A l'avenir chaque fois qu'il y aura infraction de nature à nuire à la richesse de nos lacs et de nos rivières, nos officiers agiront, tant en ce qui regarde les lois fédérales que locales.

Quant à la seconde disposition, c'est mon intention de demander qu'elle soit changée, lorsque nous siégerons en comité général. Dans le cas où il y a saisie de poissons pris illégalement, nous avons, il est vrai, l'article 1376, qui dit que ce poisson appartient aux locataires du lac ou des rivières où il a été pêché ; mais il n'y a rien dans la loi, quand il s'agit du poisson pris sur le domaine public. Il y a un paragraphe dans cet article qui va un peu loin ; je crois que l'on ne devrait pas décréter que le poisson appartient à celui qui l'a saisi. Le tribunal, doit d'abord se prononcer sur l'offense, et l'on devrait dire que le ministre pourra décider à qui appartiendra ce qui aura été saisi.

Par l'article 1395, il est déclaré que, dans le cas où une infraction a eu lieu sur une rivière qui se trouve située à la



limite de deux districts judiciaires, on pourra procéder dans l'un ou l'autre de ces districts. Nous voulons rendre cette disposition applicable à tous les cas.

L'honorable M. **Blanchet** — *député de Beauce*. — Je crois que l'application de cette loi va soulever beaucoup de difficultés. Ainsi, par exemple, si la loi fédérale ne donne pas les mêmes pouvoirs aux gardes-pêche, que ceux énumérés dans notre loi, il pourrait arriver des cas où il y aura manque de juridiction. En vertu de nos lois, les gardes-pêche sont magistrats, mais est-ce que la loi fédérale contient une disposition semblable ?

Quant à la seconde clause, elle devra être changée, c'est une confiscation sans procédure.

L'honorable M. **Duhamel**. — C'est ce que j'ai dit.

L'honorable M. **Blanchet**. — Il faudra voir aussi si la loi fédérale pourvoit à la confiscation.

L'honorable M. **Duhamel**. — Oui elle y pourvoit.

L'honorable M. **Flynn**. — Cette loi pourvoit à l'exécution des lois fédérales en ce qui regarde les pêcheries, en d'autres termes, c'est pour autoriser les gardes-pêche, à punir les infractions commises aux lois du Canada. Or, l'honorable premier ministre, pendant qu'il était chef de l'opposition, prétendait que nos officiers chargés de voir à l'exécution de notre loi des licences, ne pouvaient se charger de la répression des infractions commises à la loi fédérale des licences.

J'espère que ces dispositions n'auront pas d'effets rétroactifs.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province*. — Ce projet va plus loin que la loi actuelle. Le Gouvernement provincial a droit, en vertu de récentes décisions judiciaires, à l'eau et

au poisson, tandis que le Gouvernement fédéral n'a que le pouvoir de réglementer, ce qui concerne la navigation et le temps où la pêche du poisson est prohibée ; voilà tout.

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

#### LA LOI DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité général, du projet de loi pour modifier la loi de l'instruction publique.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier ce projet de loi.

Il y a trois dispositions différentes dans ce projet : la première se rapporte à l'article 1972 ; c'est pour le mettre en harmonie avec l'article 2000 ; et à l'avenir il se lira comme suit :

“ Tous les habitants de chaque municipalité de cité, de ville ou de village, à moins qu'il en soit pourvu autrement par des lois spéciales, sont, pour les fins de la présente loi, soumis à la juridiction des commissaires ou des syndics d'écoles, élus pour la municipalité dont cette cité, cette ville ou ce village fait partie.”

L'article 2 du projet qui deviendra l'article 1973 des statuts refondus, est comme suit :

“ Le Lieutenant Gouverneur en conseil peut changer les limites des municipalités existantes pour les fins scolaires, diviser ces municipalités ou en établir de nouvelles.

“ Ce changement, cette division ou cet établissement de municipalités nouvelles ne peut avoir lieu [que quinze jours après la dernière insertion d'un avis publié en français et

en anglais dans deux numéros consécutifs de la *Gazette Officielle* de Québec, et un avertissement donné par le surintendant de l'instruction publique aux corporations scolaires des commissaires ou des syndics, qui peuvent être affectées par le changement projeté.]

“ Si tel changement, telle division ou tel établissement de municipalités a lieu, avis doit en être donné par le surintendant dans la *Gazette Officielle* de Québec.

“ Les avis dans la *Gazette Officielle* sont donnés par le surintendant aux frais des personnes qui demandent ce changement, cette division ou cet établissement de municipalités.”

Il y a ici un défaut de forme que je vais corriger en comité général. Ce changement est demandé par le surintendant de l'instruction publique.

En vertu de la loi existante, la procédure à suivre pour changer les limites d'une municipalité scolaire, est assez longue et ennuyeuse. Il faut des avis dans la *Gazette Officielle*, et après que les avis ont été donnés aux municipalités intéressées, il faut encore laisser écouler un certain délai, afin de leur permettre de prendre ces avis en considération. Tout cela prend du temps inutilement. C'est pour obvier à cela, que l'article en question est soumis.

La dernière disposition a trait à l'article 2010 des statuts refondus. Voici la nouvelle rédaction que nous proposons de mettre à la place de cet article :

“ En cas de décès, d'absence permanente de la municipalité ou en cas d'empêchement d'agir pendant trois mois consécutifs pour cause d'absence temporaire, de maladie, d'infirmité ou autrement, les commissaires ou les syndics d'écoles suivant le cas, sont remplacés à une assemblée des personnes habiles à voter convoquée à cet effet par le président permanent ou le président temporaire des dits

commissaires ou syndics suivant le cas, et par lui présidée ou à son défaut par un commissaire ou un syndic, sachant lire et écrire, désigné par lui.”

On sait que dans chaque paroisse, le curé fait partie de la commission scolaire, or quand il y a changement de curé, il faut attendre pendant deux mois, pour que la commission soit au complet, car le curé en est généralement le président. Ces changements ne sont demandés par le département de l'instruction publique ; ils n'ont qu'un but, celui de perfectionner la loi.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

---

*Séance du lundi, le 11 février 1889.*

**SOMMAIRE** :—Dépôt de projets de loi. — Suite de la délibération sur le projet de loi concernant le vote des employés publics : MM. David, Lareau, Mercier, Taillon, Deschênes (Témiscouata), Pelletier, Hall et Casgrain.—La suite de la délibération est renvoyée à la prochaine séance.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

### LE CENS ÉLECTORAL.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, président du conseil exécutif.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier la loi électorale de Québec, et étendre le droit de suffrage, et pour modifier le code municipal en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation.

Ce projet de loi a pour but d'étendre le droit de suffrage, premièrement aux fils de cultivateurs qui demeurent, soit avec leur père ou leur mère, quand la propriété a une valeur suffisante ; deuxièmement, aux étudiants qui suivent les cours, si la propriété de leurs parents a une valeur assez considérable pour les qualifier ; et la même disposition s'étend aussi à ceux qui sont en apprentissage ; troisièmement, aux instituteurs.

J'avais songé à donner le droit de vote aux ouvriers et aux fils d'ouvriers, dans certains cas, mais je ne vais pas aussi loin.

Quant au rôle d'évaluation, je n'ajoute qu'une colonne pour y inscrire les noms des personnes qui se trouveront qualifiées comme électeurs.

Le projet de loi est adopté en première délibération.

L'honorable M. **Flynn** — *député de Gaspé*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi pour modifier l'article 2407 des statuts refondus.

Je touche aux dispositions spéciales, en ce qui concerne les tribunaux civils sur la côte nord dans le district de Gaspé.

M. **Cardin** — *député de Richelieu*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier l'article 943, des statuts refondus, relatifs aux encanteurs.

C'est pour éviter la dépense qu'entraîne l'emploi des encanteurs dans les ventes de successions.

L'honorable M. **Shehyn** — *député de Québec-est, trésorier de la province*.—Ce projet de loi affecte le revenu, j'attire l'attention de l'honorable député sur ce point. Il faudrait des résolutions.

M. **Cardin**.—Ce privilège a toujours existé et je ne crois pas que cette mesure puisse affecter le revenu de la Province.

L'honorable M. **Blanchet** — *député de Beauce*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier les articles 2451, 2452, 2453, des statuts refondus concernant la juridiction de la cour du banc de la reine, en matière criminelle.

Ces divers projets de loi sont adoptés en première délibération.

#### LE VOTE DES EMPLOYÉS PUBLICS.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le projet de loi concernant le droit de suffrage des employés publics.

**M. David**—*député de Montréal-est.*—L'autre jour j'ai fait quelques observations à l'honorable député de Dorchester, au sujet de son projet de loi. J'ai dit que j'étais d'opinion que sa mise à exécution présenterait des difficultés insurmontables ; en second lieu, que je le trouvais injuste parce qu'il atteignait de pauvres ouvriers, qui perdraient leur droit de vote, parce qu'ils auraient travaillé pendant quelques jours pour le compte du Gouvernement fédéral. J'ai dit aussi que je ne pouvais voter avec lui, parce qu'il n'était question que des employés fédéraux et qu'il me semblait injuste de faire une distinction entre les employés d'ici et ceux d'Ottawa.

On a dit aussi qu'une loi semblable avait été passée par la Province de la Nouvelle-Ecosse ; mais il y a une grande différence entre la loi de là-bas, et celle que l'on propose. Au moins, on n'atteignait pas les ouvriers et on ne touchait pas qu'aux employés fédéraux.

Depuis, l'honorable député de Chateauguay a proposé un amendement que j'approuve, car il tend à perfectionner ce projet de loi, seulement il faudrait un autre amendement pour définir ce qu'on entend par employés permanents.

Je ne m'occupe pas de savoir si c'est une mesure libérale ou conservatrice ; on a tant abusé de ces mots, que je ne leur attache pas beaucoup d'importance. On a tant accusé des hommes très honorables à propos de leur libéralisme, et on a tant fait passer de choses condamnables, en les couvrant du manteau du conservatisme, que ces mots ont perdu beaucoup de leur valeur auprès des populations. Le fait est que cela nous faisait paraître comme les Grecs du Bas-

Empire, qui discutaient à perte de vue sur le dogme de la transubstantiation, pendant que les barbares envahissaient l'Empire de toutes parts. Qu'est-ce que c'est que la liberté ? C'est de pouvoir servir son pays de son mieux, sans nuire à qui que ce soit. Je crois que c'est une mesure libérale, car enlever à un employé public son droit de vote, c'est le protéger contre ceux qui l'ont nommé, et cela au profit de la liberté de sa conscience.

On discute cette question comme si le droit de vote était un droit personnel. Pourtant il y a une grande différence entre les droits divins et les droits politiques. Les droits politiques dépendent de l'Etat, et celui-ci a le droit d'imposer des conditions à leur exercice. Macaulay, le grand historien anglais, a dit que le droit de vote était un droit donné à un individu pour l'avantage de l'Etat. C'est pourquoi on a imposé des conditions à l'exercice de ce droit. Fox, une des gloires de l'Angleterre, a dit que le meilleur système politique était celui qui donnait le droit de suffrage à tous ceux qui pouvaient l'exercer d'une manière indépendante, et qui le refusait à ceux qui ne pouvait agir librement. De ces principes, je tire ces conclusions-ci ; c'est que l'employé public ne peut, à raison de la position toute particulière qu'il occupe vis-à-vis des partis politiques, dont les chefs sont appelés à devenir ses maîtres du jour au lendemain, ne peut, dis-je, exercer le droit de vote d'une manière indépendante. Nous avons en fait, un gouvernement démocratique, or quelle est l'idée sur laquelle repose cette forme de gouvernement ? Il est censé être l'image de la nation. Celui qui a reçu un mandat, l'a reçu de ceux qui veulent la grandeur et la prospérité de la nation à laquelle ils appartiennent.

Je suppose que le résultat électoral dans un comté dépende d'une cinquantaine d'employés publics, pourrait-on dire que le verdict de ce comté représente bien l'idée des élec-



teurs libres et indépendants, si on comprend parmi ces électeurs les employés publics? Malgré tout le respect que j'ai pour eux, je dis qu'ils ne sont pas libres et que dans la plupart des cas, ils ne veulent pas l'être. S'ils votent pour le parti au pouvoir malgré les cris de leur conscience, ils ne sont pas indépendants, et s'ils votent contre, ils se demandent avec inquiétude, s'ils ne font pas un acte d'ingratitude. Pour un grand nombre d'entre eux, cette alternative leur rend l'existence pénible. Que l'on étende le suffrage tant que l'on voudra à ceux qui peuvent l'exercer d'une manière indépendante et intelligente j'en suis, mais qu'on le refuse à ceux qui se trouvent dans une position qui n'est pas complètement libre, car tout vote qui n'est pas indépendant est contraire au gouvernement démocratique. C'est là l'idée que tous les hommes publics ont cherché à faire prévaloir. Dans le Parlement anglais, il y a eu des débats magnifiques sur la question du suffrage populaire, et je ne crains pas de dire que tous les grands hommes qui ont pris part à ces débats, se sont ralliés à cette idée.

On a cité ce qui s'est passé en Angleterre. Je dis qu'il n'y a pas un pays,—et ici je tourne contre nos adversaires la citation qu'ils ont faite—où on a tant fait pour détruire l'influence de la couronne et des employés publics. Toutes les grandes luttes ont été faites dans ce but.

L'honorable député de Montmorency a parlé du travail qui s'est fait en Angleterre. Il ne s'est donc pas aperçu que si nous voulons faire comme eux, nous devons nous débarrasser de toutes les influences qui peuvent vicier la sincérité du verdict populaire.

On a parlé des bourgs pourris. Ces bourgs étaient la plaie de l'Angleterre. Qu'étaient ces bourgs pourris, sinon des collèges électoraux qu'on achetait et que l'on faisait représenter en Chambre par des hommes qui n'étaient rien, sinon des instruments entre les mains des ministres. Ces bourgs

pourris ont disparu sous le souffle puissant de la démocratie. Mais il n'est pas étonnant qu'il ait fallu tant de temps pour en arriver là, car ces abus qui, essentiellement, tenaient à un système, que les grands et la couronne avaient tout l'intérêt du monde à perpétuer. Notre système est bien différent, car il est bien plus démocratique. L'arbre des libertés politiques anglaises, une fois transplanté en Amérique, a produit des fruits tout différents. Cette vérité éclate dans une foule de cas. En tenant seulement compte de nos mœurs publiques, il est bien évident que ce système politique devait produire des fruits absolument différents à plus d'un point de vue.

Je dis qu'il est dans l'intérêt de l'Etat, dans l'intérêt de notre système de gouvernement et dans l'intérêt du maintien de nos institutions, que nous cherchions à rendre le vote aussi libre que possible. En France, il y a près d'un million d'hommes de défranchisés : car là, les soldats en activité de service et la plupart des employés publics ne peuvent voter. Pourtant, s'il y a un pays où le suffrage est libre et étendu c'est bien en France. Et si on a fait de telles restrictions, c'était uniquement pour assurer le bon fonctionnement des institutions démocratiques.

On a invoqué aussi la pitié de cette Chambre en faveur des employés. On a dit que c'était une insulte à faire à ces fonctionnaires. En y réfléchissant, je crois que c'est dans leur propre intérêt que nous devons voter cette loi. Je crois après tout, que c'est leur rendre service. Comme l'un des hommes les plus distingués et c'est un savant celui-là, me disait encore ces jours-ci : débarrassez-vous donc de ce droit de vote, dès le moment que nous entrons dans le service civil, car vous ne vous figurez pas à quelles inquiétudes, à quels embarras, ce droit nous expose sans cesse, et je crois que cet homme avait raison. Un grand nombre d'employés ne voudraient pas voter et ne peuvent s'en abstenir sans

danger pour le pain de leur famille. D'un autre côté, il y a aussi ceux qui se croient obligés de voter par pure reconnaissance. Celui qui les a nommés ou fait nommer les prie, les supplie de voter, il se rendra au bureau de votation et par complaisance ou par reconnaissance, il votera contre sa conscience, ou s'il vote suivant ses convictions, il commettra ce que l'on considère, dans l'état de nos mœurs politiques, comme un acte de trahison. Dans l'un comme dans l'autre cas, la position que vous faites à cet homme est vraiment odieuse. Je considère donc que c'est une cruauté que de leur laisser ce droit de vote.

Il y a une autre raison, et c'est la plus forte à mon point de vue, avec mes idées sur notre système politique ; cette raison s'applique en particulier au cas des employés fédéraux. Ce projet de loi aura pour effet de nous débarrasser de l'intervention des hommes qui sont employés par le Gouvernement fédéral, des hommes qui ne peuvent être assez indépendants dans certaines circonstances. Tous ceux qui ont écrit et qui ont parlé sur la question, s'accordent à dire que nous devons faire tout en notre pouvoir pour assurer notre autonomie et nous prémunir contre l'influence des hommes qui exercent l'autorité centrale. Je pourrais citer à ce propos des journaux conservateurs qui n'ont pas craint de proclamer que nous devons assurer l'autonomie provinciale, par tous les moyens possibles, et le meilleur de tous, c'est de soustraire notre politique à l'influence du Gouvernement fédéral et de son patronage.

Personne ne niera que le patronage ministériel a joué un rôle considérable dans différents pays et pour le prouver je n'aurais qu'à citer l'exemple de l'Irlande et de la Pologne. Si ces deux nations n'ont pu recouvrer leur liberté, c'est dû au patronage que ceux qui les dominaient exerçaient contre elles. Il faut prévoir l'avenir et peut-être serons-nous heureux plus tard d'avoir adopté une loi comme

celle qui nous est proposée. L'histoire se répète, et déjà il y a assez de périls en perspective pour nous faire croire qu'avant longtemps, il y aura un conflit terrible entre les autorités centrales et les Gouvernements provinciaux. Si cette prévision venait à se réaliser, quelle serait notre position ? Est-ce que le Gouvernement fédéral ne serait pas en état d'exercer sur le résultat de nos élections, et par là, dans nos Chambres provinciales une influence néfaste, s'il voulait y jeter toutes ses forces ? . . Il y a des comtés où il pourrait contrôler trois ou quatre cents voix. Dans le cas d'un conflit avec les autorités fédérales, ces employés ne seraient-ils pas dans une situation très pénible, et s'ils voulaient garder leur position, ne seraient-ils pas exposés à voter contre les dictées de leur conscience ? Voilà pourquoi je prétends qu'il est bon d'adopter cette loi. C'est dans l'intérêt de la Province, c'est dans l'intérêt du maintien dans toute son intégrité, de notre système de Gouvernement autonome, et de plus, c'est dans l'intérêt des employés eux-mêmes.

J'ai l'honneur de proposer en sous-amendement, que la proposition en amendement soit amendée en ajoutant après le mot Province, dans le projet de paragraphe 4e, le paragraphe suivant : " Seront sensés être des personnes occupant une position permanente et salariée aux termes du paragraphe précédant, tous ceux qui reçoivent des gages ou émoluments réguliers des départements publics du Canada ou de la Province, du Parlement fédéral ou de la Législature provinciale ; les membres du conseil exécutif de la Province et du conseil privé du Canada n'étant point compris parmi ceux qui sont ainsi privés de leur droit de vote."

**M. Lareau** — *député de Rouville*. — M. le Président, en dépit des amendements qui sont venus modifier ce projet de loi, il n'en reste pas moins acquis, qu'il s'agit encore de changer profondément notre législation électorale. Nous ne devons pas nous cacher que ce que nous avons à examiner, n'est pas un projet de loi pour réformer des abus, c'est

simplement un amendement à nos lois, créant de nouvelles inhabiletés, en vertu desquelles une classe considérable de nos concitoyens, va être privée du suffrage. S'il s'agissait de réformer le service civil, nous nous croirions obligés de prendre plus de soin, d'exiger plus de garanties.

Je me demande quel intérêt, le pays a dans l'adoption de ce projet de loi, et si la Chambre a en sa possession des renseignements suffisants pour se prononcer sur une question aussi grave. Quels sont les motifs d'ordre public, qui peuvent nous engager à mettre de côté, des gens qui jusqu'ici—du moins, on n'a pas donné des preuves du contraire—ont exercé leur droit de vote honorablement ? Ce n'est pas pour protéger l'indépendance des membres de cette Chambre, que l'on demande l'adoption de ce projet de loi ; ce serait là un motif excusable, si toutefois nous croyons qu'il y a danger, et si cette crainte était basée sur des faits. Mais l'indépendance des membres de cette Chambre est garantie déjà par une loi, et d'après cette loi, aucune personne recevant de l'argent de la couronne, à quelque titre que ce soit, ne peut siéger ici. Je ne vois pas comment l'on puisse arriver à la conclusion qu'il faut frapper les membres du service civil, pour protéger l'indépendance des députés. Il y a ici pour moi une simple question de fait. Si on arrive à la conclusion que le vote des employés constitue un danger pour les institutions de l'Etat, alors je comprends qu'il y a nécessité de passer cette loi, mais pour ceux qui ne peuvent comprendre qu'il y ait là un danger, leur devoir est de la repousser au point de vue de la liberté du citoyen et au point de vue des véritables principes libéraux.

On veut, dit-on, faire respecter le vote des électeurs généralement. Tout le monde est de cet avis, mais il faut se demander si les employés ont, jusqu'à présent, exercé leur suffrage de manière à mettre en danger les institutions du pays. C'est là la doctrine exposée par tous les auteurs. En

Angleterre, on n'a frappé qu'une certaine catégorie d'employés et du moment que le danger que l'on avait craint fût disparu pour une cause ou pour une autre, on a donné le droit de vote au plus grand nombre possible de ces employés.

Quels sont les faits qui ont été mis devant la Chambre ? Il a été établi, en autant que la chose peut l'être au cours d'un débat parlementaire, que deux ou trois assemblées publiques lors des dernières élections générales, avaient été tumultueuses, mais il n'a pas été démontré que cela avait été un système général. En supposant que vous leur ôteriez le droit de vote, rien n'empêchera ces employés de cabaler et d'être bien plus acharnés à votre perte que par le passé.

Je dis, M. le Président, qu'il n'est pas prouvé que les employés publics n'ont pas tenu la conduite qu'ils auraient dû tenir comme corps. Maintenant, que quelqu'un ait mal agi dans une ou deux circonstances particulières, serait-il sage, serait-il juste de décréter que tous les autres doivent payer pour la faute de celui-là ? On a parlé des employés du chemin de fer Intercolonial. Ce chemin de fer traverse plusieurs comtés qui sont représentés par des députés qui siègent de ce côté-ci de la Chambre ; cela prouve que ces employés n'auraient pas pu empêcher le vote libre et indépendant de se manifester, là où le résultat n'a pas été celui que je viens de signaler. L'honorable député de Lévis a dit que beaucoup de ces employés étaient de ses amis politiques, mais qu'on les empêchait de voter, en les éloignant le jour de l'élection. Il ne faut pas considérer les choses à un point de vue de parti ; ce n'est pas un cas isolé d'intimidation ou de ruse électorale, qui peut justifier une pareille législation. J'ai démontré en citant le résultat des élections dans le comté de Lévis, L'Islet, Montmagny, Kamouraska et Rimouski, que ces employés de l'Intercolonial n'ont pu entraver en quoi que ce soit la libre manifestation de la volonté populaire. Pour

moi toute la question est là. Si on pouvait me démontrer que cette classe de citoyens, à raison de leur position spéciale, ou pour tout autre motif, constitue un danger pour l'Etat, je serais le premier à dire : éloignons-les du suffrage.

Quels sont les motifs qui ont été invoqués en Angleterre, lorsqu'on a fait une loi semblable ? Mais tout d'abord voyons, quelles sont les précautions dont on s'est entouré. On a commencé par nommer une commission royale, et on a fait des études approfondies sur la question, tandis que de notre côté, nous irions à la légère, sans mûre considération, comme la chose du monde la plus ordinaire et la plus commune, nous irions, dis-je, faire une loi pour priver du droit de vote, des centaines de citoyens contre lesquels on n'a pas entendu de plaintes sérieuses, et qui, dans l'opinion d'aucun de ceux qui demandent cette législation, ne sont pas un danger réel et éminent pour nos institutions.

Mais on dit : c'est pour protéger ces employés, que nous voulons les mettre en dehors des sollicitations de parti. C'est prendre sous votre protection des gens qui ne vous le demandent pas. Avez-vous des pétitions ? Avez-vous devant la Chambre une requête ou autre document demandant, de la part des fonctionnaires publics, de les protéger de la manière dont vous voulez le faire ? De quel droit parlez-vous au nom de ces employés ? Non, vous n'avez absolument rien à nous montrer qui puisse nous porter à croire que ces employés veulent être protégés de cette manière-là.

Je repousse les théories qui ont été émises par mon honorable ami le député de Montréal-est ; il vient de nous dire que le droit de suffrage n'est pas un droit personnel, mais un droit appartenant plutôt à la généralité, à la communauté des citoyens. C'est vrai dans un sens, mais je crois que tous les citoyens ont le droit d'exercer le suffrage, à moins que l'ensemble des citoyens, pour des raisons d'ordre public, ôte à quelques-uns, ou à une classe de personnes,

ce droit. C'est ainsi que la chose est comprise dans tous les pays. Les deux premières conditions exigées sont : que la personne qui devient électeur, doit être majeur, citoyen ou naturalisée citoyen du pays où il doit exercer ce droit de vote. Jamais on n'a fait une loi comme celle-ci.

On a cité le cas des soldats, qui en France, n'ont pas le droit de vote. Ils ne peuvent exercer ce droit que pendant le temps qu'ils sont sous les drapeaux. En France, le fonctionnarisme est rendu à un tel point—et c'est pourquoi je ne puis me laisser convaincre par cet exemple—qu'il est considéré comme un mal social, et les auteurs qui ont écrit sur ce sujet, disent que c'est dû à la centralisation outrée qui règne dans ce pays. Je ne dis pas que le système français n'a pas ses avantages, mais je préfère de beaucoup le système anglais.

Le droit de vote est donc un droit personnel, et je nie la proposition contraire. C'est le droit de tout citoyen, de prendre part au gouvernement de la chose publique. Je pourrais citer ici, l'opinion d'hommes distingués, comme Montesquieux, Emile de Girardin, et autres qui ont écrit sur ce sujet, si cela ne devait pas prolonger inutilement ce débat.

Un grand argument qui a été employé au cours de cette discussion, et que l'on a cité fréquemment, c'est la position prise par MM. Gladstone et le comte Grey. Ces deux hommes politiques se sont ainsi exprimés en 1867, lorsqu'il s'est agi de discuter le projet de loi de la réforme électorale. Les inhabiletés dont il était question, existaient dans la loi et on demandait de les faire disparaître. Ces inhabiletés ne frappaient seulement qu'une certaine catégorie d'employés, et je comprends que M. Gladstone se soit déclaré en faveur du *statut quo*. Mais peut-on dire qu'il y a parité entre la position discutée par M. Gladstone, et celle que nous avons à juger maintenant. Là-bas, les inhabiletés existaient, tandis



qu'ici on veut les créer. Si la même chose était demandée en Angleterre, c'est-à-dire si on demandait au Parlement impérial, de frapper d'incapacité politique tous les employés publics, comme on nous le propose ici, je n'ai aucun doute que tous les grands libéraux de la Chambre des communes et de la Chambre des Lords, se prononceraient contre une telle législation, car ils ne manqueraient pas de la considérer comme une mesure rétrograde. La tendance en Angleterre, est de faire disparaître ces inhabiletés, et déjà on a mis les employés du fisc sur le même pied que les autres citoyens, au point de vue de l'exercice du droit de vote, je parle de ceux qui en avaient été exclus en 1782, sous le Gouvernement de Lord Rockingham. Voici ce que dit de Franqueville, un auteur très estimable, qui a écrit sur le Gouvernement et le Parlement britanniques ; c'est au volume 2, pages 338 et 339 :

“ Les conditions requises pour l'exercice du droit électoral sont au nombre de quatre : être âgé de vingt-un ans au moins, être citoyen anglais ou naturalisé, être inscrit sur les listes électorales, enfin ne se trouver dans aucun des cas d'incapacité prévus par la législation.”

Plus loin l'auteur ajoute :

“ Il y a d'ailleurs, aujourd'hui, une tendance marquée à réduire le nombre des cas d'incapacité. Ainsi, une loi de 1782 avait privé les employés du fisc du droit de voter. Lord Rockingham, qui défendait la mesure, au nom du Gouvernement, avoua que soixante dix élections dépendaient principalement du suffrage de ces employés et que, dans un seul bourg, cent vingt électeurs sur cinq cents, avaient obtenu des emplois par l'influence d'une même personne. Les circonstances ont changé depuis lors, et cette incompatibilité a disparu ; celle des agents de police a été maintes fois discutée et il est à peu près certain qu'elle sera bientôt rayée du livre des statuts.”

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*. — Je comprends que tous les employés de douane et d'accise en Angleterre sont privés du droit de vote ;... entendons-nous bien.

M. **Lareau**. — Je n'ai pas d'autre autorité que l'auteur que je viens de citer ; et, comme on le voit, il le dit positivement. Prenez un autre genre d'employés publics, prenez les journaliers qui étaient employés sur les quais et dans les havres, sous le contrôle du Gouvernement, et vous verrez dans Todd, qu'on leur a accordé le droit de vote, et même une demi journée de vacance pour aller voter le jour de l'élection. Je cite ces cas pour prouver que la tendance en Angleterre, est plutôt d'étendre le droit de suffrage que de le restreindre. Je me permettrai aussi à ce propos de citer May, *Histoire constitutionnelle de l'Angleterre*. Voici comment il s'exprime dans son premier volume, page 340 :

“ Cette mesure nécessaire fut adoptée par les deux Chambres, à de grandes majorités, non cependant sans de vives remontrances contre son principe, surtout de la part de Lord Mansfield. Il est indubitable qu'au point de vue abstrait, la privation du droit de suffrage infligée à une classe quelconque d'individus est un acte contraire à la liberté et un principe peu libéral de législation ; mais il y avait là un monstrueux abus constitutionnel à corriger. Sans doute, beaucoup d'électeurs furent ainsi privés de leurs droits de citoyens ; mais ces droits ne pouvaient pas s'exercer librement, et n'étaient sacrifiés qu'afin de protéger les libertés générales du peuple.

“ Si le droit de suffrage avait été assez répandu pour que le corps électoral pût voter sans être écrasé par les serviteurs de la couronne, il aurait été difficile de justifier l'opportunité de la privation qui leur était infligée. Mais avec une législation si avare du droit de suffrage que la couronne

pouvait l'emporter sur les électeurs dans le choix de leurs représentants, la mesure était nécessaire dans l'intérêt de la liberté."

Toute la question est là ; êtes-vous capable de prouver qu'il y a un tel abus constitutionnel ? Si vous êtes de cette opinion-là, votez pour ce projet de loi ; quant à moi je ne trouve pas qu'il a été établi devant la Chambre, qu'un tel danger existe. Avant de nous demander de voter une telle loi, on aurait dû nous prouver que les employés publics comme corps, abusaient de leur position, jusqu'au point de mettre les institutions de l'Etat en danger.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*—M. le Président, tout le monde, j'en suis certain, professe beaucoup de respect pour l'honorable député de Rouville ; c'est un homme politique distingué, un chercheur infatigable qui étudie sans cesse et avec intelligence les grandes questions qu'il est appelé à résoudre, soit comme législateur, soit comme homme de profession. Il n'est pas arrivé dans cette Chambre comme le premier venu, tant s'en faut ; il a été envoyé ici par l'un des plus beaux comtés, que j'ai moi-même eu l'honneur de représenter pendant quelques années dans la Chambre des communes. Mais notre admiration pour ses talents et sa science, ainsi que pour sa division électorale, ne doit pas nous faire accepter pour vrai tout ce qu'il a dit. Les principes qu'il a posés ne sont pas exacts ; il cherche la vérité, et tant qu'il ne l'aura pas trouvée, il fera bien de la chercher. Dans son comté, il n'y a pas d'employés publics qui abusent de leurs droits. En supposant qu'il y en aurait quelques-uns d'entre eux, qui abuseraient de leur position, cela ne constituerait pas un danger pour mon honorable ami, et avec son honnêteté franche et naïve, il ne voit pas le péril. Si je me place à son point de vue, il a raison. Si tous les comtés étaient comme le sien, et si tous les députés étaient honnêtes comme lui, il n'y

aurait aucune nécessité de faire cette loi. L'objection qu'il a soulevée est-elle sérieuse ?

Quand vous voyez un employé qui ne s'occupe que de remplir fidèlement son devoir, on ne se figure pas qu'il faille prendre des précautions pour se protéger contre lui. Mais le cas est bien différent, quand vous voyez des fonctionnaires publics qui prennent les trois quarts de leur temps, pour s'occuper de choses qui ne les regardent pas, nous sommes bien obligés de nous en occuper, nous.

Si vous parcourez les rives nord et sud, vous rencontrez en temps d'élection, des employés qui, au lieu de s'occuper de ceux qui les payent bien, consacrent tout leur temps à ceux qui ne les payent pas. Ces gens oublient leur devoir, pour montrer leur reconnaissance ou leur partisanerie envers ceux qui les ont nommés.

L'honorable député de Rouville croit qu'il n'y a pas de menaces pour le bien public dans la situation que je viens de décrire ? Au contraire, il y a là une menace sérieuse, et je regrette de lui enlever son illusion. Si tous les employés publics étaient comme ceux de son comté, tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Mais qu'il se rappelle donc la conduite des employés du pénitencier de Saint-Vincent de Paul, et qu'il me dise ensuite si le comté de Laval est un comté bien indépendant. Un député qui est élu par quarante ou cinquante voix de majorité, là où cent employés fédéraux votent, peut-il se dire bien indépendant de l'influence du Gouvernement fédéral ?

M. Duchesneau, l'ancien préfet de ce pénitencier, est un brave homme ; cela n'a pas empêché qu'on ait fait une enquête contre lui. Cette enquête a prouvé qu'il était le meilleur employé qu'il y avait là, mais il était libéral, et il fallait qu'il fût destitué, et il l'a été. Cela a coûté trois mille piastres, mais qu'importe !... Parmi tous ces employés il n'y en a que deux ou trois qui se disent indépendants, et encore.....

M. Ouimet, le préfet actuel, est le frère du président de la Chambre des communes à Ottawa, et il est parfaitement entendu que tous les employés sous son contrôle, doivent voter pour le candidat bleu ; peu importe son honnêteté politique. L'honorable député de Rouville ne peut nier cela, c'est connu.

Ce qui est vrai pour Laval, l'est pour un grand nombre d'autres qui se trouvent dans la même position. Une fois, j'ai réussi à écraser le candidat tory dans Laval. Cela prouve que le jour où ces gens du pénitencier ne voteront plus, le comté de Laval sera libre et indépendant ; tout ce que ce comté vous demande, c'est la liberté que vous pouvez lui accorder. L'honorable député de Rouville comprend la force de l'exemple que je lui cite, car il passe l'été à St.-Vincent de Paul, et il sait que ce que je dis là est vrai. Des braves gens lui ont dit : nous ne sommes pas libres de voter comme nous l'entendons ; or ce qui est vrai pour ces employés, l'est également pour tous les autres dans le reste de la Province.

On a parlé de l'assemblée de Saint-Arsène ; j'y ai été bien reçu, mais quand je suis arrivé à la gare du chemin de fer, il y avait là une foule de personnes à mauvaises figures...

M. **Deschênes**—*député de Témiscouata*.—A Saint-Eloi, il y en avait des mauvaises figures, et elles n'étaient pas de notre côté.

L'honorable M. **Mercier**.—Oh ! il y en a partout...

J'ai été écouté en silence, et ces braves gens m'ont même applaudi, ce qui ne devait pas faire l'affaire de ceux qui les avaient amenés là. Mon discours fini, je retourne à la maison où je pensionnais, et cinq minutes après on m'informe que tous ceux qui avaient parlé après moi, pour mon parti, avaient été assommés ; voilà des gens qui, laissés à eux-mêmes, se conduisent d'une manière respectable,

et qui, du moment qu'ils en reçoivent l'ordre, commencent à troubler la paix, et à massacrer de paisibles citoyens. On n'ira pas prétendre que ce sont de mes amis, qui se massacreraient entre eux. Deux ou trois cultivateurs ont été assommés en présence de MM. Pelletier et Cloran. Tout à côté du lieu où se tenait l'assemblée, il y avait une maison qui appartient aux autorités de l'Intercolonial, et où on distribuait de la boisson aux assommeurs. On sait qui avait mis cette boisson là. L'honorable député de Dorchester le sait. Quant à moi, au moment de la bagarre, j'étais en sûreté ; ce n'est donc pas le souvenir des horions que j'ai pu recevoir qui me fait parler.

Voilà ce que j'ai vu dans Témiscouata.

Je sais bien que l'on va chercher à nier, mais ne vaut-il pas mieux régler de suite la question d'une manière sommaire ? On répètera encore que les employés publics sont des gens respectables, et qu'il vaudrait mieux les laisser voter. Qu'est-ce qu'ils gagnent donc à voter ? Allez dans le premier département de la Province, celui de l'instruction publique ; vous y trouverez un homme qui retire un bon salaire, et qui se dit incapable de remplir ses devoirs ; mais arrive-t-il une élection, il n'est pas assez malade pour qu'il n'aille pas voter jusque dans le comté de Rouville. M. Miller, qui a droit de vote dans l'Assomption, a été demandé d'aller voter contre les pendards. Demandez à l'honorable député de l'Assomption s'il n'a pas perdu ce vote. Avec le système introduit par nos adversaires, l'employé public n'était pas plus libre dans un cas que dans l'autre.

**M. Poupore**—*député de Pontiac*.—Qui a envoyé la fameuse circulaire, avant les élections générales de 1887 ?

L'honorable **M. Mercier**.—C'est nous, et il n'y a pas de mal à cela. Votre chef n'a-t-il pas dit que l'employé public ne devait pas voter contre le Gouvernement ?

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition.*—J'ai dit que l'employé ne devait pas travailler dans les élections, mais qu'il pouvait voter, et qu'on ne devait pas gêner sa liberté sous ce rapport.

L'honorable M. **Mercier**.—Vous dites exactement ce que je voulais dire ; si vous trouvez que l'habit vous va, mettez-le.

L'honorable M. **Taillon**.—Je ne l'ai jamais mis à l'envers comme vous.

L'honorable M. **Mercier**.—C'est comme le Président du Conseil législatif qui met ses culottes à l'envers.

L'honorable M. **Taillon**.—Et l'honorable premier ministre est un homme à l'envers.

L'honorable M. **Mercier**.—Oh ! oh ! c'est fort ! Je disais qu'il y avait là une tendance de certains hommes publics à démoraliser les employés. Combien d'employés publics n'ont pas voté en 1886 ? Pas dix pour cent, et sur les 90 par cent qui ont voté, il y en a bien 89 qui ont voté contre nous, et ceux qui ont voté pour nous, les quelques pauvres malheureux qui ont eu cet audace, ont été montrés du doigt par les chefs politiques de l'autre côté de la Chambre. Tout cela, c'est connu. Ceux qui avaient droit de vote se transportaient à des distances énormes pour donner leur suffrage à nos adversaires. Je ne parle pas des employés fédéraux, ils n'étaient pas libres d'agir suivant leur opinion. Ils allaient partout où on les envoyait ; quand je visitais les comtés pour aider mes amis, je rencontrais sur les chars de ces plats valets qui prenaient vis-à-vis de moi, des airs arrogants et qui aujourd'hui seraient prêts à me lécher les pieds, qui voyageaient gratuitement sur les voies ferrées du Gouvernement, tandis que moi je payais toutes mes dépenses. Ces gens amenaient avec eux des tueurs, pour assommer mes amis. Voilà encore

des faits bien connus. Les temps sont bien changés ; ceux qui voulaient nous écraser sont à nos pieds. Les compagnies de chemins de fer donnent à présent gratuitement des permis de circulation à nos amis, mais est-ce que le principe en jeu est changé ? Est-ce que les tueurs qui voyageaient gratuitement sur les voies ferrées valent mieux aujourd'hui qu'ils ne valaient alors ? Les employés publics qui voulaient nous faire assommer en 1886, n'ont pas plus droit à nos sympathies maintenant qu'alors.

On parle de la liberté de l'électeur ; mais la liberté de ces employés, c'est d'être de bons pères de familles et de ne pas exposer le pain de leurs enfants, en se faisant les esclaves d'un parti. Comment voulez-vous qu'ils soient libres, quand on les traîne aux pieds des hustings pour assommer nos amis, et fermer la bouche à nos orateurs.

On pourrait nous dire : "mais vous êtes au pouvoir aujourd'hui, profitez en donc à votre tour ;" non, nous voulons émanciper le service civil. Je ne veux pas dire que tous les employés répondent au signalement que je viens de donner, non, il y a des gens parmi eux, dont l'aisance leur permettrait de s'émanciper, qui pourraient abandonner leur position et faire de la politique comme nous. Mais ces gens là restent dignes, et ce sont de bons employés. Laissez-les à leur poste, ils font honneur au service civil et à la Province ; seulement rendez-leur la liberté, et soustrayez les à tout soupçon. Ils ont accepté les fonctions qu'ils remplissent, parce qu'ils avaient du goût pour le service public.

Qu'est-ce que ça veut dire qu'être électeurs ? Cela veut dire, être libre, indépendant de toute influence, et pouvoir choisir dans la plénitude de cette liberté et de cette indépendance, ceux qui doivent administrer la chose publique. Or, l'employé n'est pas dans ce cas ; c'est un homme qui devra, généralement, aller voter pour le Gouvernement.



Vous ne pouvez empêcher ces gens de se croire obligés d'appuyer quand même les ministres.

On dit où sont les pétitions des employés publics demandant l'adoption de cette loi ? Mais où sont donc les pétitions de ces employés demandant aussi qu'on les laisse électeurs ?

L'argument le plus fort que l'honorable député de Rouville a produit, est celui tiré du fait que certains employés avaient recouvert le droit de vote. Il me fait de la peine de lui dire qu'en consultant les autorités, j'ai trouvé exactement le contraire. Tous les employés de la douane et de l'accise ne peuvent voter.

On dit que cela ne les empêchera pas de cabaler dans les élections. C'est vrai, ils auront droit de cabaler, mais l'honorable chef de l'opposition est d'opinion qu'un employé qui travaille aux élections doit être destitué. S'il doit être destitué pour avoir travaillé aux élections, *a fortiori*, doit il être privé de son droit de vote.

Ce n'est pas une question de sentiment ; si c'en était une, je serais le premier à les défendre. J'ai dans le service civil, des amis que je respecte tout particulièrement. Si jamais on voulait faire des misères à ces personnes, je serais le premier à les protéger.

Croyez-vous qu'il est bien agréable de s'entendre dire que tel ou tel employé dont on a besoin est absent, et qu'il est absent parce qu'il est allé travailler contre son ministre. Nous pouvons bien fermer les yeux, mais bientôt le courant sera trop fort, et le peuple dira : débarrassez-nous de ces employés, c'est le peuple qui paie et il a le droit de dire à ces hommes ; " restez à votre poste. " Si vous mettez une digue, le torrent montera, et la digue sera emportée. Un employé public doit respecter les deux partis. Il ne doit pas se mêler d'élection, et le meilleur

moyen de lui ôter toute idée de s'en mêler, c'est de lui ôter le droit de voter.

Vous figurez-vous un président de banque tolérant que ses employés cabalent les actionnaires contre son administration ?

Pendant que l'honorable chef de l'opposition était procureur général, il trouvait que cette doctrine était bonne ; mais aujourd'hui les temps sont changés et les opinions aussi. De son temps, les employés qui n'allaient pas voter étaient mal notés ; (rires sur les bancs de l'opposition) on peut rire, mais ce n'est pas un argument, on sait que ce que je dis est vrai. Faites une enquête dès demain, pour voir si les employés étaient libres avant 1886, et il sera prouvé qu'ils ne l'étaient pas. Rendons donc la liberté à ces pauvres employés, en leur enlevant le droit de vote.

Pourquoi voulez-vous le leur conserver ? Si c'est au nom des principes, alors empressez-vous de proposer une loi pour le donner à ceux à qui vous l'avez enlevé. Tous les curés, tous les membres des corporations religieuses, n'ont pas droit de vote en vertu de votre loi, et pourtant ils le méritent autant que ces employés. Ceux qui sont à la tête de ces grandes institutions d'enseignement, qui portent les noms de collège de Québec, de Montréal, de Saint-Hyacinthe, de Sainte-Thérèse, de Terrebonne et de Sainte-Marie, sous la direction des Jésuites, et tant d'autres que je pourrais nommer, c'est-à-dire l'élite de l'intelligence et du savoir, dans notre Province, tous ces citoyens distingués n'ont pas le droit de vote comme membres de ces corporations. Que représentent donc ces employés publics ? Les premiers que je viens de nommer représentent la vertu et la science, et les employés publics représentent la partisanerie aveugle.

L'employé public est un homme qui gagne sa vie honorablement quand il travaille, et malhonnêtement, quand il

ne travaille pas, et il y en a un grand nombre dans ce dernier cas. L'employé ne peut pas être un citoyen libre ; s'il vote pour le Gouvernement et contre sa conscience, il commet une lâcheté ; s'il vote contre le Gouvernement, il se rend coupable d'un acte d'ingratitude. C'est pourquoi je dis : sauvez cet homme et sauvez le pain de sa famille, en l'éloignant des luttes de parti. Si les employés sont partisans il arrivera ce qui arrive aux Etats-Unis, les bureaux publics se videront. Laissez-leur donc leur position, laissez-les libres, et du moment qu'ils n'auront plus droit de vote, ils échapperont au soupçon, ils rempliront leurs devoirs avec honnêteté et intelligence, et c'est là ce que je veux des employés publics.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—M. le Président, si j'avais l'habitude de critiquer le ton que prennent nos adversaires, j'aurais une excellente occasion de le faire. Si je voulais éterniser cette discussion, je répondrais volontiers à l'un des défis présomptueux que vient de me lancer l'honorable premier ministre. Mais serait-il bien dans l'intérêt public, de vider nos querelles aux dépens d'une prolongation de la session, c'est-à-dire aux dépens du trésor public ?

L'honorable député de Montréal est a dit que la tendance en Angleterre était de priver du droit de vote, les employés publics. C'est étrange comme on falsifie l'histoire de ce pays. Mais heureusement que cette histoire est écrite et que l'on peut la lire et la citer au besoin, pour rétablir la vérité des faits. En 1868 on a rendu le droit de vote à une certaine classe d'employés qui en était privée depuis longtemps. Qu'on lise Todd, et on reviendra vite de son erreur. Je trouve dans le même auteur, la confirmation des principes que j'ai énoncés l'autre jour et qui devraient nous guider.

Vous commencez par enlever le droit de vote à des gens

qui se conduisent paisiblement, et vous ne décrétez rien contre ceux qui se montrent partisans en travaillant aux élections. L'autre jour encore M. Carrier, un employé public, est allé prendre les chars, en route pour le comté de Laprairie, et l'honorable premier ministre ne peut plaider ignorance, il était avec lui !

Pendant qu'en Angleterre, on travaille à faire disparaître les incapacités politiques, ici on s'engage résolument dans une voie toute opposée.

Nous avons emprunté nos institutions de l'Angleterre. Ces institutions sont le résultat de l'expérience de deux siècles, elles sont le fruit des études d'hommes qui ont une haute réputation de capacité, admise par tout le monde, et ce serait folie de notre part de prétendre avoir plus d'expérience que ces hommes. Et les opinions exprimées par l'honorable député de Montréal-est n'ont pas été celles des hommes d'Etat anglais, qui ont réussi à les faire prévaloir devant le Parlement impérial. Pourquoi rejeter les opinions acceptées comme inattaquables et prendre, au contraire, celles qui n'ont pas eu l'approbation de la majorité ? En Angleterre, on a laissé le droit de vote aux ouvriers des "dock yards" et cela même dans les districts électoraux où il n'y a en tout que 4,000 électeurs....

L'honorable M. **Mercier**.—C'étaient des ouvriers qui faisaient partie d'associations coopératives.

L'honorable M. **Taillon**.—Je ne m'arrêterai pas à développer ce point. L'honorable député de Montmorency l'a traité de manière à prouver qu'il avait fait des études approfondies de la question. Il nous a prouvé que le Parlement anglais n'avait pris des mesures extrêmes pour se protéger qu'à l'époque où la couronne faisait des nominations pour écraser le peuple, mais nous sommes loin de ces temps là. Nous jouissons du gouvernement responsable. Un Gouvernement nomme ses amis quand il y a des vacances, c'est

la coutume, mais on n'a pas encore essayé à introduire ici le système américain. Faut-il donc songer à l'éventualité d'un changement sous ce rapport ?...

Les employés du pénitencier de Saint-Vincent de Paul et ceux de l'Intercolonial ont voté, dit-on, pour le parti conservateur ; il n'y a rien d'étonnant s'ils ont été nommés par les conservateurs, ils devaient l'être eux-mêmes. Comment peut-on savoir qu'en votant ainsi, ils l'ont fait contre leurs convictions politiques ; pour moi, les libéraux qui entrent dans le service civil, restent libéraux, et les conservateurs en font autant, règle générale. Le parti au pouvoir à Ottawa n'a pas pressuré sur la conscience de ses employés pour augmenter sa majorité, et les employés du pénitencier de Saint-Vincent de Paul, qui étaient conservateurs avaient bien droit de continuer à voter pour ce parti après leur nomination, sans que vous ayez le droit de vous en plaindre.

**M. Lareau.**—Il est à ma connaissance que les employés fédéraux de Laval ont été accusés d'être intervenus dans les élections. Je rapporte ce fait, parce qu'il n'a pas d'autorité dans le débat. C'est un fait notoire dans le comté. Dans une grande assemblée tenue dans la paroisse de Saint-Vincent de Paul, M. Bellerose, qui y faisait la pluie et le beau temps, était présent ; sur un signe de lui, en un instant on avait fait balayer les électeurs par ces employés. Mais ce n'est pas un argument de nature à me faire changer d'opinion.

L'honorable **M. Mercier.**—Ils ne se contentent donc pas toujours de voter.

**M. Lareau.**—Il y a bien longtemps de cela. Je sais que dans ce temps-là, ces employés prenaient part aux élections, mais ce n'est pas une raison pour défranchiser tous les fonctionnaires publics. C'est d'ailleurs le seul cas que je connaisse.

L'honorable M. **Taillon**.—La contradiction que reçoit l'honorable premier ministre n'est pas ordinaire, et j'espère qu'elle lui profitera.

Je sais que de 1874 à 1878, les employés fédéraux libéraux nous ont donné beaucoup de misère dans le comté de Jacques Cartier, et ce sont eux qui se sont distingués dans la paroisse de Sainte-Anne.

L'honorable premier ministre a prétendu qu'avant 1886, les employés n'étaient pas libres de voter comme ils l'entendaient. Citez moi un seul cas où un employé a été maltraité pour avoir voté dans une élection. Mais, en retour, ne nous a-t-on pas cité le cas d'un employé public que l'honorable premier ministre faisait demander chez lui, à Montréal, avec tous les mystères possibles, en lui assurant qu'il le cacherait dans sa maison afin qu'il ne fut pas exposé à être dénoncé.

L'honorable M. **Pelletier**.—Parlez-nous donc du cas des MM. Tremblay à Ottawa.

L'honorable M. **Taillon**. — Ils n'ont pas été démis<sup>\*</sup> pour avoir voté, mais pour avoir parlé en termes plus qu'irrespectueux des hommes qui étaient dans la politique. L'honorable député de Montréal-est a dit : Protégez les employés en les rendant libres, et le meilleur moyen, suivant lui, de les rendre libres, c'est de les priver de leur droit de vote. J'ai eu beau méditer ces paroles, je n'ai pas pu encore en comprendre le sens. C'est faire un pauvre compliment aux ministres que de leur tenir un tel langage.

Vous prétendez que parce qu'un employé irait voter tranquillement, il serait exposé à la mauvaise humeur des ministres. Un ministre qui se conduirait de cette façon serait, suivant moi, un homme qui ne mériterait pas d'occuper un siège sur les bancs du trésor.

L'honorable député de Montréal-est serait bien en peine de nous trouver un cas, où un employé aurait été maltraité

parce qu'il s'est contenté de voter. L'employé peut voter sans dire pour qui il vote, et si l'exercice de ce droit lui cause de l'embarras, nous ne demandons pas de faire une loi pour l'obliger de voter. Je n'ai pas même demandé de voter à ceux que j'ai nommés. Je leur ai défendu, au contraire, de se mêler de l'élection de M. Lépine, afin de ne pas s'exposer à des tracasseries inutiles.

**M. David.**—J'affirme que beaucoup de vos amis politiques sont allés trouver d'autres de vos amis, employés publics, pour les forcer de voter ; et un employé a voté deux fois contre moi.

L'honorable **M. Taillon.**—Si j'avais été là, je l'aurais laissé parfaitement libre. J'en connais qui parlent bien haut de leur amour des libertés politiques, et qui ne se gênent nullement d'attenter à cette liberté chez les employés publics, même quand il ne s'agit que d'affaires municipales. Il y a des employés qui ont été forcés de voter pour M. Rainville dans une récente élection municipale à Montréal. Qu'on accorde une enquête et on prouvera ce que j'avance là.

Depuis un certain temps, il y a une tendance marquée à faire de la législation pour des cas spéciaux, ou pour satisfaire de la mauvaise humeur. Il y a des gens qui passent leur temps à prendre des notes pour punir un tel ou un tel, et qui ne craignent pas même d'aller jusqu'au point de priver leurs adversaires de leur liberté. Si le Gouvernement à Ottawa était libéral, nous n'aurions jamais vu ce projet de loi. C'est bouleverser la législation publique pour répondre à des besoins particuliers, si besoins il y a, et ici je ne crains pas d'affirmer que l'esprit de parti seul inspire cette mesure.

Je dis à ceux qui s'alarment au sujet de l'autonomie des Provinces : vous préparez les plus graves dangers pour cette autonomie, en faisant des lois comme vous en faites.

L'honorable premier ministre a prétendu que j'avais dit que l'employé public qui se mêlait d'élection devait être destitué, je n'ai pas dit cela ; j'ai exprimé l'opinion qu'il faudrait plutôt commencer par sévir contre ceux qui se mêlent d'élection.

L'honorable député de Rouville disait tout à l'heure : citez donc des cas, des faits, qui nécessitent un changement aussi considérable que celui que vous proposez.

Est-ce qu'on a répondu à l'invitation de l'honorable député ? On a cité des cas, regrettables en soi, mais ce n'était pas dû à l'exercice du droit de vote, c'était plutôt des fautes commises dans l'exercice du droit d'intervention dans les élections. On a parlé d'actes de violence, mais on n'a pas donné un seul exemple d'inconvénient résultant de l'exercice du droit de vote. Vous voulez faire un changement radical sans donner des raisons valables. S'il s'agissait de leur donner le droit de vote, peut-être aurions-nous raison d'hésiter. Mais tel n'est pas le cas, et il vous appartient de fournir des raisons pour engager la Chambre à voter ce changement.

Je sais que l'honorable premier ministre n'a jamais été bien tendre pour les employés publics. N'est-ce pas lui qui, dans un moment de mauvaise humeur, disait qu'ils étaient gras, qu'on les rencontraient dans les bals et les soirées, bien gantés, bien habillés. Lorsque ces paroles inconvenantes ont été prononcées, il y avait de ces employés dans la Chambre ; ils ont dû partir étonnés d'un tel langage. Maintenant il dit qu'ils ne peuvent pas voter d'une manière indépendante. Il a prétendu que c'était une classe d'hommes intelligents : pour cela il fallait bien l'admettre. Mais on retire d'une main ce que l'on donne de l'autre.

L'honorable premier ministre a prétendu que l'on avait privé du droit de vote, les membres des corporations reli-



gieuses. Quand une telle loi a-t-elle été faite ? Si on croit qu'il faut donner le droit de vote aux personnes dont l'honorable premier ministre a parlé, ce ne sont pas les conservateurs qui s'y opposeront.

Il a prétendu que les employés avaient été maltraités par nous pour s'être mêlés d'élection. Nous avons été au pouvoir pendant trois ans. Plusieurs élections ont eu lieu pendant ce temps, et je voudrais bien savoir quel est l'employé public auquel nous aurions fait même les gros yeux, à raison de son attitude politique. Je voudrais bien connaître les noms de ceux que nous avons maltraités pour avoir travaillé aux élections générales de 1886, et il y en a. L'honorable premier ministre pourra dire : On m'a dit telle ou telle chose, mais ce n'est pas là une preuve acceptable. D'ailleurs, je pourrais en faire autant et dire : Un employé m'a dit, " ne me faites pas venir devant un comité d'enquête car alors je serai obligé de dire toute la vérité, et pour cela, j e serai maltraité." Je ne voudrais pas conclure du particulier au général.

Il est évident que le Gouvernement ne croit pas avoir gagné la confiance populaire ; il sent le besoin de s'entourer d'une telle loi. Ce n'est pas là la conduite d'hommes qui se croient les sauveurs du peuple. Un Gouvernement qui aurait aussi bien fait que ces messieurs le prétendent, ne serait pas aussi ombrageux vis-à-vis du corps électoral. Cette loi est inspirée par la peur, et n'est que le fait d'un tyran. Si le temps est arrivé où il nous faudra faire une loi chaque fois que ces messieurs auront peur, nous allons le savoir ce soir par le vote qui va être donné.

M. **Deschênes**—*député de Témiscouata*. — M. le Président, le projet de loi que nous discutons et qui a été soumis par l'honorable député de Dorchester, est né à l'assemblée de Saint Arsène, à cette assemblée qui lui a fait tant de mal au cœur.

A propos de ce que l'on a dit au sujet de cette réunion politique, je dois rétablir les faits dans toute leur exactitude, car du côté de la droite, on a exagéré à plaisir. J'étais présent à cette assemblée et je sais ce qui s'est passé.

Je regrette que l'honorable premier ministre ait dit que les employés de l'Intercolonial étaient venus là dans le but d'assommer les gens. Ce sont des citoyens de l'endroit qui ont commencé la bagarre. On voulait se protéger et empêcher la répétition de ce qui était arrivé à l'assemblée tenue quelques jours auparavant à Saint-Eloi. Ce n'était pas nous qui avons fait là de l'organisation avec des cruches de whisky et qui avons engagé des assommeurs. Ceux qui avaient fait ces choses sont connus ; ils étaient sous les ordres des chefs nationaux.

A l'assemblée de Saint-Arsène, il n'y avait qu'une vingtaine de personnes qui faisaient du tapage. Qui a été obligé d'intervenir ? C'est le curé, c'est lui qui est allé relever ces misérables qui étaient ivres et qui criaient des injures à nos amis. Voyant cela, les citoyens se sont dit : Nous allons nous protéger. Jusque là l'assemblée de Saint-Arsène était paisible. L'honorable premier ministre et les autres orateurs de son parti ont été bien reçus. Mais quand Cloran est arrivé, le bruit a commencé, car il parlait d'une manière grossière et insultante pour nos amis. Même alors le premier qui a été frappé, c'est un conservateur, et il l'a été par un libéral. Je puis prouver cela au besoin. Il n'y a eu qu'un seul employé de l'Intercolonial mêlé à la bagarre, les autres n'étaient pas des employés du Gouvernement. Au fond, ce sont des citoyens généralement paisibles qui se sont protégés contre les tapageurs à la solde des nationaux. On avait commencé le jeu à Saint-Eloi. Sans la raclée que ces batailleurs ont reçue à Saint-Arsène, les nationaux devaient continuer le même système dans tout le comté. Mais après cela, nous avons eu la paix.

Je le répète, pas une seule personne n'a été assommée par les employés publics. Alors, pourquoi venir dire que ces employés font le tapage dans les assemblées politiques. Si l'honorable premier ministre n'avait pas été mal informé, jamais il n'aurait parlé en faveur d'un tel projet de loi.

Je devais ces explications en justice pour les citoyens de Témiscouata, dont on a beaucoup parlé au cours de ce débat, et en justice pour les employés de l'Intercolonial. De plus, je demanderai si, à part de l'assemblée de Saint-Arsène, il y a eu le moindre trouble ailleurs ?

L'honorable M. **Pelletier**—*député de Dorchester*.— M. le Président, la mesure actuelle, lorsqu'elle a été originellement présentée à cette Chambre, contenait deux clauses importantes : la première pourvoyait à ce qu'une élection ne puisse pas être annulée pour des faits insignifiants, pour un cas isolé d'infraction à la loi électorale. Cette partie du projet de loi a disparu devant le comité de législation, qui, après avoir étudié plusieurs projets de même nature, entr'autres celui de l'honorable député de Montréal, a décidé de les suspendre tous et de réunir ce qu'il y avait de bon dans chacun, pour en faire un *bill* nouveau qui recevrait l'appui unanime du comité de législation.

Il est probable que le résultat de tout ce travail sera l'adoption d'un statut se rapprochant beaucoup de la section 163 de l'acte électorale de la Province d'Ontario. Cette législation viendra plus tard ; elle se trouve élaguée de la mesure actuelle.

Il ne reste plus en conséquence, maintenant, du projet de loi que j'ai présenté, que la dernière partie qui pourvoit à empêcher les employés du Gouvernement fédéral, de prendre part aux élections de cette Province. J'avais demandé d'abord que ces employés ne pussent ni s'occuper des élections, ni voter ; le comité de législation a été d'opinion qu'il était mieux de commencer par enlever le droit de vote et

que nous pourrions passer une loi plus sévère, plus tard, si ces fonctionnaires continuaient à s'occuper des élections bien qu'ils ne fussent plus électeurs.

Nous avons devant nous, lorsque le projet de loi est revenu du comité de législation, une mesure qui tendait à défranchiser tous ceux qui recevaient un salaire permanent ou temporaire du Gouvernement fédéral, pendant l'élection et trois mois auparavant. La discussion s'est engagée et elle n'a pas été de nature à me convaincre que le projet de loi était mauvais ; cependant, l'honorable député de Jacques-Cartier a fait une objection qui, à elle seule, valait plus, suivant moi, que tous les autres arguments présentés jusque là par les adversaires du projet de loi. Le député de Jacques-Cartier a soumis qu'il y avait de grandes objections à défranchiser des employés temporaires du Gouvernement fédéral. En résumé, nous a-t-il dit, il peut arriver, à un moment donné, que, à raison de travaux urgents et imprévus, soit sur les canaux, soit sur les chemins de fer, le Gouvernement soit obligé d'employer cinq ou six cents hommes pour quelques jours seulement.

Si ces travaux, qui ne peuvent être retardés, étaient faits durant une élection, tout ce monde de travailleurs temporaires se trouverait privé du droit de voter ; comme je viens de le dire, cette objection était sérieuse et elle m'a convaincu que le projet de loi devait être amendé de manière à la rencontrer. La discussion s'est continuée, et, après divers pourparlers et suggestions, nous avons eu l'amendement de l'honorable député de Chateauguay, qui a demandé que le droit de vote fut enlevé non seulement aux employés réguliers du Gouvernement fédéral, mais aussi à ceux du Gouvernement local. Puis est venu le sous amendement de l'honorable député de Montréal-est qui n'avait d'autre but que de définir ce que c'est qu'un employé régulier et permanent. J'ai quelque peu hésité à adopter l'amende-

ment de l'honorable député de Chateauguay ; mon but, en présentant cette loi, n'était pas de défranchiser les employés du Gouvernement local, ni de la Législature. Cet amendement va donner à la loi, une portée beaucoup plus considérable que celle qu'elle avait originairement. Il demande la sanction d'une théorie absolue, celle de l'exclusion du suffrage de tous les fonctionnaires publics. Je ne voulais pour ma part que remédier à un mal du passé et tâcher de l'éviter pour l'avenir, je voulais empêcher l'irruption d'un pouvoir étranger dans le domaine de notre politique et je m'arrêtais là. Cependant je voterai pour l'amendement et le sous amendement parce que la chose est nécessaire pour parvenir au but principal que je me suis proposé, et aussi parce que la discussion m'a démontré qu'il n'y avait pas de raisons sérieuses pour laisser le droit de vote aux fonctionnaires provinciaux.

On a cherché quelque part de ce côté-ci de la Chambre à m'imputer des motifs. Au lieu d'étudier le projet de loi au mérite, on a voulu scruter les motifs de son auteur et dire qu'il agissait par vengeance politique, pour punir les employés fédéraux qui l'avaient maltraité pendant son élection de Témiscouata. On s'est trompé ! S'il y a une chose à laquelle je ne crois pas, qui me répugne et qui ne trouve pas de place dans mon cœur, c'est bien le sentiment hideux de la vengeance qui n'a rien de grand ni de noble, et qui est le partage des infiniments petits. Il est vrai que certains employés fédéraux se sont conduits d'une manière ignoble pendant l'élection de Témiscouata, qu'ils ont mis en péril la vie et la propriété de citoyens respectables, qu'ils ont tenu le comté en état de siège pendant deux mois, qu'ils ont réussi à emporter l'élection par les moyens les plus odieux et les plus ignobles, mais cela n'est pas une raison pour moi de me venger. Ma vengeance, je l'ai trouvée depuis, dans la fléauissure que ces gens là ont

méritée et dans le verdict unanime du comté qui vient de me faire l'honneur de m'élire. Le but d'un législateur doit être de faire des lois pour l'avantage général et non pour se venger de ceux qui l'ont combattu. Je me croirais indigne de siéger dans cette Chambre si j'étais capable de me laisser guider par d'autres motifs que ceux-là. Je me souviens d'un acte injuste, je ressens une injure et j'y réponds sur le champ quand l'occasion m'en est fournie. Mais au lendemain d'une bataille, la main d'un adversaire n'a jamais trouvé la mienne fermée, si la chose a été compatible avec le respect et la dignité que chacun se doit à soi-même.

De quelles injures n'avons-nous pas été abreuvés depuis deux ans, nous les conservateurs nationaux ? Quelles diatribes, la presse n'a-t-elle pas publiées et lancées contre nous, et que de gros mots nous ont été prodigués même dans l'enceinte parlementaire. Il y a des hommes dans le pays et peut-être dans cette Chambre, qui ne nous ont pas pardonné de nous être considérés des hommes libres, en 1885, et qui nous le font sentir encore à l'heure qu'il est. Est-ce le patriotisme qui inspire ces hommes ? Est-ce l'amour et l'intérêt de leur pays ? Non. Ces grandes choses inspirent d'autres sentiments ; c'est parmi ces journalistes, parmi ces adversaires et ces insulteurs quand même, qu'il faut aller pour trouver ce dont ils accusent si gratuitement les autres, c'est-à-dire la vengeance politique, la vengeance petite dans son but et inavouable, quant aux moyens dont elle se sert. J'ai la douce satisfaction de n'être jamais descendu jusque là. Faut-il s'y rendre quand on a perdu toutes ses illusions, quand on a cessé d'être autre chose que des politiciens vivants pour le pouvoir et n'aimant que cela ? Peut-être, mais cette heure-là n'est pas arrivée pour les hommes de 1885 qui étaient avec le pouvoir, qui l'ont abandonné pour s'élancer vers l'inconnu, sans autre boussole que leur patriotisme, qui n'ont pas craint de voir saigner leurs pieds aux ronces du chemin pour tenir une promesse solennelle et

sacrée qu'ils avaient faite, qui n'ont trouvé de récompense que dans la légitime satisfaction du devoir accompli, dans l'orgueil légitime, dans la consolation qu'on trouve après une journée d'épreuves et de contrariétés, quand on entre chez soi et que la conscience satisfaite du citoyen fait taire le regret des amitiés personnelles perdues et des liens brisés.

On parle de vengeance : qu'est-ce qu'a fait l'autre jour le député du comté de Québec ? Au lieu de discuter la loi au mérite, il s'est acharné contre celui qui l'a proposée, lui adressant des injures personnelles : ses paroles étaient dures, non justifiées par les circonstances. Je pourrais trouver des phrases bien acerbes pour lui répondre ; je n'aurais qu'à faire un retour sur son passé politique, et il doit se douter de ce qui arriverait. J'aime mieux me souvenir que les injures sont les derniers arguments de ceux qui s'en servent, et qu'il faut que leur cause soit bien mauvaise quand il a leur faut la défendre ainsi. J'aime mieux me rappeler aussi quelle somme de respect se doivent mutuellement tous les membres de cette Chambre, qu'en nous traitant bien, nos débats y gagnent en dignité, et que nous ne sommes à la hauteur de notre position, que si nous savons nous traiter en gentilshommes. Voilà toute ma vengeance, et elle me suffit.

Je repousse donc avec toute l'énergie dont je suis capable, les motifs que l'on m'a imputés, et dans la presse, et dans cette Chambre. Je ne suis pas venu ici pour servir des motifs de haine, et le but que je me propose est autrement grand. Cette loi, dans laquelle on ne veut voir que des motifs méprisables, a une autre portée et une autre envergure que celles que l'on veut bien lui prêter. J'ai dit que l'amendement destiné à inclure les employés provinciaux, m'était assez indifférent ; je ne voulais atteindre que les employés fédéraux et voici pourquoi : des hommes d'Etat, des gens qui savent percer le voile de l'avenir, nous ont dit

qu'il se préparait pour nous, dans la Province, des combats pour lesquels il fallait se tenir prêts.

Nous avons ici, notre Parlement ; nous y faisons et modifions à notre gré, des lois, en vertu de pouvoirs que nous ont garanti les traités ; nous sentons venir l'heure où un effort suprême sera fait pour briser ce dernier rempart de nos libertés provinciales, de notre langue, de notre foi, et nous fourbissons nos armes. J'ai voulu, comme l'un des humbles travailleurs à cette sainte corvée, apporter une des pierres qui serviront à la construction des forteresses, nécessaires pour nous défendre. On me rencontre en disant que j'attente à la liberté : ce crime n'est pas le mien.

Je désire enlever le droit de suffrage à une catégorie de citoyens et la seule chose que je me demande, est celle-ci : cette mesure est-elle nécessaire ou seulement utile dans l'intérêt de la Province de Québec ? Si elle l'est, j'ai droit de demander ce sacrifice à ceux de mes compatriotes que cela frappe ; j'ai le droit de demander aux autres ce que je ferais moi-même. La Patrie a le droit de demander n'importe quel sacrifice à ses enfants. A chaque pas de la vie d'un citoyen, son pays lui demande un peu du sacrifice de sa liberté personnelle, au profit de la liberté générale et du bien public. Quand il faut faire lever la population en masse, lui faire prendre les armes, lui demander de sacrifier parents et amis pour la défense du pays, quel est celui qui songe à dire qu'on viole la liberté individuelle de ceux qui vont verser leur sang sur les champs de bataille ? Il faut être prêt à donner son sang, sa vie pour le bien de son pays ; pourquoi ne sacrifierait-on pas d'autres choses bien moins importantes que tout cela ?

Je pars de cette base indéniable : devons-nous avoir dans la Province de Québec, des élections qui soient le fruit libre, le résultat exact, la manifestation indubitable de la volonté populaire ? Faut-il élaguer tout élément qui empê-



cherait ce résultat de se produire ? Poser cette question, c'est la résoudre ; s'il en était autrement, nous aurions des parlements qui seraient la honte du peuple, qui en seraient la trahison. L'histoire du monde nous fournit de ces exemples, et nous fait voir que les pays qui ont perdu leur liberté, leur indépendance, en sont arrivés là, très souvent, parce qu'ils ont laissé contrôler la manifestation de l'opinion publique, par des éléments étrangers ; témoin, le Parlement irlandais du commencement de ce siècle.

Des lois sévères, mais très sages, nous assurent la liberté des élections. A quoi tendent-elles ? A ce que la majorité d'un comté ne cède pas à une pression indue, à des menaces, à des promesses, à des espérances de faveurs illicites ; nos statuts frappent sévèrement, ils veulent qu'aucune influence irrégulière ne vienne souiller le résultat d'une élection, et empêcher l'expression libre de la volonté populaire. La Province de Québec lutte pour son autonomie, il lui faut faire face à un pouvoir envahisseur qui sourdement cherche à miner sa puissance, et s'applique à désavouer les lois. Est-il juste que le pouvoir envahissant puisse à un moment donné, grâce aux votes qu'il contrôle, écraser le pouvoir envahi et étouffer sa voix ?

Il y a une chose qu'il faut admettre ; n'est-il pas vrai que l'esprit de parti nous divise déjà d'une manière alarmante, que l'organisation des partis fausse l'éducation populaire et tend à lui faire commettre des erreurs regrettables. Par suite de cet esprit de parti, le vote des hommes libres, peut être également divisé, dans un comté et alors, la moindre influence peut faire pencher la balance contre les intérêts de la Province de Québec ? N'est-il pas vrai qu'une majorité, dans la Législature, peut dépendre du résultat du vote dans un seul comté ? Quel homme sensé niera cela ? Maintenant, il y a un grand nombre d'employés fédéraux dans la Province de Québec ; ces gens peuvent faire pen-

cher la balance, non seulement dans un comté, mais dans plusieurs. Quel est celui qui doute que, si le Gouvernement fédéral le veut, il fera voter ses employés à sa guise ? Admettons que cela ne soit pas arrivé, est-ce que cela ne peut pas arriver ? Et s'il en est ain-i, ne devons-nous pas prévenir ce danger ? Car si le pouvoir fédéral qui désavoue nos lois, et qu'on accuse, non sans raison je crois, de nous mener vers l'union législative, peut contrôler les élections dans la Province, il le fera avec ses employés, avec le vote de ses serviteurs, il pourra ainsi faire ratifier sa politique de désaveu contre l'intérêt bien entendu de la Province.

La loi que je propose, demande un vote libre ; est-ce que cela n'est pas juste ? Est-ce que cela n'est pas le complément de notre loi électorale qui a voulu empêcher qu'un seul vote *contrôlé* puisse être donné ? On parle de liberté individuelle, et il y a longtemps que l'on abuse de ce mot de liberté avec lequel on a fait toutes les révolutions. La liberté bien entendue, c'est la liberté générale. Laisse-t-on à un citoyen sa liberté individuelle si on permet qu'il reste exposé à la persécution, à la pression, à la vengeance de ceux qui l'emploient ? Supposons qu'il s'agisse réellement ici de liberté individuelle ; cette liberté peut être perdue de deux manières : on peut la perdre, ou en étant obligé de voter contre ses convictions et au gré de ses maîtres, ou en ne votant pas du tout, tel que le veut la loi actuelle. Ne vaut-il pas mieux qu'un citoyen perde cette prétendue liberté au profit de sa Province, au profit de ses compatriotes, qu'au profit des ennemis de son pays ?

Depuis que ce projet de loi est soumis à la discussion de cette Chambre, j'ai rencontré bien des employés qui m'ont serré la main en me disant que je leur rendais un service éminent ; ceux qui me parlaient ainsi étaient les mêmes qui aux élections de 86 et 87, gémissaient d'être privés de leur liberté par la pression indue que l'on exerçait sur eux afin

de les faire voter contre leur conscience et leurs convictions.

On a invoqué le scrutin secret et on a dit qu'il donnait une garantie suffisante au libre arbitre de tous les voteurs. L'expérience nous démontre que cette garantie est illusoire dans la plupart des cas ; le voteur s' imagine toujours, et avec beaucoup de raison, que le public saura pour qui il aura voté ; et en second lieu on a recours, même, avec le scrutin secret, à des moyens connus pour gêner la liberté du vote. C'est ainsi que j'ai vu dans un *poll*, un homme qui avait un contrôle à peu près absolu sur les employés de l'Intercolonial, se faire assermenter comme le représentant d'un candidat bleu, exiger que les employés ne fissent pas leurs croix seuls, mais en présence des représentants du candidat et avec l'aide de l'officier rapporteur. Ces gens auraient été parfaitement capables de voter seuls, mais on avait exigé d'avance qu'ils eussent à requérir l'aide de l'officier-rapporteur afin que leur croix fut faite en présence de celui qui pouvait disposer de leur situation.

Voilà jusqu'où on a poussé l'arbitraire pour forcer les électeurs à voter conformément aux vues de leurs maîtres. Est-ce là du suffrage libre ?

Le combat qui se livre actuellement devant cette Chambre au sujet de la présente loi, n'est pas nouveau.

C'est la lutte séculaire du peuple contre la bureaucratie ; il s'agit du vote de l'homme libre qu'on veut empêcher d'être contrôlé par le vote de celui qui subit une domination extérieure. Je ne veux pas que le vote d'un homme libre soit annulé par le vote d'un autre homme qui n'est pas maître de voter comme il l'entend.

L'histoire de notre pays n'est qu'un long récit de cette lutte contre la bureaucratie ; elle a commencée avec la cession du pays et elle a été formulée dans les 92 résolutions.

Quel était le but des hommes qui ont lutté et même versé leur sang pour nos libertés constitutionnelles, si ce n'était d'arriver au gouvernement du peuple par lui-même, hors de tout pouvoir ennemi, de tout contrôle étranger.

Quelle a été la nature du combat livré en 1844, lorsque sir Charles Metcalfe, avec toute sa bureaucratie est descendu dans l'arène politique pour faire triompher son conseil provisoire irresponsable, à l'encontre des vues légitimes de ses aviseurs constitutionnels ? Et cet autre gouverneur qui, avec une nuée de fonctionnaires publics, faisait battre, par des moyens inavouables, un des chefs canadiens dans le comté de Terrebonne, comment parvenait-il à son but ? Vers quel objet tendait sir James Craig lorsqu'il baillonnait l'opinion publique avec ses bureaucrates et faisait saisir les presses du *Canadien* ? Quelles résolutions furent passées à St-Ours le 7 mai 1837, sous la présidence de Séraphin Cherrier ?

La première affirmait le principe qu'un pouvoir irresponsable n'a pas le droit de faire des lois pour ce pays et de contrôler les dépenses publiques ; or, n'aurons-nous pas ce pouvoir étranger, irresponsable, si l'on arrive ici avec des députés élus et contrôlés par un pouvoir ennemi, désavouant nos lois par caprice et se moquant de notre pouvoir législatif.

Comment est née l'association des " Fils de la Liberté " ? Demandez-le à l'honorable député de Montréal-est qui a écrit les belles pages que l'on sait, et il vous dira que c'est en haine de la bureaucratie, et pour contrôler son pouvoir.

J'entends des voix qui me disent : Oh ! c'est là de l'histoire du passé : il n'y a plus de danger que l'on attente aussi ouvertement à nos droits, car le peuple se lèverait en masse pour revendiquer ses libertés.

D'abord le peuple ne se lèverait plus en masse ; on a atrophie le sentiment et le cœur d'une partie de notre population, et il y a, à l'heure qu'il est dans cette Province, une

classe d'hommes qui pour le parti et par le parti, accepterait tous les soufflets et toutes les ignominies.

Ce n'est pas la faute des classes populaires : elles ont malheureusement conservé en partie une confiance aveugle dans un nom, dans un drapeau. Les hommes instruits qui portent ce drapeau, qui se servent de ce nom, pour spéculer sur la bonne foi et la crédulité populaires, tiennent dans l'esclavage et les préjugés ceux qui les suivent aveuglément et ils les entraîneraient jusqu'à l'abîme pour pouvoir arriver à leurs fins personnelles. Ensuite il y a une chose qui est maintenant plus à craindre que les attaques de front et à ciel ouvert contre nos droits et notre autonomie.

Lord Durham a expliqué comment il fallait s'y prendre pour la lutte, et les héritiers de sa politique se souviennent de ses recommandations. Il ne faut plus heurter de front les sentiments canadiens, mais les comprimer petit à petit par des moyens détournés. C'est pour cela que la lutte est devenue plus dangereuse, qu'il faut des armes plus fortes pour rencontrer nos adversaires. Du reste, que voyons-nous à l'heure qu'il est ? La presse ennemie d'une autre Province se lance contre nous dans une guerre d'injures et de menaces à propos d'une loi que nous avons passée unanimement, qui nous regardait seuls et que nous avions le droit constitutionnel d'adopter.

Il y a des gens à l'épiderme sensible, qui jettent les hauts cris, parcequ'un ministre de la couronne dit à un ancien ministre des terres qu'il est un anglais protestant ! Et voilà que leur presse à eux, nous provoque et menace notre existence comme peuple parce que nous avons restitué à une communauté religieuse les biens dont elle avait été spoliée. Il ne faut pas s'inquiéter de cela outre mesure. Les luttes du passé ont été plus terribles ; ceux qui y ont pris part en sont sortis avec les honneurs du triomphe, et nous avons bien le droit de penser que là où le père a passé,

passera bien l'enfant. Mais encore faut-il nous préparer pour ces combats et ne rien négliger pour nous assurer la victoire ? Et je crois que la mesure actuelle est au nombre de celles qui nous aideront à triompher dans les combats que l'avenir nous réserve.

De quel spectacle somme-nous témoins ? Nous avons une Législature composée de deux branches et d'un représentant de la couronne qui ouvre le parlement, à la voix du canon, emblème de la puissance. Nous faisons des lois que ce même représentant de l'autorité vient sanctionner, avec tout un cortège militaire, emblème de la force. Cependant, ces lois ne valent pas celles du dernier conseil municipal. D'un trait de plume, d'un mot, d'un souffle, on annule ces lois ainsi adoptées et sanctionnées et on dit à toute une députation qu'elle s'est fait illusion sur l'étendue de ses pouvoirs, de ses attributions, de sa puissance. On lui fait voir que ses lois ne valent pas le papier sur lequel elles sont écrites. Et l'on va prétendre que ceux-là même qui peuvent, avec les votes de leurs serviteurs, assurer la continuation d'un pareil régime, vont recevoir de nous le privilège de perpétuer le système. Autant vaudrait dire que nous sommes prêts à faire le premier pas vers l'assujettissement qu'on nous réserve si nous n'opposons pas tout de suite une digue au flot envahisseur.

Le présent débat a duré longtemps : quel est donc le principe exorbitant que cette mesure veut faire sanctionner, principe si dangereux qu'il va falloir toute une semaine de débats pour le faire adopter.

C'est un principe vieux comme le monde et comme la constitution anglaise ; c'est le principe du vote de l'électeur libre, sans contrôle, soustrait à l'influence d'un pouvoir étranger qui peut l'annuler à un moment donné ; c'est le principe qui a servi en partie de base au " Reform Act " à l'abolition des bourgs pourris en Angleterre, c'est celui qui a

été consigné dans le 22, George III, et dans le 7 et 8, George IV. C'est celui pour lequel ont combattu, comme le disait l'honorable premier ministre, Gladstone et le comte Grey en 1867 et 1869 ; c'est celui qu'on retrouve dans le statut de la Nouvelle-Ecosse ; enfin, c'est celui dont le germe et l'idée sont faciles à reconnaître dans le statut de la Province d'Ontario.

Voici ce que dit l'article 67 du chapitre 4 des statuts révisés de la Nouvelle-Ecosse.

" It shall not be lawful for any person to vote at any  
" election for a member or members to represent the  
" people in the general assembly of this Province, who, at  
" any time within fifteen days before the day of election,  
" was an employe, or in the receipt of wages or emolument  
" of any kind as such employé, in the Post Office, the  
" Custom House, the Inland Revenue department, the  
" Lighthouse service, or the Government railroads, in the  
" Crown Land Office, or the Local Public Works and  
" Mines, but nothing in this section contained shall be  
" construed to extend to any elector who may have con-  
" tracted to furnish materials of any kind for the Govern-  
" ment railroads, or to perform any other specific contract  
" in respect of the same, or to any person who may have  
" been employed by the day temporarily to repair the rail-  
" roads ; or to any post master, post office keeper, way  
" office keeper, or mail courier under the Post Office."

Les statuts révisés de la Province d'Ontario décrètent :

" 4° Judges of the Superior Court of judicature for  
" Ontario, county judges, officers of the customs of the  
" Dominion of Canada, clerks of the peace, county attorneys,  
" registrars, sheriffs, deputy sheriffs, deputy clerks of the  
" crown, and agents for the sale of crown lands, postmasters  
" in cities and towns, stipendiary, magistrates, and officers  
" employed in the collection of duties payable to Her

“ Majesty in the nature of duties of excise, shall be disqualified and incompetent to vote at any election.

“ 5° (1) No returning officer or election clerk, and no person who, at any time, either during the election or before the election, is or has been employed at the election or in reference thereto, or for the purpose of forwarding the same, by a candidate or by any person whomsoever, as counsel, agent, solicitor, or clerk, at a polling place at the election, or in any other capacity whatever, and who has received or expects to receive, either before, during or after the said election, from any candidate or from any whomsoever, for acting in such capacity as aforesaid, any sum of money, fee, office, place of employment, or any promise, pledge or security whatsoever therefore shall be entitled to vote at the election.

Voici maintenant ce que disait M. Gladstone lorsque cette question a été discutée en Angleterre.

“ He gladly bore testimony to the honourable character of the officers in the Civil Service generally and to the great courage, fidelity and honesty with which they performed their sometimes unpleasant and onerous functions, but he thought that that high character should be guarded in every possible way. The public had at present confidence in their servants, but it should be considered whether their position might not be altered for the worse by their being turned into political partizans.

“ At all events, the Commissioners of Inland Revenue were on the 13th of this month, of opinion, according to their Report, that the gentlemen in their department were under this disability because they said that they thought it unnecessary to repeat the statements in their former Report, of the danger which they apprehended from the removal of the disability ; for such things must occur readily to anybody. Suppose, for instance, an officer who



“ was a political partizan were accused of showing undue  
“ favor, or of acting with undue severity to one person or  
“ the other.”

On voit ce qui suit dans *Britherton Parliamentary Voters* :

“ The 36th section of the same Act directs “ That no  
“ person shall be entitled to be registered in any year as a  
“ voter in the election of a member or members to serve in  
“ any future Parliament for any city or borough who shall,  
“ within twelve calendar months next previous to the last  
“ day of July in such year, have received parochial relief or  
“ other alms, which by the law of Parliament now disqua-  
“ lify from voting in the election of members to serve in  
“ Parliament.”

*Warren election law* dit ceci :

“ By the 36th section of the last mentioned statute, no  
“ person shall entitled to be registered in any year as a voter  
“ for any city or borough who shall, within twelve calendar  
“ months next previous to the 31st of July in such year,  
“ have received parochial relief, or other alms, which by the  
“ law of Parliament now disqualify from voting in the elec-  
“ tion of members to serve in parliament.”

*Rogers law of election* :

“ Commissioners, collectors or other persons employed  
“ in collecting, &c., the excise, were disqualified by the 22  
“ Geo. 3, c. 41, and 7 and 8 Geo. 4, c. 53, s. 9 (i), from  
“ which disqualification, however, keepers of excise offices  
“ (h) appointed under the latter act, were exempted by 4 &  
“ 5 Vict., c. 20, s. 4, and collectors of post-house duties by  
“ 27 Geo. 3, s. 26. By 22 Geo. 3, c. 41, a similar disquali-  
“ fication was imposed upon the commissioners or other  
“ persons employed in collecting, &c., the duties on stamped  
“ vellum, parchment and paper, or any person appointed by

“ the commissioners for distributing stamps (m) and upon  
“ surveyors and other persons employed in collecting, &c.,  
“ the duties on houses . . .

“ A similar disqualification was imposed by the same act  
“ upon the post master general, post master, or any person  
“ employed in collecting or managing the revenue of the  
“ Post Office, and any captain, master or mate of any ship,  
“ &c., employed by the post master general, in conveying  
“ the mail to and from foreign posts. And by the 43 Geo. 3,  
“ c. 25, these disabilities were extended to revenue officers  
“ in Ireland.”

On trouve dans *Cox*, “ Institutions of the English Government ” :

“ Without entering into all the particulars of these  
“ disqualifications, it will be sufficient to state that women,  
“ minors, heirs, officers collecting and managing the excise  
“ and other branches of public . . . are incapable of voting  
“ at elections.”

Voici maintenant le texte de la loi passée dans le règne  
de George III, en 1782 :

“ For the better securing the freedom of elections of  
“ members to serve in Parliament, be it enacted by the  
“ King’s most excellent Majesty, by and with the advice  
“ and consent of the Lords spiritual and temporal, and  
“ Commons in the present Parliament assembled, and by  
“ the authority of the same. That, from and after the first  
“ day of August, one thousand seven hundred and eighty-  
“ two, no commissioner, collector, supervisor, ganger, or  
“ other officer, or person whatsoever, concerned or employed  
“ in the charging, collecting, levying or managing the duties  
“ of excise, or any branch or part thereof; nor any commis-  
“ sioner, collector, comptroller, searcher or other officer or  
“ person whatsoever concerned or employed in the charging,

“ collecting, levying, or managing the customs, or any  
 “ branch or part thereof ; nor any commissioner, officer, or  
 “ other person concerned or employed in collecting, receiv-  
 “ ing or managing any of the duties on stamped vellum,  
 “ parchment, and paper ; nor any person appointed by the  
 “ commissioners for distributing of stamps ; nor any com-  
 “ missioner, officer or other persons employed in collecting,  
 “ living or managing any of the duties on salt, nor any  
 “ surveyor collector, comptroller, inspector, officer, or other  
 “ person employed in collecting, managing or receiving the  
 “ duties on windows houses ; nor any post-master, post-  
 “ master's general, or his or their deputy or deputies, or  
 “ any person employed by or under him or them in  
 “ receiving, collecting or managing the revenue of the post  
 “ office, or any part thereof ; nor any captain, master or  
 “ mate of any ship, packet, or other vessel, employed by or  
 “ under the post-master or post-master's general in con-  
 “ veying the mail to and from foreign post, shall be capable  
 “ of giving his vote for the election of any knight of the  
 “ shire, commissioner, citizen, burgess, or town to serve in  
 “ Parliament for any county, stewarty, city, borough or Cin-  
 “ gue Port, or for choosing any delegate in whom the right  
 “ of electing members to serve in Parliament, for that part  
 “ of Great Britain called Scotland, is vested ” . . .

Et la loi passée sous Georges IV en 1827, décrète ce qui suit :

“ And be it further enacted, that no commissioner or  
 “ assistant commissioner of excise or commissioner of  
 “ appeal under this act, or any officer of excise, or person  
 “ employed in the charging, collecting or managing of any  
 “ part of the revenue of excise or in comptrolling or auditing  
 “ the accounts thereof shall be capable of giving his vote  
 “ for the election of any person to serve in parliament ; and  
 “ if any commissioner or assistant commissioner, or com-

“missioner of appeal or any officer, or other person hereby  
“made incapable of voting as aforesaid, shall nevertheless  
“presume to give his vote during the time he shall hold  
“or within two calendar months next after he shall have  
“ceased to hold or execute any office or employment as  
“aforesaid, such vote so given shall be held null and void  
“to all intents and purposes whatsoever.”

J'ai ici en mains le compte rendu des débats du Parlement anglais, et si je ne craignais pas d'abuser de la patience de la Chambre, je pourrais citer les opinions des hommes d'Etat comme M. Gladstone et le comte Grey qui ont soutenu devant la Chambre des communes à Londres les mêmes principes que ceux qu'en veut appliquer en ce moment.

Il y a aussi une loi passée en ce pays en 1843 alors que sir Charles Metcalfe était gouverneur et qui tendait au même but.

Il est vrai que plusieurs des catégories de personnes jadis défranchisées en Angleterre, ont reçu depuis, le droit de voter parce que les raisons d'Etat qui les ont fait défranchiser sont en partie disparues ; mais, dans notre Province, la raison d'Etat invoquée jadis en Angleterre existe encore ici dans toute sa plénitude. Nous avons donc raison de nous protéger aujourd'hui en demandant l'application d'un principe vieux comme la constitution anglaise elle-même, et qui a été mis en pratique par les hommes les plus distingués de tous les pays, quand le besoin s'en est fait sentir.

Dire de quelle façon s'est pratiqué l'élection chez les différents peuples, ce serait écrire l'histoire de cette prétendue liberté, de ses luttes, de ses triomphes, de ses défaites, de ses douleurs et de ses aveuglements. Un auteur éminent a dit avec raison, qu'une élection due à la fraude ou la violence, à une *pression indue ou étrangère*, a tous les caractères d'une usurpation qui se maintient par les mêmes moyens qu'elle a employés pour arriver. Il faut donc empêcher cette *pression*

*étrangère* de s'exercer si l'on veut arriver à un bon résultat. Il y a un argument que tout le monde admettra : c'est que le droit d'élire devrait être soumis à des conditions analogues à celles qui régissent le droit d'être élu ; l'un est le corollaire de l'autre. Les pays où domine la révolution, n'ont pas compris ce principe par une étrange aberration de l'esprit humain. Ils ont posé les prémisses sans vouloir adopter toutes les conséquences, et c'est ainsi qu'ils sont arrivés au suffrage universel et à l'instabilité gouvernementale.

En France on a beaucoup lutté pour abolir les élections au second degré. La lutte avec ses péripéties semble terminée avec la commission nommée par M. de Talleyrand et enfin, avec la révolution de 1848, on arrive à peu près à ce qu'on voulait, c'est-à-dire le suffrage universel. La révolution qui marchait sans guide et sans boussole, qui a déjà conduit la France sur le bord de l'abîme et qui malheureusement l'y précipitera peut-être un jour, la révolution a créé le suffrage universel pour le pouvoir d'élire, mais il y a encore une limite qu'elle n'a pas osé franchir, quant à ce qui regarde le pouvoir d'être élu.

Pendant qu'elle livre le suffrage au pouvoir de la révolution, elle restreint le pouvoir d'être élu, comme si ces deux choses n'étaient pas essentiellement liées ensemble.

C'est ainsi qu'en France il faut avoir 25 ans pour être éligible, n'être pas frappé de condamnation criminelle et n'être pas fonctionnaire public.

On a reconnu le principe dans un cas, pourquoi ne pas l'appliquer dans l'autre. Ces deux pouvoirs sont corrélatifs.

D'autres plus éloquents que moi ont fait comprendre le service que nous rendrons aux employés, en les soustrayant à l'influence des partis et en les élevant à la hauteur de ceux que notre loi prive déjà du droit de vote.

Quel est le principe qui se t de base à la loi que je désire amender et qui décrète déjà, que les juges, les officiers de

douane, les agents des terres ne prendront pas part aux élections ?

Ces personnes ne sont-elles pas de tous les fonctionnaires publics, ceux qui peuvent donner le vote le plus intelligent. Cependant la loi actuelle qui n'est qu'une reproduction d'un statut déjà ancien, le 20 Vict. a décrété qu'ils ne voteraient pas.

Le but des législateurs a été de soustraire ces hommes aux luttes et aux tendances de partis.

Pourquoi ce principe appliqué en haut de l'échelle ne devrait-il pas se rendre aux degrés inférieurs ? Voilà un argument auquel on n'a pas encore trouvé de réponse. La loi actuelle créera un service civil effectif, soustraira le fonctionnaire au danger auquel l'expose la politique, et l'élèvera à la hauteur où il doit être maintenu, à l'abri des passions et des préjugés, ayant l'immuabilité pour base et la satisfaction publique pour sanction.

Je ne suis pas opposé à ce qu'on étende le droit de suffrage dans les limites voulues par les principes qui doivent régler cette matière.

Confions-le à ceux qui devraient l'avoir et en sont privés aujourd'hui : à l'humble instituteur qui n'a d'autre patrimoine que son instruction ; aux membres de nos corporations religieuses qui en ont été privés par une loi en 1843 et qui en sont encore aujourd'hui exclus par l'esprit de la loi en force ; faisons participer à la chose publique, celui qui travaille, qui a des intérêts à sauvegarder, celui qui dévoue son intelligence à l'éducation de la jeunesse ; créons ainsi dix mille électeurs qui seront un ornement pour nos listes électorales, et nous ne regretterons pas d'en avoir retranché deux mille, dont le vote peut, à un moment donné, être un grand danger pour notre pays.

M. **Hall**—*député de Montréal-ouest*.—M. le Président, déjà, le débat a été bien long, néanmoins je crois devoir ajouter quelques remarques à ce qui a été dit.

Dans le premier projet de loi, les employés fédéraux seuls étaient défranchisés. En comité général j'ai dit qu'il vaudrait mieux mettre les employés des deux Gouvernements, sur le même pied, car il n'y avait aucune raison de faire une distinction que rien ne pouvait justifier.

Le droit de vote est, suivant moi, un droit qui appartient à tout le monde indistinctement, et que des motifs seuls de la plus haute gravité peuvent en justifier la suspension ou en restreindre l'exercice. Voyons si, dans le cas actuel, on nous a exposé des motifs de ce genre pour nous faire déclarer que toute une classe de citoyens doit être privée du droit de suffrage, c'est-à-dire du droit de prendre part à l'administration de la chose publique.

Les honorables députés de Montréal-est et de Dorchester nous ont dit que les employés ne pouvaient pas voter librement. C'est une simple affirmation et l'on pourrait en dire autant des employés d'un grand industriel, qui a trois ou quatre cents hommes à son service. Pourquoi ne pourrait-on pas dire avec autant de raison que ces hommes ne sont pas libres ? Voyez, par là M. le Président, où nous conduit ce principe poussé à ses dernières conséquences. L'employé public peut tout faire à l'exception de voter, parce que, dit-on, il n'a pas l'indépendance de l'électeur ordinaire ; mais ici on s'est contenté d'affirmer sans donner de preuves.

L'honorable député de Rouville a donné les vraies raisons qui doivent engager la Chambre à repousser ce projet de loi ; en effet comme il l'a dit, on ne doit recourir à cette mesure extrême que dans le cas où il existe des abus criants. Voilà trois ou quatre séances que nous discutons, sans que l'on ait produit un seul fait tendant à appuyer la prétention qu'il existe de ces abus ; tout ce que l'on a eu à alléguer à l'appui de cette mesure se réduit à bien peu de chose, puisque l'on ne nous a entretenus que d'une émeute qui aurait eu lieu dans le comté de Témiscouata. S'il y a là cause suffi-

sante pour défranchiser ces employés, pourquoi le Gouvernement n'a-t-il pas lui-même présenté ce projet de loi !

Pour ma part, je ne suis pas prêt à dire que les employés publics ont perdu leur indépendance, jusqu'au point d'être défranchisés. Je voterai donc contre ce projet de loi.

**M. Casgrain**—*député de Québec*—Je regrette de reténir la Chambre encore quelques instants.

Cette discussion dure depuis plusieurs heures, et je constate avec surprise que les partisans de ce projet de loi, n'ont pas apporté aucun argument nouveau. Comme il s'agit de frapper une classe nombreuse d'électeurs, et de faire une innovation considérable dans la loi de ce pays, nous nous attendions que l'on donnerait des raisons très sérieuses à l'appui d'une telle proposition.

On a essayé de se baser sur ce qui se passe en Angleterre, mais on n'a pas réussi. Si ce projet de loi est adopté, il n'y aura pas un pays qui aura défranchisé un aussi grand nombre de citoyens, sans raison valable.

L'honorable député de Dorchester a dit que je l'avais maltraité l'autre jour. Je n'ai rien à retirer de ce que j'ai dit, et si j'avais une vengeance à exercer, je serais justifiable de le maltraiter un peu, car il y a assez longtemps qu'il m'injurie dans son journal.

Nos adversaires ne cessent de protester de leur dévouement à la cause de la liberté. Peuvent-ils me montrer une seule loi, dans tous les Etats de la république voisine, qui approche celle-ci ? Dans toutes les Provinces du Canada, à l'exception de la Nouvelle-Ecosse, on n'a jamais songé de priver les employés publics en bloc de leur droit de vote. Je dis que ceux qui siègent ici sont véritablement les représentants du peuple, et le vote des fonctionnaires n'a pas joué un rôle considérable dans leur élection.



A-t-on jamais songé à Ottawa, à défranchiser les employés des Gouvernements locaux, pourtant nos adversaires sont au pouvoir dans la plus part des Provinces, Si on avait voulu faire une loi de parti, l'occasion était belle. Les commissaires des licences dans la Province d'Ontario, sont les esclaves du Gouvernement Mowatt, et cependant le Parlement fédéral n'a pas songé d'en faire des parias politiques. Voilà l'esprit de libéralité qui a présidé jusqu'ici à la législation électorale, et la tendance est d'étendre le droit de vote autant que possible. Doit-on maintenant reculer au temps où l'on privait les membres du clergé du droit de voter parce qu'ils étaient membres du clergé ? Peut-on se baser sur ce qui se passe en Angleterre pour faire une telle législation ? Mais si j'étudie l'histoire de cette question dans les débats du Parlement anglais, je trouve tout le contraire de ce que ces messieurs prétendent y voir.

On a discuté là-bas la question de donner le droit de vote aux employés qui en avaient été privés ; voici ce que je trouve dans le volume 218 du *Hansard* anglais :

“ Mr. Monk, in moving that the Bill be now read a second time, said, that those honourable members who sat in the last Parliament would remember that that was not a new subject ; for this question had been several times under the notice of the House. When the Reform Bill of 1867 was passing through committee, the then member for Buckingham (Sir Harry Verney) proposed the insertion of a clause, to enable officers connected with the Revenue Departments to exercise the franchise in the same way as other citizens ; but as both the present and the late Premier Minister expressed an opinion that further consideration of the subject was desirable, and as the House was impatient to send the Bill up to another place, ” the motion of the honorable Baronet was negatived, and nothing further was then done on the matter. The following year, in conjunction with Sir Harry Verney

“ and Mr Otway, he (Mr. Monk) brought in a Bill to remove  
“ from the officers of the three Revenue Departments—  
“ namely the Inland Revenue, the Customs, and the Post  
“ Office—certain restrictions which had been placed on  
“ them with regard to elections by an Act passed at the  
“ instance of the Rockingham ministry in 1782. At that  
“ time the influence of those officers in certain boroughs  
“ was so great that, according to a statement of the Mar-  
“ quess of Rockingham, they were able to command a  
“ majority in no less than 70 boroughs, and could thus  
“ directly influence 140 votes in this House. That state of  
“ things was entirely changed long before 1867 by the  
“ increase of voters under the first Reform Act.

“ The Bill he introduced in 1868 met at first with consi-  
“ derable opposition, and amongst its opponents was the  
“ present Prime minister, but so strong was the expres-  
“ sion of opinion in that House in favour of restoring the  
“ franchise to the revenue officers that the right honourable  
“ Gentleman withdrew all opposition on the part of the Go-  
“ vernment to the measure, and when it reached the House  
“ of Lords it received the hearty support of the present  
“ Lord Chancellor, who exposed the weakness and sophi-  
“ stry of the arguments which had been advanced against  
“ it by the gentlemen at the head of the Inland Revenue  
“ and the Customs. It was passed in that House without  
“ any opposition, and through its operation, the Revenue  
“ Officers had been enfranchised; but those employed in  
“ the Customs and Post Office were still debarred, under  
“ very severe penalties, from canvassing, or otherwise inter-  
“ fering in elections. With regard to the present measure also,  
“ he understood there had been unfavorable opinions  
“ addressed to Government by the heads of the same  
“ Departments. It had been held by Sir William Stephen-  
“ son that although the measure of 1868 repealed the pro-  
“ visions of the Act of 1782, yet there were other old acts

“ under which penalties for canvassing at elections might  
“ still be inflicted on officers of the Inland Revenue. In  
“ that opinions he could not agree ; but he had introduced  
“ a clause in the present Bill which would place the matter  
“ beyond any doubt. Two years ago, when he proposed to  
“ move for a Select Committee to inquire into the political  
“ status of the revenue officers, it was suggested to him by  
“ the right honourable Gentleman then at the head of the  
“ Government, that he should, by means of a question in  
“ that House, first elicit the opinion of the Attorney General on the subject. He acted on this suggestion, and from  
“ the answer of Lord Coleridge (the then Attorney General)  
“ it appeared that only two of the three Revenue Departments—namely, the Post Office and the Customs—were  
“ under any restrictions with regard to elections. The  
“ Attorney General said :

“ With regard to the Inland Revenue Officers, he believed  
“ they might now vote, and also interfere in elections by  
“ canvassing, because the statute which prevented them  
“ from so doing had been repealed.

“ There appeared to be no disposition to allow the disability to continue in the case of the Post Office *employés*,  
“ and the question to be considered was, practically, whether  
“ the officers of the Customs alone were to be forced to  
“ remain under a galling restriction while all other Departments were free ? He could not conceive that the new  
“ House of Commons would permit such an injustice. One  
“ of the chief arguments which were urged against the Bill  
“ which he (Mr. Monk) brought forward in 1869, and  
“ against the motion for inquiry in the following year by  
“ the late Prime Minister was that if the officers of these  
“ Departments were allowed to attend election meetings, or  
“ to canvass for a parliamentary candidate, there would be a  
“ political disquietude in these Departments, that officers of  
“ these Departments would help to get a candidate returned

“ to Parliament with the view of obtaining promotion for  
“ themselves. But that argument applied equally to the  
“ Home Office, the Admiralty, and the other Departments  
“ where the disabilities which this Bill would remove did  
“ not exist, and a conclusive answer to it existed in the  
“ fact, that since the introduction of the system of com-  
“ petitive examination, no appointment in any of the Reve-  
“ nue Departments could be through the influence of any  
“ member of the House. He contented that the whole of  
“ the men employed in the Departments of the public  
“ Revenue ought to be completely enfranchised, and that  
“ that was simply the object of this Bill. No doubt, the  
“ Government could, if it thought fit, defeat the second  
“ reading, but he felt perfectly satisfied that sooner or later  
“ this measure, or one of a similar nature, would be sanc-  
“ tioned by the Legislature . . . . .

“ The law now was that Civil servants generally were  
“ absolutely politically free, with the exception of the  
“ Customs and Post Office and he considered that all the  
“ men employed in the Government Departments ought to  
“ be placed under the same law.

“ He should be perfectly ready to assent to the Bill  
“ going before a Select Committee if it should be thought  
“ necessary ; but he implored the Government to give  
“ their support to the second reading, so that all the  
“ Departments under the Government might be placed  
“ upon the same footing.

“ Mr. Forsyth said, he was glad the Government did not  
“ intend to oppose this Bill, for which he should vote. It  
“ was an anomalous thing that while the officers of the  
“ Excise could canvass and take an active part at election,  
“ the officers of the Customs and the Post office clerks  
“ could not do so. The Bill proposed to do away with that  
“ disability and he most cordially supported it.”

(Hansard's Parliamentary Debates, vol. 194, séance du 17 mars 1869, page 1578.)

" The Chancellor of the Exchequer (Right Hon. Robert Lowe.)

" . . . . My hon. Friend the member for Gloucester (Mr. Monk) asks us why we withhold from officers in the Revenue Departments privileges which we give to clerks in the West End—to those, for instance, in the Home, the Colonial, and the Foreign offices? The answer is, I think, very plain; we do so just because they are revenue officers. The clerks in the West End offices write letters all day; they are removed from the parties to whom those letters are written; they are not brought into personal contact with them, and exercise, as a general rule, no power over them whatsoever. The position of the officers in the Revenue Departments is entirely different. To them is entrusted the collection of a good deal more than £60,000,000 per annum; and how do they collect that amount? Not by sitting in a room in Downing Street and writing letters, but by going abroad among the people, mixing themselves up in some measure with their affairs, instituting into those affairs a most inquisitorial examination, counting the numbers of a man's servants, of his clerks, his horses and carriages, looking minutely into his income, making themselves acquainted with the correctness of the returns of the income which he sends in, with the progress of the manufacture in which he may happen to be engaged, imposing all sorts of disagreeable and annoying interferences on the course of his trade—in short, doing all those things which, except for the purpose of collecting the revenue, the law of England would not for a moment tolerate."

Voilà les paroles sur lesquelles j'attire l'attention de mes honorables amis. Quand nous avons fait notre propre

loi électorale, le législateur a copié la loi anglaise, mais lorsqu'on a fait la nouvelle loi électorale à Ottawa, le Gouvernement s'est aperçu que ses officiers n'ayant pas les mêmes fonctions qu'en Angleterre, il n'y avait pas les mêmes raisons de les défranchiser. La grande objection n'est pas tant le vote des employés publics, que leur intervention active dans les luttes de parti, et les priver de leur droit de vote, n'est pas un moyen pratique de les empêcher de travailler dans les élections.

La *Patrie* se déclare contre ce projet de loi ; son correspondant affirme que ce n'est pas une mesure libérale, comme nous le disions l'autre jour. Voici ce que je lis dans ce journal :

“ Malheureusement, il y a beaucoup de pour et de contre, et M. Pelletier n'a pas pour lui toute la droite. Disons-le aussi, la mesure proposée n'est pas, dans ma propre opinion, libérale et guère en harmonie avec le projet du Gouvernement d'étendre bientôt le suffrage à toute la jeunesse pensante de la Province. On abuse d'un droit, on s'en sert déloyalement contre nous : c'est un grand mal, mais pour y remédier faut-il recourir à la contrainte ? D'ailleurs, le but visé ne sera atteint qu'à demi, car, quand même on enlèverait le droit de vote aux agents du Gouvernement fédéral, il leur restera toujours la faculté de cabaler, et c'est là précisément ce qui fait le plus de dégâts dans les rangs des électeurs. Furieux d'être défranchisés, les cabaleurs fédéraux se précipiteront avec rage sur les comtés et, pour chaque vote que nous leur enlèverons, corrompront dix électeurs et les feront voter contre nous.

“ Voilà l'objection formulée par quelques-uns de nos amis à la Chambre. Elle prête beaucoup de force à l'opposition, qui devra une fière chandelle aux principes libéraux si elle réussit à tuer le *bill* de M. Pelletier.”

Pour ma part je ne suis pas surpris que l'honorable député de Rouville combatte ce projet de loi. L'opinion qu'il a, n'est pas le fait d'un caprice, mais le résultat d'études sérieuses, aussi avons-nous le plus grand respect pour cette opinion.

L'honorable M. **Pelletier**.—L'honorable député prétend-il que le correspondant de la *Patrie* est contre l'amendement ?

M. **Casgrain**.—Le correspondant dit que c'est une mesure anti-libérale.

L'honorable M. **Pelletier**.—La correspondance dit qu'avec l'amendement, le projet est acceptable.

M. **Casgrain**.—Je lis ce qui est dans le journal et pas plus.

L'autre soir nous avons entendu des paroles éloquentes contre ce projet de loi, de la part de l'honorable député de Verchères, et je ne doute pas que son vote confirmera ses paroles.

Le grand mal, c'est l'intervention des employés publics dans les élections ; je proteste contre cela. Dans mon élection, les plus chauds partisans de mon adversaire, étaient des employés de la Chambre à Québec. Dans une assemblée tenue à Beauport, celui qui donnait le signal de la claque contre nous, était un employé haut placé dans le Gouvernement de Québec.

On dit que les employés fédéraux sont obligés de voter pour le parti conservateur, sinon qu'ils seraient mis à la porte. Est-ce qu'il y a eu beaucoup de destitutions après les élections générales de 1887, et pourtant dans tous les comtés traversés par l'Intercolonial, les employés de ce chemin étaient contre nous.

L'honorable premier ministre a dit qu'il avait été insulté dans les chars par des employés conservateurs. Quand

nous allions sur l'Intercolonial, les libéraux nous en faisaient autant, et les employés sur ce chemin de fer, les conducteurs des trains les premiers, ne cachaient pas leurs sentiments contre nous. Si le Gouvernement fédéral avait mis à la porte ceux qui ont voté contre lui, la moitié des employés y aurait passé. Les chars de la malle étaient les endroits favoris où la cabale se faisait contre nous. Ces faits ne prouvent-ils pas que ces employés sont absolument libres de voter comme ils l'entendent.

Est-ce que l'employé public ne paye pas les taxes comme les autres ? Est-ce qu'il n'a pas autant d'intérêt à ce que la chose publique soit bien administrée, tout comme tout autre électeur ? Est-ce parce qu'un homme gagne \$100 par mois, qu'on doive en faire un paria politique et pour cela mettre de côté les principes qui régissent tous les autres pays et toutes les autres Provinces du Canada ? Il me semble que c'est une mesure qui est loin d'être libérale, et que nous retournons vers le temps où l'on défranchisait la moitié de la population pour avantager certains favoris.

Je n'ai pas compris la distinction qu'a voulu faire l'honorable député de Dorchester, entre les employés fédéraux et locaux. Il veut bien priver du droit de vote les employés du Gouvernement fédéral, mais en arrive-t-il à l'amendement qui vise les employés locaux, il se tient sur la réserve et ne l'approuve pas en entier ; pourtant s'il y a une différence, elle est en notre faveur. S'il y a des employés qui doivent être privés de leur droit de vote, ce sont ceux de la Province.

Cette mesure ne doit pas être acceptée parce qu'elle est contre les idées actuelles, elle est contre les traditions de l'histoire, elle est contre les principes vraiment libéraux et éclairés. Pour ces raisons je demanderai que l'on donne, non pas un vote de parti, mais que l'on juge la question sur son mérite. Si jamais les libéraux arrivent au pouvoir à



Ottawa, vous verrez, M. le Président, que l'on s'empresse de rappeler cette loi, car si les conservateurs étaient dans l'opposition là-bas, on n'y aurait jamais songé. Les lois doivent être faites d'après des principes bien arrêtés et suivant les besoins du pays. C'est là le seul moyen de faire une législation digne de cette Chambre et de notre passé.

La suite de la discussion est renvoyée à demain.

La séance est levée.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE

*Séance du mardi, le 13 février 1889.*

**SOMMAIRE** : — Délibération sur le projet de loi, pour autoriser l'appel dans les causes pour élections contestées: MM. Blanchet, Taillon, Mercier, McShane, Flynn, Robidoux et Gladu. — Seconde délibération sur les résolutions concernant le commissaire des incendies de Montréal: MM. Hall, Turcotte, Lareau, Murphy, McShane et Mercier. — Délibération sur le projet de loi concernant le président du Conseil législatif: MM. Mercier et Taillon. — Délibération sur le projet de loi nommant les membres du conseil législatif, juges de paix *ex-officio*: L'honorable M. Mercier. — Délibération sur le projet de loi pour modifier la loi des manufactures de Québec: MM. Mercier, Hall et Blanchet. — Délibération sur le projet de loi concernant la constitution par lettres-patentes, de compagnies de chemin de fer: MM. Flynn, Mercier, Taillon, Turcotte, Lynch, David, Blanchet et Nantel.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et vingt minutes.

### LE DROIT D'APPEL DANS LES CAUSES D'ÉLECTIONS CONTESTÉES.

L'ordre du jour appelle la troisième délibération sur le projet de loi, pour modifier la loi des élections contestées de Québec.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*. — J'ai l'honneur de proposer que ce projet de loi soit maintenant adopté en troisième délibération.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce*. — Ce projet de loi, M. le Président, a au moins le mérite de la franchise. L'article 2 décrète le droit d'appel même dans les causes jugées antérieurement. Je considère cette dispo-

sition comme entièrement contraire à tous les principes reçus en matière de législation.

On a essayé de la justifier en citant la loi passée sous le Gouvernement conservateur en 1882 ; mais je ne vois rien là qui puisse justifier l'application d'un tel principe. On se rappelle encore les circonstances dans lesquelles la loi de 1875, a été adoptée. On était fatigué de la corruption effrénée qui se pratiquait dans les élections, et on songeait aux moyens de la faire cesser. On fit une loi où l'on passa d'une extrême à l'autre.

Le système de renvoyer ces causes des élections contestées devant les cours de justice était nouveau, aussi l'interprétation donnée à notre loi fut-elle contradictoire. Un certain nombre de juges appliquèrent la loi avec une sévérité extrême ; des députés furent privés de leurs droits politiques par suite de cette sévérité, tandis que d'autres juges considéraient les mêmes cas comme n'étant pas suffisants pour annuler l'élection. D'ailleurs la plupart de ceux qui devaient bénéficier de la loi de 1882, avaient déjà subi la plus grande partie de leur peine ; et comme nous sortions des élections générales, et que rien ne faisait prévoir qu'il y en aurait de nouvelles avant cinq ans, ces gens se trouvaient pratiquement à subir toute la sentence prononcée contre eux. D'ailleurs cette loi de 1882 s'appliquait à des cas auxquels les deux côtés de la Chambre étaient intéressés.

Il y avait le cas de M. Méthot qui avait cru devoir, le soir de la votation, donner un verre de bière et du fromage à quelques amis.

Le cas de M. Landry était encore plus favorable ; il avait été "déqualifié" parce qu'il avait promis à une partie de ses électeurs, qu'il ferait tout son possible pour leur faire avoir de l'argent pour une route. Plus tard on a décidé que les promesses même d'une place, n'étaient pas suffisantes pour

punir un homme de la privation de ses droits politiques. Vient ensuite le cas de M. Beauchesne ; le curé d'une des paroisses de son comté avait parlé pour lui en chaire et contre son adversaire. Comme M. Beauchesne n'avait pas protesté contre ce sermon, la cour décida que le curé devait être considéré comme agent du candidat.

Les autres causes sont celles de MM. Hamilton, Dumont et Bertrand. Voilà pourquoi nous avons cru devoir venir au secours de ces personnes et les relever de ces incapacités politiques. Tout ce que la Législature a fait en 1882, ça été d'exercer sa prérogative de pardon, c'est-à-dire qu'elle a fait remise d'une partie de la peine encourue par ces citoyens.

Il s'agit de toute autre chose dans le cas actuel ; c'est le principe de la rétroactivité qui est en jeu. Les traces de l'application de ce principe, se retrouvent généralement dans l'histoire des époques de trouble ou de grandes perturbations sociales. En France, pour trouver l'application de ce principe il faut remonter à l'époque de la grande révolution.

Le but de ce projet de loi est de dépouiller un certain nombre de personnes de droits acquis, en vertu de jugements rendus. Pour s'excuser, on a dit qu'il ne s'agissait que d'une simple question de procédure, et que le principe de rétroactivité ne présentait aucune gravité. On se fait illusion. En 1880, on a passé une loi pour décréter que les avocats ne pouvaient prendre une action en recouvrement de leurs honoraires, à moins qu'ils ne fussent inscrits au tableau, mais cette loi n'affectait en rien les causes antérieures à 1880. Il a été aussi décidé que, dans les causes pour services professionnels, les médecins, pourraient être entendus, afin de faire connaître les services rendus. Mais ici encore, cette loi ne pouvait affecter les causes antérieures. Dans l'état de New-York, la Législature a aboli le

*demurer*, et la cour suprême a décidé qu'il fallait qu'il fut étendu pour toutes les causes commencées avant l'adoption de cette loi.

Le 15 mai 1821, la cour de cassation en France a déclaré qu'un jugement est un contrat. Ceci ne fait pas de doute dans notre législation. Les jugements intervenus sont loi pour les parties.

Ici, une pétition d'élection est plus qu'un contrat, c'est une action qui appartient à tout le monde, à tous les citoyens, qui sont intéressés dans le bien public. Le jugement rendu est acquis à tous ceux qui veulent l'observation des lois. Non-seulement passer cette loi, serait dépouiller le pétitionnaire du jugement qui a été prononcé, mais aussi tous les électeurs qui se trouvent à avoir là un droit acquis, et par là même nous commettrions un acte de grave injustice. Dans une cause ordinaire, si la partie condamnée a payé, et si plus tard, elle demande d'en appeler, sa demande sera renvoyée parce qu'elle aura acquiescé au jugement en payant le montant réclamé.

Dans la cause de Landry, demande d'appel a été faite au conseil privé en Angleterre, et ce tribunal a décidé que la Législature avait voulu supprimer le droit d'appel dans ces causes et qu'il ne fallait pas intervenir.

Personne jusqu'à présent n'avait songé à demander cette modification à notre loi. Les cas qui vont se trouver à bénéficier de cette loi, ne présentent pas le même aspect que ceux de 1882. Il n'y a que deux cas : celui de Mégantic et celui de Montréal-ouest. Est-ce suffisant pour faire une telle loi ? Quelle est la nature de celui de M. Whyte ? La loi défend de payer des cabaleurs. Les deux candidats dans cette élection ne pouvaient parler le français, or M. Whyte a payé un homme pour aller parler pour lui. Du moment que l'on peut payer un homme pour cabaler, on peut tout aussi bien en payer deux, ou cent. La lettre de la loi le défend positivement, il ne pou-

vait donc pas y avoir de doute là-dessus. **M. Whyte** n'a pas de reproche à faire à personne, excepté à lui-même.

Le cas de Montréal-ouest est bien différent. Je ne voudrais pas blesser l'honorable député....

L'honorable **M. McShane**—*député de Montréal-ouest.*—Je me suis protégé et ma cause est maintenant en appel devant la cour du banc de la reine. Je n'ai que faire à présent de vos sympathies....

L'honorable **M. Blanchet**.—L'honorable député a besoin d'une loi, sinon de sympathies....

Je ne puis accepter le principe de la rétroactivité ; c'est un principe injuste. On pourra, demain, tout aussi bien l'appliquer dans d'autres cas. On pourra se servir de cette loi pour en faire une autre encore plus mauvaise. Je repousse donc l'article deux qui vicie tout ce projet de loi.

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition.*—M. le Président, je désire exprimer mon opinion, et comme j'ai pairé avec l'honorable secrétaire de la Province, je demande la permission de proposer l'amendement suivant :

Que tous les mots après “ que ” dans la proposition, soient retranchés et remplacés par les suivants : “ ce projet ne soit pas lu une troisième fois maintenant mais qu'il soit renvoyé de nouveau au comité général de la Chambre avec instruction d'en retrancher l'article 2.”

J'ai peu de chose à dire dans le moment. Je trouve cette loi bien extraordinaire, comme l'a dit l'honorable député de Beauce. Je concours dans ses vues.

On a parlé des cas affectés par la loi de 1882, mais ces cas n'étaient pas bien odieux. Ils s'étaient produits au début de l'application de la loi de 1875, et alors on interprétait cette loi avec une grande sévérité, sévérité dont les tribu-

naux se sont relâchés depuis. Je crois que si certaines de ces causes étaient maintenant soumises à nos cours à Montréal, les juges n'y trouveraient pas matière à annuler même l'élection. De plus, il y a le fait important que la plus grande partie du temps pendant lequel devait durer la peine, était écoulé. C'est ce que la Législature a compris, car cette loi, présentée le 20 mai 1882, était passée le 25 du même mois. Comme on le voit, on n'y attachait pas une grande importance, à raison sans doute, des circonstances dans lesquelles elle était soumise à la Chambre. Au Conseil, bien qu'il fut fort divisé sur la question de confiance dans le Gouvernement d'alors, le projet fut adopté sans amendement le même jour, le 25 mai.

L'honorable député de Montréal-ouest s'est adressé à la cour d'appel, prétendant qu'il avait droit d'en appeler du jugement de la cour de révision ; sa prétention n'a pas été acceptée. Cependant le bref a été émis afin de permettre à la cour d'avoir de plus amples informations. Ne serait-il pas mieux d'attendre la décision de ce tribunal ? S'il décide en faveur du demandeur, nous n'aurons pas donné le mauvais exemple que comporte ce projet de loi, puisqu'il aura par là même, ce qu'on cherche à lui accorder par une législation. Il n'y a pas encore un an que le jugement contre M. Whyte a été rendu ; il pourrait aussi se prévaloir de l'appel qui sera accordé dans le cas de Montréal-ouest. Que ces messieurs commencent par les moyens ordinaires, et la Chambre verra ensuite s'il y a lieu de recourir aux moyens extraordinaires. Ceci regarde l'honorable procureur général et le premier ministre, qui doivent avoir comme nous, des répugnances à voter ce projet de loi.

Je voulais faire des recherches dans De Molon, sur la question de principe, mais d'autres de mes amis pourront en parler.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, président du conseil exécutif.* — Nous en

sommes rendus à la troisième délibération sur ce projet de loi, par conséquent le principe en a été admis par la Chambre. L'objection maintenant vient sur l'article 2. Toute la question est de savoir si ce droit d'appel, ne doit pas être accordé aussi bien pour les cas antérieurs que pour les cas postérieurs à cette loi. Quant au passé, ce droit d'appel est limité aux cas qui se sont présentés depuis 1882, et cela pour deux raisons.

Premièrement, en 1882, il y a eu amnistie complète pour tous ceux qui avaient été condamnés jusque-là. Deuxième raison, c'est que les sept années d'incapacités politiques auxquelles les coupables avaient été condamnés, sont expirées.

Il y a plusieurs bonnes raisons d'accorder ce droit d'appel. Je crois qu'il est parfaitement juste d'étendre ce droit d'appel au passé. On a parlé de la question de la retroactivité. Les légistes des deux côtés de la Chambre ne s'accordent pas ; quelques-uns pensent qu'il y a retroactivité, tandis que d'autres croient que c'est le contraire. Quant à la procédure, c'est différent ; je crois qu'il n'y a pas d'inconvénient comme l'a démontré l'honorable député de Rouville devant le comité de législation. On parle de certains inconvénients, naturellement les lois d'exception en comportent toujours, et la première loi d'exception c'est vous qui l'avez faite en 1882 ; le projet de loi que nous examinons a une portée bien moins grave que votre loi.

Dans la presse, on a dit que cette mesure avait pour objet de laver MM. McShane et Whyte. Il ne s'agit pas de cela du tout, puisque l'un de ces messieurs a déjà porté sa cause en appel. Qu'est-ce que ces messieurs de l'opposition ont à craindre si, comme ils le disent, ils croient le jugement en premier instance bien fondé...

L'honorable M. **Taillon**. — J'ai dit que l'appelant McShane, en demandant l'émission du bref d'appel, ne



paraît pas avoir prétendu qu'il avait été condamné injustement ; il s'est contenté de soulever la question de la juridiction de la cour inférieure. Je n'ai rien dit sur le mérite de la cause. Je me suis contenté d'exprimer l'opinion que, d'après ce que j'en connaissais, ce cas ne méritait pas de sympathie.

L'honorable M. **Mercier**.—Nous n'avons pas à nous occuper du mérite de la cause, mais seulement de la question de l'opportunité d'accorder l'appel.

Dans ce cas, je ne vois pas où sont les droits acquis. Qui va souffrir du renversement du jugement, du moment que le pétitionnaire est protégé contre les frais ; pour ces raisons, j'espère que la Chambre repoussera l'amendement de l'honorable chef de l'opposition. Nous avons discuté cette question à satiété, et rien ne pourra changer notre opinion sur ce point.

L'honorable M. **McShane**—*député de Montréal-ouest*.—Je saisis cette occasion pour remercier les membres de la Chambre pour l'acte de justice qu'ils ont fait à mon égard.

Je dis que la loi électorale actuelle est très mauvaise, et je ne vois pas pourquoi on n'accorderait pas le droit d'appel. Pour ce qui me concerne, j'ai été condamné sur le témoignage d'un homme qui s'est parjuré et que l'on a trouvé quelque temps après, mort dans son étable. On a dit aussi que j'avais cherché à intimider deux hommes employés sur le chemin de fer du Grand-Tronc. Je suis libéral et jamais je n'ai menacé personne de la perte de son travail, parce qu'il voterait suivant sa conscience. Mes avocats ont prouvé que le jugement contre moi était mal fondé. Si j'avais fait comme bien d'autres qui ont *paillé* leur élection, je n'en serais pas rendu là aujourd'hui. Combien y en a-t-il parmi ceux-là qui peuvent dire qu'ils n'en ont pas fait autant que moi.

Je remercie les avocats qui m'ont si habilement défendu, et j'espère que la cour d'appel me déclarera innocent comme je le suis réellement.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—Je regrette que le Gouvernement insiste pour conserver l'article 2 du projet de loi, qui viole la majesté de la loi, car il y a ici chose jugée.

Quand il ne s'agit que de matières relatives à la procédure, les opinions sont partagées ; mais quand il y a jugement, ce jugement est considéré comme final. Or ici la clause en question établit clairement qu'il y a rétroactivité.

On s'est appuyé sur la législation de 1882 pour justifier ce projet de loi. Cette loi de 1882, quelqu'en soit le mérite, pèse sur les deux partis ; elle fut proposée par M. Fortin, alors député de Montmagny, et je me rappelle fort bien qu'il y a eu une espèce d'entente, entre les deux côtés de la Chambre. J'avoue que je ne partageais pas l'avis de ceux qui étaient en faveur de cette législation, et s'il y avait eu vote, j'aurais voté contre, car on créait un précédent qui pouvait être invoqué à l'avenir. Le seul vote qui ait été pris dans cette Chambre, l'a été sur un amendement fait par le Conseil législatif, sur cette partie de la loi concernant les poursuites pénales. Je me sens donc parfaitement à l'aise, lorsque je dis que je ne puis accepter ce projet de loi.

Bien que cette loi de 1882 nous ait été soumise dans des circonstances exceptionnelles, cependant je reconnais qu'elle pouvait être considérée comme un précédent dangereux. L'honorable M. Irvine a avoué au cours du débat que le cas de M. Méthot était très favorable et qu'il voterait pour un projet de loi spécial, pour venir au secours de ce monsieur. J'ai une connaissance personnelle de quelques uns de ces cas, et je suis certain que, quelques années plus tard, aucun tribunal n'aurait rendu des jugements comme ceux-là. D'ailleurs cette loi de 1882, n'a pas été

faite uniquement pour venir au secours des candidats appartenant au parti conservateur, les deux partis y étaient représentés. On a demandé de l'étendre à tous les électeurs qui se trouvaient dans le même cas, et la Chambre a répondu : " Nous ne connaissons pas ces cas, tandis que nous connaissons ceux concernant les candidats. Aujourd'hui c'est le Gouvernement qui présente ce projet de loi qui devra s'appliquer tout aussi bien aux électeurs qu'aux candidats. Je suis d'opinion que cette loi aura un effet rétroactif, et qu'elle est par conséquent excessivement dangereuse. On ne doit recourir à ce genre de législation que dans les cas les plus graves. Y a-t-il des cas spéciaux, ou y a-t-il des candidats qui ont été maltraités ? On ne nous le dit pas, et cependant on nous demande de passer une loi comme celle-ci ! . . .

Les deux seuls cas que nous connaissons, sont ceux de Montréal-ouest et de Mégantic. Quant à l'honorable député de Montréal-ouest, il a demandé un bref d'appel, et la cour du banc de la reine a permis l'émission de ce bref. S'il y a appel très bien, il n'aura pas besoin de cette loi ; sinon quel bénéfice pourra-t-il en retirer ? Se plaint-il du jugement même ? Ou le jugement est-il trop sévère ? Y a-t-il des circonstances atténuantes ? Qu'on nous les signale, et la Chambre pourra se prononcer. Comme question d'opportunité, on ne devrait pas insister sur l'adoption de cette mesure, il n'y a pas d'urgence, et c'est en cela, que je trouve que le Gouvernement a tort, car les faits qui sont devant nous ne nous justifient pas de faire une telle loi.

**M. Robidoux**—*député de Chateauguay*.—Le principal argument de la gauche pour prouver que la loi qui permettrait aux personnes " déqualifiées " en vertu de la loi des élections, d'en appeler du jugement qui les " déqualifie, " c'est que cette loi aurait un effet rétroactif, et porterait atteinte à des droits acquis. Les lois rétroactives sont des lois odieuses.

On a émis l'opinion que cette loi n'était pas une loi ayant un effet rétroactif et portant atteinte à des droits acquis, parce qu'elle n'est qu'une loi de procédure, et que les lois de procédure ne sont pas de celles qui portent atteintes aux droits acquis.

La loi qui occupe l'attention de la Chambre, n'est pas une loi de procédure. Elle ne crée pas une façon nouvelle d'exercer un droit, mais elle crée un droit nouveau. Le droit d'appel qu'elle accorde n'existait pas jusqu'ici.

Cependant le droit d'appel qu'elle accorde ne porte atteinte à aucun droit acquis.

Dans une demande en "déqualification," il y a trois parties intéressées : le pétitionnaire, la société et le défendeur.

Le pétitionnaire ou le demandeur n'exerce pas un droit qui lui est propre. Le droit de punir quelqu'un qui s'est rendu coupable de manœuvres frauduleuses ne m'appartient pas à moi, ne vous appartient pas à vous. Ce qui m'appartient à moi, comme à tout le monde, c'est l'exercice de ce droit. La punition qui est infligée à celui qui est déclaré coupable de manœuvres frauduleuses, ne lui est pas infligée pour satisfaire à une dette dont je suis le créancier ; mais bien pour lui faire payer sa dette à la société. Par ses manœuvres frauduleuses, par son délit il fait un acte qui, restant impuni, serait un exemple néfaste à la société. La société, en punissant ce délit, veut empêcher les autres citoyens de le commettre à leur tour. La punition, c'est la réaction du délit.

Le pétitionnaire ou le demandeur est aussi intéressé, avons-nous dit. Il l'est en effet, mais seulement quant aux frais qu'il a faits dans la cause. La loi qui est maintenant à l'étude devant la Chambre protège le pétitionnaire ou demandeur, en déclarant que les frais, quelque soit le résultat de l'appel, seront à la charge de l'appelant. On ne peut

donc pas prétendre que cette loi porte atteinte aux droits acquis du demandeur.

Les seuls droits acquis dont il pourrait s'agir ici, seraient les droits de la société, qui a en sa faveur un jugement déclarant certaines personnes, politiquement inhabiles à voter et à être élues, pendant sept ans. En votant la loi qui nous est soumise, nous faisons l'acte d'un demandeur qui permettrait au défendeur contre lequel il aurait obtenu jugement d'en appeler, après plus d'un an de la date de ce jugement. Un tel demandeur ne contrarierait aucunement le principe qu'il faut respecter les droits acquis, puisqu'en renonçant au droit de s'opposer à l'appel de la partie adverse, il disposerait d'un droit qui est le sien, et non du droit d'un autre.

Ici, la société que nous représentons et au nom de laquelle nous avons droit de parler, dit aux personnes qui, depuis sept ans, ont été "déqualiées" : Je renonce au droit que j'avais de vous empêcher de porter le jugement qui vous a atteints devant un tribunal supérieur : je vous permets d'en appeler de ce jugement.

Nous ne froissons aucuns droits acquis. C'est de notre chose que nous disposons.

Le député de Gaspé a parlé de la majesté de la loi, qu'allait être outragée par cette loi. Outragée en quoi? Si la cour d'appel déclare que ces personnes ont été condamnées injustement, et si le jugement qui les a condamnées est infirmé, la seule conclusion à tirer, c'est que ces personnes n'étaient pas coupables. Elles n'ont pas commis d'actes dont l'exemple, s'ils restaient impunis, serait dommageable à la société. Il n'y a pas là d'action, point n'est besoin de réaction.

Si le jugement du tribunal de première instance est maintenu, il faudra conclure que la partie qu'il a atteinte, était coupable, mais la punition sera maintenue.

Le maintien de la loi me paraîtrait plutôt outragé, si une personne, condamnée injustement demeurait sous le coup de cette condamnation, quand par un appel, elle pourrait se laver de la tache que lui a infligée un jugement la déclarant injustement coupable de manœuvres frauduleuses.

Le député de Gaspé a parlé de deux lois passées par les conservateurs, en 1882, l'une remettant la peine à tous ceux qui avaient été "déqualifiés" jusqu'alors, et l'autre mettant fin à toutes les actions en recouvrement de pénalités contre les députés qui avaient siégé sans avoir la qualification foncière exigée par la loi.

Il a tenté de nous convaincre que ces deux lois ne froissent aucun principe, et il a voulu les comparer, au profit de son parti, avec celle dont nous discutons maintenant le mérite.

Il y avait, lorsque fut votée l'une de ces lois, un député qui siégeait en Chambre, et contre lequel une poursuite en recouvrement de la somme de \$96,000, pour avoir siégé sans posséder une qualification foncière, était pendante. C'était pour soustraire le député à l'opération de la loi qui se rendait passible d'une pénalité, que cette loi de 1882 fut passée.

Ici, il y avait un droit acquis en faveur du demandeur qui poursuivait un député en recouvrement de la somme de \$96,000 pour laquelle il aurait obtenu jugement, sans cette loi de 1882, qui enlevait au demandeur des droits acquis.

En faisant remise de la peine de "déqualification" prononcée contre certains députés, la loi de 1882, outrage la majesté de la loi. Cette loi de 1882 ne dit pas, comme celle que nous proposons, aux parties condamnées : Allez tenter devant les tribunaux de faire déclarer votre innocence. Elle dit implicitement : Vous êtes coupables, c'est vrai, mais nous voulons bien vous pardonner.

La loi sur laquelle le ministère nous invite à voter, ne contrarie donc aucun principe de droit, et nos adversaires auraient agi plus sagement en ne nous rappelant pas les outrages qu'en 1882, ils ont eux-mêmes infligés à la majesté de la loi.

**M. Gladu**—*député d'Yamaska*.—Je ne puis voter sans donner un mot d'explication. Le principe est généralement admis qu'il faut accorder l'appel. Si ce principe est juste quand il est appliqué à l'avenir, il doit l'être également lorsqu'il est appliqué au passé. Ce n'est, au fond, qu'une question de technicité, quant à ce qui se rapporte à la rétro-activité, et la Législature, à mon avis, ne se déjugera pas en adoptant cette loi.

La proposition de l'honorable M. Taillon est mise aux voix :

Ont voté pour : MM. Baldwin, Beauchamp, Blanchet Casgrain, David, Deschênes (de Témiscouata), Desjardins, Duplessis, Flynn, Hall, Lapointe, LeBlanc, Lynch, Martin (de Bonaventure), McIntosh, Nantel, Owens, Picard, Poupore, Robertson, Spencer et Tourigny.—22.

Ont voté contre : MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Boyer, Cameron, Cardin, Champagne, Dechène (de l'Islet), Dumais, Duhamel, Forest, Girouard, Gladu, Laliberté, Lareau, Lemieux, Legris, Lussier, Mercier, Morin, Murphy, Pelletier, Pilon, Rhodes, Rinfret, Robidoux, Rocheleau, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier, Trudel et Turcotte.—33.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

#### LES COMMISSAIRES D'INCENDIES DE MONTRÉAL.

L'ordre du jour appelle la seconde délibération sur les résolutions concernant les enquêtes dans les cas d'incen-

dies et la charge de commissaire d'incendies de la cité de Montréal.

L'honorable M. **Tureotte** — *député de Trois-Rivières, procureur général.*—J'ai l'honneur de proposer que ces résolutions soient maintenant adoptées en seconde délibération.

M. **Hall**—*député de Montréal-ouest.*—M. le Président, voici la requête de l'association des assureurs à propos de ce projet de loi.

*The petition of the Canadian Fire Underwriters' Association*

" Respectfully Showeth,

" That the Canadian Fire Underwriters' Association  
" comprises in its membership, representatives of all the  
" Fire Insurance Companies Licensed by the Dominion  
" Government to transact business in Canada ;

" That a serie of resolutions to amend the Act respect-  
" ing the administration of the fire commissioners office for  
" the city of Montreal, is now before your Honorable  
" House.

" These resolutions provide that the expense of the said  
" Fire commissioner's office, shall be increase from \$1,600  
" to \$3,900 and by them, the corporation of the city of  
" Montréal asks for power to collect two thirds of said  
" amount from the fire insurance companies doing busi-  
" ness in Montreal.

" That in the opinion of your petitioners, the assess of  
" any part of the expenses of the said office, on the fire  
" insurance companies is unjust, the office being a public  
" one established for the commonwealth, to provide means  
" for the detection of arson and incendiarism ; that the  
" duty of providing for the prevention and detection of  
" crime, appertains to the public corporate, and the expenses



“ thereby incurred cannot rightly be assessed in particular  
“ upon fire insurance companies.

“ That the fire insurance companies already pay a  
“ heavy tax to the corporation of the city of Montreal, which  
“ tax was largely increased some years ago under the under-  
“ standing that such tax should cover any claim the city  
“ might have against the fire insurance companies, on  
“ account of the fire commissioners office, in pursuance  
“ of which understanding no claim on account of such  
“ expenses has been made up to this date, and therefore,  
“ none should now or in future be made ;

“ Your petitioners, apart from representing that the  
“ assessment of any part of the said expenses on the fire  
“ insurance companies, is unjust in principle, would fur-  
“ ther represent that the proportion proposed to be assessed  
“ upon companies is excessive, inasmuch as the amount of  
“ insured property in the city of Montreal is estimated to  
“ be less than one half of the whole and, therefore the  
“ Insurance Companies under any circumstances should  
“ not be called upon to contribute more than one half of  
“ expenses of the said office ;

“ Your petitioners would most respectfully submit that  
“ if notwithstanding the foregoing they are obliged to  
“ pay part of the expenses of the fire commissioners  
“ office, it is but right and reasonable that they should be  
“ given a voice in the nomination of the parties to be  
“ appointed to the office and they would urge that the right  
“ of nominating one at least of the commissioners be con-  
“ ferred upon the fire insurance companies ;

“ Also that with a view to increase the efficiency of the  
“ office, it is submitted that it would be advisable to allow  
“ the commissioner to exercise his office outside of the city  
“ of Montreal, by conferring upon him for the district of

" Montreal, the same powers as are given the coroners by  
" the Consolidated Statutes Nos. 2989 to 2997.

" And your petitioners as in duty bound, will ever pray,  
" &c.

" Signed on behalf of the

" Canadian Fire Underwriters' Association.

C.-AM. FARTRY,  
Vice-President.

ALF.-W. HADNEL,  
Secretary.

Montreal, 5th February, 1889.

Par ce projet de loi on propose d'attacher un salaire de \$3,000 à la charge de commissaire des incendies; et la rumeur va à dire que le Gouvernement a l'intention de ne nommer qu'un seul commissaire. La personne dans ce cas qui sera choisie, va se trouver à recevoir un salaire très élevé. Les cas d'incendies ne sont pas assez nombreux pour nous justifier de maintenir deux commissaires; dans le cas où il n'y en aura qu'un seul, il conviendrait de diminuer ce montant, et d'affecter l'économie ainsi réalisée, à augmenter le salaire des magistrats de police. J'appuie les conclusions de la requête des assureurs, et j'espère qu'elle sera favorablement accueillie par l'honorable procureur général.

L'honorable M. **Turcotte**.—Il s'agit de nommer un secrétaire avec un salaire de \$700 par année, et de porter le salaire collectif des commissaires de seize cents à \$3,000; ce qui fait une augmentation de \$2,100.

Cette loi existe depuis longtemps, . . . dix-huit ou dix-neuf ans, je crois. Dans l'intervalle, Montréal a agrandi énormément et l'ouvrage s'est accru. Le salaire du commissaire des incendies à Québec n'est que de \$1,400. Les devoirs de ces commissaires sont très importants. Chaque

fois qu'un incendie a lieu, et que l'on soupçonne qu'il est l'œuvre du crime, ces commissaires font une enquête. Ces enquêtes sont faites dans l'intérêt du public et des compagnies d'assurance. Ces commissaires qui ont des pouvoirs considérables, ont déjà fait découvrir des criminels qui avaient mis le feu, et qui par là même, avaient été la cause de pertes énormes.

Jusqu'ici leur salaire a été payé comme suit : Un tiers par la corporation de Montréal, et les deux autres tiers par les assureurs. C'est à peu près ce qui se pratique aussi à Québec. Mais pour le moment, il ne s'agit que de Montréal.

Mon honorable ami le député de Montréal-ouest vient de lire la requête de l'association des assureurs. Je suis surpris qu'elle nous ait adressé une telle requête, car il ne s'agit, après tout que d'une somme de \$2,100, qui va être répartie sur plus de trente compagnies dont le capital social varie de deux millions à plusieurs millions. Est-il juste qu'elles paient plus que Montréal et qu'elles s'en plaignent? Quand cette loi a été faite, si on a décidé que Montréal ne paierait qu'un tiers et les compagnies, les deux tiers des dépenses, c'est qu'on a pensé avec raison qu'elles étaient plus intéressées que la ville de Montréal. Prenons les faits et raisonnons-les : Voici une maison assurée qui brûle, l'assurance est de \$10,000. La compagnie doit payer les \$10,000. Si c'est un citoyen riche, il rebâti et la ville ne perd rien. Je suis surpris de voir les compagnies se plaindre d'une aussi petite augmentation dans les dépenses de ce bureau, si l'on considère que Montréal a énormément progressé depuis quinze ou vingt ans. Montréal, loin de s'opposer à cette mesure, a passé des résolutions pour l'approuver. J'ai ici un extrait des minutes des délibérations du conseil de ville que je vais communiquer à la Chambre :

“ Submitted and read the following reports from the fire  
“ and finance committees recommending that the council

“ concur in certain amendments to be made to the act  
“ respecting fire commissioners.

“ To the city of Montreal, the fire committee respectfully  
“ report :

“ That the attention of this committee has been directed  
“ to the condition of the law governing the fire commis-  
“ sioners of the city of Montreal.

“ Messrs. Poirier and Perry, the present commissioners,  
“ have had an interview with the committee and have  
“ suggested certain amendments, which they desire to be  
“ made in the act and to which they request the concur-  
“ rence of the city council.

“ Several of the alterations suggested such as inspection  
“ of risks and the settlement of losses, appear to your com-  
“ mittee to be so manifestly in the interest of the insurance  
“ companies, that it is to be hoped they will be adopted in  
“ every instance by the underwriters themselves without  
“ further legislation.

“ Some of the other matters alluded to, however, can  
“ only be carried out with the consent of the Council, and  
“ your committee are of opinion that if the office is to be  
“ as vigorously and effectively administered in the future  
“ as it is as present, suitable accommodation should be pro-  
“ vided and more ample remuneration made to the com-  
“ missioners.

They would therefore recommend the council to concur  
in the following, viz :

1. That suitable offices be provided in the city hall, for  
“ the holding of investigations, and the performance of the  
“ other duties required by the act.

“ 2. That a secretary be appointed by the fire com-  
“ mittee at an annual salary of seven hundred dollars (700).

“ 3. That the salaries of the commissioners be increased  
“ to \$1,500 each per annum, and that they be allowed  
“ \$200 per annum for contingencies.

“ 4. That authority be obtained from the city council to  
“ pay from the city treasury one third of the salaries and  
“ expenses of the office, the other two-thirds to be levied  
“ on the fire insurance companies doing business in the  
“ city of Montreal, such assessments to be made in the pro-  
“ portion of their respective incomes, to be ascertained and  
“ determined according to the sworn statements which the  
“ agent or representative of each company will be required  
“ to make to the city council annually or semi-annually as  
“ may be deemed advisable.

“ 5. That it be made a part of the duty of the chief of  
“ the fire brigade to promptly notify the commissioners of  
“ every fire which may occur in the city, and to furnish the  
“ names of such witnesses as may in his opinion be capable  
“ of giving testimony regarding the origin of such fire.

The whole nevertheless respectfully submitted,

[Signed] A.-A. STEVENSON,  
VITAL GRENIER,  
W.-H. CUNNINGHAM,  
D. WILSON,  
J. PERRAULT.

To the city of Montreal,

The Finance Committee,

Respectfully report :

“ That as directed by the council, they have considered  
“ the accompanying report of the fire committee suggesting  
“ certain amendments to the act concerning fire commis-  
“ sioners for the city of Montreal, and to that they concur  
“ in the recommendations therein made, save and except

“ the first clause to the effect that the commissioners be  
“ given office accommodation in the city hall.

“ Your committee further recommend that the city  
“ attorney be authorized to assist in the passing of the bill  
“ as modified by your committee.

“ The whole nevertheless respectfully submitted.

(Signed,) J. GRENIER,  
J. PERRAULT,  
RICHARD WHITE,  
M. LAURENT,  
W. CLENDENNING.

“ On motion of alderman J. Grenier, seconded by alder-  
“ man Stevenson, was resolved :

“ That the report of the fire committee as amended by  
“ that of the finance committee be received and adopted.

(Certified,)

(Signed,) CHS. GLACKMEYER,  
City-Clerk.

M. **Murphy**—*député de Québec-ouest*.— Est-ce que le principe du mémoire qui a été mis devant la Chambre a été incorporé dans ces résolutions ? J'ai compris que cette dépense ne devait être prise que sur le revenu des compagnies faisant affaire dans Montréal même ? . . .

L'honorable M. **Turcotte**.— Oui . . . et cela va être mis dans le projet de loi.

M. **Murphy**.—La rédaction des résolutions ne me paraît pas assez claire, du moins telle que je la comprends.

L'honorable M. **Turcotte**.—D'après le rapport du comité des finances on voit que l'on a demandé les changements que je propose.

Il me paraît inutile d'en dire davantage. J'ai établi l'intérêt des compagnies d'avoir de bons commissaires et un service vraiment efficace. Le public généralement n'est pas intéressé dans cette question au point de vue de la dépense, car il n'a rien à payer.

Il s'agit de savoir si Montréal demande cette loi ; or je crois l'avoir prouvé. Les compagnies d'assurance, de leur côté, ont-elles raison de se plaindre. Je ne le crois pas. S'il s'agissait d'un montant considérable, je comprends qu'elles auraient droit de se plaindre, mais comme il n'y a en jeu qu'une somme insignifiante à raison de leurs ressources, la Chambre ne doit pas s'arrêter à la demande formulée dans la requête et doit adopter cette mesure.

**M. Lareau**—*député de Rouville*.—M. le Président, il y a un fait qui a une certaine importance, et qui n'est pas connu généralement. L'honorable député de Montréal-ouest s'oppose à cette augmentation dans la dépense, or il ne s'agit que d'un petit montant et il y a un nombre considérable de compagnies d'assurance à Montréal. L'augmentation représentera à peine pour chacune d'elles une somme de trente ou quarante piastres.

En mars dernier, les représentants de ces compagnies ont tenu une assemblée et ils ont demandé que M. Perry fut nommé commissaire des incendies. Ces compagnies par là même, ont donc reconnu la nécessité de cette charge. M. Perry ne voudra t pas occuper ce poste avec l'ancien salaire, car il est trop minime.

La Province n'a rien à payer et je crois que la Chambre doit adopter cette loi. Si toutes les mesures que l'on nous soumet étaient aussi acceptables que celle-ci, elles seraient facilement adoptées.

**M. Murphy**.— Il ne s'agit, après tout, que d'un montant peu considérable, et je vois avec plaisir que l'associa-

tion des assureurs est de mon opinion. On sait, et je crois que la chose a été admise au cours de ce débat, qu'il n'y a que la moitié des propriétés de Montréal d'assurées, et cependant, on nous fait payer les deux tiers de la dépense, tandis que Montréal n'en paie que le tiers. Je crois que les assureurs ne devraient rien payer car il s'agit là d'une affaire qui regarde la généralité des citoyens....

**M. Hall.**—C'est ce que dit la requête....

**M. Murhy.**—...de Montréal... C'est une question qui relève de la société toute entière et qui ne regarde pas plus les assureurs que n'importe quelle autre classe d'hommes en particulier.

Si, au moins, on incorpore la suggestion dont j'ai parlée tout à l'heure au projet de loi, je n'y aurai pas d'objection..

**M. Hall.**—Les compagnies d'assurance n'ont pas d'intérêt à maintenir ces commissaires, elles ont les cours de justice ordinaires pour se protéger. Au fond, ces commissaires sont nommés principalement pour protéger Montréal.

L'honorable procureur général répond en disant que le montant à payer n'est pas considérable. Le montant ne fait rien au principe ; quand bien même ce ne serait que dix sous, la chose n'en serait pas moins injuste. C'est là un argument très faible, en vérité. Bien que leur part ait moindre par le passé qu'elle ne la sera à l'avenir, la corporation de Montréal n'a pas jugé à propos jusqu'à présent de se la faire payer par les compagnies d'assurance. C'est bien là la preuve que l'on sent que cette imposition n'est pas juste.

L'honorable **M. McShane**—*député de Montréal-centre.*—  
M. le Président, l'honorable député de Montréal-ouest ne sait peut-être pas que MM. Perry et Poirier ont fait beaucoup d'ouvrage depuis qu'ils sont nommés. Le *Herald* et la *Gazette*, tous deux ont publié un état de leurs travaux qui fait voir qu'ils ont bien gagné leur argent.



Est-ce qu'il est possible pour ces messieurs de vivre dans une grande ville comme Montréal sur la misérable pitance de quelques huit cents piastres. Du moment que le conseil de ville de Montréal est unanime à demander cette augmentation de salaire, je ne vois pas pourquoi la Chambre, qui, après tout, n'a rien à y voir, puisqu'elle n'a rien à payer ni dans un cas ni dans l'autre, rejetterait ce projet de loi.

Il n'est que juste que les compagnies d'assurance paient leur part de ces dépenses. Montréal est déjà assez lourdement taxé, néanmoins on voit des gens qui voudraient que cette ville le fut encore davantage. Déjà Montréal souffre de l'imposition d'une taxe très injuste, je veux parler de la taxe sur les corporations commerciales, qui devrait être enlevée. Dans quelques jours j'aurai l'occasion de revenir plus au long sur ce sujet et de demander à l'honorable premier ministre s'il entend accomplir bientôt sa promesse à l'effet de faire disparaître cette taxe injuste pour Montréal, puisque c'est elle qui paie les trois-quarts du revenu qu'elle produit pour toute la Province.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—M. le Président, je ne suis pas prêt à dire que les raisons exposées dans la requête de l'association des assureurs, ne sont pas bonnes et que leurs conclusions ne sont pas raisonnables. Mais il est malheureux que cette requête n'ait pas été présentée au conseil de ville de Montréal. Cette question a été discutée devant ce conseil pendant quinze jours, je crois ; on aurait donc eu le temps de soumettre toutes ces raisons à l'autorité municipale. Pourquoi n'a-t-on pas présenté cette requête pendant ces quinze jours ? Pourquoi cette association des assureurs n'a-t-elle rien fait pour protéger les intérêts de ses membres, quand le temps était propice pour le faire ?

Quant à ce qui concerne le Gouvernement, nous avons pris pour guide l'avis unanime du conseil de ville de Montréal.

Pouvons-nous être blâmés pour cela ? Après que le travail d'élaboration est fait, après que le projet de loi est devant la Chambre, on envoie une requête qui n'est présentée que le 7 du présent mois.

Je dis : que ces messieurs de l'association des assureurs aillent d'abord devant le conseil de ville de Montréal, et s'ils ne peuvent rien obtenir, alors qu'ils viennent ici et nous leur donnerons la juste considération qu'ils méritent. Le fait est que les conclusions de leur requête me paraissent excellentes. Entrautres choses, ces messieurs veulent que la juridiction des commissaires des incendies soit étendue. C'est une excellente preuve de la nécessité de maintenir la charge de ces commissaires....

L'honorable M. **McShane**.—... Et l'un de ces commissaires a été nommé sur la recommandation toute spéciale des assureurs eux-mêmes.

M. **Murphy**.—Pour moi, il n'est pas du tout question de la compétence des commissaires dans ce débat. Personne n'a mis cette compétence en doute.

M. **Hall**.—S'il faut étendre la juridiction, on pourrait remettre le projet de loi à plus tard, afin d'étudier la question à loisir....

L'honorable M. **Mercier**.—Nous allons garder cette requête devant nous, et nous allons étudier la question de savoir s'il ne faut pas étendre la juridiction de ces commissaires

M. **Murphy**.—Écoutez... écoutez...

Les résolutions sont adoptées dans les formes réglementaires.

L'honorable M. **Turcotte**.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier la loi concernant les enquêtes dans les cas d'incendies et la charge de commissaire d'incendies, dans la cité de Montréal.

Ce projet de loi est adopté en première délibération.

A six heures, la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

#### LE PRÉSIDENT DU CONSEIL LÉGISLATIF.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant le Président du Conseil législatif.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—C'est un projet de loi qui nous vient du Conseil législatif, et qui a trait à la présidence de cette Chambre.

Au début, la constitution fédérale décrétait que le Président du Conseil législatif était *ex-officio* membre du Gouvernement et qu'il était nommé durant bon plaisir. En 1882, sous le Gouvernement Chapleau, cette partie de la constitution a été changée, et il fut décrété que celui qui serait à l'avenir nommé à la présidence du Conseil tiendrait sa charge pendant toute la durée du parlement. Par le projet de loi qui est devant la Chambre, nous voulons revenir à la constitution telle qu'elle était avant 1882, et remettre en vigueur l'article 77 de l'acte fédéral, tout en maintenant cette partie de la loi de 1882, qui déclare que le Président du Conseil législatif ne fera pas partie du conseil exécutif.

Nous reproduisons purement et simplement l'article 77 de la constitution. Voici comment se lit ce projet de loi :

“ Les articles 80, 81 et 82 des statuts refondus de la Province de Québec sont abrogés et l'article suivant leur est substitué :

“ Le Lieutenant Gouverneur en conseil peut nommer.

“ de temps à autre, par instrument sous le grand sceau de  
“ la Province de Québec, un membre du Conseil législatif  
“ de Québec, comme “ orateur ” de ce corps, et il peut  
“ également le révoquer et en nommer un autre à sa place.

“ Cet acte viendra en vigueur le jour de sa sanction. ”

Ce projet a été adopté par l'autre Chambre, c'est donc le Conseil lui-même qui décide le changement relatif à sa présidence. Je crois qu'il doit avoir de bonnes raisons pour en agir ainsi, et ce fait seul doit nous suffire pour nous engager à adopter ce projet de loi.

J'ai l'honneur de proposer qu'il soit maintenant adopté en 2<sup>e</sup> délibération.

L'honorable M. **Taillon**.—Je crois que le Président du Conseil législatif devrait être nommé comme le Président ici, pour la durée du parlement, car il ne convient pas qu'il soit changé d'une session à l'autre. Ce projet a un certain air qui fait naître le soupçon, et j'aimerais beaucoup avoir d'autres raisons pour le voter, que celles que l'on nous a données. Sur une autre phase, je croirai devoir demander l'opinion de la Chambre.

Ce projet de loi est adopté en 2<sup>e</sup> délibération.

LES CONSEILLERS LÉGISLATIFS *ex-officio* JUGES DE PAIX.

L'ordre du jour appelle la 2<sup>e</sup> délibération sur le projet de loi nommant les membres du Conseil législatif juges de paix *ex-officio*.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—J'ai déjà dit que c'était par courtoisie que je m'étais chargé de ce projet de loi, et je le répète afin qu'on ne me tienne pas responsable de cette législation. Je n'ai pas l'intention d'en faire une mesure ministérielle. Ces messieurs du Conseil croient qu'ils doivent être juges de paix *ex-officio*, comme l'est le

maire ou le préfet d'un comté, dans les limites de leur juridiction municipale. Je prie la Chambre de la considérer avec attention, mais je ne désire pas faire plus que cela, en ce moment, en faveur de cette proposition de loi.

Le projet est adopté en deuxième délibération.

#### LA LOI DES MANUFACTURES.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour modifier la loi des manufactures de Québec.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, président du conseil exécutif*. — C'est un changement bien peu important ; il s'agit d'ajouter les mots : “ si l'inspecteur l'exige. ” C'est pour faciliter la mise en mouvement du mécanisme de cette loi. Les associations ouvrières et les patrons se sont entendus pour nous demander ce changement.

M. **Hall**—*député de Montréal-ouest*. — Les inspecteurs pourront-ils faire des règlements ? . . .

L'honorable M. **Blanchet**.— *député de Beauce*. — Si l'amendement est demandé par les ouvriers, nous n'y avons pas d'objection.

L'honorable M. **Mercier**. — Il y a toute une correspondance à ce sujet. Il y a des lettres et des requêtes de la part des chefs d'ateliers, et nous sommes prêts à laisser l'affaire entre les mains des inspecteurs. D'après la loi, les ouvriers ne peuvent travailler plus de dix heures par jour, ni plus de soixante heures par semaine. Les chefs d'atelier et les associations ouvrières disent : “ laissez cela entre les mains de l'inspecteur. ” D'ici à l'année prochaine, nous allons voir si cela fonctionne bien, et s'il y a des plaintes, nous remettons la loi telle qu'elle est aujourd'hui.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires, ainsi que le projet de loi concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette.

LA CONSTITUTION DES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER  
PAR LETTRES-PATENTES.

L'ordre du jour appelle la seconde délibération sur le projet de loi pour modifier les articles 4653 et 4696 des statuts refondus de la Province de Québec.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe premier ministre et président du conseil exécutif*. — J'ai l'honneur de proposer que ce projet de loi soit maintenant adopté en 2<sup>e</sup> délibération.

L'honorable M. **Flynn** — *député de Gaspé*. — M. le Président, si j'ai demandé l'autre jour que la seconde délibération fut retardée, c'est que je voulais m'assurer qu'un pouvoir semblable était accordé par les Législatures aux Gouvernements locaux, et si le Parlement fédéral en avait fait autant à l'égard du Gouvernement d'Ottawa. Une loi semblable à la notre existe à Ottawa pour les compagnies à fonds social, sauf celles des chemins de fer et des assurances. Je n'ai pas pu trouver une seule exception à cette règle dans toutes les Législatures provinciales. L'honorable premier ministre nous demande de voter un projet de loi qui aurait pour effet de faire disparaître la restriction qui se trouve à l'article 4653 des statuts refondus. Il se peut qu'il ait raison, mais je n'ai pas entendu encore aucun argument qui soit de nature à justifier un changement aussi important.

Il me semble qu'il serait excessivement dangereux de donner au Gouvernement le droit de constituer par lettres-patentes, les compagnies de chemin de fer, car nous ne pouvons pas avoir trop de contrôle sur ces questions.

Aujourd'hui, pratiquement toutes les personnes qui demandent des chartes comportant une autorité considérable, s'adressent à la Législature, or, à moins que l'on veuille en venir à l'abolition de cette Législature, il me semble qu'il faut lui laisser ce pouvoir, et ne pas le déléguer au Gouvernement. Il peut se faire que dans certains cas, il n'y ait pas d'inconvénient à ce que le Gouvernement puisse constituer, par lettres-patentes, les compagnies à fonds social, et la pratique jusqu'ici n'a pas donné lieu généralement à aucun abus. Mais dans le cas des compagnies de chemin de fer, l'exercice de ce pouvoir serait très dangereux ; je ne dis pas que ce système serait dangereux pour le Gouvernement, bien que je sois de cette opinion, et que je crois qu'il ne devrait pas demander un tel pouvoir. Il a déjà assez de difficultés à surmonter, sans encore lui en créer de nouvelles.

Je suis bien convaincu que le Gouvernement le plus ferme, pourrait succomber à la pression exercée par certains promoteurs d'entreprises de voies ferrées. A mon avis, nous devrions garder au moins le contrôle que nous avons sur cette partie de la législation particulière. Sans doute que l'on pourra toujours, malgré cette loi, venir devant la Chambre, puisqu'il y aura juridiction concurrente ; mais je ne puis au point de vue des principes, consentir à cette législation. Déjà d'après le changement fait l'année dernière, quinze membres de cette Chambre peuvent faire des lois de la plus haute importance, et c'est là, une tendance dangereuse à mon avis. Veut-on nullifier l'action de la Législature ?... Ce projet de loi, comme la loi touchant le quorum de cette Chambre, tend à le faire croire. Si nous adoptons cette mesure, il s'en suivrait que le Gouvernement aurait à l'avenir, outre le pouvoir législatif, celui de faire des lois qui jusqu'ici étaient réservées à la Législature.

La seule raison que l'on ait donnée à l'appui de ce projet, c'est qu'il faut combattre les tendances centralisatrices des

autorités fédérales, qu'il faut protéger l'autonomie des Provinces. Il faut, dit-on, opposer une digue aux progrès des empiètements fédéraux, et pour cela, il faut donner au Lieutenant Gouverneur en conseil, le pouvoir de constituer des compagnies de chemin de fer, afin que Son Excellence le Gouverneur Général en conseil ne puisse désavouer ces chartes. Comme question de fait, y a-t-il eu une seule charte de compagnie de chemin de fer désavouée? Il n'y en a pas eu une seule à ma connaissance. Franchement est-on sérieux en présentant cet argument? Non, cette raison ne suffit pas pour nous justifier d'adopter cette loi.

Dans le cas de désaveu, ou nous avions raison de passer la loi désavouée, ou nous ne l'avions pas. Si nous avions raison, quelle ligne de conduite le Gouvernement serait-il tenu de suivre, étant donné le fait qu'une charte accordée par cette Législature, serait désavouée par le Gouvernement fédéral, contrairement à la constitution? Votre devoir, dans ce cas, serait de faire adopter de nouveau cette loi, aussi souvent qu'il le faudra, jusqu'à ce que le Gouvernement fédéral cède ou consente à soumettre la question aux tribunaux. Mais adopter le procédé que l'on nous propose, ce serait reculer; j'aimerais mieux que le Gouvernement adopterait le procédé que je viens d'indiquer, plutôt que de le voir fuir cette responsabilité en faisant voter cette loi.

Nous serions, de plus, la seule Province qui aurait donné un tel pouvoir à l'exécutif.

Quant aux inconvénients du système actuel, nous ne les avons pas sentis, cependant je suis bien convaincu que nous pourrions trouver des exemples, où le principe restreint de ce pouvoir, a présenté des inconvénients. Il n'y a pas encore longtemps, des lettres-patentes ont été émises pour une compagnie de Sherbrooke. La compagnie a voulu passer dans les rues de cette ville, en accomplissement des fins pour lesquelles elle avait été constituée et il



en est résulté des complications et des procès ; finalement elle a dû venir devant la Législature, pour en obtenir les pouvoirs nécessaires, à la réalisation de son entreprise ; elle a dû en plus, payer tous les frais de ces procès.

En thèse générale, je dis que quand on peut éviter de donner trop de pouvoirs au Gouvernement, cela vaut bien mieux au point de vue de l'intérêt public. Quant à ce qui regarde les matières d'administration, la Chambre n'a pas d'autre contrôle que celui qui résulte de la responsabilité du Gouvernement, mais qu'au moins la Chambre garde en entier son contrôle en matière de législation. Après l'adoption d'un tel projet de loi, pratiquement, le pouvoir législatif de cette Chambre disparaîtrait pour ce qui regarde la législation particulière, et il ne resterait plus que les lois d'intérêt public.

Comment se fait-il donc que dans les autres Provinces ainsi qu'à Ottawa, on n'ait pas jugé à propos de donner un tel pouvoir à l'exécutif ? Nous avons une session annuelle de la Législature, et notre territoire n'est pas assez grand pour que l'on puisse prétendre que l'étendue de notre ressort législatif, soit un obstacle à la bonne administration de la chose publique. Pour ce qui concerne le Canada tout entier, cet argument pourrait peut-être avoir sa raison d'être, car les difficultés de communiquer avec le Parlement fédéral doivent être plus grandes, mais ici, je ne crois pas que cette raison puisse être invoquée.

A-t-on jamais refusé de constituer une compagnie, quand on nous a fait la preuve que la demande était juste et légitime ? Comme question de fait, nous avons constitué toutes ces compagnies qui nous l'ont demandé. La seule exception la règle qui ait été faite ici et à Ottawa, je parle de la loi existante, l'a été dans les circonstances suivantes. En accordant des subventions à tels et tels chemins de fer, on spécifiait dans la loi, que telle subvention pourrait être donnée à une compagnie qui serait constituée par lettres-patentes.

L'honorable M. **Mercler**.—On en a même constituées dans la loi qui accordait des subventions.

L'honorable M. **Flynn**.—Il n'y a eu dérogation à la loi générale que dans ces cas-là, et ce sont les seules que j'ai pu constater. Quand la chose a été faite ici, elle a provoqué des discussions assez vives ; il ne s'agissait pourtant que de petites lignes de quelques milles de longueur.

Les Législatures se sont toujours montrées jalouses de conserver intact le contrôle qui leur a été accordé exclusivement en matière de législation. Je repousse la proposition du Gouvernement, parce qu'il n'a aucune bonne raison pour nous la faire adopter.

Je regrette de le dire, mais la tendance aujourd'hui paraît être de diminuer les pouvoirs de la Chambre au bénéfice de l'exécutif. Je prétends que le Gouvernement a déjà trop de pouvoirs même dans son propre intérêt, quelque soit d'ailleurs la fermeté de ceux qui sont au pouvoir.

Si j'étais ministre ma manière de voir serait la même, et je combattrais cette tentative de législation de toutes mes forces, en me plaçant sur le terrain des principes, parce que je ne voudrais pas que le Gouvernement fût en position de refuser ou d'accorder des chartes aussi importantes. Il n'y a pas d'entreprises qui donnent lieu à tant de spéculations que les chemins de fer. On me dira peut être que c'est une bonne chose, car la spéculation engage les citoyens à favoriser le bien public, mais il y a spéculation et spéculation, et dans ce cas-ci, la spéculation peut facilement devenir illégitime, c'est pourquoi l'on a toujours considéré que la Chambre devait garder un contrôle absolu sur ces matières. Au cours des discussions qui pouvaient s'élever sur ces chartes de chemins de fer, les députés intéressés avaient l'occasion de donner leur opinion. Moi-même, il m'est arrivé de faire des suggestions qui ont été adoptées parce que

la Chambre les a considérées comme étant de nature à favoriser les intérêts publics. Il ne pourra pas en être ainsi, le jour où le Gouvernement seul aura à se prononcer sur ces demandes de la part des promoteurs de ces compagnies. Il sera obligé de se guider sur les dispositions de la loi générale.

On me dira sans doute : Mais le Gouvernement sera toujours responsable. " On sait qu'il est toujours plus difficile de remédier à un mal que de l'empêcher de se produire : du reste il y aura des droits acquis et les trois quarts du temps, la Chambre y verra une objection sérieuse à censurer l'action du Gouvernement.

Pour toutes ces raisons, je voterai contre ce projet de loi.

L'honorable M. **Mercier**.—Il s'agit, M. le Président, de conférer à l'exécutif, quant à ce qui concerne les compagnies de chemin de fer et des assurances, les pouvoirs qui lui sont conférées par la loi relativement à toutes les autres entreprises d'une nature provinciale. Il ne faut pas s'effrayer des mots, il faut prendre les choses telles qu'elles sont. Il faut avoir du courage, et ne pas avoir peur à tout propos ; il ne faut pas se laisser entraîner, et croire que si on adoptait ce projet de loi, se serait le bouleversement de la constitution, la ruine de la Chambre et de ses pouvoirs ; que pareille chose ne se serait jamais vue. Tachons donc de raisonner et d'agir comme des hommes sérieux. Quand la Chambre comprendra la question, elle votera pour ou contre, ce sera son affaire, mais je déclare d'avance afin qu'il n'y ait pas de malentendu, que c'est une mesure ministérielle.

A l'heure qu'il est, nous avons le droit de constituer par lettres-patentes toutes compagnies à fonds social, pour n'importe quel objet, et pour n'importe quel montant, à l'exception des compagnies de chemin de fer et d'assurance

L'exécutif peut constituer des compagnies ayant un capital de cents millions de piastres, et cette loi a été passée par nos adversaires. Elle est contenue aux articles 4652, 4653, 4654 etc., des statuts refondus.

Par l'article 2 de ce projet de loi, nous demandons à la Chambre de décréter ce qui suit :

“ L'article 4653 des statuts refondus de la Province de Québec est remplacé par le suivant :

“ 4653. A moins de dispositions expressément contraires, la présente section s'applique à toute compagnie à fonds social, constituée par charte pour quelque une des fins du ressort de cette Législature.”

En vertu des autres dispositions de la loi que nous voulons amender, des avis publics doivent être donnés au moins pendant trente jours dans deux journaux différents, publiés dans le district intéressé. Les noms des directeurs provisoires sont donnés, ainsi que le but que poursuivent les promoteurs, le montant du capital, l'endroit du siège principal des affaires de la compagnie ; et, si elle opère dans différents districts, elle doit donner des avis dans tous ces districts. De cette manière, le public est parfaitement renseigné, et n'importe quelle personne peut faire des objections et faire renvoyer la demande. Il y a donc là toutes les garanties possibles et désirables.

L'honorable député de Gaspé a cité un cas où on n'avait pas pris les précautions voulues. Je crois que mon honorable ami est dans l'erreur ; seulement des difficultés légales se sont soulevées, et il a fallu pour rassurer les intéressés de part et d'autres, un surcroît de précautions. Cela arrive tous les jours et il ne faut pas s'en étonner, d'ailleurs ce fait n'a aucune importance dans ce débat.

Quant il s'agit d'une compagnie ayant un capital de cent millions de piastres, il n'est pas nécessaire d'avoir un arrêté

du conseil en bonne et due forme, il suffit que le procureur général fasse un rapport et les lettres-patentes sont émises. Pourquoi donc cette exception en ce qui regarde les compagnies de chemin de fer et d'assurance ? Elle n'existe nulle part ni en Angleterre, ni aux Etats-Unis. Dans la république voisine, les compagnies à fonds social, sont constituées de la même manière qu'ici, et il n'y a pas d'exception. J'ai sous la main, le texte d'une vieille loi de l'Etat de New-York, loi qui date de 1852. En l'étudiant j'ai découvert avec quelque surprise que le mécanisme appliqué là-bas était exactement le même qu'ici. Je cite le chapitre 12 du premier volume des statuts révisés de l'Etat de New-York :

" Any number of persons, not less than twenty five, may  
" form a company for the purpose of constructing, maintain-  
" ing and operating a railroad for public use in the convey-  
" ance of persons and property, or for the purpose of main-  
" taining and operating any unincorporated railroad already  
" constructed, for the like public use ; and for that purpose  
" may make and sign articles of association, in which shall be  
" stated the name of the company ; the number of years the  
" same is to continue ; the places from and to which the road  
" is to be constructed, or maintained and operated ; the  
" length of such road as near as may be, and the name of  
" each county in this state through or into which it is made,  
" or intended to be made ; the amount of the capital stock  
" of the company, which shall not be less than ten thousand  
" dollars for every mile of road constructed, or proposed to  
" be constructed, and the number of shares of which said  
" capital stock shall consist, and the names and places of  
" residence of thirteen directors of the company who shall  
" manage its affairs for the first year, and until others are  
" chosen in their places. Each subscriber to such articles of  
" association shall subscribe thereto his name, place of resi-  
" dence, and the number of shares of stock he agrees to take  
" in said company. On compliance with the provisions of the

“ next section, such articles of association may be filed in  
“ the office of the secretary of state, who shall endorse there-  
“ on the day they are filed, and record the same in a book  
“ to be provided by him for that purpose ; and thereupon  
“ the persons who have so subscribed such articles of associa-  
“ tion, and all persons who shall become stockholders in such  
“ company, shall be a corporation by the name specified in  
“ such articles of association, and shall possess the powers  
“ and privileges granted to corporations, and be subject to  
“ the provisions contained in title three of chapter eighteen  
“ of the first part of the Revised Statutes, except the provi-  
“ sions contained in the seventh section of the said title.

“ Such articles of association shall not be filed and record-  
“ ed in the office of the secretary of state, until at least one  
“ thousand dollars of stock for every mile of railroad pro-  
“ posed to be made is subscribed thereto, and ten per cent  
“ paid thereon in good faith, and in cash, to the directors  
“ named in said articles of association ; not until there is  
“ indorsed thereon, or annexed thereto, an affidavit made  
“ by at least three of the directors named in said articles,  
“ that the amount of stock required by this section has been  
“ in good faith subscribed, and ten per cent paid in cash  
“ thereon as aforesaid, and that it is intended in good faith  
“ to construct or to maintain and operate the road men-  
“ tioned in such articles of association ; which affidavit shall  
“ be recorded with the articles of association as aforesaid.

Ainsi les adversaires de la demande peuvent se présenter, avertis comme ils le sont par les avis, et faire valoir leurs raisons à l'encontre de la demande. C'est sous l'empire de cette loi, que toutes les compagnies de chemin de fer de cet Etat, aussi puissant qu'un empire, se sont, je crois, formées. Les plus grandes et les plus puissantes compagnies viennent de l'Etat de New-York, et elles n'ont pas, généralement, d'autres chartes que celle qui leur a été accordée en vertu de cette loi. Là, on ne s'amuse pas à passer trois

semaines ou un mois à discuter une charte de compagnie. Du moment que des millionnaires, hommes pratiques, se présentent devant le secrétaire d'Etat, et produisent la preuve qu'ils se sont conformés à la loi, ils ont une charte et pour cela ils ne sont pas obligés de se promener de comité en comité et de perdre leur temps inutilement.

Dans l'Etat du Michigan, qui est encore relativement jeune, et qui est déjà un grand Etat, on a adopté, à peu près, la même loi ; la voici :

..... "such articles of association shall be filed in  
"the office of the secretary of State, and thereupon the  
"persons who have subscribed such articles, and all other  
"persons who shall from time to time thereafter subscribe  
"to or become the holders of the capital stock of said  
"corporation, in the manner to be provided in its by-laws,  
"shall be a body corporate, by the name specified in such  
"articles, and shall be capable of suing and being sued, and  
"may have a common seal, and may make and alter the  
"same at pleasure, and be capable in law of purchasing,  
"holding and conveying any real and personal property  
"whatever necessary for the construction, maintenance and  
"operation of said railroad, and for the erection of all  
"necessary buildings, yards and appurtenances for the use  
"of the same" ..... (pages 833 et 834).

Voilà ce que dit la loi de cet Etat, et l'on sait avec quel rapidité, il a progressé depuis un certain nombre d'années. Des villes se sont élevées partout comme par enchantement, grâce aux nombreuses voies ferrées qui ont été construites par des compagnies constituées de cette manière-là. Là, pas de lutte devant la Législature, les promoteurs ne sont pas obligés de subir les caprices des législateurs et des intéressés du dehors.

L'Etat du Connecticut n'a pas voulu rester en arrière ; il a imité l'exemple des autres grands Etats de l'Union Améri-

caine, et l'année dernière il a adopté la même loi, comme le prouve l'extrait suivant des statuts généraux de cet Etat :

" Sec. 3433. Any number of persons not less than twenty  
" five may form a company for the purpose of constructing,  
" maintaining and operating a railroad for public use in the  
" conveyance of persons and property.

" Sec. 3444. The persons forming such railroad company  
" shall make and sign articles of association, in which shall  
" be stated : first, the name of the company ; second, the  
" place where its principal office or place of business is  
" located, which shall be and continue in this State ; third,  
" the places from and to which and the names of all the  
" towns through and into which it is proposed to construct,  
" maintain and operate said road ; fourth, the length of said  
" railroad, as nearly as may be, and the amount of capital  
" stock of the company, which shall not be less than ten  
" thousand dollars for every mile of road proposed to be  
" constructed ; fifth, the names and residences of not less  
" than nine directors of said company, who shall be chosen  
" by the persons subscribing said articles of association, and  
" a majority of whom shall always be residents of this State,  
" and who shall manage its affairs for one year ; but the  
" amount of the founded and floating debt of any such  
" corporation shall at no time exceed the amount of cash  
" actually paid in upon its capital stock.

On peut dire que c'est là le résultat d'une expérience pratique, et le désir de seconder la marche active du progrès. Si on a adopté une telle loi, c'est qu'on voulait débarrasser les organisateurs de ces compagnies, de tous les ennuis et de tous les obstacles inséparables du système que nous avons et que l'on s'est hâté de mettre de côté aux Etats-Unis. Vous pouvez renfermer la vapeur dans un cylindre, elle pourra briser le cylindre si vous n'y voyez pas, tandis qu'au contraire elle pourra puissamment seconder le travail



de l'homme si vous savez utiliser ses forces. On a compris aux Etats-Unis que les forces extensives du progrès, pour être fécondes ne devaient pas être restreintes dans leur liberté d'expansion, qu'il faut des lois en rapport avec ces besoins. Le progrès, c'est la vapeur ; il ne faut pas qu'il soit arrêté par toutes sortes de difficultés et d'ennuis inutiles. On me dira peut-être que ce que je propose là est révolutionnaire, que ce n'est qu'aux Etats-Unis où la chose a pu être adoptée, et qu'il est étonnant que ce Gouvernement veuille imiter les exemples qui lui viennent de ce pays. J'ai pour principe de prendre le bien partout où je le trouve, et je ne vois pas pourquoi nous ne suivrions pas l'exemple des Etats-Unis, quand cet exemple est bon, et peut s'appliquer aux conditions dans lesquelles nous nous trouvons ici.

Mais, allez donc en Angleterre, le pays par excellence des traditions conservatrices dans la législation, et qu'est-ce que vous y verrez ? Là aussi on a compris qu'il fallait faire disparaître les obstacles sur lesquels se heurtaient les meilleures volontés, afin de donner toute la latitude possible à l'esprit d'entreprise dont l'énergie s'était redoublée, à l'occasion de l'ère des chemins de fer qui a révolutionné les conditions économiques du monde civilisé.

Si vous lisez " Hodge's on railways," édition de 1863, vous verrez que les compagnies de chemin de fer peuvent être constituées par lettres-patentes, de la même manière que je le propose maintenant.

" . . . our object in this chapter will be to notice such of  
" the provisions of " The Companies Act, 1862, " as apply  
" to the constitution and incorporation of railway compa-  
" nies . . . (page 2.)

" Where a company is formed on the principle of having  
" the liability of its members limited to the amount unpaid

“ on their shares (i), the memorandum of association must  
“ contain the following things :

“ 1. The name of the proposed company, with the addition of the word “ limited ” as the last word in such name.

“ 2. The part of the United Kingdom, whether England, Scotland or Ireland, in which the registered office of the company is proposed to be situate.

“ 3. The objects for which the proposed company is to be established.

“ 4. A declaration that the liability of the members is limited.

“ 5. The amount of capital with which the company proposed to be registered, divided into shares of a certain fixed amount.

“ Subject to the following regulations :

“ 1. That no subscriber shall take less than one share.

“ 2. That each subscriber of the memorandum of association shall write opposite to his name the number of shares he takes (page 4 and 5).

“ The memorandum of association must bear the same stamp as if it were a deed to be signed by each subscriber in the presence of and be attested by one witness at least. It will, when registered, bind the company and the members thereof to the same extent as if each member had subscribed his name and affixed his seal thereto, and there were in the memorandum contained, on the part of himself, his heirs, executors and administrators, a covenant to observe all the conditions of such memorandum, subject to the provisions of the Act of 1862.

“ The memorandum of association may, in the case of a company limited by shares, and must, in the case of a

“ company limited by guarantee or unlimited, be accompanied, when registered, by articles of association signed by the subscribers to the memorandum, and prescribing such regulations for the company as the subscribers to the memorandum deem expedient (page 6).

“ The memorandum and articles of association, if any, must be delivered to the registrar of joint-stock companies, who will retain and register them . . .

“ Upon registration the registrar will certify that the company is incorporated ; and, in the case of a limited company, that the company is limited. The subscribers of the memorandum, together with such other persons as may from time to time become members of the company, will thereupon be a body corporate by the name contained in the memorandum, capable forthwith of exercising all the functions of an incorporated company, and having perpetual succession and a common seal, with power to hold lands . . . ”

Voilà ce qui existe en Angleterre. Aux Etats-Unis, on a commencé dès 1852, et dix ans plus tard, l'Angleterre a copié les lois des Etats-Unis ; Est-ce qu'on s'en est plaint ? Non, et personne n'a considéré cette innovation comme dangereuse.

L'honorable député de Gaspé a dit que la Chambre allait perdre son contrôle sur cette partie de la législation ; pas du tout. N'importe qui, pourra venir ici demander des chartes de compagnies de chemin de fer, de plus, la Chambre ne se trouvera pas par là même privée du droit de blâmer le Gouvernement d'avoir accordé des lettres-patentes, d'une manière imprudente, à des individus qui ne l'auraient pas mérité. Si jamais le Gouvernement accordait des lettres-patentes contre l'intérêt public, la Chambre pourrait le blâmer, et l'on sait quelle serait la conséquence d'un tel blâme.

Mais on dit : cela va présenter des difficultés considérables, et dans bien des cas, il faudra toujours en venir à l'ancien système, et se présenter devant la Législature pour avoir des chartes spéciales. Vraiment cet argument n'est pas sérieux. Il existe dans nos statuts, une loi que l'on appelle l'acte général des chemins de fer. Cet acte dit ce que c'est qu'une compagnie de chemin de fer ; tout y est réglé par cette loi, même les questions de détail. Et quand une compagnie sera constituée en vertu de lettres-patentes, elle tombera sous l'empire de cette loi.

On dit que c'est un empiètement sur le pouvoir fédéral. Comment cela ? Pourtant nous avons le droit d'incorporer ces compagnies par chartes spéciales ; or si nous avons ce droit, nous avons aussi celui de décréter par une loi qu'à l'avenir ces chartes seront accordées par lettres-patentes. Quelle différence cela fait-il au point de vue fédéral ?

C'est une loi nécessaire dans les circonstances, j'insiste sur ce mot. La Chambre ne peut pas ignorer les luttes qui se sont faites dans la Province de Manitoba, et elle ne peut pas non plus rester indifférente aux événements qui se préparent. Là bas on arrête le développement d'une Province, par l'exercice du droit de désaveu. Chaque fois qu'une compagnie se forme en vue de réaliser une entreprise qui peut heurter les intérêts des chemins de fer fédéraux, on la met de côté. Etes-vous prêts à en laisser faire autant ici ? Etes-vous prêts à dire qu'il doit en être ainsi, parce qu'il y a des "magnats," qui ont eu deux cents millions de piastres du trésor fédéral, à qui la chose ne plait pas et qui se serviraient de leur influence pour arrêter le progrès de la Province ? Je demande cette loi afin de nous armer pour mieux protéger la Province, quand elle sera attaquée.

Quand il faut retraiter devant un pouvoir qui est le plus fort dans les circonstances, et qu'il faut retraiter dans l'intérêt de la Province, nous devons retraiter, mais avec dignité et prudence. Je suis de l'opinion des généraux qui croient qu'il vaut mieux sauver leurs armées en tournant les obstacles, qu'en faisant décimer leurs soldats dans des combats stériles. Quand je ne puis traverser une montagne, j'en fais le tour tout simplement, croyant qu'il vaut mieux allonger mon chemin, plutôt que d'épuiser mes forces à tenter une ascension impraticable. Quand le Bas-Canada était isolé de tous côtés, et en butte à toutes sortes de difficultés, ceux qui étaient à la tête des affaires, ont compris ce que les circonstances exigeaient d'eux, et pour assurer le triomphe définitif de leurs idées, ils ont su retraiter habilement. C'est ainsi que Lafontaine a cru qu'il valait mieux accepter l'union législative avec tous ses défauts, quitte à en tirer le meilleur parti possible. Il a tourné la difficulté, et n'a pas essayé à la vaincre de force. Par là, nous avons réussi à traverser ces mauvais jours, forts et nombreux ; nous avons gardé nos lois, notre langue et nos institutions. Ah ! je n'ai pas peur d'être appelé lâche, quand j'agis dans l'intérêt public.

Voilà une mesure de progrès qui s'impose dans les circonstances, et que je demande à la Chambre d'adopter ; ce n'est pas un caprice de ma part, j'en ai besoin pour la protection des intérêts de mon pays, pour la protection des intérêts de mes compatriotes. J'en ai besoin pour la protection des intérêts de ma race. Pour toutes ces raisons, je demande à tous ceux qui m'entourent de m'aider à faire passer cette loi.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition.* — Je n'ai pas l'enthousiasme de l'honorable premier ministre au sujet de ce projet de loi, et je ne conçois pas même comment il se fait, s'il n'a pas d'arrière-

pensées, de desseins cachés, qu'il ait pu s'échauffer, comme il vient de le faire.

On nous propose un changement d'une certaine importance, et pour nous engager à l'approuver, on nous cite l'exemple de l'Angleterre et des Etats-Unis, sans nous donner des raisons tirées des circonstances mêmes dans lesquelles nous nous trouvons placés pour justifier un pareil changement. Quant à ce qui regarde l'Angleterre et les Etats-Unis, les peuples de ces pays ont leurs mœurs politiques et leurs manières de voir ; ils ont leurs lois et nous, nous avons les nôtres. On pourrait tout aussi bien nous demander d'abandonner nos lois et nos coutumes pour adopter les leurs si ces considérations ne devaient pas entrer en ligne de compte. Spectacle étrange, c'est le Gouvernement qui se fait accusateur de nos lois ! Il ne suffit pas de faire de la déclamation plus ou moins éloquente pour nous convaincre, et j'attire l'attention de la Chambre sur le fait que le premier ministre n'a pas signalé un seul inconvénient résultant de la loi actuelle.

Je me rappelle avoir entendu l'honorable premier ministre, nous dire l'autre jour, que la loi fédérale ainsi que la législation dans les autres Provinces étaient semblables à celle qu'il veut faire adopter. Là dessus nous avons demandé le temps de faire à notre tour, des études sur le sujet, et notre défiance était bien fondée. L'honorable député de Gaspé a fait une course rapide il est vrai, mais intelligente et raisonnée, à travers les différents statuts, tant fédéraux que provinciaux, et il a trouvé tout le contraire de la prétention soutenue par l'honorable premier ministre. Il est donc entendu que l'on veut introduire dans nos lois une disposition tout à fait nouvelle, et qui n'est pas dans les idées reçues par notre population.

L'honorable premier ministre traite ces questions avec un sans gêne qui fait envie. Au lieu d'obliger les compa-

gnies de chemin de fer à venir ici demander l'autorisation nécessaire, et au lieu de nous permettre d'entourer cette autorisation de toutes les précautions qu'exige l'intérêt public, à l'avenir ce ne sera pas même le conseil exécutif qui prendra notre place, ce sera un ministre qui seul décidera de tout, sans appel. Au lieu de toutes les garanties que nous avons maintenant, on nous demande d'adopter une mesure d'une simplicité extrême. On a dit qu'une compagnie ne sera pas même obligée de s'adresser au conseil exécutif, il suffira qu'elle présente sa demande au procureur général, et sur le rapport favorable de cet officier, la charte sera accordée.

L'honorable premier ministre a déclaré avec emphase, que c'était une mesure ministérielle. Il a dit cela sur un ton qui voulait faire comprendre ; on va voir s'il y en a quelques-uns qui vont m'abandonner ; ces paroles ne pouvaient pas s'adresser à nous, et dans tous les cas, elles n'étaient guère de nature à nous affecter.

Au lieu de voir les compagnies demander des chartes aux représentants du peuple, au lieu de laisser les députés libres de faire les suggestions que l'intérêt public peut leur inspirer, nous aurons à l'avenir le système préconisé par l'honorable premier ministre, et si le Gouvernement, par favoritisme ou autrement, accorde des droits à des personnes qui ne les méritent pas, le jour où il sera appelé à rendre compte de sa conduite devant les Chambres, le premier ministre se tournera vers ses partisans et leur dira, comme il vient de le faire : " c'est une question ministérielle, et si vous votez contre nous, vous allez faire tomber le Gouvernement." Les amis intimidés par cette menace, reculeront devant cette responsabilité et le tour sera joué.

Je ne sais comment ce système fonctionne dans les autres pays, mais je prévois bien ce qui va arriver ici. Nulle part,

la spéculation malhonnête n'a un champ aussi libre et aussi vaste qu'en matière de chemins de fer. Qu'on ne vienne pas me parler de l'intérêt public comme sauvegarde, car c'est précisément ce qui augmente le danger. Plus l'intérêt public est engagé, plus on voit de ces gens sans aveu, fourmiller autour de ces projets. On veut que nous livrions ces grandes mesures qui intéressent le développement matériel de notre Province, au seul jugement d'un seul membre du Gouvernement. Et plus tard l'acte de cet homme sera jugé par une majorité disciplinée par l'esprit de parti.

L'honorable premier ministre pourra tant qu'il le voudra, parler des progrès réalisés ailleurs, mais ce n'est pas là un argument en faveur de sa loi. Si nous sommes d'accord sur les faits, cela ne veut pas dire que nous ne croyons pas qu'il donne une mauvaise appréciation des causes de ces faits. D'ailleurs, pourquoi chercher dans le pays voisin des preuves de progrès, n'en avons-nous pas ici? Depuis 1874, n'avons-nous pas fait des progrès considérables, n'avons-nous pas des voies ferrées partout où le besoin s'en est fait sentir d'une manière pressante, n'avons-nous pas, sous l'empire d'une législation que l'on nous dénonce comme une législation arriérée, mener à bonne fin des entreprises qui feraient honneur aux Américains eux-mêmes? L'Intercolonial, le Pacifique, et tout ce magnifique réseau de voies ferrées qui sillonnent en tous sens notre Province, n'ont-ils pas été construits par nous, et en vertu des lois existantes? L'honorable premier ministre parle comme si elles entravaient le progrès, comme si cette Chambre avait pris plaisir à créer des ennuies, des obstacles dans le chemin de ceux qui se sont mis à la tête de n'importe laquelle de ces entreprises, je parle des hommes sérieux, et ayant une responsabilité à sauvegarder. Jamais la Chambre n'a fait un seul acte qui soit de nature à justifier un pareil soupçon.

Cette loi n'est faite peut-être que pour rencontrer certains cas particuliers : c'est ce qui se pratique maintenant. Au



commencement de la séance, on nous a soumis un projet de loi concernant le président du Conseil législatif; et le lendemain de la prorogation, la Chambre ne devra pas être surprise si elle voit, comme la chose me paraît probable, quelque trahison grassement récompensée grâce à cette loi. Ce langage est dur, mais je crois qu'il vaut mieux faire connaître ces choses; cela pourra réveiller l'attention publique.

On dit pour vaincre les répugnances de la Chambre : voyez donc ce qui est arrivé à Manitoba. Là aussi il y a des ministres un peu comme ceux d'ici, toujours prêts à partir en guerre contre quelqu'un ou quelque chose. M. Martin ressemble beaucoup à notre premier ministre; comme lui il a toujours les grands mots d'autonomie provinciale dans la bouche, il est toujours prêt à pourfendre et à occire tout le monde. Notre premier ministre suit l'exemple de M. Martin, et il a aussi en plus, cette particularité que je ne lui reproche pas, c'est de reculer pour se mettre d'accord avec la loi et le bon sens, non sans avoir fait beaucoup de bruit et de tapage inutiles.

Nous n'avons pas encore eu aucune difficulté au sujet de nos chemins de fer et ce n'est pas à propos de craintes vagues plus ou moins chimériques, que je me sens disposé à renoncer à une loi dont la sagesse est éprouvée. Puisque l'honorable premier ministre a jugé à propos d'invoquer ici l'exemple des autres pays, j'ai, il me semble, bien plus raison d'invoquer l'expérience acquise dans notre propre pays. Puisque nous avons obtenu la jouissance de toutes les libertés possibles et compatibles avec la vigueur nécessaire à un Gouvernement d'ordre, ne cédon pas trop vite à la tentation d'imiter les autres peuples, de peur que ces imitations finissent par énerver nos propres institutions, et ne plus avoir en dernière analyse, que les illusions de la liberté et non pas la liberté elle-même, comme nous la possédons maintenant.

Avant de parler de la tyrannie de la compagnie du Pacifique, l'honorable premier ministre aurait dû, en justice, considérer ce qui a été fait tant au point de vue des obligations prises par le Parlement, qu'au point de vue des travaux gigantesques exécutés par la compagnie. N'est-il pas vrai que le Nord-Ouest ne serait encore qu'une vaste solitude, si le Parlement canadien et la compagnie du Pacifique n'avaient pas pris les mesures que l'on sait. Cette entreprise du chemin de fer transcontinental intéresse les anciennes Provinces qui se sont saignées à blanc pour la mener à bonne fin. Voilà ce qui explique l'action du Gouvernement fédéral, action si injustement et si légèrement critiquée par l'honorable premier ministre.

Je déclare que je combattrai de toutes mes forces ce projet de loi. Quand bien même je serais seul je n'en insisterais pas moins pour demander le rejet de cette proposition, car nos lois suffisent telles qu'elles sont aux besoins du pays.

J'ai l'honneur de proposer que ce projet de loi ne soit pas adopté maintenant en deuxième délibération, mais dans six mois.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général.* — Réellement, je ne puis comprendre pourquoi on fait tant de bruit au sujet d'une mesure aussi sage que celle-ci. L'honorable chef de l'opposition de même que le député de Gaspé, n'ont pas indiqué à la Chambre quelle différence essentielle il y a entre des compagnies de chemin de fer et d'assurances, et les autres compagnies que l'exécutif peut constituer en vertu de la loi existante. Quant à moi, je n'ai jamais pu me rendre compte des raisons pour lesquelles on avait fait cette différence, et je suis convaincu que la Chambre partage ma manière de voir. L'honorable député de Gaspé lui-même n'a pas encore compris la raison d'être de cette distinction.

L'honorable **M. Flynn**.— L'importance des compagnies de chemin de fer et d'assurance, est beaucoup plus considérable que celle des autres associations que le statut vous permet de constituer légalement. Dans un cas, l'intérêt public se trouve affecté dans une large mesure, tandis que dans l'autre il n'y a d'intéressé que les actionnaires.

L'honorable **M. Turcotte**.— Mais, dans les compagnies de téléphone, de télégraphe, dans les compagnies qui ont pour but d'établir de grandes manufactures, ayant d'énormes capitaux et qui font la richesse du pays, le public, là aussi, est intéressé.

Je ne comprends pas pourquoi l'honorable chef de l'opposition a manifesté tant d'indignation. Il s'indigne parce que l'honorable premier ministre s'est permis d'avoir des idées nouvelles.

L'honorable chef de l'opposition ne veut pas que nous sortions des sentiers battus ; nous, de notre côté, nous voulons réformer les idées reçues, car si parmi ces idées il y en a des bonnes, il y en a aussi d'autres qui ont besoin d'être améliorées.

Parmi les compagnies de chemin de fer il y en a quelques unes qui n'ont exécuté des travaux que pour une cinquantaine de mille piastres. La compagnie du lac Témiscamingue, par exemple, n'avait que onze milles de chemin à faire, et cependant elle a dû avoir une charte fédérale pour lui permettre d'exécuter ces travaux.

On parle de tendance à diminuer les pouvoirs de la Chambre, mais déjà elle a fait le sacrifice d'une partie de ses pouvoirs en passant la loi que nous voulons modifier. Pourquoi donc faire tant de bruit ? Si la Chambre est d'opinion qu'il n'y a pas lieu de faire la distinction qui existe il n'y a pas grand mal à le mettre dans une loi.

Est-ce que l'honorable chef de l'opposition a peur que nous volions le pays? Est-ce que jamais l'opposition s'est plaint de ce que nous avons constitué des compagnies ayant un capital de un million de piastres? Pourquoi alors ne pas donner le même pouvoir au Gouvernement en ce qui concerne les chemins de fer et les compagnies d'assurance?

L'honorable chef de l'opposition a parlé de spéculation malhonnête. Est-ce qu'il appartient bien à mes honorables amis de l'opposition de parler de ces choses! Je pourrais lui répondre en citant la vente du chemin de fer du nord et les autres spéculations véreuses du parti conservateur, spéculations qui ont soulevé toute la Province, mais je le ferai pas, pour éviter des récriminations inutiles. M'est avis que quand mes honorables amis formulent un tel reproche, c'est qu'ils se regardent un peu trop de près.

L'honorable chef de l'opposition a parlé du projet de loi concernant la présidence du Conseil législatif. Personne mieux que lui connaît comment M. de La Bruère a été nommé et dans quelles circonstances cette nomination a été faite. Le Gouvernement Taillon a nommé cet homme quand il n'était composé que de deux ministres, et l'on vient parler de cette nomination comme d'un fait régulier et normal.

Je demande pardon à la Chambre de parler avec un peu de vivacité, mais je ne puis effleurer ces sujets sans y mettre de l'animation.

En résumé, je dis que, jusqu'à ce qu'on m'ait démontré qu'il existe une différence notable entre les compagnies de chemin de fer et d'assurance et les autres, je continuerai à appuyer ce projet de loi comme je viens de le faire.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*.—Il s'agit d'une grave innovation. Pendant ma carrière ministérielle

j'ai dû étudier ces lois, tant fédérales que provinciales, et j'ai remarqué que partout on avait fait une exception en ce qui regarde les compagnies de chemin de fer et d'assurance. J'avoue néanmoins que je ne verrais pas les mêmes objections à ce projet, s'il n'était question que des compagnies d'assurance, mais il ne peut en être ainsi pour celles qui se chargent de la construction et de l'administration des voies ferrées.

L'honorable premier ministre a cité comme exemple les lois de l'Etat de New-York et de certains autres Etats, mais si on prend les statuts de New-York on voit que cette loi est pratiquement lettre-morte, puisque les compagnies de chemin de fer s'adressent en grand nombre à la Législature pour avoir les pouvoirs dont elles ont besoin. . . .

L'honorable M. **Mercier**.—Le *New-York Central* a demandé, il est vrai, des pouvoirs qu'il n'avait pas par la loi générale, mais cela ne veut pas dire que la législation que j'ai citée n'est pas très bien vue.

L'honorable M. **Lynch**. — Je prétends que cette compagnie a demandé très souvent à la Législature des amendements à sa charte. Parce qu'aux Etats-Unis et en Angleterre, on a jugé à propos de donner ces pouvoirs à l'exécutif, il ne s'en suit pas nécessairement que nous devons suivre cet exemple. . . Depuis 1868, nous avons constitué légalement un grand nombre de compagnies de chemin de fer, et il n'y en a qu'un bien petit nombre qui aient fait quelque chose de pratique pour établir que leur demande était sérieuse. Mais je tire un argument de ce fait en faveur de la libéralité de cette Législature. J'y vois aussi une preuve que jamais personne n'a pu se plaindre de la sévérité de la Chambre.

Règle générale, il n'est pas sage de donner trop de pouvoirs au Gouvernement. Les ministres comme tels, ne représentent pas le peuple, c'est nous qui sommes

constitués les gardiens de ses intérêts, les ministres devant nous rendre compte de chacun de leurs actes. Nous sommes tous animés du plus ardent désir de faire progresser le pays, mais comme nous sommes responsables des mesures prises pour assurer ce progrès nous voulons conserver les garanties que nous avons de pouvoir les discuter avant qu'elles deviennent un fait accompli.

Il est vrai que le Gouvernement sera responsable aux Chambres de la manière dont il appliquera cette loi, comme des autres qui existent, mais comment pourrons nous juger de ces cas, n'ayant pas tous les détails devant nous? Aujourd'hui on nous soumet tous les renseignements possibles devant le comité des chemins de fer, et nous pouvons décider en toute connaissance de cause.

Je me résume en exprimant de nouveau l'opinion qu'il s'agit là d'une innovation très considérable, et si cette loi doit être adoptée, par la majorité, j'attire l'attention de l'honorable premier ministre sur le fait que la rédaction du texte anglais laisse beaucoup à désirer.

On nous propose d'enlever les mots " excepté la construction et l'exploitation des chemins de fer et les affaires d'assurance," à la fin de l'article 4653 ; or cet loi des lettres-patentes ne s'est appliquée jusqu'ici qu'aux compagnies ordinaires, industrielles et autres du même genre. Mais dans la majeure partie des cas où il s'agissait de grands travaux, on demandait des pouvoirs spéciaux à la Législature, et celle-ci pourvoyait à la protection des intérêts des particuliers qui pouvaient être affectés. En changeant la loi on change aussi les conditions dans lesquelles elle était appliquée, or les avis qui étaient considérés comme suffisants auparavant ne pourront pas l'être à l'avenir, puisque les compagnies de chemin de fer ne seront plus exceptées.

L'article 4687 règle ce qui concerne les avis qui doivent

être donnés, mais il n'est pas question du tracé que devra suivre la voie ferrée projetée . . .

L'honorable M. **Mercier**.— Si le principe est adopté, il sera facile de régler ce détail en comité général.

L'honorable M. **Lynch**.— Il est dit aussi que ces avis seront donnés dans la *Gazette officielle*, or, on sait que cette publication est généralement peu lue. On devrait mettre dans cette loi les mêmes précautions que l'on trouve dans le règlement de cette Chambre, quand il s'agit de la constitution, par cette Législature, de compagnies de chemin de fer.

Quand il s'agit de subventions à une compagnie non encore constituée, le Gouvernement peut demander à la Chambre l'autorisation d'émettre des lettres patentes pour donner l'existence légale à cette compagnie. Ceci s'est fait à Ottawa et ici, et cela ne présente pas de grands inconvénients vu que la Chambre à l'occasion de se prononcer sur l'opportunité d'accorder ou de refuser le subside demandé.

M. **David**—*député de Montréal est.*—M. le Président, j'avoue que la première lecture de ce projet m'a causé d'assez vives anxiétés, mais après les explications que vient de donner l'honorable premier ministre et avec le changement qu'il consent à faire, je crois que cette mesure sera très acceptable.

Chaque fois qu'il s'agira d'assurer l'indépendance de cette Législature, ou d'en accroître l'importance, j'espère bien que je ne faillirai jamais à mon devoir, comme je n'ai jamais hésité à le remplir par le passé, quelles qu'en fussent les conséquences pour moi. Je suis heureux de dire que les raisons données par l'honorable premier ministre n'ont convaincu comme elles ont du convaincre tous mes amis de ce côté-ci de la Chambre. Nous agissons avec toute l'indépendance d'hommes libres, et quant à moi, ce n'est pas

parce que ce serait une mesure ministérielle que je voterais pour, si ma conscience me disait de faire le contraire. Le jour où je serai placé dans cette alternative, je sortirai de la Chambre plutôt que de donner un vote contre mes convictions. Pour les raisons données par l'honorable premier ministre, je crois que ce projet là est bon, bien que je sois de l'opinion de l'honorable député de Gaspé, au sujet des abus auxquels il peut donner lieu. On devra prendre en conséquence, toutes les précautions possibles pour se prémunir contre ces abus.

Je suis aussi d'opinion que l'honorable premier ministre devrait amender son projet de loi de manière à ce que le rapport du procureur général ne suffise pas, et que la charte ne sera accordée qu'après l'adoption d'un arrêté du conseil des ministres.

Il faudra aussi que les avis que l'on exigera soient suffisants, et qu'ils soient publiés dans certains journaux autres que la *Gazette officielle*. Il faudra aussi que le tracé que devra suivre le chemin de fer soit indiqué bien clairement.

Avec ces amendements, je crois que nous pouvons voter ce projet de loi en toute tranquillité de conscience.

L'honorable **M. Blanchet**. — *député de Beauce*. — La question débattue en ce moment se réduit pour moi à un seul point : La Chambre possède exclusivement le droit d'accorder des chartes à des compagnies de chemin de fer, — et le projet de loi de l'honorable premier ministre, que nous discutons en ce moment, propose de nous enlever ce pouvoir pour le confier aux mains du Gouvernement. On demande aujourd'hui à la députation de renoncer volontairement à l'un de ses plus importants privilèges, pour en remettre l'exercice à l'exécutif de la Province. C'est donc l'anéantissement d'une partie de notre juridiction législative et l'agrandissement des pouvoirs administratifs du Gouvernement déjà surchargé de besogne. Quelles sont



les raisons d'ordre public qui exigent ce changement radical? — L'intérêt privé sera-t-il mieux protégé par le ministère que par la Chambre? Les conflits entre des lignes rivales seront-ils plutôt terminés? Les entreprises plus ou moins sérieuses de quelques spéculateurs seront-elles mieux contrôlées? Les intérêts variés des chemins existants seront-ils plus à l'abri de l'ambition ou de la rivalité? En un mot, le public aura-t-il plus de garantie avec le nouveau système qu'avec l'ancien? Il est évident que tous ces grands intérêts sont bien mieux sauvegardés par les 65 représentants du peuple que par les huit ministres siégeant en conseil. Les entreprises de chemin de fer ne sont pas des questions de loi, ni de finances, au moins en autant que l'organisation de ces compagnies est concernée. Ce sont des questions de fait, d'opportunité, d'avantages probables qui requièrent la connaissance des lieux, des difficultés de la voie projetée, des besoins du pays qu'elle traversera, des ressources offertes au commerce et à l'industrie, et toutes ces questions seront plus facilement débattues entre les lignes rivales, et je dis sans crainte, mieux jugées par la Chambre que par les ministres en conseil. D'ailleurs, nous représentons directement le peuple : nous sommes plus à la portée, quant à ce qui concerne chacun de nos comtés, de connaître les besoins, les sentiments et les intérêts de ceux qui y habitent. Le Gouvernement peut être trompé, il peut se laisser circonvenir, et, une fois qu'il aura accordé une chartre, comment pourrons-nous réparer une injustice commise, comment pourrons-nous remédier au mal? Les liens et les attaches de parti seront les plus forts et les plaintes des victimes seront mises de côté ; leur voix ne sera pas entendue, et c'est une partie du peuple qui, en définitive, souffrira des abus du nouveau système.

Dans l'état de choses actuel, quand une compagnie s'adresse à la Chambre, elle sait d'avance qu'elle aura à satisfaire les exigences les plus légitimes du public et elle

fait des efforts pour satisfaire ces exigences.—Le peuple est par là mieux protégé. Quand il suffira à la compagnie de satisfaire le premier ministre pour que ces collègues le soient, les surprises seront plus faciles et les dangers plus grands.

Si encore des plaintes s'étaient fait entendre à ce sujet ; si des injustices avaient été commises, si des délais inutiles avaient été subis, on aurait au moins un prétexte pour nous offrir cette législation. Mais on n'a pas même cette excuse à nous offrir pour nous demander de renoncer à l'un des droits les plus importants que cette Chambre puisse exercer, pour le bénéfice et l'intérêt bien entendus du peuple. Il est donc impossible de ne pas repousser de toutes nos forces une demande aussi extraordinaire et aussi dangereuse.

Désespérant de trouver une défense sérieuse pour ce projet de loi, soit au point de vue de l'intérêt public, soit au point de vue de l'intérêt privé, le Gouvernement a eu recours au procédé ordinaire. Il a déclaré qu'il avait besoin de ce pouvoir pour les luttes de l'avenir, et il a rappelé celles du ministère Greenway, du Manitoba, contre le Pacifique et le pouvoir central. Il nous a dit que ce dernier pouvait arrêter capricieusement la construction de nos voies ferrées, nous forcer ainsi à rétrograder au lieu d'avancer dans la voie du progrès, et mettre en danger l'autonomie de la Province.

Ces déclarations n'ont plus le mérite de la nouveauté mais elles sont encore plus loin de la vérité.—Tout le monde sait que c'est la compagnie du Pacifique et non le Gouvernement fédéral qui voulait empêcher le procureur général Martin de traverser sa voie. Qu'a fait ce dernier quand il a vu que ses efforts insensés à la révolte ne réussissaient pas ? Il a consulté les lois du pays qu'il semblait ignorer et il a constaté que le comité des chemins de fer à Ottawa, pouvait régler la question, ou la référer à la cour suprême s'il avait des doutes sur les droits des parties.—

C'est ce qui a été fait, et la cour suprême ayant déclaré quels étaient les droits des litigants, le comité des chemins de fer, comme tout le monde s'y attendait, excepté le procureur général Martin, a déterminé et réglé les conditions dans lesquelles la voie provinciale pouvait croiser ou couper la voie fédérale. C'est une garantie pour le public voyageur et pour la conservation des marchandises que ces croisements ne puissent se faire sans prendre les précautions les plus rigoureuses, et le Gouvernement de Québec signale ces précautions comme un danger ! . . .

On a aussi parlé de la compagnie du Pacifique, des magnats qui l'avaient construit et du monopole odieux que la Province du Manitoba avait eu à combattre pour conserver ses droits. — Je l'ai déjà dit et je le répète : je n'ai jamais compris comment le parti libéral, dans la Province de Québec, avait eu assez peu de patriotisme pour se joindre aux manitobains en révolte et demander avec eux l'abolition du monopole en question, car c'était la protection des vieilles Provinces. Le monopole avait été établi pour nous assurer les bénéfices du commerce de l'ouest. Québec, Montréal et les Provinces maritimes avaient droit de compter sur l'immense trafic de l'ouest, de la Chine et du Japon ; c'étaient en effet les vieilles Provinces qui avaient construit cette grande voie ferrée, mais les manitobains, se moquant de nous et de leurs promesses, voulaient détourner ce commerce au profit des Américains et des ports des Etats-Unis, et le parti libéral, oubliant nos sacrifices et nos intérêts les plus chers, a crié tout d'une voix que les manitobains avaient raison. Voilà le patriotisme de ces messieurs. On a encore parlé de l'autonomie des Provinces et de l'union législative. Nous sommes tous, de ce côté-ci de la Chambre, des partisans dévoués de l'autonomie. Mais nous le sommes d'une manière un peu différente de nos adversaires. Nous sommes satisfaits de vivre sous les institutions qui nous ont été données en 1867. Elles nous protègent suffi-

samment et nous assurent la plénitude de nos droits les plus chers et les plus sacrés. Cependant, nos adversaires, tout en prétendant que nos ennemis sont actuellement à trouver contre nous un projet de fédération impériale en Angleterre, ont décidé, malgré nos objections, de remettre notre charte constitutionnelle devant le Parlement impérial à Londres, c'est-à-dire entre les mains de nos ennemis, suivant eux, et de leur donner ainsi l'occasion de l'amender dans le sens qu'il leur plaira de le faire.

Où est la prudence, de quel côté se trouve la prévoyance, les véritables protecteurs de l'autonomie des Provinces ? Ce n'est certainement pas du côté du Gouvernement.

Quant à l'union législative, ce spectre que l'on évoque de temps en temps devant nous, il ne peut effrayer que ceux qui ne connaissent pas nos affaires publiques. Tous ceux qui ont lu les débats de 1865 savent que dès l'origine de la Confédération, tous nos hommes publics, sans distinction, ont renoncé à ce projet pour adopter franchement l'union fédérale. Nous n'étions alors que quatre Provinces dans la Confédération. Depuis nous nous sommes annexé l'immense Nord-Ouest, la Colombie Anglaise et l'Ile du Prince-Edouard. Il est facile de comprendre que l'union législative de cet immense territoire est devenue non seulement une impossibilité, mais une chose forcément irréalisable.—Comment une seule législature pourrait-elle s'occuper des intérêts multiples et variés de cette vaste contrée, je parle des questions locales, et de les décider avec justice et célérité ? Il lui faudrait siéger en permanence. D'ailleurs notre Province n'est pas seule à repousser l'union législative, les Provinces maritimes ont toujours entretenu les mêmes opinions à ce sujet et l'Angleterre n'essayera jamais de nous l'imposer malgré nous. Il n'y a donc rien à craindre de ce côté, et nous pouvons continuer sans crainte de travailler à développer les immenses ressources de notre pays, sans avoir à

redouter ces profonds bouleversements qui appartiennent désormais au domaine du passé.

Pour ces raisons et celles qui ont déjà été données à cette Chambre par plusieurs députés de l'opposition, je voterai contre le projet de loi du Gouvernement, que je considère comme un pas dangereux dans une voie plus dangereuse encore.

**M. Nantel**—*député de Terrebonne.* — M. le Président, l'honorable premier ministre nous a demandé quelle différence il y avait entre les compagnies à fonds social qui peuvent être constituées par lettres-patentes, et les compagnies de chemin de fer. Je suis surpris qu'un homme qui prétend avoir autant de connaissances que lui, n'ait pas saisi encore cette différence qui est très considérable et dont on a tenu compte dans toutes les lois des différents pays. Pour faire bien comprendre combien il est important de faire cette distinction, je citerai un seul des pouvoirs conférés aux compagnies de chemin de fer ; je veux parler du droit d'expropriation. C'est peut-être pour cette raison que l'on a toujours fait cette distinction . . . . •

L'honorable **M. Mercier.** — Que faites-vous alors de la loi générale des chemins de fer ?

**M. Nantel.** — Elle contient des pouvoirs auxquels nous dérogeons dans nos chartes spéciales.

L'honorable **M. Mercier.**—Est-ce qu'il y a une charte spéciale qui excède les dispositions de la loi générale concernant les chemins de fer ?

**M. Nantel.**—Je ne le crois pas, mais tous les auteurs reconnaissent que le droit d'expropriation comporte un droit extraordinaire et exceptionnel qu'il ne faut conférer qu'avec la plus grande prudence et en entourant l'exercice de toutes les précautions possibles.

L'honorable premier ministre a dit que ce pouvoir serait exercé avec autant de sagesse par l'exécutif que par la Chambre. Je crois que non. Après ce que nous avons vu ces jours derniers, on ne peut être rassurés à cet égard.

On a prétendu que les avis seraient suffisants pour mettre le public en garde contre les entreprises de ceux qui demanderaient ces lettres-patentes. Je demanderai aux officiers publics si jamais on s'est opposé d'une manière sérieuse aux demandes de lettres-patentes, et si on ne l'a pas fait c'est qu'on ne suit pas ordinairement les avis donnés par ces compagnies. Mais il n'en est pas ainsi pour les promoteurs d'entreprises de chemin de fer, qui sont obligés de venir devant la Chambre. Le public est bien plus tenu en éveil, à raison des procédures longues et justes qui sont imposées.

On a dit que l'on avait constitué des compagnies de voies ferrées par lettres-patentes à Ottawa, et cependant la loi fédérale est deux fois plus sévère que la notre. Ainsi notre loi exige pas le serment, tandis que par la loi fédérale rien n'est accordé, sans que la demande et les documents qui l'accompagnent soient assermentés. Je défie l'honorable premier ministre de me contredire sur ce point

On a cité les lois des Etats-Unis ; mais n'est-il pas vrai que, comme question de fait, les principales compagnies du pays voisin, ont toujours été constituées par actes de la Législature de chaque Etat. D'ailleurs là, on se trouve dans un état économique tout différent du notre. Il y a dans le pays voisin des hommes très riches qui se battent à coup de millions, quand pourrons nous en faire autant ? Qu'est-ce que signifie cette législation ? On vient ni plus ni moins nous demander de donner au Gouvernement le droit de ruiner des compagnies rivales, qui sont en bonne voie d'exécuter les entreprises dont elles se sont chargées, mais qui ne sont pas assez riches pour soutenir la concurrence. Je connais aussi bien que l'honorable premier ministre, la loi des

Etats-Unis sur les chemins de fer et sur les mines. N'est-il pas vrai que ce sont ces lois qui ont donné lieu, dans l'Etat de New-York, à tant de spéculations véreuses, désignées sous le nom de *boodle*. Elles ont donné naissance à plus de scandales qu'il ne s'en est jamais vu dans n'importe quel autre pays. Je suppose que l'honorable premier ministre ne désire pas le même état de choses ici ?...

On a comparé notre Province à Manitoba. Là-bas, il y avait une loi spéciale qui donnait certains droits au Pacifique ; il n'en est pas ainsi pour la Province de Québec. Montrez-moi donc une loi qui défende à cette Législature d'autoriser la construction d'un chemin de fer dans n'importe quelle partie de notre territoire !...

On nous a parlé de *magnats* ; au moins ceux-là sont nos compatriotes. D'après ce que nous avons vu, l'honorable premier ministre ne paraît pas avoir beaucoup de dédain pour ces grands capitalistes. Il ne manque jamais l'occasion de conquérir l'amitié des *maguats* des Etats-Unis, et c'est pour cela, sans doute, qu'il voudrait établir la réciprocité commerciale, au bénéfice des grands industriels de la Nouvelle Angleterre. *Magnats* pour *magnats*, j'aime encore mieux les miens que les siens.

L'honorable premier ministre a parlé des grands dangers que courait notre constitution à l'heure qu'il est. Ces dangers existent, mais ils ne sont pas là où il pense les trouver, et la loi proposée est un de ces dangers. On veut enlever à cette Chambre des droits qu'elle a toujours exercés avec sagesse et prudence, pour les donner à l'exécutif.

Dans ce cas il vaudrait autant abolir cette Législature. Pour ma part je repousse une telle mesure ; je crois que le pouvoir législatif doit résider dans cette Chambre. Ces messieurs qui se disent les disciples de Papineau et de Dorion, trouvent bel et bon de réduire les pouvoirs des représentants du peuple mais ils se trompent grandement,

en pensant qu'ils pratiquent les principes libéraux de leurs devanciers.

L'honorable premier ministre nous a dit qu'il ne voulait pas sacrifier les lois du pays. Parce que nous refuserions d'adopter une législation qui empiète évidemment sur les pouvoirs de cette Chambre, on nous accuserait de mettre en péril les lois du pays ! En voilà un argument qui n'a pas pour mérite principal d'être logique et irréfutable.

A l'heure qu'il est il y a une véritable course au clocher ; c'est à qui aura sa petite charte de chemin de fer. Il paraît que ce n'est pas assez, et qu'il faut encore aller plus loin. Nous allons voir dans l'instant si la majorité va pousser l'esprit de parti jusqu'au point de suivre le Gouvernement dans une voie aussi dangereuse pour les intérêts publics.

La proposition de l'honorable M. Taillon est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Baldwin, Beauchamp, Blanchet, Casgrain, Deschênes, (de Témiscouata), Desjardins, Duplessis, Flynn, Hall, Lapointe, LeBlanc, Lynch, Martin, (de Bonaventure), McIntosh, Owens, Picard, Spencer, Tourigny et Trudel.—19.

Ont voté contre :—MM. Bazinet, Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Boyer, Cameron, Cardin, Champagne, David, Déchène (de l'Islet), Dumais, Forest, Girouard, Gladu, Lafontaine, Laliberté, Lareau, Lemieux, Legris, Lussier, McShane, Mercier, Morin, Murphy, Pilon, Rinfret, Robidoux, Rocheleau, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier et Turcotte.—33.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La proposition de l'honorable M. Mercier est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bazinet, Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Boyer, Cameron, Cardin, Champagne, David,



Déchêne (de l'Islet), Dumais, Forest, Girouard, Gladu, Lafontaine, Laliberté, Lareau, Lemieux, Legris, Lussier, McShane, Mercier, Morin, Murphy, Pilon, Rinfret, Robidoux, Rocheleau, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier et Turcotte.—33.

Ont voté contre :—MM. Baldwin, Beauchamp, Blanchet, Casgrain, Deschêne (deTémiscouata), Desjardins, Duplessis, Flynn, Hall, Lapointe, LeBlanc, Lynch, Martin, (de Bonaventure), McIntosh, Owens, Picard, Spencer, Tourigny et Trudel.—19.

L'Assemblée législative a adopté.

Le projet de loi est adopté en seconde délibération.

La séance est levée.